Michigan
MAR 31 1934

41e Année. N° 6.

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

LA

REVUE DE PARIS

15 MARS 1934

		Pages.
ri de Régnier . .	*Promenades dans Rome*	241
l Reynaud.	*Budget et Redressement*	262
hel Chevalier . . .	*France et Allemagne (Lettres inédites)*.	271
n Giono	*Le Chant du Monde.* — II	285
n Massip	*La Situation en Angleterre*	335
Maillart	*Tachkent et Samarcande*.	353
is Batiffol	*Le Cardinal de Richelieu* (fin). . . .	377
l Allard.	*L'Anarchie de la Police*.	401
t-Colonel Koeltz .	*Monographies militaires*	421
nçois Porché . . .	*Le Théâtre*	436
stantin Photiadès.	*L'Opéra et les Concerts*	446
rt Flament. . . .	*Tableaux de Paris*.	458

Marcel Thiébaut : *Parmi les Livres.*

opyright 1934 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE **240** PAGES : **7** FRANCS

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

La REVUE DE PARIS *publiera prochainement* :

Réflexions sur le Roman policier

par PAUL MORAND

Lettres inédites de Lamartin

(publiées par HENRI GUILLEMIN)

Souvenirs inédits du Baron Méneval

(publiés par J. DUHEM)

Dans le Jeu des Balkans

par le COLONEL HERBILLON

La Mortalité infantile en France

par le PROFESSEUR ROBERT DEBRÉ

La Mort par la Mousselin

par MARCEL GRIAULE

PROMENADES DANS ROME

Je suis allé à Rome, pour la première fois, et d'ailleurs la seule fois, au printemps de l'année 1903, c'est-à-dire plus de soixante-dix ans après le dernier séjour qu'y fit Stendhal en 1827 avant d'écrire ses *Promenades*. J'y entendis donc, en avril 1903, sonner les cloches de Pâques. Ce n'était pas mon premier voyage en Italie. A deux reprises, j'avais pris la route de Venise et, par Milan, Vérone, Vicence et Padoue, gagné la Lagune dont les enchantements m'avaient retenu, sans m'enlever pourtant le désir de connaître, après le charme vénitien, la beauté toscane et la grandeur romaine. Naples m'attirait également. Amalfi et Capri m'adressaient leur appel et je voyais se dresser dans mon imagination les temples de Paestum. En pensée un détroit est vite franchi. Un jour, la Sicile ne m'offrirait-elle pas Ségeste, Sélinonte et Agrigente? A Syracuse j'écarterais les papyrus de l'Anapô pour voir m'apparaître, dans les eaux de la Source Cyanée, le visage entrevu de la Nymphe Aréthuse; mais, en ce mois d'avril de l'année 1903, c'était vers Rome, que je me dirigeais, et d'avance, je me répétais les noms illustres des sept Collines.

Des amies dont j'avais été par deux fois l'hôte, de Venise, avaient passé à Rome cet hiver-là. Le charmant palais Dario où elles m'avaient reçu était fermé et les toiles de couleur ocre de son « altana » n'y tendraient pas leur abri aérien. A Rome, ces dames ne pourraient pas m'offrir l'hospitalité mais elles m'aideraient à mettre à profit le séjour que j'y ferais, sinon chez elles, du moins auprès d'elles. Elles se disaient

devenues de « vraies Romaines » comme elles avaient été de « vraies Vénitiennes ». Leur affectueux appel était pressant. Il me parvenait au moment où l'hiver de Paris, qui a son charme, se terminait par les acides aigreurs et les énervantes incertitudes de l'avant-printemps. Le ciel de Rome remplacerait avec avantage le ciel incertain de Paris. Le beau climat d'Italie a des précocités bien tentantes. Pourquoi se refuser aux promesses de lumière et de soleil qu'il m'offrait? Rien ne me retenait chez moi que cette hésitation à se mettre en route qui nous prive si souvent de plaisirs auxquels nous nous imaginons préférer des habitudes qui nous sont moins nécessaires que nous le pensons. Rome ne valait-elle pas la peine de rompre ces liens factices? Tous les chemins y mènent, dit le proverbe, encore faut-il prendre celui que nous propose l'occasion! Que je me munisse d'un billet de chemin de fer, que j'envoyasse un télégramme et une chambre me serait retenue dans un hôtel. J'y jouirais d'une complète liberté. Rome serait toute à moi et je serais tout à elle.

A ces arguments persuasifs s'en ajoutaient d'autres qui accroissaient leur force. A ceux de l'amitié se joignaient ceux de la curiosité et aussi de la reconnaissance. J'avais contracté envers Rome une dette d'esprit et je lui étais attaché par une gratitude assez particulière. Je lui devais déjà des heures heureuses et dont le souvenir était encore proche. Elles avaient eu leur origine dans certaines circonstances de ma vie d'écrivain et plus spécialement de romancier. Durant les rêveries vagues et presque inconscientes qui accompagnent et favorisent la conception d'un livre, durant la période secrète et préliminaire où s'élabore sourdement une œuvre, un singulier personnage m'était apparu pour lequel je m'étais pris d'un intérêt obéissant et passionné. D'où venait-il et comment avait-il conquis une place si absorbante dans mes préoccupations journalières? Pourquoi s'imposait-il à moi avec une si persistante insistance? Un jour, après avoir longtemps rôdé autour de moi, il m'avait dit son nom et j'avais senti que bientôt il se confierait à moi sans réserve et qu'il me conterait son histoire.

Cette sorte de mainmise sur le romancier par tel ou tel personnage de son futur roman est un phénomène qui, pour

être assez étrange, n'a rien cependant d'exceptionnel. Il n'en est pas moins intéressant et mériterait d'être étudié, car il prend des formes assez diverses. Chacun de ces importuns qui finissent par devenir des amis, chacun de ces intrus qui s'introduisent ainsi dans notre intimité, a ses approches particulières, ses menées personnelles, ses façons à lui de parvenir à ses fins, de s'imposer à notre attention. Tantôt il sollicite, tantôt il exige. Il est réticent tour à tour ou confidentiel. Tantôt il surgit devant nous, tantôt il se glisse à nos côtés, si bien qu'il devient nous et que nous devenons lui. Nous ne sommes plus qu'un seul, jusqu'au jour où, ayant obtenu de nous ce qu'il voulait, nous avons rendu son existence visible à tous.

Ne serait-il pas curieux de savoir quand, comment, en quel lieu un Balzac s'est trouvé peu à peu ou soudain en présence d'un Goriot, d'un Grandet ou de tel autre héros de l'immense Comédie Humaine, de savoir où un Stendhal fit la subite ou lente connaissance d'un Julien Sorel ou d'un Fabrice del Dongo? Parfois, il est vrai, ces personnages impérieux ou retors ne sont que des dédoublements de l'écrivain, des aspects secrets et profonds de lui-même, des figures qui présentent quelques traits de la sienne. Ils sont ses émanations et ses contrefaçons, ses portraits imaginaires, ses déformations ou ses exaltations, ses larves ou ses statues, mais il arrive aussi que ces survenants lui sont complètement étrangers et n'ont avec lui rien de commun. Ils n'ont pas leur origine dans son souvenir. Ils ne lui sont rien et de rien. Aucune réalité vivante ne les lui a suggérés. Il ne les a pas formés d'éléments personnels. C'est d'eux-mêmes qu'ils se sont faits et ils ne lui ont rien emprunté, et c'est mystérieusement qu'ils ont pris pied dans sa pensée.

Ce fut le cas de l'étrange bonhomme qui me dit s'appeler Nicolas de Galandot et dont j'ai conté, dans *la Double Maîtresse*, la pauvre vie et la pauvre mort. Il m'apparut d'abord comme une de ces « silhouettes » dont on s'amusait, au dix-huitième siècle, à fixer, à l'encre, sur un feuillet de papier blanc, l'ombre profilée; mais je m'aperçus bientôt que Nicolas de Galandot n'était pas une ombre et que son obscurité cédait peu à peu aux couleurs de la vie. Avec sa haute stature

qui, par sa maigreur dégingandée, donnait à son personnage un aspect falot, les basques de son habit battant ses mollets étiques, sa perruque de travers sous son tricorne mal posé, sa haute canne et sa dignité anguleuse de fantoche, son allure de nigaud de comédie, il devint le compagnon de toutes mes heures. Je le trouvais posté à tous les tournants de ma rêverie, en même temps pitoyable et importun, touchant et dérisoire. Que je l'écartasse de ma pensée, il y revenait obstinément par quelque détour. Que voulait-il de moi ce gentilhomme de l'autre siècle dont la présence commençait à m'exaspérer? Aussi, à la fin, pris-je le parti de lui inventer une histoire pour me débarrasser de lui.

Mais je connaissais bien mal mon Nicolas et je reconnus bientôt qu'il n'était pas homme à se contenter des aventures qu'il me plairait de lui imaginer. Était-ce la peine d'être revenu de si loin, d'avoir repris la forme d'un vivant pour que je lui prêtasse une existence à ma fantaisie et que je le hasardasse en des conjonctures où il n'avait que faire? Ce qu'il attendait de moi, c'était d'être représenté au naturel dans les événements et dans les lieux où s'était accompli son destin. Que lui importaient les aventures que je prétendrais lui attribuer? C'était la sienne, celle qu'il avait vécue, dont il voulait que je fusse l'interprète obéissant et fidèle. Ah! que les fantômes du passé ont donc sur nous de singuliers pouvoirs! Je m'en apercevais à mesure que je couchais sur le papier ce qui me semblait être des effets de mon invention romanesque. Je sentais obscurément que c'était la véridique histoire de mon visiteur que je contais dans la fiction dont il dirigeait la conduite, dont il inspirait les péripéties, et, chose étrange, au lieu de prendre humeur du rôle secondaire auquel j'étais réduit, j'en concevais peu à peu une sorte d'amitié, tantôt amusée, tantôt apitoyée, pour le piteux et malchanceux héros dont j'allais révéler au monde les déboires et les misères, pour l'amoureux transi de sa belle cousine, Julie de Mausseuil, pour l'amant bafoué de la cynique Olympia, pour le pauvre Nicolas de Galandot, pour Galandot le Romain.

Cher Galandot! Je le reconnais aujourd'hui, ce livre qui vous est consacré, il vous appartient plus qu'à moi et c'est vous qui en êtes, par mon entremise, l'auteur véritable.

N'est-ce point vous qui me l'avez imposé? N'est-ce pas vous qui m'avez conduit dans votre temps et qui m'avez fait m'y trouver de plain-pied, comme si j'y avais vécu moi-même, qui m'avez mené dans votre château de Pont-aux-Belles, guidé dans ses appartements et promené dans ses jardins? J'ai assisté aux leçons que vous donnait le bon abbé Hubertet friand de poires et amoureux d'antiquités; je me suis assis avec vous sur ce banc, auprès d'un bassin au milieu duquel s'élevait ce groupe de bronze, et où venait vous rejoindre votre jolie cousine Julie de Mausseuil dont la malicieuse et naïve perversité éveilla vos sens de grand garçon coquebin et timide. N'ai-je pas entendu résonner sur votre joue le magistral soufflet qu'y appliqua, d'une main austère, votre respectable mère, quand elle vous surprit en tentation du péché où allait vous faire tomber votre trop charmante Julie? Vous ai-je quitté un instant jusqu'au jour, où, loin de ce Pont-aux-Belles, votre carrosse vous emporta sur le pavé du Roi et où je le perdis de vue à un dernier tour de roue, tandis que tournait celle de votre fortune dont vous vous réserviez de me faire connaître les tristes singularités?

Mais vos confidences ne devaient pas en rester là. Vous m'avez fait souper chez mademoiselle Damberville, fille d'Opéra, avec le bon abbé Hubertet et c'est par lui que j'ai su votre établissement à Rome où vous m'avez appelé à aller vous retrouver. Comme dans votre château de Pont-aux-Belles, vous m'avez introduit dans votre villa du Janicule et, via del Babuino, chez le petit tailleur Cozzoli. Avec vous j'ai goûté le spectacle des mascarades du Carnaval et je vous ai suivi chez le cardinal Lamparelli assis devant son conclave de singes déguisés en princes de l'Église. Avec vous j'ai parcouru Rome. Avec vous je suis allé chez votre banquier et j'ai écouté les discours de votre vieille servante Barbara. J'étais auprès de vous le jour où, passant dans une ruelle que bordait le mur bas de son jardin, vous reçûtes au visage ce grain de raisin que vous lança la courtisane Olympia, de la grappe que, demi-nue, elle élevait devant elle d'un geste provocant et voluptueux.

Pauvre Nicolas de Galandot, vous ne m'avez rien caché des événements qui suivirent cette fatale rencontre. Timide et

bon, humble et doux, vous n'étiez pas de force à vous mesurer avec les ruses de la coquine qui vous avait pris en ses filets. Avide, retorse, impudique, que pouvait votre faiblesse contre l'envoûtement où vous tenait cette fille, de chair tentante et d'âme perverse? Vous étiez perdu d'avance. Aussi ai-je été témoin de votre capture et de tous vos asservissements. Votre argent et votre dignité y passèrent et j'eus honte pour vous de la misère de votre esclavage. J'en connus le lamentable détail. Olympia ne vous épargna nulle avanie. Je vous ai vu lui rendre les plus humiliants offices et jusqu'à servir de monture aux jeux de sa lubricité. L'excès même des bassesses où elle vous réduisait n'allait-il pas enfin vous aider à briser le sortilège qui faisait d'un gentilhomme français le jouet de cette garce romaine? Mais non, rien ne vous délivrerait! En vain l'honnête M. Tobyson de Tottenwood vous offrit-il de vous arracher à la soupente misérable où l'on vous faisait coucher, c'était sur ce grabat que vous deviez mourir, que vous êtes mort, sans que votre main défaillante ait pu signer la dernière lettre de change que vous tendait Olympia. Rome devait garder à jamais Galandot le Romain, et c'est vous-même, pauvre Nicolas, qui avez voulu que je racontasse votre lamentable histoire. J'en ai fait un gros livre, mais il est moins de moi que de vous.

Il y a certains personnages de nos romans dont nous nous détachons aisément et nous oublions presque de leur avoir donné l'existence, mais il en est d'autres dont la présence en nous est plus tenace. Nous sommes unis à eux par des liens mystérieux qui se relâchent parfois sans se briser jamais. Parmi les nombreux personnages que j'ai tenté de faire vivre dans mes nombreux romans, celui de M. de Galandot est un de ceux qui me reviennent le plus fréquemment en mémoire. Sa silhouette falote et dégingandée, sa pauvre mine, ses gestes de timide, son pathétique de nigaud s'offrent assez souvent à ma pensée et j'accueille toujours mon Romain avec une bienveillante affection. Cette faveur tient peut-être à ce que sa présence me ramène à une époque que j'aime et dont les mœurs, les lettres et les arts me sont familiers. Avec lui je me retrouve en cet aimable et beau XVIIIe siècle dont je me sens si proche par tant de goûts. A ces raisons de bon accueil s'ajoute aussi le

fait que ce roman de *la Double Maîtresse*, dont le héros est M. de Galandot, fut ma première œuvre romanesque et je n'ai pas oublié le plaisir que je pris à la composer, ainsi qu'en témoignent les quatre manuscrits successifs et différents qui la menèrent à bonne fin.

Il n'est donc pas étonnant que je sois reconnaissant à mon pauvre Galandot d'avoir présidé à ce travail sur la valeur duquel je ne m'illusionne pas outre mesure. Je sais fort bien les défauts de technique de cet ouvrage et j'y constate les marques de mon inexpérience, mais cette inexpérience ne me força-t-elle pas, pour venir à bout de mon sujet, à une certaine ingéniosité de composition à laquelle je n'aurais pas eu probablement recours si j'avais eu plus de métier? S'il en avait été ainsi, il est probable également que le détail y eût été moins abondant et la narration plus serrée, mais, en revanche, l'ouvrage n'eût pas eu les qualités de verve juvénile et de pittoresque amusant qu'on a bien voulu lui reconnaître. Aussi le livre et le héros, l'on m'en excusera, me sont-il restés chers.

J'en étais encore bien proche en ce printemps de l'année 1903 où me vint l'invitation à ce voyage de Rome, que j'aurais dû faire avant d'accompagner, dans sa villa du Janicule, le héros de mon récit. J'aurais dû peut-être aller me documenter sur Rome et respirer l'air romain. Certes la Rome que j'aurais vue n'eût pas été celle où mon bonhomme avait vécu la malencontreuse aventure que j'entreprenais de raconter, mais, quelques transformations que Rome eût subies, j'y aurais retrouvé encore un peu de ses aspects d'alors. J'aurais pu tirer des enseignements de la Rome de 1897 pour la peinture que je voulais faire de la Rome de 1778, mais les circonstances ne se prêtèrent pas à ce que se réalisât ce projet et je dus procéder autrement pour me procurer les éléments dont j'avais besoin pour encadrer la figure de mon Romain.

Cette Rome du XVIIIe siècle, ce fut aux peintres, aux graveurs et aux voyageurs du temps que je demandai de me la faire connaître, et ils répondirent généreusement à mon appel. Lalande m'y guida et les charmantes Lettres du Président de Brosses m'y furent d'un agréable secours. Les Mémoires de Casanova ne me furent pas inutiles, mais quelle aide m'apportèrent les artistes qui accompagnaient en Italie l'abbé de

Saint-Non et autres curieux! Je dus beaucoup au crayon et à la sanguine de Fragonard et de Hubert Robert. Leur Rome devint ma Rome, car elle était celle de M. de Galandot. Elle revivait aussi, monumentale, dans les eaux-fortes de Piranèse. Ce fut donc sans avoir revu Rome autrement que par ces images que j'écrivis mon livre. Il parut en 1900. J'avais accompli le vœu qu'avait formé mystérieusement M. de Galandot. J'étais en règle envers lui. C'est un grand plaisir pour un romancier que d'avoir satisfait au désir de vivre qu'ont les héros de romans. Au mien je conservais une amicale gratitude.

Aussi quand je me décidai, en 1903, au voyage de Rome, la pensée me vint-elle aussitôt de l'y emmener avec moi. Ne serait-ce pas amusant de relire son histoire, en sa compagnie, aux lieux mêmes qui en avaient été le théâtre? Je me réjouissais fort de le voir monter les escaliers de la Trinité-du-Mont et régler sa montre, comme il en avait l'habitude, à l'horloge qui marquait les heures à l'Italienne et à la Française. Je me promis donc de mettre dans mes bagages le bouquin où il était question de lui, ce que j'oubliai naturellement de faire au moment du départ. D'ailleurs je partais peu fourni de lectures. Je n'ai jamais beaucoup préparé mes voyages et celui-là était, de plus, improvisé. Je m'en remettais au hasard pour me guider dans mes promenades romaines et je n'emportais pas même avec moi celles de Stendhal.

***

Notre grand « égotiste » me pardonnera-t-il d'avoir, comme je viens de le faire, fait de « l'égotisme » dans les pages qui précèdent et d'y avoir parlé plus de moi que de lui? Je l'espère et, pour plus de sécurité, je chargerai de ma défense le bon M. de Galandot. Je le vois, de son long pas incertain, aller trouver Fabrice del Dongo et le priant d'intercéder pour moi. Que pourrait refuser Stendhal à ce cher Fabrice? De tous les héros de ses romans ne fut-il pas le préféré? Certes l'ambitieux et âpre Julien Sorel tint de fort près à son cœur. Il fut une de ces âmes énergiques et passionnées, telles que Stendhal les aimait, mais n'eut-il pas pour Fabrice une tendresse particulière? De quel œil d'envie paternelle Stendhal vieillissant ne devait-

il pas considérer la romanesque jeunesse du neveu chéri de la duchesse Sanseverina? J'imagine qu'aux dernières années de sa vie, ces del Dongo ne cessèrent guère d'être présents à sa pensée, aussi bien Fabrice que Gina, que même, le ridicule marchesino Ascanio. N'avait-elle pas, elle, cette beauté lombarde à laquelle Stendhal était si sensible, plus sensible même qu'à la sculpturale et majestueuse beauté romaine, et sa beauté, faite de traits à la Vinci, s'embellissait encore de mystère et de sentiment? N'avait-elle pas les expressions de la passion et les expressions de l'esprit, toutes les vivacités et toutes les langueurs? N'était-il pas beau, lui aussi, ce neveu chéri, en sa chaude pâleur ambrée, en sa juvénile élégance, avec ses regards de velours et de feu? Quel couple délicieux ils formaient, mais vis-à-vis de la Sanseverina, Stendhal ressentait une sorte de timidité. Elle était si subtilement femme, celle qui avait su, tour à tour, séduire et berner le sot Ranuce Ernest IV et s'attacher par des liens que rien ne devait dénouer le charmant et puissant comte Mosca, la Gina de Milan et de Parme, tandis qu'avec Fabrice, il se sentait, si l'on peut dire, plus à l'aise. Et puis Fabrice ne l'avait-il pas ramené vers sa chère Italie, non pas vers celle où il périssait d'ennui dans son triste consulat de Civita-Vecchia, mais vers celle de sa jeunesse, où, jeune dragon, il faisait traîner son sabre sur le pavé de Milan?

Cette jeunesse, si vivante dans son souvenir, comme il la mêlait à celle de Fabrice, et il la revivait dans les enthousiasmes napoléoniens de son héros. Avec Fabrice il écoutait gronder le canon de Waterloo et sonner les cloches de Parme. Avec quel plaisir il lui inventait des aventures auxquelles il prenait part! Grâce à lui, il respirait l'atmosphère d'amitié amoureuse dans laquelle se déroulait la destinée du futur archevêque de Parme, du prisonnier de Ranuce Ernest IV, de l'évadé de la Chartreuse, du Fabrice de tous les épisodes du merveilleux roman, du Fabrice qui faisait pleurer les femmes à ses sermons de la Steccata et recevait, à de mystérieux rendez-vous que nulle lumière n'éclairait, les obscurs et tendres baisers de la pieuse Clélia Conti. Ah! que Stendhal a dû l'aimer son Fabrice, mais qu'ont à voir ses belles amours avec la pitoyable passion d'un Nicolas de Galandot pour une

Olympia? Cependant les héros de roman ont entre eux des relations secrètes et nous ne savons pas ce qui se passe dans le monde qu'ils habitent et d'où ils ne cessent d'être en rapports avec ceux qui les y ont fait entrer. Bien souvent Fabrice a dû être le compagnon des rêveries de Stendhal vieilli qui venait se distraire à Rome voisine du morne ennui de son exil consulaire. Il arrive qu'un romancier ne se détache guère de certains personnages de ses romans. Fabrice a dû être fidèlement présent à la pensée de Stendhal durant ses dernières visites à Rome. Il était à ce moment du déclin de la vie où l'on a moins le goût de vivre et où l'imaginaire, ou plutôt l'imaginé, a plus de place que le réel.

Ce n'était pas mon cas à l'époque où je partis pour Rome, mais mon pauvre Galandot était encore si proche de ma pensée qu'il ne m'était guère possible de ne pas désirer me trouver là où il avait achevé sa pauvre vie et qu'il était assez naturel que l'idée de le rencontrer eût eu part aux raisons qui m'avaient décidé à ce voyage, sur lequel je ne me suis que trop étendu. J'ai cédé à la tentation, en ces pages, d'évoquer une figure avec laquelle j'ai passé de longues heures. Je suis sûr que notre cher Stendhal a connu ces sortes d'attachements et qu'il me pardonnera, en souvenir de celui qui le lia à son bien-aimé Fabrice, la place que j'ai donnée ici à mon pauvre Galandot. Que l'élégant Fabrice del Dongo prenne donc par la main mon bonhomme et qu'ils aillent tous deux plaider ma cause devant l'indulgent promeneur des *Promenades dans Rome.*

***

Me voici donc à Rome, mais ce ne sera pas encore celle de Stendhal et c'est encore sous la protection de son « égotisme » qu'il faut que je me réfugie. Dernièrement, en cherchant dans ma bibliothèque, pour les relire, l'exemplaire de ses *Promenades,* j'ai mis la main sur un vieux carnet recouvert de papier à fleurs et dont un dos de parchemin jauni retient les feuillets que ferme un cordonnet de soie. En l'ouvrant j'y reconnus mon écriture, et une date attira mes regards : 1er avril 1903. C'était celle de mon départ pour Rome et elle était suivie d'une

page crayonnée. Les caractères en sont presque effacés, mais, sur d'autres pages, tracés à l'encre, ils sont demeurés plus lisibles. Ce sont quelques notes prises durant mon séjour à Rome. Elles sont bien succinctes, ces notes, et ne portent guère que des indications de choses à voir et de choses vues, mais chacune de leurs brèves mentions suscite une image dans mon souvenir. La première me rappelle qu'il pleuvait abondamment le jour de mon arrivée et elle me fait revoir le Forum entrevu sous l'averse et le Triton de la fontaine de la place Barberini éparpillant sous la pluie son mince jet d'eau flexible. Çà et là un essai de description vite abandonné : le cloître des Thermes de Dioclétien où mûrissent des citrons, où un lierre enguirlande une amphore d'argile, quelques marbres du Musée, l'autel de Vénus et ses deux joueuses de flûte, l'Erinnye endormie, si farouche et si belle...

C'est peu, et cependant je ne les lis pas, ces notes, sans émotion. Elles me disent l'ordre et le but de mes promenades romaines. Saint-Pierre, le Forum, le Colisée, la villa Borghèse et la villa des Chevaliers de Malte, son jardin, ses hauts buis et ce chat gris endormi au pied d'un vase. Me voici au Capitole et au Panthéon, à la tombe de Shelley, à la tombe de Keats sur laquelle s'effeuillent de si blancs camélias. Elles me disent encore, ces notes, la montée au Pincio et au Janicule, les Thermes de Caracalla, le Palatin, la voie Appienne, la place Navone et la villa du Pape Jules III. Elles me conduisent au Théâtre de Marcellus et au Portique d'Octavie, à Sainte-Marie-Majeure, à Saint-Jean-de-Latran, au Gesù. Elles m'arrêtent auprès du Palais Farnèse, à la fontaine des Tortues. Elles me font pénétrer dans la petite chambre où habita François d'Assise chez la dame des Settesoli. Elles me font entrer à Saint-Louis-des-Français et à Santa Maria in Cosmedin. Elles me font errer dans le Vatican, et, un jour, m'emmènent à la villa d'Este. Un autre, elles m'entraînent à Frascati, un autre encore, au lac Nemi et au lac d'Albano, puis elles me ramènent au Palais Doria où sont suspendues aux murs d'une salle de si belles tapisseries marines et au Palais Colonna que fleurit la plus opulente et la plus mauve des glycines.

Cette Rome d'avril 1903, je la retrouve dans ces hâtifs griffonnages et, en refermant le vieux carnet qui les contient, je

pense aux innombrables pattes de mouches que Stendhal fit courir sur le papier. Que de feuillets il couvrit du lacis de sa presque illisible écriture par une sorte de besoin d'y fixer par des signes durables les plus fugitifs de ses souvenirs, de ses impressions, de ses idées, d'enregistrer les pesées incessantes de ses sentiments et de ses sensibilités, tout ce qu'il pensait, sentait, vivait! Nul ne fut, plus que lui, soumis au souci de ne rien laisser se perdre pour lui-même de ce qui fut la vie de son cerveau et de son cœur. Chez lui cette passion d'analyse égotiste fut poussée jusqu'à la manie. Heureuse manie d'ailleurs puisqu'il en tira sans doute des plaisirs secrets et que nous lui devons les volumineux et précieux cahiers de son Journal et les infatigables mémoranda qu'il inscrivait en marge de ses livres et partout où s'offrait à sa main un espace de papier blanc! N'est-ce pas, grâce à ces annotations qu'on a pu établir, des *Promenades dans Rome*, un texte où est tenu compte des additions et des modifications que Stendhal se proposait d'apporter à son ouvrage. Il en existe trois exemplaires sur lesquels il avait noté les éléments de la refonte partielle qu'il souhaitait faire subir à la première rédaction de ce livre dont il avait été le promeneur mi-réel, mi-imaginaire. De ces trois exemplaires qui n'avaient pas échappé à la vigilance stendhalienne de M. Henri Martineau quand il publia, à la librairie du *Divan*, les massifs et robustes petits volumes de l'œuvre en question, de ces trois exemplaires, celui de la bibliothèque Louis Crozet, celui de la bibliothèque du marquis de La Baume et celui qui appartient à M. Serge André, c'est ce dernier qui est le plus important et le plus intéressant. J'ai eu plus d'une fois l'occasion de le feuilleter, car, si M. Serge André est légitimement fier de « son Stendhal », il ne professe pas « l'égotisme » d'en refuser la vue et l'usage à ses amis, pourvu qu'ils soient des Stendhaliens convaincus et qu'à tourner ces pages sur lesquelles a posé la main de l'illustre et scrupuleux « griffonneur », ils éprouvent une émotion faite d'admiration, de respect et de curiosité, car Stendhal n'a-t-il pas eu l'étonnante fortune de nous intéresser autant par sa vie que par son œuvre et de rester ainsi pour nous doublement vivant.

***

On sait trop, pour que j'y insiste, les circonstances qui amenèrent Stendhal à composer ses *Promenades dans Rome*. Il se trouvait, en l'année 1828, en face de cruelles nécessités, les unes matérielles, les autres morales. Les premières provenaient de la défaillance de payement des revues anglaises où il plaçait ses articles de critique; les secondes avaient pour cause sa rupture avec la comtesse Clémentine Curial, rupture dont il avait ressenti un profond et violent chagrin au point d'en concevoir des idées de suicide. Ce n'était pas pourtant la seule fois que Stendhal avait eu à compter avec l'infidélité des femmes. Qu'elles fussent françaises ou italiennes, il n'ignorait pas qu'il leur arrivait d'être inconstantes en leurs sentiments et changeantes en leurs passions. Il était trop bon connaisseur en amour et trop au fait du cœur humain pour avoir des illusions sur la valeur des serments et sur la durée des engagements. Les plus sceptiques, et Stendhal était loin d'en être un, sont souvent les plus durement atteints par ce qui, théoriquement, leur paraît inévitable, mais personnellement leur semble l'effet d'une injustice particulière. Néanmoins Stendhal n'était pas homme à se laisser dominer par un événement de ce genre, si douloureux qu'il lui fût, aussi chercha-t-il un dérivatif à sa peine. En ces circonstances, le plus usuel est le voyage. C'est le vieux remède classique.

Sans doute Stendhal en eût-il usé bien volontiers, mais le vide de sa bourse lui interdisait ce moyen de consolation, sans quoi sa chère Italie ne lui eût-elle pas offert, comme l'année d'avant, son refuge? Si la police autrichienne lui fermait aujourd'hui ce Milan où il avait été heureux, où il avait été aimé, d'autres villes ne lui auraient-elles pas offert un bienfaisant asile sentimental? Ne lui aurait-il pas été doux de revoir Florence et Naples? Rome ne l'aurait-elle pas accueilli? Là, il aurait pu satisfaire son goût pour les antiquités et l'histoire, son amour sincère des arts, de l'architecture, de la peinture, et surtout de la musique. A quoi est plus sensible un amant malheureux qu'à un bel air tendre et passionné? Rome lui eût donné, selon sa disposition du moment, la solitude de sa campagne majestueuse ou le spectacle mélancolique de ses

ruines, le divertissement de ses cérémonies ou l'agrément de sa société. Il aurait eu aussi l'occasion d'y observer les mœurs, à la fois simples et énergiques, qui sont celles du peuple romain et qui, dans les milieux policés, se nuancent de finesses subtiles et se compliquent d'intrigues souvent violentes et dramatiques sous leurs dehors et leurs apparences. Rome doit à son gouvernement ecclésiastique des usages assez singuliers qui eussent eu de quoi amuser fort un homme dépourvu de préjugés, et qui a pour principal souci d'avoir sur toutes choses des idées nettes.

Tout cela, Stendhal devait se le dire, mais l'obstacle était là sous la forme de manque d'argent, auquel il fallait aviser au plus tôt. Or le moyen de se tirer d'affaire, aussi bien sentimentalement que pécuniairement, Rome n'allait-elle pas le lui fournir? Pourquoi n'accomplirait-il pas en imagination le voyage que sa pénurie actuelle ne lui permettait pas? De ses divers séjours à Rome, il avait conservé maints souvenirs. Pourquoi n'irait-il pas, en pensée, vivre parmi eux? Le souvenir est un lieu hospitalier qui nous facilite l'oubli du présent. Nous y sommes un autre que nous-mêmes en redevenant celui que nous avons été. Là, grâce à se stratagème imaginatif, il serait moins, en se retrouvant dans cette Rome bienfaisante, l'amant trahi de Clémentine Curial. Il y occuperait sa souffrance en faisant à d'autres les honneurs de la Ville Éternelle. Il les ferait profiter de sa connaissance de ces lieux illustres où il reconquerrait la paix de son cœur et sa précieuse liberté d'esprit. D'ailleurs y a-t-il tant de bons « guides » à Rome? Un ouvrage clair et ne contenant rien que d'exact, donnant, avec la description des monuments et l'indication des diverses curiosités, des renseignements de toutes sortes, utiles aux voyageurs, n'aurait-il pas chance d'être apprécié des étrangers qui désirent visiter Rome librement sans y avoir recours aux ciceroni à gages? Un tel ouvrage ne pourrait-il pas plaire au public et, par sa vente, valoir à son auteur des ressources non négligeables? Et ce fut ainsi que naquit dans l'esprit de Stendhal, à titre de dérivatif sentimental et de travail rémunérateur, le projet d'écrire le livre qui allait devenir *les Promenades dans Rome.*

Il les devint, sur le conseil et avec l'aide de Romain Colomb,

car ce fut sur l'instigation de Colomb que Stendhal ne se contenta pas, comme il en avait eu tout d'abord l'intention, d'y donner la description des principaux monuments de Rome, et qu'il se résolut à présenter à ses lecteurs un « tableau complet de Rome antique et moderne, sous le triple rapport des monuments, des arts, de la politique, de la société ». Un semblable projet nécessitait des recherches assez étendues. Stendhal les entreprit avec la collaboration amicale du fidèle Colomb, mais, une fois ces matériaux réunis, il s'agissait d'éviter à leur mise en œuvre tout caractère didactique, de les animer par une présentation originale en leur ajoutant un élément personnel qui apportât du mouvement et de la variété à ce que leur exposé eût eu de trop sérieux et de trop monotone. Les *Promenades* ne devaient être ni un manuel archéologique, ni un précis d'histoire, ni un état des arts, ni une étude des institutions, ni une dissertation sur les mœurs, mais une suite de vues rapides et substantielles sur Rome, ses mœurs, son gouvernement, ses arts, son histoire, sur son passé et son présent, aussi bien sur les grands événements que sur les petits faits de sa vie séculaire et de sa vie actuelle. Elles devaient offrir, sous une forme aisée et familière, le meilleur de ce que Stendhal avait appris de Rome et des Romains en ses divers séjours, être le fruit de ses observations, de ses expériences et de ses flâneries, renseigner le lecteur en l'amusant. Il fallait aussi que Stendhal lui-même s'y amusât en transformant ce qui était une entreprise de librairie en un divertissement égotiste.

Son charmant génie le portait naturellement à ce jeu, d'autant plus qu'il n'y avait guère en lui d'un simple cicerone et d'un simple démonstrateur dont le seul souci fût le service et la commodité d'autrui. Il entendait bien ne pas se sacrifier à un rôle pour lequel il n'était pas fait, dont il voulait bien accepter certaines apparences et certaines obligations, mais sans renoncer à son plaisir personnel. S'il consentait à des complaisances il se refusait aux servitudes. Il voulait rester lui-même et s'il admettait de faire semblant d'être un promeneur qui en accompagne d'autres, il se réservait d'en être un qui se promène pour son compte. Ses *Promenades dans Rome* ne sont donc pas un livre d'altruisme; elles sont un livre

d'égotisme, un livre stendhalien et c'est ce qui fait leur charme. Certes Stendhal, comme il le projetait, y a bien peint « le tableau complet de Rome antique et moderne sous le triple rapport des monuments des arts, de la politique, de la société », mais au coin de la toile nous apparaît sa figure ironique, attentive et spirituelle. Il est là, le crayon en main, et tout en notant ce qu'il y a à voir et ce qu'il voit, il se revoit en ses souvenirs. Il se revoit dans la Rome de 1811, dans la Rome de 1817, dans la Rome de 1823. Pour composer son livre, il fait appel à sa mémoire. N'est-elle pas pleine de cette Rome qu'il a aimée et à laquelle il demande aujourd'hui le divertissement d'esprit qui l'aidera à oublier ses peines de cœur?

Le travail qu'il s'est imposé n'est pas facile, et Stendhal en comprend les difficultés. Tout d'abord il adoptera la forme quotidienne du Journal, ce qui lui permettra de dire dans sa préface : « Chaque article est le résultat d'une promenade, et fut écrit sur les lieux ou, le soir, en rentrant », ce qui est moins que vrai, mais Stendhal est décidé à tous les subterfuges, à ne pas avouer ses emprunts, à dissimuler ses larcins, à confondre ce qu'il a tiré de son propre fonds avec ce qu'il doit à ses lectures ou à ses démarquages, mais à ses inventions, il mêle beaucoup de vérités. N'a-t-il pas le goût des « petits faits vrais ». Or toute vérité n'est pas bonne à dire. Il importe de ne pas effaroucher les pouvoirs publics, surtout quand ces pouvoirs sont les pouvoirs ecclésiastiques les plus susceptibles et les plus pointilleux qui soient au monde. Et puis il s'agit d'être lu à Rome! Certaines hypocrisies sont donc indispensables, mais toutes les précautions à prendre ne facilitent pas les choses et encore que d'autres points délicats! Un, entre tous, fuir l'ennui.

Stendhal a bien pour cela à sa disposition un grand nombre d'anecdotes et de traits de mœurs par lesquels il coupera ses descriptions. Il est servi par sa très réelle connaissance du monde romain, par tout ce qu'il en a observé par lui-même ou qu'il en a recueilli çà et là, mais, de ce butin, il faut user avec adresse et le disséminer savamment. Il faut faire alterner l'érudition avec le pittoresque, la politique avec l'archéologie, les détails d'ordre pratique avec les considérations d'ordre artistique, courir d'un bout à l'autre de Rome pour y trouver

l'emploi de chaque journée, passer de l'antique au moderne' d'une cérémonie à Saint-Pierre à une visite au Forum, d'une église à un palais, du Moïse de Michel-Ange à l'atelier de Canova, du Vatican au Corso, d'une soirée chez le banquier Torlonia à un Conclave et que, de cet amalgame, sorte une impression de naturel. Et puis ne se fatiguera-t-on pas de ce va-et-vient? Ne vaudrait-il pas mieux répartir ces promenades selon un ordre et un plan, au lieu de les laisser se succéder et s'enchevêtrer au hasard et à l'aventure? Que de tourments pour notre Stendhal! Certes il ne manque pas d'une certaine fertilité en artifices, mais lesquels choisir?

Autre scrupule. Le lecteur ne se lassera-t-il pas de l'unique compagnie de ce promeneur qui l'entraîne à sa suite et est seul responsable du plaisir et de l'intérêt de la journée, qui dispose à son gré de l'emploi des heures, impose ses opinions, suggère ses goûts, fait part de ses remarques, conte des anecdotes, conseille tantôt d'admirer, tantôt de blâmer, qui a des jugements, des enthousiasmes, des antipathies, des exaltations? N'y a-t-il pas là de quoi se rendre insupportable? Alors Stendhal s'invente des compagnons de voyage. Il les imagine curieux de connaître Rome et assez ignorants d'elle pour qu'il y ait lieu de les aider à en comprendre les beautés « sublimes ». Avec eux Stendhal se sentira à l'aise, car ce sont gens d'esprit et femmes charmantes, du moins on le devine, car Stendhal ne leur donne pas de personnalités bien marquées. Il ne les désigne que par leurs prénoms, mais il les mêle à ses promenades; il écoute leurs opinions et nous rapporte à l'occasion leurs propos. Il se prête à leurs fantaisies et à leurs curiosités. C'est pour ne pas fatiguer leur attention et pour ménager leur bonne volonté qu'il les conduit çà et là, à travers Rome, de façon à leur en varier les aspects.

Ce n'est pas tout. Pour que nul ennui ne se glisse au cours de ces promenades, ce n'est pas assez des stratagèmes de composition qu'il a adoptés. A ce Journal, il faut trouver un « ton » et ce ton, il faut qu'il soit exempt de toute pédanterie, dépouillé de toute emphase, qu'il se prête à toutes les inflexions, en gardant son accent propre, qu'il sache tout dire en n'appuyant sur rien, qu'il évite toute pudibonderie et n'affecte nul cynisme, qu'il soit, avant tout, simple et naturel, qu'il passe

de la bonhomie malicieuse au dilettantisme passionné. Ce « ton », Stendhal n'est guère embarrassé de le trouver. Il le possède par nature. Il le doit à son horreur de la déclamation et du vague, de la redondance et du faux lyrisme. Pour lui l'art d'écrire consiste à exprimer le plus exactement possible ce qu'il a à dire. De cet art, il accepte ce qui est à l'usage de son esprit. Soucieux de clarté et de précision, sa phrase est le calque de ses idées, de ses sentiments, de ses sensations et, quand il a rencontré leur expression juste, il ne cherche pas plus loin et nous ne lui demandons pas d'ailleurs davantage. Ce n'est pas « du style » que nous attendons de Stendhal, c'est « du Stendhal » que nous attendons de son style qui n'est que la ligne directe d'un point à un autre de sa pensée.

Stendhal n'est pas, dans un certain sens, un « grand écrivain ». Sa Rome n'est point celle d'un Chateaubriand, mais elle est bien à lui, telle qu'il nous l'a dite en ses *Promenades*, telle qu'il nous l'a montrée dans son *Rome, Naples et Florence*. C'est celle qu'il a vue et sentie, celle qu'il a aimée, et elle lui a inspiré un de ses livres les plus agréablement stendhaliens, parce que nous l'y retrouvons tout entier avec ses curiosités et ses partis pris, son sincère amour des arts, son sens de la vie, ses sécheresses et ses attendrissements, ses ironies et ses sensibilités, son goût des dédoublements à quoi nous devons le romancier, sa verve spirituelle qui, sous l'écrivain et le notateur, laisse transparaître le causeur, avec enfin son égotisme dont nous ne nous lasserons jamais d'écouter les confidences réelles ou imaginaires et qui de ses *Promenades dans Rome* a fait une « promenade » dans Stendhal.

***

Cette Rome de Stendhal, m'y voici enfin et je suis tout à elle. J'oublie la Rome du XVIIIe siècle, celle du Président de Brosses, de Fragonard, de Hubert Robert et de mon pauvre et cher Nicolas de Galandot. Je l'y laisse vivre et mourir. Je l'y laisse aux griffes de la cruelle Olympia et de son rufian Angiolino. Je ne veux plus y revoir le cardinal Lamparelli et ses singes, ni le petit tailleur Cozzoli et sa pie, ni la servante Barbara, ni le gros M. Tobyson de Tottenwood en son habit

rouge. Adieu, pauvre Galandot, Galandot le Romain. Je ne veux plus me souvenir non plus de la Rome de 1903 où j'ai entendu sonner, dans le ciel d'avril, les cloches de Pâques, cette Rome où je ne suis pas revenu parce que j'ai oublié, en la quittant, de jeter une pièce de monnaie dans le bassin de la Fontaine de Trevi, ce que ne manquent pas de faire les voyageurs prudents qui veulent assurer leur retour dans la ville des fontaines, des ruines, des églises, des palais. Aujourd'hui toute cette Rome est loin de ma pensée. Celle où je suis appartient à Stendhal. C'est avec lui, à ses côtés, à sa guise que je vais la parcourir. Je suis un des compagnons qu'il s'est choisis pour les faire participer à ses promenades. Je me confie à lui et je regarde par-dessus son épaule sa main courir sur le papier.

Quelle complaisance n'obtiendrait-il pas de moi? Il a tant d'esprit, de finesse, de verve, de passion! Qui lui résisterait? Je me prête à ses caprices et j'accepte d'entrer dans son jeu. Je fais semblant de croire que les pages que je lis ont été écrites sur les lieux mêmes où elles me conduisent et que je l'ai vu les tracer, à Rome même « le soir en rentrant » après quelque visite aux églises ou aux musées, quelque flânerie, quelque conversation avec ses amis romains où l'on a parlé de politique, d'art, d'antiquité, de superstitions, de morale ou d'amour, des façons de trouver le bonheur, des différences de sentir et de penser qui séparent un Français d'un Romain, un habitant de Londres d'un habitant de Berlin, un sujet du Pape d'un citoyen des États-Unis, où l'on a conté de ces anecdotes qui révèlent les mœurs et le caractère d'un peuple, mieux que les graves dissertations des pédants. Qu'importe que mon guide accorde trop d'importance à de menus faits, que son aimable érudition soit d'emprunt et de fraîche date, que ses goûts artistiques, ne soient pas les miens, qu'il ait ses admirations que je ne partage pas! C'est à lui que je me donne, à sa Rome que je consens.

Elle est dans les volumes que je feuillette et j'y suis avec lui. Ils me la rendent si présente! Il y est si présent aussi, le cher Promeneur, avec qui on ne risque jamais un moment d'ennui, même quand il s'excuse de devoir être ennuyeux, tant il a soin d'abréger les détails de description et les résumés d'histoire auxquels l'oblige son devoir de cicerone conscien-

cieux, et encore, ces considérations didactiques et ces précisions descriptives, quel soin il apporte à en varier le tour et à choisir l'instant où nous serons le mieux disposés à leur donner notre attention! Malgré son art et ses ruses à répartir ces leçons et à leur garder un accent familier, j'avoue que c'est alors que je l'écoute le moins volontiers. Je me laisse un peu distraire de l'exposé de l'*Histoire du Latium avant Rome* ou du récit du *Sac de Rome en 1517*. Ces passages me rappellent un peu trop que ce n'est pas à Rome que Stendhal les écrit, mais bien à Paris, qu'il les tire des ouvrages qu'il a consultés pour insérer leurs extraits au cours de sa supercherie. Encore les abrège-t-il et les allège-t-il de son mieux, à quoi il est fort habile. Alors je m'éloigne en pensée de cette Rome où Stendhal me promène et où il me fait vivre des heures, si agréablement romaines. Il me semble être auprès de lui à Paris, en ces années 1828 et 1829 où, accablé de tristesse et harcelé de soucis, il « bouquinait » ses *Promenades* à travers les nombreux ouvrages sur l'Italie qu'il possédait, de Pignotti à Carlo Verri, de Duclos à Lalande, de Nardini à Nibby, mais j'ai hâte de l'arracher à ce travail de cabinet et de le ramener à Rome. Là, il oubliera ses tristesses et ses soucis et l'âge qui vient et la trahison de « Menti » et je reverrai en sa large face, ce regard si vif et cette bouche si fine qui lui donnent ce que les gens du XVIIIe siècle appelaient une « physionomie d'esprit ».

Certes c'est le côté « livresque » de ces charmantes *Promenades dans Rome* qui, aujourd'hui, nous laisse un peu distraits et auquel nous demeurons assez indifférents. Nous n'acquiesçons pas toujours aux opinions picturales de l'auteur de la *Peinture en Italie* et aux jugements musicaux de l'auteur de la *Vie de Rossini*, mais sans nous y accorder, nous ne laissons pas de nous y intéresser et de nous en amuser. Stendhal est un homme si intelligent et d'une si vive sensibilité que toujours il voit juste en certains points, et puis, comme il a « le sens » de Rome, de ses grandeurs antiques et papales, de sa prodigieuse vie séculaire, de ses splendeurs civiques ou religieuses, impériales ou pontificales, et aussi de ses chutes et de ses décadences! N'est-elle pas, tout autant qu'une ville éternelle, une ville unique et que trouverait-on au monde qui lui ressemble? N'est-elle pas le seul exemple d'une cité illustre

sous un gouvernement de prêtres et, de cette condition singulière dérivent ses institutions et ses mœurs. Quelle matière pour un observateur comme Stendhal, qu'il s'agisse d'un Conclave de Cardinaux d'où sortira un nouveau pape ou d'une « conversazione » privée dans quelque Palais délabré où il étudiera sur des visages l'expression des passions, où, en dégustant des sorbets, il recueillera une anecdote significative ou quelque petit fait singulier, où il apprendra quelque chose des façons de vivre cléricales, aristocratiques ou populaires, où il trouvera des marques de ce manque de vanité et d'affectation, de cette énergie qui sont pour lui le fond du caractère romain.

C'est de ce qu'elles ont de personnellement vu et observé que ces *Promenades dans Rome* prennent leur principale valeur et leur durable intérêt, mis à part le charme que leur confère la présence du délicieux cicerone qui en a fixé les itinéraires à travers les monuments, les musées, les curiosités de toutes sortes que nous y rencontrons en chemin, c'est à leurs pages vivantes, à leurs pages « égotistes » que nous revenons le plus volontiers et avec le plus de fidélité. J'ai éprouvé cette impression en relisant les *Promenades* et, à mesure j'en notais les passages qui me paraissent les plus particulièrement stendhaliens, ceux qui en sont l'esprit même et qui portent la marque inimitable. On en composerait un charmant petit volume qui, sans dispenser du texte complet, destiné « to the happy few » et devenu familier au vaste public que forment les nombreux admirateurs de Stendhal, en contiendrait la substance la plus intime et la plus précieuse.

16 août 1933.

HENRI DE RÉGNIER,
de l'Académie française.

LE BUDGET EST VOTÉ

LE REDRESSEMENT RESTE A FAIRE

Placée, une fois de plus, en face du déficit budgétaire, la Chambre a déclaré forfait. Elle a abdiqué ses pouvoirs entre les mains du gouvernement et l'a chargé de faire l'équilibre à sa place, au moyen d'économies.

M. Palmade a courageusement souligné devant la Chambre, combien il en coûtait à ses amis radicaux de voter des décrets-lois contre lesquels certains d'entre eux, et non des moindres, avaient élevé, naguère, des protestations de principe, des décrets-lois qui, par surcroît, n'avaient d'autre but que de pratiquer la politique de déflation budgétaire massive à laquelle les gouvernements qu'ils avaient soutenus jusque-là s'étaient refusés.

***

Les historiens diront que c'est le même M. Palmade qui avait emporté la décision de son groupe en lui révélant que la France était à la veille d'une crise de trésorerie lorsque M. Doumergue a pris le pouvoir et que, si le gouvernement d'Union Nationale était renversé, il faudrait choisir entre la fermeture des guichets de l'État et l'inflation.

Sur quoi, M. Marcel Déat, l'un des chefs du néo-socialisme, écrit : « La leçon que tirèrent tout naturellement les hommes de gauche et de la mésaventure de juillet 1926 et de celle, plus cuisante, de février 1934, c'est que la démocratie est vaincue par les puissances d'argent. »

Si tel était l'état d'esprit des « hommes de gauche », s'il était acquis que les leçons répétées des événements n'ont pas de prise sur eux, il faudrait désespérer.

Quelle est, en effet, la cause profonde de la situation financière qui a permis au gouvernement d'imposer les décrets-lois?

Pendant la période électorale, ceux qui donnaient l'assaut à la majorité de la dernière législature se scandalisaient d'un déficit budgétaire dont les hommes seuls étaient, selon eux, responsables et que des affiches en caractères bleu pâle, apposées sur les murs de toutes les communes de France, évaluaient à 4 milliards. Ils prenaient, devant les électeurs, comme d'ailleurs le camp d'en face, l'engagement solennel de résorber ce déficit. C'est en chevauchant ce cheval de bataille qu'ils ont vaincu. Toute l'histoire de la quinzième législature, à ce jour, c'est la série des timides tentatives des six gouvernements radicaux successifs pour tenir cette promesse; c'est la série de leurs échecs. Le premier d'entre eux, celui de M. Édouard Herriot, avait évalué, dans son projet de redressement, le déficit probable de l'exercice suivant à « 6 ou 7 milliards ». Le projet voté en juillet 1932 se ressentait fortement du caractère politique de la nouvelle majorité, puisqu'il aggravait encore l'impôt progressif sur le revenu et faisait porter l'essentiel des économies sur la défense nationale. Son rendement, hélas, n'en fut pas meilleur puisqu'il ne dépassa pas 1 750 millions. C'est dans ces conditions qu'eurent lieu les conversions de rentes en septembre 1932. M. Germain-Martin, alors ministre des Finances, voyait le péril qu'il y avait à faire des conversions sans redressement préalable. Aussi prit-il l'engagement, en les faisant voter, que le redressement les suivrait sans délai. Du fait des vicissitudes politiques dues à l'attitude de la majorité, cet engagement ne fut pas tenu et M. Germain-Martin déclara, depuis, non sans courage, que s'il avait su qu'il dût en être ainsi, il n'aurait jamais fait les conversions. C'est là qu'est la cause profonde du mal. La chute des rentes françaises qui s'ensuivit est l'événement financier dominant de cette législature. L'épargnant trompé s'est silencieusement retiré du marché.

L'honnête homme trompé s'en va et ne dit mot.

La thésaurisation, d'abord en billets, puis en billets et en or à laquelle il se livra et se livre toujours, est la cause de la crise de trésorerie dont la menace a finalement imposé le mois dernier le vote des décrets-lois. Ce sont si peu les « puissances d'argent » qu'il faut accuser que les ministres des Finances des divers cabinets radicaux ont au contraire rendu, au sein des Commissions, un hommage ému au loyalisme des grands établissements de crédit, détenteurs de la plus grande partie des bons. Mais l'épargnant se dérobant, il fallut lui offrir des taux d'intérêt de plus en plus élevés si bien que le bénéfice des conversions est presque absorbé par le service des emprunts contractés depuis lors. C'est sous le plébiscite muet des épargnants de France que le Trésor allait succomber.

Cette crise de confiance n'atteignit d'ailleurs pas seulement les finances publiques mais aussi, et profondément, l'économie du pays. En France, où 40 milliards sont thésaurisés, l'argent à long terme est deux fois plus cher qu'en Angleterre! Or, les intérêts des emprunts contractés sont un facteur important du prix de revient de nos industries qui est, hélas, le plus élevé du monde. D'où, l'aggravation, pour nous, de la crise économique qui s'atténue ailleurs.

Telles sont les causes d'ordre financier qui sont à l'arrière-plan du vote des décrets-lois par la Chambre de mai 1932.

***

On s'étonne parfois que l'arrivée du ministère d'Union Nationale n'ait pas produit un revirement psychologique instantané, comme en 1926.

On oublie que c'est par des actes immédiats que M. Poincaré a obtenu le choc psychologique que nous attendons encore. Dans un pays prospère et qui n'était pas, alors, surchargé d'impôts, il y avait un remède spécifique à la crise de confiance : le super-équilibre du budget au moyen d'impôts nouveaux. M. Poincaré les fit voter sans délai.

Le gouvernement de M. Doumergue qui se trouve, par ailleurs, en face d'une situation beaucoup plus grave, à l'extérieur et à l'intérieur, a, lui aussi, un remède spécifique à appliquer : le dégonflement des dépenses publiques. Il a

pensé que l'application de ce remède, nécessaire au retour de la confiance dans l'ensemble du pays, pourrait provoquer l'agitation de certaines catégories de citoyens. C'est par crainte de ce trouble accidentel qu'il a ajourné l'application du seul remède capable de détruire la cause profonde. Il a décidé de faire, d'abord, voter le budget qu'il avait hérité de son prédécesseur et de ne faire, qu'ensuite, le redressement financier. C'est un accident qui a fait introduire les décrets-lois dans le budget; M. Marquet, ministre du Travail, créa, à lui seul, un trou de 400 millions dans l'équilibre comptable du budget en obligeant le gouvernement à supprimer la réduction prévue du versement de l'État à la Caisse de garantie des Assurances sociales. Dès lors, la fiction de l'équilibre s'évanouissait et faute de se sentir capable d'y procéder elle-même, force fut pour la Chambre, de le rétablir par un chèque en blanc tiré sur le gouvernement. Elle vota les décrets-lois.

***

Ainsi armé, le ministère d'Union Nationale pourra-t-il établir l'équilibre du budget?

Si le déficit apparent de ce budget n'est que de 1 920 millions, le déficit réel pour 1934, car il sera plus élevé en 1935, du fait de la disparition de ressources exceptionnelles qui ne valent que pour cet exercice et, espérons-le, de la disparition de la loterie, indigne d'un grand pays, est d'environ 4 milliards, précisément le déficit des affiches à caractères bleu pâle d'il y a deux ans. Le tout sans préjudice des 4 milliards de déficit des chemins de fer auxquels il faudra aussi s'attaquer au moyen des mêmes décrets-lois.

Sera-t-il possible d'obtenir les 4 milliards du déficit budgétaire au moyen des seules économies? C'est fort douteux. Il faudra, sans doute, aussi, s'adresser à la fiscalité non pas pour aggraver encore le taux, déjà trop élevé, des impôts, comme l'a fait à plusieurs reprises cette législature! mais pour en élargir l'assiette, en diminuant le nombre des contribuables exonérés. M. Joseph Caillaux ne s'élève-t-il pas avec raison contre l'application de l'impôt sur le revenu qui fait d'une infime minorité de contribuables des otages?

C'est pourquoi on peut regretter que les décrets-lois n'aient été demandés par le gouvernement que pour faire des économies, car la même majorité les eût étendus à la réforme fiscale, comme elle les étendit ensuite aux mesures douanières, accordant à M. Doumergue ce que M. Roosevelt demande à son Congrès. Or, les causes de l'injustice fiscale ne sont pas superficielles mais profondes. Elles tiennent à la loi du nombre qui domine le régime. Quand retrouvera-t-on cette occasion perdue?

Quoi qu'il en soit, les économies restent l'article essentiel du programme de redressement financier. Elles sont en 1934 le remède spécifique qu'étaient, en 1926, les impôts nouveaux.

Sur quelles dépenses peuvent porter les économies? Regardons les grandes masses budgétaires. A quoi l'État va-t-il employer, en 1934, les 50 162 millions qu'il est autorisé à dépenser?

1° Il devra payer les intérêts de ses dettes, ci : 12 354 millions, c'est-à-dire le quart de l'ensemble de ses dépenses. Si nous revenions à une situation normale, cette somme pourrait être considérablement allégée par des conversions, étant donné le taux exorbitant que l'État français paie à une partie de ses créanciers.

Mais il faut pour cela que le crédit public soit préalablement rétabli et que soit fortement diminuée la scandaleuse différence de cours entre le 3 p. 100 anglais, qui est au pair, et le 3 p. 100 français qui est coté 68. Le rétablissement du crédit sera l'effet du redressement accompli.

Notons que sur ces 12 354 millions, 255 millions seulement sont affectés aux dettes extérieures, tout le reste va à la dette intérieure.

2° L'État devra payer les frais de matériel de la défense nationale qu'il ne peut être question de réduire en ce moment, soit : 5 500 millions.

Total des dépenses actuellement incompressibles : 17 854 millions.

Sur les 32 318 millions qui restent, 26 905 millions sont des paiements faits à des personnes : fonctionnaires civils et militaires (14 700 millions), retraités et pensionnés de toutes sortes (12 205 millions). Plus de la moitié du budget est dis-

tribué par l'État à des citoyens français. Le surplus va aux Pouvoirs publics, au matériel des Travaux publics, aux subventions, aux dépenses sociales, aux services généraux des ministères.

On ne peut donc faire d'économies substantielles qu'en s'attaquant à cette masse énorme de 26 905 millions qui tombent tous les ans de la corne d'abondance de l'État et s'éparpillent entre les mains des 837 224 fonctionnaires et ouvriers civils et militaires, des 530 000 retraités, des 2 500 000 pensionnés de guerre, sans compter 1 343 502 anciens combattants touchant la retraite. Que de parties prenantes malgré les cumuls! On comprend le mot du paysan charentais qui reçoit des condoléances sur la mauvaise récolte : « Comment allez-vous vous en tirer, cette année, mon pauvre ami? » et qui répond : « Ne vous en faites pas. Sauf le chien, tout le monde est pensionné dans la maison. »

***

Tandis que l'État s'est laissé entraîner à ces prodigalités, tandis que le budget a plus que doublé en valeur-or, par rapport à l'avant-guerre, malgré l'amputation des quatre cinquièmes de la valeur-or des dettes antérieures de l'État, comment a évolué la fortune du pays? La valeur des immeubles a baissé, en or, de 40 p. 100; les valeurs à revenu variable, de 50 p. 100; les valeurs à revenu fixe, qui sont restées au pair, ont perdu 80 p. 100 de leur valeur, du fait de la dépréciation de la monnaie, sans préjudice de la baisse des cours pour la plupart d'entre elles. La crise s'accroît tous les jours. Le paysan ne vend pas son blé et voit s'effondrer les cours du bétail; les navires sont désarmés dans les ports silencieux; l'exportation s'est effondrée; l'exportation sur place du commerce parisien est plus atteinte encore; le nombre des faillites augmente rapidement en France et surtout à Paris, alors qu'il baisse ailleurs. La balance commerciale accuse un déficit de 40 milliards en quatre ans. Le déficit de la balance des comptes est pour beaucoup dans les 9 milliards et demi de sorties d'or et de devises de l'an dernier. Enfin, les intellectuels sont les plus malheureux des chômeurs.

Cette économie ravagée supporte le prélèvement des assurances sociales, les 4 milliards de déficit des chemins de fer, les 2 milliards versés chaque année par les contribuables à la Caisse d'amortissement, enfin des charges budgétaires dont certaines ont été accrues depuis le début de la crise et qui sont deux fois plus lourdes en or que celles d'avant-guerre!

Est-il possible aux producteurs de la richesse française ainsi atteints, de continuer à verser les 26 milliards du budget qui vont aux personnes?

Est-ce juste? J'entends bien que les fonctionnaires et les retraités font observer que, ne participant pas à la prospérité des temps heureux, il n'est pas équitable qu'ils pâtissent des restrictions imposées par la crise. Ils auraient raison s'il ne s'agissait que d'une crise cyclique et non d'un raz de marée mondial qui a imposé une réduction des dépenses publiques dans tous les pays du monde sans exception. Le paysan qui ne vend pas ses produits, le commerçant qui ne peut faire face à ses échéances, se plaignent que cette crise qui les torture ait pour effet, en réduisant le coût de la vie, de faire faire un profit, par ces temps de malheur public, à ceux qui continuent à toucher les mêmes émoluments qu'il y a 4 ans. Toucher la même somme, c'est, en réalité, toucher une somme plus élevée, c'est être en bénéfice tandis que les producteurs sont en perte.

D'après la *Statistique générale de la France*, l'indice de 34 denrées est tombé de 618 en 1930 à 521 en janvier 1934, soit 18 p. 100 de baisse; le coût de la vie à Paris a baissé de 1930 à novembre 1933, de 581 à 526, soit de 12 p. 100.

N'est-il pas possible de prélever en pourcentage, une partie de cette diminution du prix de la vie sur les 26 milliards versés par l'État aux personnes? Ce prélèvement entraînerait une baisse nouvelle qui le rendrait moins sensible à ceux qui le subiraient parce que, par contagion, il entraînerait la baisse de ceux des salariés qui n'ont pas encore été atteints et qui bénéficieraient, eux aussi, de cette baisse du prix de la vie. Dans les chemins de fer, par exemple, l'augmentation des dépenses du personnel, par rapport à 1913, représente en or une augmentation de 48 p. 100.

Croit-on qu'à défaut d'un allégement des charges de la production, celle-ci ne va pas fléchir? Et si elle fléchit...

Certes, l'État pourrait continuer à verser 26 milliards de francs mais ce seraient des francs dévalorisés car il devra avoir recours à l'inflation. Quant aux ouvriers, ils peuvent exiger le maintien du salaire nominal, comme l'ont exigé les ouvriers anglais avant la dévaluation de la livre, mais les portes des usines se fermeront progressivement devant eux et ils tomberont en chômage. Quels sont les véritables défenseurs des intérêts des fonctionnaires et des ouvriers? Ceux qui leur conseillent l'intransigeance comme s'ils pouvaient s'isoler de l'économie française? Ou ceux qui luttent pour que, dans une économie restaurée, ils continuent à toucher des francs intacts dont le pouvoir d'achat sera accru? Les inviter à réfléchir, c'est les estimer; les en croire incapables, c'est les mépriser.

***

Cette politique de déflation budgétaire est la seule qui puisse entraîner la déflation des prix nécessaire au redressement de notre économie. Pour souligner la différence de niveau entre le pouvoir d'achat du franc à l'extérieur et à l'intérieur, j'ai donné à la Chambre des chiffres qui ont paru la frapper, sur le pouvoir d'achat de 100 francs au moment où M. Poincaré prit le pouvoir en 1926 et il y a trois mois. De 14 livres de cuivre, on passe à 90 livres; de 5 livres de caoutchouc, à 78 livres. Il est entendu que j'ai cité, là, le cas-limite puisque le franc a presque doublé en valeur-or, de juillet 1926 à juin 1928, date de la stabilisation. Mais la différence reste encore colossale. Sans doute, est-elle due, en grande partie, à la dévaluation des monnaies étrangères et c'est pourquoi certains nous proposent le moyen rapide et commode de la dévaluation du franc. Mais on objecte avec force que notre monnaie ayant déjà subi une diminution des quatre cinquièmes de sa valeur, l'opinion publique s'alarmerait en France au point de provoquer une inflation des prix qui ferait perdre le bénéfice de la dévaluation monétaire et qui, portant un nouveau coup à la foule innombrable des créanciers en francs, — car c'est la foule qui est créancière et les grands de la terre débiteurs — ruinerait le crédit, atteindrait notre classe moyenne et, par là, bouleverserait la structure sociale de la France. Il est incon-

testable d'autre part que l'Angleterre jouit d'une situation privilégiée qui a singulièrement favorisé chez elle le maintien des prix intérieurs alors qu'à l'extérieur la livre baissait de 35 p. 100. Elle se ravitaille, en effet, en matières premières dans un monde dont les monnaies sont associées à la sienne et ont baissé en même temps et dans la même proportion que la sienne.

***

C'est donc par une politique d'ensemble, à la fois de déflation des dépenses publiques et de déflation des prix de revient français, que le gouvernement peut rétablir la situation du pays. Il est armé pour faire cette politique puisqu'il a reçu en matière douanière, les mêmes pleins pouvoirs qu'en matière budgétaire.

La révolte de l'opinion publique, provoquée par l'affaire Stavisky, a donné au pays le gouvernement d'Union Nationale avant que l'irréparable soit accompli en matière monétaire. Le danger est que tout le monde n'a pas encore compris la réalité de cette menace. C'est une difficulté de plus pour le gouvernement. Mais si l'opinion, qui est encore dans l'expectative, avec un préjugé favorable, le voit user délibérément des pouvoirs si étendus que le Parlement lui a donnés, elle le soutiendra et la bataille sera gagnée.

PAUL REYNAUD

LETTRES
DE MICHEL CHEVALIER

Aux dernières années du Second Empire, Michel Chevalier faisait figure en France du plus éloquent apôtre de l'économie libre-échangiste. A la propager avec une ardeur sans pareille, il avait apporté toute sa vigoureuse dialectique de théoricien, et appliqué tout son persuasif talent de professeur. Pour sa réalisation il avait travaillé avec habileté et bonheur et s'était révélé le véritable et le plus actif initiateur du rapprochement commercial franco-britannique. Ce rapprochement, aussi bien, n'était dans ses intentions que simple début et préface liminaire. « Philosophe cosmopolite » convaincu autant que solide patriote français, Michel Chevalier se flattait que les rapports économiques multipliés noueraient fatalement une entente définitive, une infrangible alliance de fait entre les Britanniques et nous-mêmes. Dans cette alliance qu'il souhaitait, à l'épreuve de tous les assauts, dans ce « binôme France-Angleterre », il se laissait aller par une audacieuse anticipation, à saluer le début d'une vaste société à laquelle, renonçant pour jamais à la guerre, les nations européennes viendraient s'agréger sous le signe de l'arbitrage et de la plus complète coopération économique et intellectuelle. Du fait de ses études et de ses travaux, du fait de la part décisive prise par lui à des négociations majeures, il se trouvait en rapport non seulement avec les savants, les publicistes et les économistes de toute l'Europe, mais aussi avec beaucoup d'hommes d'action et d'affaires. Il s'était efforcé de les convertir à ses vues d'avenir, de les amener à des préoccupations et à des espoirs identiques aux siens propres. L'un des premiers fondateurs de la ligue pour la Paix de Frédéric Passy, en intimité avec ses anciens coreligionnaires saint-simoniens essaimés sur le continent, en relations d'active correspondance avec les chefs libéraux anglais et belges, avec les radicaux suisses, allemands et scandinaves, il apparaissait vraiment alors comme l'un des plus actifs et des plus représentatifs de ces grands bourgeois d'études et d'affaires qui, tenant pour défi-

nitif le triomphe du libéralisme en économie et en politique, appelaient avec impatience et confiance son succès prochain sur le plan des relations internationales.

C'est assez marquer quelle catastrophe, pour lui comme pour tous les esprits de cette école, fut la surprise de 1870. De l'insolente exaltation du militarisme prussien, tous ces libéraux ne pouvaient que redouter le pire. Quoique tombant de très haut, Michel Chevalier pressentit du premier coup toute la profondeur du désastre. Frappé au cœur par les malheurs de la Patrie et par la débâcle de ses illusions généreuses, il se donna du moins comme but prochain de tout faire, dans la mesure de ses forces, pour limiter le malheur. Tout l'automne et tout l'hiver de l'année terrible, du coin de Normandie où il s'était réfugié, il donna ses soins à garder le contact avec ses correspondants étrangers, à tâcher, par eux, d'apporter quelque atténuation à ce qui était pour lui, au même titre qu'une très cruelle épreuve française, l'irrémédiable faillite de son idéal de pacifiste européen.

Entre ses nombreuses lettres d'alors, l'on a jugé pouvoir choisir pour les publier ici, celles que l'on a estimées les plus expressives; les plus significatives[1]... et aussi les plus étrangement prophétiques.

MARCEL BLANCHARD

Monsieur le baron Von Der Heydt,
ancien Ministre des Finances à Berlin.

Asnelles par Ryes (Calvados), 12 novembre 1870.

Cher Monsieur et digne ami,

Il n'y a guère que trois mois que, retournant de Vichy à Berlin, et traversant rapidement Paris, vous eûtes la bonté de venir me chercher chez moi : ma mauvaise étoile voulut, que, ce jour-là, je rentrasse tard. Je me hâtai de passer à votre hôtel, mais vous étiez déjà couché et le lendemain vous êtes parti presque à l'aurore. J'espère que, conformément à mes recommandations et à leurs promesses, les gens du Splendide Hôtel vous remirent le mot que j'avais écrit pour vous.

Depuis, cette fatale guerre a suivi son cours. Je n'ai pas besoin de vous dire que je n'en étais pas partisan. Lorsque

1. Cette publication a été autorisée par mademoiselle Flourens, petite-fille de Michel Chevalier et pieuse gardienne de la correspondance et des papiers de l'éminent économiste. Que mademoiselle Flourens soit ici très respectueusement remerciée de son libéralisme!

dans la session de 1867, le Gouvernement Impérial, pour s'y préparer, proposa une nouvelle loi de recrutement, je parlai contre et seul je votai contre. Je croyais et crois encore que l'harmonie est possible entre la France et l'Allemagne unifiée. J'ai gémi, et ne m'en suis pas caché, lors de la déclaration du 6 juillet 1870 qui était, en fait, une déclaration de guerre et quand la déclaration formelle se fit le 16 juillet je refusai d'aller à Saint-Cloud avec le Sénat qui, à cette occasion, s'y transporta officiellement et en corps dans le but de féliciter l'Empereur de son entreprise inconsidérée et de lui faire entendre par l'organe de son Président une adresse où je soupçonnais fort que ce dignitaire, homme sans patriotisme, dominé par le désir de reconquérir la faveur du Maître, accumulerait les formules de la forfanterie et de la courtisanerie, ce en quoi il dépassa toutes mes craintes. L'Europe a lu tout cela, pour la confusion du Sénat, dans le *Journal Officiel.*

Quoique l'Empereur soit l'auteur de tous les malheurs qu'éprouve mon pays, pour avoir voulu follement la guerre et l'avoir follement conduite, je ne puis m'empêcher d'être profondément ému en voyant tomber dans un tel abîme un puissant souverain qui avait donné à la France des jours de gloire et de prospérité et qui, plus d'une fois, avait manifesté de nobles inspirations.

Mais il ne s'agit pas de lui maintenant, politiquement il est mort. Il s'agit de la France, il s'agit de la Prusse pareillement, car toute victorieuse qu'elle est, l'honneur et l'avenir de la Prusse sont en jeu plus que ses enfants, dans l'exaltation de la victoire, ne sont portés à le croire. La paix, une solide paix, une paix honorable pour la France est de l'intérêt de la Prusse, quoique celle-ci redouble d'efforts pour nous accabler et semble avoir la volonté de nous écraser et nous avilir.

Laissez-moi vous dire comme à un vieil ami, combien et comment je sens qu'il est désirable que la paix se fasse.

D'après la facilité avec laquelle les troupes allemandes pénètrent presque chaque jour davantage dans notre territoire, les généraux prussiens peuvent se flatter que la France ne peut éviter d'être sous peu de jours à leur merci. En cela ils exagèrent. Mais je consens, par hypothèse, à me placer à leur point de vue. Ils peuvent donc croire qu'il dépendra

bientôt de leur gouvernement de fixer les conditions qu'il lui plaira et qu'ainsi il fera très bien de s'approprier deux provinces chères à la France et auxquelles la France est chère, de même que Napoléon Ier en 1807, ravit à la Prusse la rive gauche de l'Elbe, où l'autorité du roi de Prusse était bien établie et aimée. Militairement parlant, une fois admise l'hypothèse dont il s'agit, l'opinion est très soutenable, de même que l'était au point de vue militaire l'opinion de Napoléon Ier à Tilsitt en 1807. Si dans un mois ou deux, ou trois, la France n'a plus aucun moyen de résistance militaire, comme c'était le cas après Friedland, il sera matériellement possible à S. M. Guillaume Ier de traiter la France en 1870, comme Napoléon traita la Prusse en 1807. Mais politiquement sera-ce possible? En supposant que l'Europe se tienne coite, ce qui est assez probable, sera-ce raisonnable, sera-ce une combinaison que des hommes d'état prévoyants, je parle d'hommes d'état prussiens, puissent adopter et recommander à leur souverain?

La Prusse, depuis un siècle et demi ou deux siècles, travaille à devenir une puissance de premier ordre. Elle a pensé qu'il lui appartenait d'être non seulement la première d'Allemagne, mais l'Allemagne elle-même. Elle a cultivé toutes les sciences et tous les arts, elle a été économe et sobre et de bonnes mœurs. Elle a eu des philosophes et des penseurs dans tous les genres; elle a perfectionné au plus haut degré son administration. Elle a pratiqué la première des libertés, celle de la conscience, et s'est ouvert la carrière des libertés politiques. En 1866 elle a atteint plus qu'à moitié le grand objet qu'elle poursuivait avec tant de patience et d'efforts. En 1870, elle le possède pleinement. Demain S. M. le roi Guillaume Ier peut se proclamer l'Empereur d'Allemagne; il ne tient qu'à lui, et l'Europe l'acceptera et même y applaudira si, à côté de la puissance de fait, on lui fournit la preuve éclatante qu'on possède la grandeur morale. Nous ne sommes plus jeunes, cher monsieur et digne ami, nous ne croyons guère à la politique vaporeuse qu'on appelle, d'un nom mal approprié peut-être, politique du sentiment. Mais l'étude et l'observation se joignant à nos penchants naturels, nous donnent la conviction que la politique matérialiste est tout aussi chi-

mérique. Elle ne donne que des résultats éphémères. Au XIXe siècle il ne faut pas faire de la politique matérialiste, c'est-à-dire qui heurte le sens moral de l'Europe et les idées de justice dont cette partie du monde est imprégnée et qui sont le secret de sa supériorité et de sa puissance. L'Europe est un aréopage qui juge la politique des Cabinets et dont les jugements ne sont pas sans sanction. Ce tribunal fortement imbu de grands sentiments que l'éducation chrétienne lui a fait sucer avec le lait, proteste contre toute puissance, quelque grande qu'elle soit matériellement, qui n'offre pas l'auréole de la grandeur morale ou qui s'en dépouille, et cette protestation a son effet tôt ou tard. Elle déconsidère, déconcerte et affaiblit, à ses propres yeux, celui qui en est atteint.

La grandeur morale manqua à l'œuvre de Napoléon Ier, qui avait pourtant plusieurs attributs des grands hommes. Il crut faire un édifice solide; il ne fit qu'un échafaudage. Il lui vint à l'esprit d'enlever à la Prusse la rive gauche de l'Elbe pour grossir le royaume qu'il érigea en faveur de son frère Jérôme, royaume nécessairement vassal de la France; il avait la force de mettre son idée à exécution et il le fit. Mais c'était un essai contre nature, un caprice de potentat enivré de ses succès; c'était vexatoire et oppressif pour les populations détachées de la Prusse, humiliant et douloureux pour celle-ci. En 1807, cependant, la mutilation de la Prusse paraissait accomplie à jamais, irrévocable. Le Continent, qui se taisait devant Napoléon Ier, n'éleva pas d'objection et, s'il l'avait voulu, Napoléon aurait pu y faire souscrire l'Angleterre elle-même.

Qu'arriva-t-il pourtant? En 1814, ce fait irrévocable, et divers autres du même genre que s'était permis Napoléon dans l'entraînement du succès, étaient effacés de la carte d'Europe. Séparer de la France, en totalité ou en partie, l'Alsace et la Lorraine, serait un acte tout aussi violent que l'avait été celui de soustraire à la Prusse la rive gauche de l'Elbe, c'est une lésion aussi profonde à une grande nationalité, une oppression aussi caractérisée envers les habitants de ces provinces, une atteinte aussi réelle à l'équité naturelle. Ce serait aussi antipathique, on ne saurait en douter, à l'opinion réfléchie de l'Europe. Donc, si on le faisait, le cours obligé des événements le déferait. Dès lors pourquoi le tenter? Stras-

bourg et Mulhouse sont aussi françaises que Dijon et Rouen; elles s'imposeraient volontairement plus de sacrifices peut-être pour l'honneur et l'indépendance de la France. Quant à la Lorraine, elle est aussi française que l'Ile-de-France.

De grands souverains victorieux sont enclins à croire que la victoire leur confère tous les pouvoirs et à supposer qu'ils n'ont pas à tenir compte du sentiment de l'Europe. Opinion bien dangereuse. On n'affronte pas impunément ce sentiment. Celui qui le fait s'expose fort à le payer un jour. Or la Prusse blesserait ce sentiment jusqu'au vif si elle touchait au sol de l'Alsace et de la Lorraine.

Les arguments avec lesquels, dans des documents récents, on a essayé de justifier l'absorption de l'Alsace et de la Lorraine sont de ceux qu'on emploie pour se dispenser de dire celui-ci qu'on a dans l'esprit. « Je prends ces provinces parce que je suis le plus fort. *Quia nominor leo.* » A cette raison, la France n'a pas de réponse à moins de prolonger la guerre, ce qui, à un moment donné et certains faits étant accomplis, peut lui être impossible. Mais ici, il faut se préoccuper non seulement de la France, mais aussi de l'Europe qui ne peut admettre une telle politique, car ce serait admettre qu'Attila avait raison. Le XIXe siècle a un credo bien différent.

On a dit aussi : « Je veux Strasbourg, parce que c'est la clé de notre maison. » Strasbourg, place forte au milieu des champs, sur la rive gauche du Rhin, n'est pas du tout la clé de l'Allemagne qui, dans cette partie de l'Europe, est sur la rive droite. La clé de l'Allemagne, c'est la Hollande par laquelle le Rhin, le fleuve allemand arrive à la mer; c'est encore Anvers par où l'Allemagne fait un immense commerce; c'est aussi bien la Suisse, massif de montagnes qui observe et domine l'Allemagne par le Midi. L'argument que je viens de rappeler, qui a été mis en avant pour incorporer Strasbourg à l'Allemagne, autoriserait les moins clairvoyants à penser que vous convoitez la Hollande, Anvers, la Suisse, et que sais-je encore? Pourquoi pas les provinces allemandes de la Russie? Pourquoi pas les issues de la Baltique? Pourquoi pas Heligoland? Il n'en faudrait pas davantage pour que toute l'Europe fût contre vous. Les raisons qu'on allègue pour réunir la Lorraine à l'Allemagne s'appliquent au centuple à la Livonie et à la Courlande.

Il y a au monde une puissance qui s'appelle l'opinion publique européenne. Cette puissance a posé de nos jours la règle suivante : les vainqueurs, même ceux qui ont cueilli les lauriers les plus éclatants, doivent tenir compte des vœux des peuples quand on modifie la carte de l'Europe après une guerre. Lorsque Napoléon III se fit céder la Savoie et Nice par le roi Victor-Emmanuel qui y consentit de plein gré en considération du gros cadeau qu'il recevait lui-même, la condition fut faite et observée que le vote librement exprimé des populations serait favorable. La Prusse serait jugée avoir fait acte de tyrannie si elle s'appropriait l'Alsace et la Lorraine sans se soumettre à la même formalité : vous savez bien quel en serait le résultat. Ainsi, à moins que la Prusse ne veuille s'exposer à être frappée d'excommunication par l'Europe, il faut qu'elle se prête à cette épreuve du vote populaire des provinces qu'elle convoite, et, si elle s'y prête, son ambition sera déçue.

L'histoire de la Vénétie révèle ce que serait pour la Prusse et l'Allemagne l'annexion totale ou partielle de l'Alsace et de la Lorraine.

L'acharnement contre la France, pour l'amoindrir et l'écraser, ne serait pas pour la Prusse un bon calcul; mais, en outre, ce serait de l'ingratitude, et en politique il n'est pas indifférent d'avoir de bons ou de mauvais procédés, quoique quelques personnes affectent l'opinion contraire. Si la France vous a fait du mal en 1807, outre que la tempête, quelque rude qu'elle ait été, ne fut que passagère et que vous vous soyez bien refaits en 1814 et 1815, la même France, à diverses époques, vous a fait beaucoup de bien. Sans remonter plus haut que l'origine du siècle, le Premier Consul, que la passion devait égarer en 1807, avait été fort bienveillant pour vous de 1800 à 1805, et surtout lors de la sécularisation des principautés ecclésiastiques de l'Allemagne. En 1803, dans cette dernière affaire, il fut partial pour vous. Vous ne nous avez jamais donné le retour de cette partialité.

Je n'ai pas qualité pour donner un conseil au gouvernement prussien. Cependant à titre de philosophe cosmopolite, ce que quelquefois on m'a reproché d'être, j'ose penser et dire que la meilleure politique pour la Cour de Berlin serait d'être

généreuse envers la France. L'auteur de la guerre n'est plus là, il a sa punition. Quant à la France, elle a éprouvé des pertes énormes. Si on tenait à lui donner une leçon, elle l'a reçue bien sévère. Elle a je ne sais combien de morts et de blessés, de nombreuses provinces ravagées, son industrie tout entière arrêtée. Ce sont là de bien grands dommages sans parler de sa gloire militaire compromise par d'affreux revers. Il lui faudra bien des années pour se remettre. Au lieu de l'accabler davantage par des actes qui lui laisseraient de longs ressentiments et le désir de vengeance, il serait bien plus habile à la Prusse de la ménager. Il y a dans le caractère français une générosité qui porte notre nation à oublier le mal si on le fait suivre d'un bon procédé. C'est ainsi qu'il y a dans le cœur des Français une véritable sympathie pour la Russie à cause de l'appui que nous trouvâmes dans l'Empereur Alexandre le lendemain de nos désastres de 1814 et 1815. L'amitié de la France sera toujours un avantage et sa haine un péril. L'homme sage préfère ce qui est avantageux, quand d'ailleurs c'est parfaitement honorable, au péril. Celui-ci peut être fort éloigné; mais, même alors, les États dont la vie est indéfinie évitent, quand ils sont bien gouvernés, de le braver.

La Prusse n'aurait-elle pas bien employé son temps si la guerre se bornait aux résultats suivants : établissement définitif et reconnu par l'Europe, de l'unité allemande, le Midi et le Nord ensemble; le roi de Prusse devenant empereur d'Allemagne infiniment mieux que ne le furent jamais les souverains d'Autriche? Ce n'est pas aussi grandiose que de faire triompher ce pangermanisme en commençant à réduire la France au rang de puissance de second ordre; mais c'est comme si le premier Consul se fût arrêté à la paix de Lunéville et à la paix d'Amiens au lieu d'aller de conquête en conquête, jusqu'à la colossale construction de 1810 qui devait s'écrouler tout entière quatre ans après comme un château de cartes.

Il y a d'autres raisons tirées de l'intérêt prussien pour que cette guerre cesse. Il est incontestable que les troupes prussiennes commettent des excès. La plupart des chefs, je le crois, retiennent le soldat qui dépasse une certaine limite, mais plusieurs autorisent et même commandent la violence.

En outre, divers règlements généraux dont l'existence est authentique, car ils sont placardés sur les murs et publiés dans les journaux, sont d'une barbarie révoltante. Les Anglais qui n'ont pas le tempérament tendre font la guerre différemment. Ils ménagent bien plus l'habitant, craignant l'opinion de l'Europe et celle de leurs propres concitoyens; ils respectent bien plus le droit des gens. Comparez la conduite de l'armée prussienne envahissant la France en 1870, à celle de l'armée anglaise faisant la même invasion en 1814 et 1815. La différence sera énormément à votre désavantage et pourtant, depuis 1814 et 1815, le monde en général s'est beaucoup humanisé. Positivement la conduite de l'armée prussienne en France aujourd'hui fait rétrograder le droit des gens. Des villages entiers sont incendiés sans motifs valables. Des soldats, que vous devez reconnaître pour tels d'après vos propres précédents, nos francs-tireurs, sont traités comme des bandits. Des maires et des curés ont été fusillés ou ont reçu la schlague. Des femmes, outragées avec des circonstances atroces. Dans le siège des places fortes, vous employez de préférence le bombardement, qui s'adresse à la population inoffensive, au lieu de procéder contre les fortifications; tout cela vous fera la pire des renommées. Votre armée s'acquiert en Europe la dénomination des hordes d'Attila.

Depuis 1815, nous avons renoncé, nous, ainsi que les Anglais l'avaient déjà fait, au système funeste d'après lequel la guerre doit nourrir la guerre. Vous persistez à l'appliquer; c'est encore une mauvaise note pour vous.

Votre gouvernement ne doit pas se faire illusion, il est en voie de se faire, aux yeux de l'Europe, une situation semblable à celle qu'avait Napoléon en 1807 et plus tard.

Vous excitez, comme lui, l'admiration par la vigueur de votre organisation militaire et l'habileté qui s'y révèle. Mais, en même temps, vous devenez la terreur des peuples civilisés par les desseins que cette puissance militaire sert à accomplir. Car si vous faites, ainsi que lui, la guerre avec génie, vous mettez, ainsi que lui, votre supériorité militaire au service d'une politique dirigée par des passions formidables pour les droits d'autrui et pour la sécurité des autres peuples. A côté de vos mérites militaires, chacun perçoit maintenant

ce qu'on a tant reproché à Napoléon, une ambition insatiable, connaissant peu les scrupules. Jusqu'au jour où ce grand capitaine attaque l'Espagne, en 1808, il n'avait rien commis, qui, au jugement de l'Europe actuelle, soit comparable à ce que vous avez fait au Danemark. Jusqu'en 1808, il n'avait pas dépouillé un souverain de ses états pour des motifs aussi légers que ceux que vous avait donnés le roi de Hanovre, pour ne parler que de celui-ci parmi les princes détrônés en 1866. A peine une entreprise de conquête est-elle terminée que vous en entreprenez une nouvelle. Vous voici à la troisième depuis six ans. L'Europe donc voit avec effroi l'accroissement de votre puissance, de votre ascendant. Il n'est pas possible, si vous persistez dans ces errements, que vous ne souleviez pas en Europe les mêmes objections que Napoléon Ier et par les mêmes raisons. Dès 1806, quels sont les noms que l'on donnait à Napoléon dans les manifestes, dans les journaux indépendants? On l'appelait « l'ennemi de l'Europe », « l'oppresseur de l'Europe ». Attendez-vous à ce que l'on contracte l'habitude de vous qualifier de même si vous ne vous amendez. La conséquence d'une pareille disposition de l'opinion publique européenne, c'est qu'il se forme quelque jour une coalition générale contre vous, ainsi qu'il s'en forma une contre lui. Les moyens que vous avez employés pour vous faire une armée innombrable sont à la portée de tout le monde. Et du moment où l'opinion serait généralement accréditée en Europe que la Prusse est le tyran des autres États, le feu sacré, qui est le gage le plus assuré de la victoire, embraserait vos adversaires.

La guerre actuelle, selon qu'elle aura telle issue ou telle autre — et c'est de la Prusse que l'alternative dépend — procurera à l'Europe un demi-siècle de paix et de prospérité, ou ne sera que le signal d'une suite de luttes nouvelles dans lesquelles s'épuiseront les forces de tous et où la civilisation européenne reculera, parce que la tendance qui porte les peuples à se rapprocher serait remplacée par la tendance opposée qui les diviserait. Les haines nationales s'amortissaient; elles recommenceraient plus vives que jamais, les grandes œuvres de la paix, auxquelles on s'abandonnait au grand avantage des peuples, seraient abandonnées pour que le

génie du mal, accaparant toutes les ressources, se déployât à l'aise par la dévastation et la mort.

Les peuples changeaient graduellement leur civilisation, afin que les hommes de chaque nation eussent dans le sein des autres des facilités de plus en plus grandes; on reviendrait à la législation restrictive, à celle qui s'inspire de la haine et de la défiance contre l'étranger. En France nous avions accueilli avec amitié une multitude d'Allemands. Nous les traitions en frères. Ils étaient mêlés à nous dans nos ateliers et dans tous les actes de la vie réelle, dans nos plaisirs comme dans nos peines. Or voilà que tels et tels qui étaient chez nous comme serviteurs ou comme ouvriers et collaborateurs connaissant nos usages, familiers avec la distribution de nos villes, les chemins de nos campagnes, les sentiers de nos bois, nous reviennent sous la forme de uhlans, de fantassins armés jusqu'aux dents et d'artilleurs répandant l'incendie dans nos villes et nos villages. Ils mettent à profit pour notre perte, ce qu'ils avaient appris, vivant de notre vie; heureux quand ils ne méconnaissent pas les droits de la guerre! Désormais nous devrions être plus circonspects. L'ouvrier et l'employé allemands, l'Allemand en général serait un suspect. Autant on l'accueillait naguère, autant on s'en garderait.

Dans toute l'Europe, ce serait de même. Le nom d'Allemand et surtout de Prussien, y deviendrait synonyme d'ennemi. C'est que l'ambition qu'on a soufflée aux Prussiens ne connaît pas de limites. Ils s'appliquent les destinées indiquées aux Romains par les célèbres vers de Virgile « *Tu regere imperio populos, romane, memento*, etc... etc... »

Les hommes à idées libérales seraient impuissants à lutter contre ces appréhensions et contre les mesures rétrogrades qu'elles détermineraient. Voilà, cher monsieur et digne ami, l'avenir que la Prusse préparerait à l'Europe et se préparerait à elle-même si elle se refusait plus longtemps à admettre que le renversement du trône impérial lui prescrit d'adopter, vis-à-vis de la France, une politique plus conforme aux principes de bienveillance mutuelle qui doivent servir de base aux rapports des peuples européens les uns contre les autres. Le système militaire prendrait de toutes parts un développement indéfini parce que la Prusse en aurait fait une nécessité générale.

Le régime de la liberté vers lequel l'Europe croyait marcher, serait indéfiniment reculé.

Ah! cher monsieur et digne ami, combien il serait plus profitable et plus beau pour le gouvernement prussien de résister aux passions aveugles qui sont déchaînées dans quelques parties de l'Allemagne et qui voudraient lui faire oublier que la véritable force gît dans la modération. Il s'est si souvent et si grandement montré un gouvernement éclairé, civilisateur résolu et habile à faire prévaloir les conseils de la raison, que le monde a les yeux fixés sur lui et se plaît à croire qu'il restera fidèle à ces nobles et utiles traditions.

Croyez-moi, cher Monsieur et digne ami,

Tout à vous.

Sir Henry Bulwer.

Asnelles par Ryes (Calvados), 17 novembre 1870.

Monsieur,

Je me reproche de ne vous avoir pas écrit à la réception de votre lettre du 15 octobre, d'abord pour vous remercier des paroles aimables qu'elle renferme, et surtout pour vous soumettre une réclamation, dans l'intérêt de la mémoire de mon excellent ami Richard Cobden. Vous attribuez à l'influence des idées répandues par lui et l'école de Manchester l'indifférence et l'inaction regrettables de l'Angleterre, ou tout au moins de son gouvernement au sujet des événements si graves, et d'une si grande portée, qui s'accomplissent en Europe et dont la France est la première victime, en attendant les autres. Je réclame en faveur de Richard Cobden. Je suis persuadé que, s'il avait été conservé à son pays, il recommanderait une politique différente du système expectant à la faveur duquel s'établit sur le continent une domination de fer dont l'Angleterre elle-même aura à souffrir. Richard Cobden avait à un haut degré le sentiment de la solidarité européenne. Il n'était pas pour la politique pacifique absolue, par laquelle un peuple se désintéresse ou s'imagine se désintéresser des conflits qui éclatent entre ses voisins, des empiétements, des conquêtes qu'ils peuvent faire les uns sur les

autres, de l'oppression qu'une nation puissante et aguerrie peut exercer autour d'elle. Cobden appelait et espérait l'établissement d'un ordre européen où, au contraire, les petits et les faibles n'eussent pas été à la merci des grands, où l'ambition des puissances militaires eût été contenue par des digues. Ces digues auraient été :

1° l'arbitration;

2° en dernier ressort, la force militaire des autres.

Il avait du cœur, Richard Cobden. L'audace de la Prusse à la suite de l'imbécillité de Napoléon III, l'effronterie de son ambition, les procédés barbares avec lesquels elle fait la guerre, le joug de fer qu'elle fait peser sur les provinces conquises, les exactions que font ses commandants dans toutes les villes ou villages où ils pénètrent, ce mépris froid et dur qu'ils affectent pour la dignité humaine, du moment qu'il s'agit d'autres hommes que les Allemands, tout cela l'eût profondément indigné, et il aurait été d'avis, hautement, qu'on opposât, par tous les moyens, une barrière à ces barbares qui se croient civilisés parce qu'ils sont docteurs en droit et en chimie.

Un autre homme qui, ce me semble, n'eût pas regardé d'un œil indifférent cette prise de possession par la Prusse de la domination européenne, c'est Pitt. Il eût montré, à cette occasion, son énergie pratique. Il eût, c'est l'opinion que j'ose me faire de lui, convoqué le Parlement et à l'heure actuelle vingt mille habits rouges seraient à Lyon, et autant à Orléans sans préjudice d'une flotte qui serait annoncée et en préparation pour le printemps prochain.

Lord Hartherly, qui a très bien parlé à la prestation du Lord Maire de Londres en Cour de l'Échiquier, mieux que le soir du même jour au banquet, a dit que *seule en Europe l'Angleterre était sauve, mais à la condition de garder l'empire des mers*. On va vous disputer cet empire. Bismarck tenant le pied sur la gorge de la France, si celle-ci continue d'être abandonnée, lui fera payer soixante ou quatre-vingts millions[1] et avec cet argent, il fera une flotte égale à la vôtre. Une marine puissante est aujourd'hui surtout une question d'argent. Bismarck ne cache pas ses visées maritimes.

1. Évidemment, M. C. parle ici de livres sterling.

Avec les bizarreries outrecuidantes auxquels sont sujets les esprits germaniques, ils sont capables de vous faire d'autres querelles. Avez-vous remarqué les thèses que soutiennent les professeurs de droit et d'histoire qui se sont mis à la tête du mouvement pangermanique et qui se sont faits les auxiliaires, les Tyrtées de Bismarck, lequel doit bien rire d'eux dans sa barbe? Il y en a deux entre autres qui se font remarquer pour leurs exagérations, par lesquelles un jour ils seront voués au ridicule mais avec lesquelles, quant à présent, ils font beaucoup de mal. C'est le professeur Heinrich von Sybel et le professeur Treitschke. Il y a bien aussi Mommsen; celui-ci a écrit sur l'histoire romaine des volumes que j'ai voulu lire, les entendant beaucoup vanter. Je n'y ai rien compris, d'où j'ai conclu que c'était sublime... Avec les théories de ces messieurs, il serait facile de prouver qu'en votre qualité de Saxons vous appartenez à l'Allemagne et devez y être incorporés. Vous êtes des Allemands corrompus (voyez le *Times* du 12, page 6, colonne 5), il ne s'agit plus que de vous désinfecter. En jetant sur vos côtes quatre cent mille fantassins, cent mille uhlans et cuirassiers blancs et cinquante mille artilleurs, on vous remettrait à l'état sain; surtout en vous priant de verser à la caisse cent millions de livres, seulement parce que cela vous ferait mettre à la diète.

Et dire que nous avons cru vivre dans un siècle de progrès, et d'avancement pour l'esprit humain.

Ah! monsieur, à quelles déceptions on est voué en ce monde.

Veuillez croire, monsieur, à tous mes sentiments les plus distingués.

MICHEL CHEVALIER

LE CHANT DU MONDE[1]

VI

« Elle n'a jamais vu la nuit », se dit Antonio.

— Où est la route? — dit Matelot.

— On suit le fleuve.

« Elle n'a jamais vu », se dit Antonio.

La nuit était beaucoup plus vaste que le jour.

Sur la terre, tout était effacé, des collines, des bosquets et des ondulations des champs. C'était seulement plat et noir et au-dessus des arbres éteints le monde entier s'ouvrait. Au fond, coulait le lait de la vierge, des chariots de feu, des barques de feu, des chevaux de lumière; une large éteule d'étoiles tenait tout le ciel.

« Elle n'a jamais vu. »

Ça n'était plus cette vie furieuse et hâtive de la terre, ces chênes crispés, ces animaux tout pantelants de leur sang rapide, ce bruit de bonds, de pas, de courses, de galops et de flots, ces hurlements et ces cris, ce ronflement de fleuve, ce gémissement que de temps en temps la montagne pousse dans le vent, ces appels, ces villages pleins de meules à blé et de meules à noix, les grands chemins couverts de silex que les chariots broient sous leurs roues de fer, ce long ruissellement de bêtes qui troue les halliers, les haies, les prairies, les bois épais dans les vallons et les collines et fait fumer la poussière rousse des labours, toute cette bataille éperdue de vie man-

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er mars.

geuse sous l'opaque ciel bleu cimenté de soleil. Non, c'était le silence et le froid de la nuit.

« Elle n'a jamais vu cette nuit gonflée de sang froid comme le fleuve avec ses poissons. Elle n'a jamais vu, et moi je lui ai dit que la nuit, c'est ce qu'elle voit d'habitude dans sa tête noire! »

— On marche jusqu'au bosquet là-bas? — dit Matelot.

— Oui.

— Pourquoi nous suivons le fleuve?

— Pour avoir une direction, — dit Antonio, — et puis aussi parce qu'ici la terre est molle. Ils passeront plus haut dans les bois avec leurs bœufs. Ils nous perdront. Tu comprends, noisette?

Je lui ai dit :

— La nuit, c'est ce que tu vois, toi, l'aveugle, dans ta tête noire.

Alors elle va me dire :

— Si c'est ça, dès que la nuit vient, tu te couches dans l'herbe et tu regardes au-dessus de toi. Alors, tu ne vois rien? Alors, il vaut mieux que tu dormes. Pourquoi regardes-tu? C'est trop facile de me tromper. Et quoi lui dire?

Elle saura que je me couche parce qu'elle m'aura touché. Elle touchera mes yeux. Elle dira :

— Tu as les yeux ouverts.

Je dirai :

— Oui.

Elle dira :

— Dis-moi ce que tu vois.

Et quoi lui dire?

Elle pourra toucher mon bras et connaître le tour de mes joues et de mon menton avec le bout de son doigt comme elle a fait pour le petit enfant. Elle pourrait me connaître avec le plat de sa main et faire le tour de moi, et savoir où je m'arrête. Mais elle ne peut pas faire le tour de tout avec sa main. Elle ne peut pas toucher un arbre depuis le bas jusqu'au bout des feuilles. Elle ne peut pas toucher le renard qui saute dans l'éboulis comme une motte de feu. Elle ne sait pas où tout ça s'arrête et ce qu'il y a après ça, autour de ça, des arbres et des bêtes. Elle ne peut pas toucher le fleuve. Elle pourrait toucher

le fleuve, mais il faudrait qu'elle sache nager. Je peux lui apprendre à nager.

— Qu'est-ce que tu penses qu'il a fait? — dit Matelot.

— Qui?

— Mon besson.

— Savoir, — dit Antonio.

— Pour qu'il ait tous ces gens contre? Et où on va?

— On marche, — dit Antonio.

Une lie d'étoiles reposait sur les contours de la terre, la nuit s'épaississait dans ses hauteurs. L'étoile des bergers était grosse comme un grain de blé. Le vent s'abaissait. Le jour venait.

— Je suis sur un sentier, — dit Matelot.

— Suis-le.

— Il monte le coteau.

— Monte.

— Tu sais où nous allons?

— Je sais, — dit Antonio, — ne parle pas tout le temps.

« Elle peut me toucher, moi, se dit Antonio, depuis le bas jusqu'en haut, et me connaître. Elle peut toucher le fleuve, pas seulement avec la main, mais avec toute sa peau. Elle entrerait dedans. Elle l'écarterait devant elle avec ses bras, elle le frapperait avec ses pieds, elle le sentirait glisser sous ses bras, sur son ventre, peser sur son dos creux. Elle peut toucher une feuille et une branche. Elle peut toucher un poisson avec sa main quand je prendrai des poissons. Elle les touchera tous quand j'aurai renversé le filet dans l'herbe. Elle les touchera tout vivants quand ils passeront dans l'eau à côté d'elle et qu'ils feront claquer leurs nageoires contre sa peau. Elle touchera le chat des arbres qui reste dans l'île des geais et qui se laisse toucher quand il a mangé des tripes de poissons. Je tuerai des renards pour qu'elle les touche. Elle sentira l'odeur de l'eau, l'odeur de la forêt, l'odeur de la sève quand Matelot abattra les arbres autour de son campement. Elle entendra craquer les arbres qui tombent et le bruit de la hache, et Matelot qui criera pour prévenir que l'arbre va tomber à droite et puis tout de suite après l'odeur des branches vertes et de sève, et puis cette odeur qui se fait plus légère chaque jour à mesure qu'on laisse ces arbres par terre avant qu'on les écorce, jus-

qu'à ressembler à la petite odeur d'anis des mousses en fleurs. Mais comment faire pour tout le reste? »

Il regarda les étoiles.

Voilà les étoiles qui grossissent.

— Elles sont comme des grains de blé maintenant, se dit-il, mais comment faire? Je peux lui faire toucher des grains de blé et lui dire : c'est pareil. Elle ne pourra pas toucher les mouvements de tout. Elle touchera le chat des arbres quand il sera couché au soleil avec son doux ventre plein de tripes de poissons et le mouvement de ses flancs. Elle ne pourra pas toucher le chat des arbres quand il marchera là-haut sur les branches des chênes, quand il sautera dans la clématite, quand il se balancera dans les lianes, suspendu par ses griffes pour sauter dans le saule. Elle ne pourra pas toucher le renard qui vient boire au fleuve. Ni le poisson qui monte des fonds quand tout est tranquille et tout d'un coup il saute hors de l'eau comme une lune. Elle me dira : « Qu'est-ce que c'est ce bruit? »

— Ça devient chemin, — dit Matelot.

— Oui, — dit Antonio, — il y a des ornières dans l'herbe.

— On n'entend plus les bœufs, — dit Matelot.

— Tu les a entendus? — dit Antonio.

— Oui, — dit Matelot, — et toi?

— Non.

— Ils montaient à travers les prés de chaque côté de nous. On n'entend plus rien. On a marché plus vite.

— Oui, on marche vite.

— A quoi tu penses?

— A rien.

— Moi, je me demande ce qu'il a pu faire et où il est?

— Il est là-haut devant, — dit Antonio, — marche, ça va être le jour.

Subitement il fit très froid. Antonio sentit que sa lèvre gelait. Il renifla. Le vent sonna plus profond; sa voix s'abaissait puis montait. Des arbres parlèrent; au-dessus des arbres le vent passa en ronflant sourdement. Il y avait des moments de grand silence, puis les chênes parlaient, puis les saules, puis les aulnes; les peupliers sifflaient de gauche et de droite comme des queues de chevaux puis tout d'un coup ils se

taisaient tous. Alors, la nuit gémissait tout doucement au fond du silence. Il faisait un froid serré. Sur tout le pourtour des montagnes le ciel se déchira. Le dôme de nuit monta en haut du ciel avec trois étoiles grosses comme des yeux de chat et toutes clignotantes. Une colline de l'est sortit de l'ombre. Son arête noire ondulée par son poids d'arbres se découpait sur une lueur couleur de paille. Au sud une forêt gronda, puis elle émergea lentement de la nuit avec son dos pelucheux. Un frémissement de lumière grise coula sur la cime des arbres depuis le fond du val jusqu'aux abords du grand pic où la forêt finissait. On l'entendait là-haut battre contre le rocher. Le rocher s'éclaira. Il n'y avait pas de lumière dans le ciel, seulement là-bas vers l'est une blessure violette pleine de nuages. La lumière venait de la colline. Sortie la première de la nuit, noire comme une charbonnière, elle lançait une lumière douce vers le ciel plat; la lumière retombait sur la terre avec un petit gémissement, elle sautait vers le rocher, il la lançait sur des collines rondes qui, tout de suite, sortaient de la nuit avec leurs dos forestiers. L'ombre coulait entre les bosquets et les coteaux, dans les vallons, le long des talus, derrière le grillage des lisières. Un choucas cria. L'ombre portait les montagnes et les collines comme de larges îles d'un vert profond, sans reflets, noircies par la couleur de cet océan qui, d'instant en instant, se desséchait, descendait le long de leurs énormes racines de terre, découvrant des forêts, des pâtures, des labours, des fermes, descendant de plus en plus bas jusqu'à leur vaste assise contre laquelle le fleuve ondulait comme une herbe d'argent. Des vols de rousseroles et de verdiers se mêlèrent au-dessus des aulnes avec leurs deux cris alternés comme les cris d'un chariot qui danse dans les ornières. La nuit bleuissait. Il n'y avait plus qu'une étoile rousse. Le vent s'arrêta. Les oiseaux s'abattirent dans les arbres. Les chênaies émergèrent. Le jour coula d'un seul coup très vite sur le fleuve jusqu'au loin des eaux. Les monts s'allumèrent. Les collines soudain embrasées ouvrirent leur danse ronde autour des champs et le soleil rouge sauta dans le ciel.

— Le jour, — dit Matelot.

Il se retourna. Il était blanc de givre dans sa barbe, ses cils et ses moustaches.

Antonio ouvrit les bras en croix. Il les laissa retomber le long de lui.

— Pauvre, — dit-il.

Il était ébloui.

— Un jour de froid dans la montagne, — dit Matelot.

— Elle est là-bas, — pensa Antonio, — allongée dans le lit noir avec ce petit crapaud chaud à côté d'elle.

— Rouge le matin, chemin du froid, la montagne est dure, — dit Matelot. — Je vois de la glace. Qui sait s'il peut se faire du feu, mon besson?

— Ton besson, — dit Antonio, — je te le trouve, je le te ramène à coups de pieds dans le cul depuis là-haut jusqu'en bas, si je te le trouve. Voilà ce que je fais, tête de veau. Tu crois que c'est ma vie, moi, de courir comme un chat maigre dans ce pays? Tu crois que j'ai pas le droit d'un peu de calme à mon âge et d'avoir une femme, tranquille comme Baptiste? J'ai le droit oui ou non, dis, enflé de galère, père du cochon!

— Oh! Antonio, — dit Matelot en s'arrachant les glaçons de la barbe, — où as-tu appris la politesse?

L'aube était sur le visage d'Antonio.

— Marche, — dit-il — suis le chemin. Là-bas c'est la route.

Une route ondulait devant eux par-dessus collines et vallons avec, de loin en loin, un érable allumé.

Le chemin que les deux hommes suivaient traversait la route puis s'en allait au delà crever un bois. A la croisée une femme était assise. C'était une jeune paysanne montagnarde en socques de bois. Elle portait ses espadrilles de marche pendues à son cou par une ficelle.

— Tu attends? — lui dit Antonio.

— J'attends le char de l'Alphonse.

— C'est la route d'où?

— Par là ça va à Villevieille.

— Tu y vas, toi?

— J'y vais, — dit-elle, — mais j'attends l'Alphonse. Je peux pas le porter si loin.

Elle entr'ouvrit son devantier replié sur elle. Un petit enfant était couché dans le berceau de ses genoux. Il avait le visage couvert de croûtes rosâtres; il bavait en tordant sa bouche.

— Qu'est-ce qu'il a?

— Ça le prend et ça le quitte, — dit-elle. — Il n'arrive pas à faire son compte. Je vais faire voir mon lait. Des fois il aurait pu se pourrir quand j'ai eu peur à la chasse au loup. C'est le sang de son père qui lui revient.

— Il a les humeurs, — dit Matelot.

— Non, — dit la femme, — on est de grosse santé d'habitude. C'est mon lait qui est pourri.

Un char arrivait du côté du bois. Il était en gros bois bleu. Un homme debout sur les planches le conduisait.

— C'est loin, Villevieille?

— Ça te dérangerait si on allait avec?

L'homme arrêta son char près de la femme.

— Ceux-là demandent si ça dérange, — dit-elle.

— Rien dérange.

Il était en lourd velours gris avec de grosses mains qui ne savaient plus rien faire après avoir lâché les guides. Il les frotta.

— Mets le petit sur les sacs. Nous quatre on marchera.

La femme enleva ses socques et laça ses espadrilles. Elle tapa du talon. Ses jupes ballonnaient sur ses hanches.

Un peu avant le plein soir l'Alphonse dit :

— On couchera au jas de l'érable.

— On nous voudra? — demanda Antonio.

L'homme se mit à rire.

— Tu demandes des permissions, toi?

— Pas guère, — dit Antonio. — Mais si c'est des gens de ta connaissance...

— C'est sur la route, — dit-il, — c'est ouvert à tous.

Ils montèrent peu après en haut d'un tertre où ils pouvaient voir loin devant.

— C'est là-bas, — dit la femme.

Elle montra une longue bergerie dans un bosquet d'érables.

En arrivant, il y avait déjà deux chars dételés devant la porte et, attachés aux arbres, trois chevaux et cinq mulets encore bâtés. Un homme, la joue contre l'herbe, soufflait un feu. Un garçon portait de l'eau aux bêtes. Une petite fille coupait les liens des bottes de foin et elle répandait l'herbe sèche dessous le nez des chevaux. Deux mulets se surveil-

laient, se tournaient, frottaient leurs bâts, se ruaient dans les jambes et riaient avec de grandes dents jaunes. Les chevaux poussaient la petite fille avec leurs museaux et ils tapaient du sabot dans la terre.

— Buvez, — dit le garçon.

Le cheval descendit le seau avec sa tête.

— Père, — cria la fille, — le roux veut mordre la jument.

— Laisse-les débrouiller, — dit l'homme qui soufflait le feu.

Un petit vieillard en demi-houppelande avec de grandes poches regardait le bord du pré. Il était penché sur l'herbe et il cherchait.

— Je n'en vois pas de tes fleurs bleues, — cria-t-il à quelqu'un qui était dans la grange.

— C'est trop tard, — dit une voix de femme — et vous n'y voyez pas plus qu'une marmotte. Rentrez me couvrir.

— C'est vrai, — dit l'Alphonse, — tu n'as pas essayé les fleurs bleues.

— J'ai tout essayé, — dit la paysanne.

— Beaucoup de monde, — dit Matelot.

— C'est la route, — dit l'homme. — Aide-moi. Mon cheval est entier. Tiens-le solide par le museau. Prends le petit, — dit-il à la femme. — Entre-le. Il faut s'aider, compère. Si tu vois que l'Adrien bouge, serre-lui le mors par la clavette.

Le gros cheval luisant reniflait du côté de la jument.

— Entre avec moi, — dit la paysanne à Antonio. — On considère mieux quand il y a un homme et je voudrais bien un coin pour que celui-là ne prenne pas froid, et puis il faut que je le fasse téter.

— Je te porte la couverture.

— Porte-la et le sac noir aussi.

L'Alphonse débouclait les harnais.

— Attention, — dit-il. — Il va sauter dès qu'il ne sentira plus les tirants.

Le cheval préparait ses efforts en frémissant. Des risées couraient sur sa peau de la croupe au collier. Il s'était piété dur de ses sabots de derrière et, tendu vers le bosquet d'érables, il fatiguait la main de Matelot en secouant la tête. La jument le regardait. Les mulets se poussaient cul à cul de l'autre côté des arbres.

— Tu le tiens?

— Hari diablon, — cria Matelot, et il frappa le cheval à coups de poing sur les yeux.

— Vous le tiendrez, — dit l'homme au feu.

— On tiendrait le pape, — dit l'Alphonse, — et il laissa une courroie sournoise.

La jument dansait dans l'herbe sourde. Elle frappait des appels avec ses sabots. Elle ne hennissait pas, elle ondulait seulement comme si le cheval était déjà sur elle et elle patapait de ses quatre sabots.

— Là, — dit l'Alphonse, et il fit lever le bras du char.

Le cheval délivré sauta. Matelot se serra de la tête au pied comme un bloc et il donna un tour à la clavette. La bête était comme une barque amarrée de proue et qui talonne de la poupe dans un grand courant, elle tournait avec sa croupe autour de Matelot. Alphonse prit la courroie de ventre et tira. Le cheval cria d'un cri amer et s'arrêta. Il tremblait comme sous le seul poids du ciel tremblent ces boues travaillées par des eaux de dessous.

— Là, — dit l'Alphonse. — Tu penses qu'à l'amour.

Le cheval se plaignait. La courroie lui meurtrissait le tendre de l'entre-cuisse. La jument pleura. Les mulets immobiles tendirent le museau vers le cheval et ils se mirent à gémir doucement. Au fond des bois, un âne se mit à braire. Des chiens aboyèrent. Les bêtes amères se plaignaient.

— Je me résoudrai, — dit l'Alphonse, — le mieux sera de le faire couper. Il sera tranquille comme ça. Viens, on va l'entraver au sapin là-bas.

— Je l'avais gardé comme ça, — dit l'Alphonse pendant que Matelot plantait le piquet à cinq pas du sapin, — d'abord parce que ça me flattait, — il cligna de l'œil — et il fit rire tout un côté de son visage — et puis je le sentais plus franc au travail. J'ai fait les foins des pâtures Robertes, là-haut dans la montagne avant tout le monde, même Maudru. Tant qu'il est chez nous seul, ça lui passe en travail, mais dès qu'on entre au pays des femelles... je le ferai couper. Il sera plus tranquille et moi aussi.

Le cheval était attaché par le bridon à l'arbre et il avait les jambes de derrière entravées et tenues par le piquet. Il

ne se plaignait plus. Il regardait droit devant lui sans cligner des yeux comme une bête morte.

Matelot et Alphonse entrèrent dans la grange. Il y avait déjà là-dedans des gens qui s'apprêtaient à passer la nuit. Un peu de crépuscule clair restait encore dans les fenêtres, et du plein de la porte ouverte le feu que l'homme avait enfin réussi à faire flamber lançait de longs reflets rouges qui léchaient la paille des litières comme une grosse langue de chien.

— C'est vous qui faisiez tant de bruit? — dit une voix.

C'était la femme qui avait parlé de fleurs bleues au petit vieillard. Elle s'était fait comme une petite chambre pour se séparer des autres, avec une longue malle de voiture noire et poilue et deux grosses valises de cuir.

— Bonsoir, demoiselle, — dit l'Alphonse, — oui, c'est nous. C'est mon cheval qui est entier. Alors, vous voilà descendue des bois Deffens, vous aussi?

— C'est toi, Alphonse? — dit-elle.

— Hé oui, je vous ai reconnue tout de suite, moi.

— Moi, — dit-elle, — avec mon mal je ne sais plus ce que je regarde.

— Comment ça va?

— Mon pauvre Alphonse, mal, et ça dure. Alors, mon père m'a dit : « Allons à Villevieille. » Et toi?

— Nous, nous y allons pour le petit. Je crois que la femme se pourrit. Elle m'a vu quand on m'a rapporté de cette chasse au loup, vous savez, j'avais du sang partout. Enfin on ne sait pas.

— Chacun sa part, — dit-elle. — J'ai vu entrer ta femme, elle est là-bas au fond, je crois.

— Qui c'est? — demanda Matelot un peu plus loin.

— Des riches, — dit l'Alphonse.

Il y avait encore sur la paille un jeune homme étendu comme mort. A côté de lui une vieille femme accroupie le regardait. Elle bougeait les lèvres sans faire de bruit et elle ne s'arrêtait pas de parler comme ça dans elle-même. Un homme se plaignait dans l'ombre; quelqu'un claquait des dents. Trois hommes assis au bord du passage mangeaient des oignons crus.

— Salut, Maudru, — dit Alphonse.

— Salut, — dirent-ils tous les trois.

— Où Maudru? — dit Matelot à voix basse.

— Pas lui, — dit Alphonse, — ses hommes. Ce sont ceux des mulets là dehors. Des fourrières de troupeau.

— Te voilà, femme, — dit Alphonse. — Il t'a trouvé un bon coin.

Elle était assise dans une paille pas trop foulée dans un coin du fond. Elle avait ouvert en plein son corsage, délacé son corset et sorti ses seins. L'enfant malade tétait en geignant.

Antonio était là devant, debout. Il regardait droit devant lui sans cligner des yeux comme un homme mort.

— Viens, — dit Matelot en le tirant par le bras, — on s'en va, nous autres.

— Oui, — dit Antonio, — ça vaut mieux.

La nuit était venue. Ils marchèrent sur la route. Il y avait le bruit de leurs deux pas, puis ça se confondait, c'était un seul gros pas qui allait, puis le pas de Matelot prenait le dessus, plus vite, plus âpre à marcher. Loin derrière eux, la jument se mit à hennir à la tremblade, puis le souffle des arbres effaça le gémissement femelle et il n'y eut plus que cette haleine sourde au plein de la nuit.

— Je ne suis pas venu dans ce pays, — dit Matelot, — pour tenir des chevaux entiers.

Les arbres balançaient leurs lourds rameaux épais; des craquements descendaient le long des troncs et s'en allaient trembler sous l'herbe, dans la terre. Il y avait des forêts de chaque côté de la route.

— Je veux mon besson. Et je veux savoir!

Antonio rattrapait avec son large pas le pas rapide de Matelot.

— Quand on a dit, — dit Matelot, — il est peut-être vivant... (Et encore on ne l'a pas dit mais on a fait comme si on le disait et je crois maintenant, moi, qu'il est vivant), je me suis mis à trembler comme un aulne. Qu'est-ce que tu veux, tu peux avoir tes choses à penser, j'ai les miennes.

Les chiens aboyaient dans le val. La route nue luisait un peu dans la nuit. Le vent maintenant venait de face, froid et solide.

— Tu t'en fous, toi, — dit Matelot.

— Non.

— Si, de ce que je vais dire tu t'en fous. Tu ne sais pas et, pour comprendre, faut être tout le contraire d'un sauvage. Et encore, un sauvage ça comprend, des fois. Tu sais pourquoi on me dit « Matelot »?

— Je le sais vingt fois.

— Tu sais tout : le voilier, le café, et que je suis resté plus de dix ans en mer?

— Tout : le café, le voilier et les dix ans.

— Qui te l'a dit?

— Junie, en parlant.

Dans la montée, le pas d'Antonio plus solide rejoignait plus vite le pas de Matelot. Une buse criait, puis on l'entendit voler dans les arbres.

— Qu'est-ce que tu es venu faire en forêt? — dit Antonio, J'ai jamais pu le lui faire dire.

— Elle ne le sais pas. Moi, je sais seul. Ça vient de cette habitude de bateau. J'aime pas la plaine, j'aime pas la montagne; j'aime cette forêt loin de tout. Ça sent le bois, ça crie et ça grince. C'est pour ça.

En haut de la montée ils entrèrent sur un large plateau chauve, sans arbres et presque sans herbe. Le vent galopait sans toucher terre, il soufflait à hauteur d'arbre. Il y avait peu d'étoiles. La vieille lune éclairait tout un charnier de nuages blêmes.

— L'enfant, — dit Matelot. — C'est ça que tu peux pas comprendre. J'ai traîné Junie dans les bois pour ça. J'étais malade, moi. C'est l'époque où j'ai eu mes fièvres d'Afrique. Je me disais : « Têtu, têtu, c'est ça que tu feras, et coupe que tu coupes, taille que tu tailles. » Mes mains saignaient, j'ai fait la maison. « Couche-toi » je me suis dit, fais seulement que la fièvre te passe. Ils viendront là les enfants. Ils sont venus. Deux ensemble. Des bessons. J'en avais tant envie. Tu peux rire.

— Je ne ris pas, — dit Antonio.

— Toi, tu rends service, — dit Matelot. — Moi, c'est comme si je me cherchais moi. Si on me le tue, je mets le feu au pays. Le fleuve, le radeau, compris. S'il était mort, c'était

la mort. Je suis pas pleurard. L'autre qui s'est fait écraser dans l'argile, j'ai dit : « Bon. » Celui-là, j'aurais dit « bon ». Je me connais. Mais on le chasse, je suis là. Je rends pas service, moi.

Antonio ne répondit pas. Ils marchèrent un moment sans rien dire.

— Je dis pas ça pour toi, — dit Matelot doucement.

Antonio ne répondit pas. Il se passa la main sur les joues et sur le menton. Il n'avait pas coupé sa barbe depuis le départ. Son poil grattait.

— Si je le trouve, — dit Matelot, — il me dira peut-être : « Mêle-toi de ce qui te regarde. » Qui sait ce qu'il a fait dans ce pays? Mais c'est une chose que tu ne peux pas comprendre. Il n'y a plus de soleil et plus de rien. Plus de Junie, tu vois, plus de Junie, plus rien. Je veux être à côté de lui. Et puis, ils pourront monter, les autres, avec leurs bœufs. Il m'a toujours arrosé de soucis. C'est peut-être pour ça que j'y tiens.

— Des corbeaux, — dit Antonio.

Ils venaient d'entrer dans une place où les corbeaux se couchaient. Les oiseaux se levaient sous leurs pas. Ils volaient lourdement autour d'eux et ils leur frappaient les épaules avec leurs ailes.

— Le petit le plus fier du monde, — dit Matelot. — Je lui ai soufflé dans la gorge quand il avait l'étrangle-chat. Je le portais dans mes bras. Il me frappait les flancs avec ses pieds. Ça râpe encore à cet endroit.

Derrière eux les oiseaux épais s'abattaient en criant. Puis, ce fut encore le silence noir du plateau et le vent.

— Tu as une direction? — dit Antonio.

— Je vais à Villevieille, voir le marchand d'almanachs. Je veux savoir ce qu'il a fait contre les bœufs, mon besson.

— Tu crois que maintenant on pourrait pas dormir?

— Oui, maintenant je crois qu'on peut, — dit Matelot. — Je me suis assez usé pour y être souple.

Antonio s'arrêta. Il déroula son manteau. Il se coucha sur la terre. Il s'était enveloppé la tête pour ne rien voir et rien entendre de ce large plateau avec sa route grise dardée vers le nord.

Là, dans son chaud, il se refaisait ses images et ses bruits.

Il attendit que Matelot fût couché. Alors il fit doucement avec sa bouche le bruit d'une caresse. Il n'avait jamais entendu de baisers comme ça, avant cette nuit là-bas dans la maison de la mère de la route. Clara avait embrassé le bras du petit. Il avait entendu ce même baiser tout à l'heure quand la paysanne installée dans son coin avait caressé l'enfant malade.

Il revoyait Clara avec son enfant chaud à côté d'elle. Il pensait :

— Un enfant! L'enfant d'un homme! C'est arrivé comment?

Il s'était couché face au sud et, par l'ouverture de son manteau, il vit dans la nuit la route grise qui s'en allait mollement vers Clara, le bas pays, l'île des geais, le fleuve, tout le grand temps qu'il lui faudrait à lui, Antonio, pour lui faire toucher à elle les renards, les chats, les poissons et les aurores.

Il aurait voulu être désigné seul par la vie pour conduire Clara à travers tout ce qui a une forme et une couleur. Il ne pensait qu'à la joie de lui dire : ça c'est ça, touche; eh! bien, voilà comme c'est, tu comprends? Elle dirait « merci Antonio ».

Il se répéta doucement à voix basse dans son manteau :

— Merci, Antonio, merci, Antonio.

Une lointaine forêt gémissait et parlait avec des mots de rêve.

VII

— Debout, — cria Matelot.

Le jour était haut. Là-bas devant, un cheval attelé à une charrette légère trottait en secouant des grelots. Un petit groupe de piétons venait du sud. Des chars criaient dans la montée avant le plateau. Des trompes de bouviers sonnaient du côté des bois.

— Qu'est-ce que tu as? — demanda doucement Matelot.

Antonio roulait son manteau.

— Qu'est-ce que tu as, homme du fleuve, — dit Matelot, et il lui mit la main à l'épaule.

Sous les épais sourcils gris, les petits yeux de Matelot, sanguins comme des yeux de furet, luisaient de douce affection, et la grosse main serra l'épaule.

— C'est comme si on m'avait saigné, — dit Antonio, — de tout ce qui était mon plaisir. Je ne sais pas si c'est d'être loin de mon fleuve ou si c'est... — il s'arrêta de rouler le manteau — d'être entré dans une espèce d'autre fleuve. Qu'est-ce que tu en dis ?

— Nous deux, — dit Matelot, — on a besoin de se saoûler. Voilà le besoin. On s'est alourdi de tout. Voilà la chose. Si ça va bien à Villevieille, moi je me saoûle.

— Moi aussi, — dit Antonio.

Le jour était sombre. Un plâtre gris tout humide murait le ciel d'un bord à l'autre. Une volée de pluie crépita dans les herbes sèches.

— On marche même s'il pleut, — dit Matelot sans ralentir le pas.

— Oui, — dit Antonio, — et qu'on se batte. Tout est trop mou. Tout est trop femme. Et qu'on se casse la gueule un peu les uns aux autres.

Ils marchaient de leurs larges pas bien accordés. Ils rejoignaient peu à peu la charrette légère dont le cheval ne trottait plus. Elle portait un gros homme ballottant couvert d'un manteau de berger. Ça le faisait un peu ours. Ils le dépassèrent. L'homme dormait sur sa charrette. Il avait un large mal rouge comme un vin qui lui tenait toute la joue.

La pluie vint du nord. Elle se mit d'abord à danser sur les chardons larges comme des peaux de tambour. Elle courut sur la droite, puis vers la gauche. Elle rétrécissait la lande autour des hommes. Les fourrés de genévriers fondaient sous elle, puis disparaissaient; enfin elle s'avança raide et froide, et, penchée sur le vent, elle frappa droit devant elle.

Matelot baissa la tête et poussa sa marche en avant. Il avait mis sa toque de fourrure.

Antonio allait nu-tête. Peu à peu ses cheveux qui étaient un peu frisés s'aplatirent et ils se déroulèrent devant ses yeux. Il regardait les pieds de Matelot. Il réglait son effort sur le sien. Il fouilla sa musette et sortit ses quatre cartouches. Il les regarda sous l'abri de sa main. Elles étaient encore sèches. Il les mit au chaud dans la poche de son pantalon.

C'était une large pluie d'automne, sans faiblesse. Au bas du plateau, de l'autre côté, la route était coupée par un torrent

qui commençait à rouler des eaux grasses, lourdes d'une écume qui ne s'éteignait pas en grésillant mais pesait sur les eaux comme du blanc d'œuf.

Ils traversèrent de leur pas ordinaire sans parler.

Ils étaient seuls maintenant sur la route. Des vols de feuilles mortes passaient dans la pluie. Les bois se décharnaient. De grands chênes vernis d'eau émergeaient de l'averse avec leurs énormes mains noires crispées dans la pluie. Le souffle feutré des forêts de mélèzes, le chant grave des sapinières dont le moindre vent émouvait les sombres corridors, le hoquet des sources nouvelles qui crevaient au milieu des pâtures, les ruisseaux qui léchaient les herbes à gros lappements de langue, le grincement des arbres malades déjà nus et qui se fendaient lentement, le sourd bourdon du gros fleuve qui s'engraissait en bas dans les ténèbres de la vallée : tout parlait de désert et de solitude. La pluie était solide et pesante.

Un épervier passa. Il baissait son vol comme pour essayer de passer sous la pluie. Il rasait l'herbe et il remontait en criant.

La route s'était enlacée autour d'une colline. Là-haut, elle s'allongea dans des landes. Le brouillard affleurait des deux côtés, mais, des deux côtés, ça devait se creuser en des à-pics profonds. On entendait qu'en bas le fleuve soufflait, des chiens aboyaient. Des fermes craquaient doucement avec des bruits de poules et de chèvres.

— D'accord? — demanda Matelot sans ralentir.

— D'accord, — dit Antonio. — Et il fit un grand pas pour se mettre à l'alignement.

On ne voyait rien au delà de la route. On était maintenant trop haut dans la pluie. L'eau ne frappait plus le visage, elle était comme une fumée. Elle ne faisait plus de bruit. Elle essayait ses muscles gris sur des fantômes de rochers, des ombres d'arbres. Elle enveloppa lentement un érable du bord de la route. L'arbre ne bougea pas. Il était immobile jusqu'au plus petit branchillon, mais toutes ses feuilles rouges tombèrent. Dans une crevasse des nuées, une muraille de rochers surgit à gauche de la route. Le pied se perdait en bas dans des abois de chiens, le sommet montait à travers l'épais du nuage. La roche était noire et ruisselait d'eau. Puis tout fut caché. Le

halètement de la pluie découvrit, là-bas devant, un énorme coteau hérissé, couché en travers de la route comme un sanglier. Des trous de lumière blême se creusaient dans le nuage. Des fois à l'est, et cela faisait durer un faux matin, des fois à l'ouest comme si le noir était déjà là. Des fois, tout étant noir, une étrange lueur s'ouvrait au nord et on ne pouvait plus savoir le moment du jour, c'était comme une illumination de la fin du monde quand tout sera changé, les aubes et les couchants et que les morts sortiront de la terre.

La route se plia pour descendre vers les vallées.

Au détour, une charrette bâchée de toile était renversée dans le fossé. Au bruit des pas, un homme sortit de l'abri.

— Vous allez loin? — demanda-t-il.

— Oui.

— Vous voulez me rendre service? Vous allez arriver à la Vacherie. Dites au charron que je suis là, je suis Martel du Revest. Dites-lui qu'il vienne m'aider. C'est pour un malade.

— Comptes-y, — dit Matelot.

— Bonne route.

Et l'homme se cacha sous la bâche.

La descente les fit rentrer dans l'épais de la pluie. De temps en temps un arbre aux feuilles mortes surgissait, grésillait, puis il s'éteignait derrière eux comme une braise mouillée.

Au bas de la pente, un misérable hameau de quatre maisons sonnait de l'enclume et pissait du purin de vache dans la boue.

— Charron! — appela Matelot.

Ils entrèrent. La forge les lécha d'un grand coup de feu par devant. Ils sentirent tout d'un coup qu'ils étaient mouillés jusqu'à l'os. Un grand rameau de glace ouvrit ses branches gelées dans leurs dos.

— Un nommé Martel du Revest, — dit Matelot. — Il est là-haut avec sa charrette renversée. Il dit que c'est pour un malade.

— Bien sûr, — dit le charron, — j'y vais.

C'était un petit homme râblé avec d'énormes mains en racines d'arbres. Il coucha son marteau sur l'enclume.

— Profitez du feu, — dit-il.

Matelot étendit ses mains vers la flamme.

Antonio lui toucha le bras.

— En avant! Et il montra la porte avec sa tête.

Matelot le suivit.

En sortant, Antonio le regarda du coin de l'œil.

— D'accord? — demanda-t-il doucement.

— D'accord, — dit Matelot.

La dernière maison du hameau sentait l'oignon frit et la fressure de porc.

Antonio se mit à siffler une chanson qui poussait les pas.

Ils entrèrent dans la solitude de la pluie.

Ils portaient maintenant le froid avec eux. Sauf dans les plis de leur chair et dans les jointures travailleuses où la marche mettait un peu de chaleur, ils sentaient de grandes plaques de gel sur leur peau. De temps en temps, en bougeant l'épaule, ils se faisaient couler un peu de mouvement tiède dans les reins. Les ruisseaux où passait leur sang étaient tout fleuris de fleurs de givre, aiguës, tranchantes, avec de belles et longues épines de glace. Des frissons s'attachaient à leurs poignets avec l'enroulement rapide des couleuvres. De mauvaises douleurs mordaient leurs genoux. Ils avaient enfoncé leur menton dans le col mouillé de la veste. Ils gardaient un peu de chaud sous le menton, contre la gorge, un petit nid où battait à peine leur pomme d'Adam en avalant une salive froide qui descendait dure comme une pierre dans leurs gosiers. L'eau coulait dans leurs dos et sur leurs poitrines. Les plis les plus cachés de leur chair gardaient une petite rainure d'eau qui s'échauffait dans la marche, puis coulait plus bas, froide comme de l'acier. Ils n'avaient plus ni peau ni chair, tout était glacé et raboté par l'eau froide. Ils n'avaient plus dans leur linge ruisselant et le drap de leur veste que le chaud embrasé de leur foie et de leur cœur.

Antonio s'arrêtait de siffler. Il se léchait les lèvres. Il recommençait à siffler. La peau des lèvres se gelait. Elle s'était écartée au plus gras. Ça commençait à saigner.

— D'ac...

Il se cura la gorge.

— D'accord? — dit Matelot.

— D'accord, — dit Antonio.

Sans se presser, un cerf passa devant eux, à la lisière de la

pluie. Il portait son branchage bas. Il soufflait deux jets de vapeur. Il s'en alla lentement vers les bois, à travers les prés, en cherchant des sabots dans l'herbe spongieuse.

La pluie. Il n'y avait plus qu'une faible lueur de jour et qui baissait. Il n'y avait plus d'odeur, sauf l'odeur de l'eau, plus de forme.

Le cerf sembla s'allonger et grandir. Il tourna la tête. Il regarda les hommes. Devant ses yeux la pluie fondait. Il avait d'énormes sourcils roux chargés d'eau.

Antonio avait tordu ses cheveux. Ses poils de joues s'étaient collés en petites touffettes et, dessous, sa peau était dorée et luisante comme du miel chaud. La barbe de Matelot s'allongeait et il avait maintenant une longue figure étroite avec de fortes mâchoires maigres dont on voyait tous les os.

La route se tordait comme un serpent qui cherche à sortir d'une impasse d'herbe. Elle ne trouvait pas d'issue dans la pluie.

— Écoute!

Une rumeur de danse et de cris creva le bourdonnement de la pluie. Ça venait de la gauche d'un bosquet de mélèzes. C'était une grange qui suait du feu par tous ses trous. Matelot tourna carrément vers le gîte.

Il poussa la porte.

On ne voyait que de grandes flammes nerveuses, un étincelant feuillage d'or claquait en écrasant un brasier rouge, les tourbillons d'une épaisse fumée se tordaient en soufflant. Des cris d'hommes — holà, ho, frappe! — des trépignements de pieds nus et les hennissements d'une femme. Des mulets éternuaient et tapaient du sabot.

— Hari! — cria Matelot en s'avançant vers la chaleur.

De l'autre côté du feu, quatre hommes et une femme tout nus se frappaient avec des rameaux de cyprès. Sur les ridelles des charrettes leurs vêtements séchaient.

— A nous, à nous! — cria Matelot.

Il arracha sa veste et son tricot qui jutaient à pleines mains.

— Attends, — dit la femme qui sortait de la danse, — mets-les là-dessus, ma jupe est presque sèche.

Elle était jeune, toute dorée, avec une belle ombre charnue au long de l'échine, des seins durs à peine fleuris. Un homme

noir sauta à travers un reflet du feu et se mit à la frapper sur les flancs avec sa branche. Elle haleta sous les coups comme si elle venait d'entrer dans de l'eau froide.

— Vite, vite, — dit Antonio.

Il avait jeté sa veste et son pantalon près du feu.

— Viens que je te frotte.

— Prends l'eau-de-vie, — dit Matelot.

Antonio prit la bouteille, creusa sa main droite :

— Tourne-toi.

Il se mit à frotter le dos de Matelot. Il se faisait cuire la peau de la main.

— Bonhomme! — dit Matelot.

Il avait les épaules couvertes de poils et le dos musculeux des bêtes. Ses flancs sonnaient creux, durs comme de la corne.

— Devant.

Il se tourna.

— Hari! — dit Matelot, — frotte que je sois rouge.

— Quel âge as-tu? — dit Antonio.

— Septante-cinq.

— Pas gâté, — dit Antonio.

— Pousse-toi, — dit Matelot en claquant les fesses d'Antonio du plat de la main — et vire que je t'écorche, moi. Tu vas voir si j'ai le poignet solide.

Il se mit à frotter de toutes ses forces.

— Ça fait du bien aux deux, — dit-il.

La chaleur entrait dans Antonio en longues vagues blondes qui lui coupaient le souffle.

— Tu fuis les doigts, — dit Matelot, — tu es souple comme un poisson.

La fumée brassait les ombres et les lumières avec d'énormes bras velus.

Antonio regardait la jeune femme. Elle se défendait contre les hommes avec les grands revers d'un rameau de thuya. Elle se pliait sur ses jarrets, elle sautait et ses pieds quittaient le sol. Elle frappait.

— La vache de ta mère!

Puis tout de suite elle criait.

Flagellée par les sifflantes branches vertes des hommes, elle laissa tomber sa branche, elle cacha son visage dans ses

bras, elle se mit à rire d'un rire gémissant qui fit danser les mulets. Elle griffait ses cheveux.

Les hommes la frappaient sur ses reins tordus.

— Qui veut boire? — cria Antonio et il dressa à bout de bras la bouteille d'eau-de-vie.

La femme prit la bouteille et lampa un bon coup, tête renversée.

— C'est pour tous? — dit l'homme.

— Oui, — dit Antonio, — mais les uns après les autres.

Il but, il passa la bouteille à Matelot. Les hommes attendaient, debout, les jambes écartées. Un était un bel homme, au plein de l'âge, le ventre creux, les cuisses longues, les poignets fins. Il s'essuyait le front avec un foulard écarlate et doré. L'autre avait la charpente d'un dresseur de bêtes, tors et musclé rond, avec un buste lourd comme un rouleau de marbre. Il avait une grosse étoile bleue tatouée sur le haut du bras. Les deux autres devaient être des frères; ils chuchotaient en haletant dans le patois des forestiers.

— Mama, — gémit une petite voix au ras de la paille.

— Je suis là, — dit la femme.

Elle alla se pencher sur un petit garçon couché. L'enfant se rendormit en gargouillant de la gorge et du nez.

Elle revint s'asseoir près du feu. L'homme au foulard était allé vers d'autres gémissements de l'ombre. Le tatoué écoutait. Les frères forestiers appelèrent :

— Clarissa!

— Mo mal s'endorme, — dit une voix de femme.

— Tiens to tranquille donques.

Et ils tirèrent de la paille pour s'asseoir.

— Du pain, — dit Matelot.

Il partagea un quignon gluant qui collait aux doigts. Antonio s'en mit un gros bouffin dans la bouche. Il commença à mâcher longuement. Une délicieuse salive à goût de blé coula dans sa gorge.

La jeune femme soupira.

— Malade, — dit Antonio en montrant d'un signe de tête l'enfant couché.

— Le sort de la terre, — dit-elle.

La lumière du feu lui enlaçait les flancs.

— Tout le long de la route, — dit Antonio. — Le jas de l'érable.

Il fit signe vers le sud avec son doigt.

— ... et tout le long des malades. Qu'est-ce qui arrive?

— Le sort, — dit la femme. — ça va tout à Villevieille.

— C'est pas un temps, — dit Antonio, — quand la pluie chante fort.

— Quand on est malade, — dit-elle, — rien chante plus fort que l'envie de guérir.

— Villevieille, — dirent les deux frères forestiers. Ils avaient l'air de comprendre.

— Faut de l'envie, oui, — dit Antonio en mâchant son pain. — Mais c'est de la raison qu'il faut.

— Ah! ta maison, — dit le tatoué en regardant son étoile.

L'homme au foulard revenait.

— Je la laisse attachée, — dit-il, — c'est pas par dureté, les amis, je suis pas dur, mais si je la détache elle va se casser la tête contre le mur.

Les frères forestiers regardaient du côté de leur Clarissa et ils écoutaient en se retenant de respirer.

— Des jours et des jours, — dit la femme — seule dans les terres rousses du côté de Bédolières avec un homme qui flotte du bois, toujours parti. Du vent, de la nuit, des jours pareils, et le petit couché en travers de mes genoux avec sa bave à la bouche. Tu veux de l'espoir, toi? Alors, on attend, on attend, et puis on pense à celui de Villevieille, et, pleuve que pleuve...

— Qui à Villevieille?

— Celui qui guérit.

Les frères forestiers tendirent le cou.

— Scouto, Clarissa, — dit l'un d'eux tourné vers l'ombre, — qué si va parler de cet homme.

— C'est, — dit la femme — un petit bossu.

— Non, — dit le tatoué.

— Tout tordu.

— Droit comme un I, — dit l'homme au foulard.

— Il est derrière sa table, — dit la femme. — Il a ses mains posées devant lui. Il ne bouge pas.

— Il marche tout le temps, — dit le tatoué, — tout le

temps avec ses grands pas, pou, pou, pou, dans sa chambre au parquet de bois.

— Il dit : « avance, viens ici ». Tu t'avances. Il te regarde avec ses grands yeux bleus.

— Il a des petits yeux noirs, — dit le tatoué, — comme les lapins-cochons et des paupières rouges.

— Ah! Clarissa! — dirent les forestiers.

— Semblo qu'ès là tout dret devant moi, — souffla Clarissa dans l'ombre.

— Tu le connais? — demanda la femme.

— Je l'ai vu cent fois, — dit le tatoué. — Je suis de Maudru. Je vais cent fois à Villevieille, je l'ai vu pour un coup de corne, là.

Il dressa le bras. Il avait l'aisselle toute mâchée par une grande cicatrice.

— Cent fois!

— C'est un petit bossu, — dit la femme, — grand comme ça.

Les mulets se couchaient dans leurs crottins chauds. Une souche de genévriers éclata au bord du brasier. Une vapeur sauvage sortait des vêtements en train de sécher.

— Il est grand, — dit l'homme au foulard, — large de poitrine, un peu de barbe, jeune. Il te touche, il dit : c'est là. Il te touche, ça part. Il te regarde, il te dit : va-t'en. Tu t'en vas, voilà!

— Tu l'as déjà vu? — demanda la femme.

— Non, je le crois comme ça.

— Dret devant moi, — cria Clarissa. — Guarissa mé, guarissa mé, mon bon mossu!

Les frères forestiers sautèrent vers elle dans la paille.

— Qu'est-ce que tu veux qu'on sache, — dit la femme à Antonio avec un long regard fatigué, — quand on souffre!

Elle ouvrit ses bras. L'image du guérisseur s'élargit en emplissant la grange de flammes et d'ombre.

VIII

Le matin arriva aigre, mais débarrassé de pluie. Les nuages s'étaient relevés, ils passaient plus haut dans le ciel. Ils

laissaient sous eux toute la place à cette cavalcade de vent froid qui agitait les beaux sapins propres et les herbes lavées.

L'homme au foulard s'était habillé. On ne le reconnaissait plus, sauf au foulard. Son vêtement de velours le faisait rond et lourd comme un tuyau de plomb. Il attelait ses mulets. Il fallait maintenant charger sur la charrette les quatre malades qui émergeaient peu à peu de l'ombre.

Antonio était allé voir le temps.

— Aide-moi à porter l'enfant, — dit la jeune femme.

Sous sa jupe à fleurs, ses belles hanches ballonnaient encore, mais le fichu serrait ses seins.

— Attendez, — dit l'homme au foulard. — Nous devrions charger ma femme au fond et l'attacher solide. D'abord.

Il se pencha sur sa malade. C'était une folle aux yeux violets et farouches. Elle avait les poignets et les chevilles attachés avec des mouchoirs. Elle sautait comme un poisson dans la paille.

— Viens, Marie.

Elle essaya de mordre. Il la releva dans ses bras. Il la secoua un peu pour l'étourdir, puis il l'assit sur un tas de sacs au fond du char et, tout autour d'elle, il encroisa dans les ridelles une cage de corde.

— Apportez votre Clarissa, — dit-il aux frères forestiers.

Ils soulevèrent une grosse femme hydropique et baveuse. On l'allongea dans le char, la tête au fond, les pieds vers les mulets.

— A toi, — dit-il au tatoué.

— Attends, — dit Matelot.

Il fallait soulever un gros homme raide comme du bois. Son ventre était entouré d'un énorme pansement armuré de sang sec.

— Prends-le sous le bras, va doucement, c'est le neveu de Maudru.

— Corne? — demanda Matelot en montrant la blessure.

— Fusil, — dit le tatoué.

— Quand?

— Hier.

— Chasse?

— Bataille.

Il fit « chut » avec son doigt sur la lèvre, l'homme ouvrait les yeux.

Dehors, des rafales de vent faisaient sonner les vallons.

« La vie est une drôle de roue », se dit Antonio.

Il venait de se souvenir de l'eau souple et il se sentait tout verrouillé dans ces montagnes.

Il revoyait Clara.

Il se disait :

« Elle était habillée comment avant d'être nue et sanglante? »

Il regardait la paysanne qui marchait derrière la charrette de malades. Elle avait bel air, saine, le long pas, flottante...

« C'est drôle... », se disait-il.

Celle-là, là, toute habillée, il la revoyait nue comme elle était, le soir passé, autour du feu.

Il imaginait Clara à l'île des geais. Il essayait de la voir avec une robe de lin.

Ils étaient descendus peu à peu vers des quartiers plus habités. Entre les boqueteaux, des petits hommes noirs, des chevaux, des charrues scintillantes couvraient les champs fumants. D'énormes nuages de corbeaux passaient dans le ciel, sans bruit. La lumière du ciel palpitait sur le halètement de leurs ailes et ils passaient sans autre bruit que ce halètement étouffé qui battait doucement les échos avec sa main de feutre. Ils tombaient dans le sillage des araires, ils égalisaient les bosses des charruages sous leur onde noire, puis, dès que les laboureurs retournaient, ils se relevaient en lambeaux par gros paquets et ils s'en allaient tourner et tourner dans les remous du vent. La folle les regardait avec ses yeux farouches. Chaque fois qu'elle voyait descendre cette énorme masse d'oiseaux ténébreux, elle jutait entre ses lèvres une grosse salive de plaisir.

Matelot appela Antonio.

— Tu ne sais pas, — dit-il en tapant sur l'épaule du tatoué, — voilà un collègue qui sait des histoires comme un livre.

— C'est des choses arrivées, — dit le tatoué.

Matelot cligna de l'œil.

— Celui-là, là-bas dans la charrette — dit-il, — c'est le

neveu de Maudru. Hari, tatoué, raconte encore un peu la bataille, ça nous bouge le sang.

— C'est le fils de sa sœur, — dit le tatoué.

— Quelle sœur?

— Fumier d'ours, — dit le tatoué, — voilà qu'ils ne savent rien, ces deux-là. La sœur de Maudru. Donne une chique.

— On lui disait Gina, — dit-il. — Elle avait pris pour sa part le domaine Maladrerie, là-haut sous les châtaigniers. Celui-là, là-bas, n'entend pas, mais restons un peu en arrière que je dise bien qui c'était Gina, sa mère.

Les Maudru, c'est partagé comme avec une règle de fer. Les hommes, tous pareils; les femmes, toutes pareilles. Quand une mère Maudru fait une fille, on dirait que celle-là en sortant lui a curé le ventre de toute sa provision de beauté. Recta. Et alors, toujours une fille en premier. Recta. Les garçons viennent après et ils sont faits avec des restes. Halte. Je dis pas ni pour le nerf, ni pour l'entendement, ni pour la force. J'ai jamais dit ça. J'ai dit pour le fini, le lisse et le mignotage. Voilà ma parole. Un point c'est tout. Donc Gina! Du temps du grand Maudru (le père d'elle et du Maudru d'aujourd'hui) quand elle entrait au courtil des taureaux (je suis de son âge, moi, je l'ai connue égal, égale parce que, dans cette race, la règle c'est : moi Maudru je suis le maître. et fils et fille, taureaux et valets c'est tout pareil sous mon obéissance). Donc, quand Gina entrait à cette époque dans la courtille des taureaux, on avait beau être à l'attaque devant le noir le plus féroce, on prenait toujours le temps de la regarder en un clin d'œil. Ça valait le coup de corne.

Une douceur de ventre qui se voyait malgré la robe : des jambes, des bras, le reste quoi. Un soleil, ça vous faisait fourmiller le sang, et puis encore deux grosses lumières sur son corps, sa gorge et, là-haut, ce visage où elle portait sa bouche épaisse toujours fermée — oh! prudence — et ses yeux qui chantaient tout le temps comme de beaux verdiers. Voilà pour elle.

Moi, j'étais goujat à cette époque, mais ça, on peut dire qu'elle avait autant de prestance avec les goujats qu'avec les meneurs et elle venait aussi bien mettre ses pieds dans notre purin que regarder les voltes sur le cheval. Ça, on peut

dire. En plus, imagine qu'on était là tous des hommes, rien que des hommes avec depuis le plus petit jusqu'au plus vieux des sangs nerveux; l'odeur des taureaux, loin de toutes les femmes de la terre, enfin tu vois!

A la mort du grand Maudru, Gina dit : « Je me marie. » Le Maudru d'aujourd'hui dit : « Non. » Elle dit : « Si. » Il dit : « Non, c'est non. » Et faut le connaître. Je le connais, c'est quelque chose. Elle dit : « Ça te regarde? »

Alors là!...

Bref, la nuit arrive. Je me souviens comme d'hier. La grande salle de Puberclaire. La cheminée pleine de feu. Un temps comme aujourd'hui. Je recousais la trépointe d'une selle. On entend des patatros dans la boue. On s'arrête de parler. Je me dis : les bœufs sont fous (ça leur arrive). Un dit : « Non, des chevaux. » On restait là à écouter sans rien dire et, dehors, sur les pierres sèches de la cour, un grand cheval entre en faisant tout éclater sous ses sabots. « A cheval! » gueule Maudru. On sort. Il était là à danser sur sa grosse bête comme un ours. En rien de temps on est là. « Halte » il dit et, je me souviens, plus un seul bruit, tout d'un coup comme changés en pierre, dressés sur les étriers. Maudru avait sa main en l'air. Alors, là-haut dans les bois on a entendu la cavalcade qui montait et on l'a vue : elle éclairait toute la forêt avec ses torches. Maudru a baissé sa main et encore une fois il a dit : « Halte » et on s'est aperçu qu'on n'était pas tous là, mais qu'une bonne moitié de nous autres était là-haut à galoper à côté d'elle avec des torches vers son but à elle, Gina.

Il dit : comptez-vous.

On se compte. On restait trente-quatre. Elle avait enlevé vingt-trois hommes. C'était la nuit. On ne savait pas qui était parti, qui était resté.

— Derrière moi, — dit Maudru, — et au pas.

Et, derrière lui, au pas, on est parti dans les courtilles faire le compte des taureaux.

Je portais la torche. Il entrait le premier. Il regardait. Il disait : « C'est le compte » puis : « Qui mène ici? »

— Moi, Jérôme d'Entrayes.

— Bon.

On entre dans l'autre courtille.

— C'est le compte. Qui mène ici?

On reste coi. L'homme était parti.

Il appelle :

— Benoît, de Mélan!

Rien. Il est parti.

— Carle, de Rustrel!

Rien, il est parti.

— Vernet, de Roumoules!

Rien.

— Faubert!

C'est un goujat.

— Présent!

— Tu mèneras ici.

On va à l'autre.

— C'est le compte. Qui mène ici?

Burle de Méolans, Simon des Rivières, Cathan des Échelles, Robert de l'Infernet, Antoine des Coursies, Jean du Plan-Richaud, à toutes les courtilles sans meneurs il nomme des goujats d'étables.

— Tu mèneras ici.

Elle n'avait pas enlevé une seule bête. Rien que les hommes. De temps en temps on regardait là-haut dans la montagne la lueur des torches.

On rentra, au pas, sans rien dire. On m'avait donné une courtille à mener à moi aussi. C'est depuis ce temps que je suis meneur. Une fois rentré à Puberclaire, Maudru resta dehors, et, derrière nous, il mit le grand verrou à la porte. Il en avait peut-être besoin pour les hommes restés et qui se passaient la main dans la barbe, sans rien dire, en regardant leurs pieds. Mais nous, les goujaillons, toutes les Gina du monde pouvaient venir souffler à l'huis : on était meneurs.

Ça, c'est l'histoire de Gina.

— Une grosse garce, — dit Antonio.

— Attends, — dit le tatoué, — on va d'abord s'arrêter à la fontaine de Puyloubier.

Depuis un moment le blessé geignait à boire. On s'était peu à peu rapproché du fleuve en descendant. Malgré les nuages chargés d'ombres qui traversaient le ciel, le jour dans le grand

vent était clair. Entre les collines on voyait luire les larges eaux. En revoyant le vrai fleuve, Antonio sentit que tout son sang se mettait à brûler. Il redressa les reins. Il toucha sa vieille barbe.

— Je ferai tout ce que je voudrai, moi aussi, — se dit-il. (Il pensait surtout à la robe de lin.) — Ho Matelot!

— Tu te réveilles? — dit Matelot.

— Regarde-moi ça.

Le fleuve en bas était noué autour des collines. Un cortège de saules aux écorces de feu suivait les eaux. Une lourde barcasse plate sortit du détour. Elle était chargée de blocs de granit. Le courant l'emportait comme une feuille et elle piochait profondément de la proue dans les vagues.

— Il est en croissance, — dit Antonio.

Le carrier s'était installé à la poupe et il jouait du cor dans les bondissements du fleuve.

— Toine! — appela le blessé.

— Je viens, — dit le tatoué.

Il prenait de l'eau à la fontaine.

Antonio regarda l'homme. Il avait l'œil fixe. On pouvait encore voir dans son visage, sous sa graisse, ses muscles et les tremblements de la douleur, les traces de la beauté de sa mère.

— Bois, — dit le tatoué.

Il essaya de se dresser. Sa main sans force lâcha la ridelle.

— Je suis plein de chicots de fer, — dit-il. — Regarde, là aussi!

Il toucha le creux de sa gorge.

— Non, c'est la soif, bois.

Les frères forestiers essuyaient le front de l'hydropique. La jeune femme avait mis sa main comme un coussin chaud sous la tête du petit garçon. La folle cherchait les vols de corbeaux.

— Un peu de courage, — dit l'homme au foulard. — Villevieille, c'est là-bas derrière.

— Où? — dit l'hydropique.

— Là-bas.

Il montra là-bas au fond une colline toute dorée d'herbe.

— En avant, — dit-il, — délivrons-nous de la route!

— Il a reçu le coup de fusil en plein ventre, — dit le tatoué,

— à dix mètres, avec des lingots pour les ours, gros comme ça.

Il montra l'ongle de son pouce.

— Et la garce, elle s'est mariée? — dit Antonio.

— Non, elle a eu cinq fils. Elle a fait mentir le chant de la race. Ils n'étaient pas laids. Elle s'était mise avec les hommes dans ce domaine de la Maladrerie. Elle a fait le commerce des bois. Il n'y a pas eu de bataille. Elle a mené l'ordre du commerce et l'ordre du lit avec un fouet de plomb. Cinq fils. Il en est mort quatre. Un jour, elle est descendue. Raide, dure. Elle faisait siffler le vent. A Puberclaire elle a dit :

— Maudru? Allez le chercher.

Ils sont restés à deux pas l'un de l'autre.

Elle a dit : « Et alors? »

Il a dit : « Alors, quoi? »

Deux jours après, elle revenait pour toujours à Puberclaire. Elle avait son dernier garçon sur le devant de la selle. Elle amenait sept des hommes, un peu plus vieux, derrière elle, muets sur leurs chevaux.

Elle a dit : « Ceux-là, tu les reprends. »

Il les regarda sans rien dire avec son gros œil plein de sang.

Elle a dit : « Je paie. »

C'est environ ce temps-là que Maudru eut sa fille. Un peu plus tard, peut-être un an. Parce que tout s'était de nouveau habitué. Maudru marié avec la fille du maître-tanneur. Tout de suite celle-là avait été saoûle d'hommes, de taureaux, de fumier et de cette continuelle bataille de cavalcade autour d'elle. Elle regardait tout avec ses yeux peureux. Elle eut juste le temps de faire sa fille et de mourir. C'était le mieux.

Un soir Gina dit :

— Cette fille s'appellera Gina. Quand on est fille ici dedans, il faut s'appeler Gina pour se défendre.

Maudru n'est pas parleur.

La fille s'appelle Gina. Bougre de Dieu, elle est bien nommée.

— Pourquoi? — dit Matelot.

— Regarde-le, l'autre, avec son ventre mâché.

— C'est elle?

— Non, mais c'est pour elle. Il lui a tiré dessus à dix mètres d'ici là-bas. Depuis trois jours nous savions qu'il était dans ce

bois. Il était seul. Ça ne pouvait être que pour reconnaître le chemin. Il ne serait pas parti sans elle vers le sud. Le neveu nous a fait serrer les arbres au plus près. Moi, je crois qu'il avait ses vues sur la Gina seconde. C'est dans la forêt du Rivolard sourde comme une cave. Et l'homme, nous le connaissons, c'est le diable. On avait fait le nœud qui se serre et on marchait. Il nous a crié :

— Cent contre un!

On est allé au cri. Personne.

— Cent contre un! d'un autre bout.

Encore rien.

— Cent contre un! Cent contre un! Il chantait ça comme un oiseau autour de nous. Pas moyen de le prendre. On en suait.

Le neveu a crié :

— Fais-toi voir, fils de galère!

— Regarde, il a dit.

On a vu blanc entre les arbres. Le neveu a tiré. Ça devait être une chemise vide. L'homme est sorti du buisson. On n'a vu que ses cheveux rouges. Il a tiré en plein dans le neveu.

— Porte ça à ta putain de mère.

— Là il a eu tort, — dit Matelot, — on doit jamais salir les mères.

— Villevieille, Villevieille! cria l'homme au foulard.

Il avait arrêté la charrette à un détour de la route.

Au delà, sur le tranchant de la colline était une grande ville très vieille, blanche comme un mort. Des lauriers sortaient des décombres; ils voletaient lourdement sur place dans les maisons écroulées en frappant les murs de leurs ailes de fer. En bas, le fleuve bouillonnait sous un pont sombre et la ville entrait dans les eaux par un quai vertigineux tout ruisselant d'une sorte de sanie gluante et mordorée. Sur ce mur qui surplombait le fleuve séchaient de larges peaux de bœufs écarquillées comme des étoiles.

Des tanneries aux tuiles grises se gonflaient dans l'entassement sourd des foulons, ébranlaient les profondeurs sombres de la terre avec le bruit d'un gros cœur chargé de sang. La ville aux murs bas constellés de peaux de bêtes escaladait la

colline dans la laine de ses fumées. Le souffle épais, tout pailleté de braises d'un four de boulanger sautait avec ses molles pattes d'ours de terrasse en terrasse. Plus haut, de très vieilles maisons osseuses fleuries de gênoises et de pigeonniers émergeaient. A de larges fenêtres partagées par des croix de pierre apparaissait la tête sévère des arbousiers qui avaient poussé à travers les planchers. Quand le poids des nuages étouffait le bruit des foulons à tanner, on entendait chanter la ville haute. C'était comme un bruit de forêt, mais avec des ronflements plus longs. Le vent se tordait dans les salles désertes, les corridors, les escaliers, les caves profondes. Le vent mourait; le chant n'était plus que le frémissement d'un tambour, alors les longs canaux de bois dans lesquels on faisait couler l'eau sonnaient comme des flûtes. Puis, le nuage se relevait et le battement des foulons recommençait à lancer dans les cavités de la ville le tremblement des taureaux abattus. Une odeur de carnage, de tan et de vieux plâtre giclait sous la main plate du vent.

Sur tout son corps, la ville portait les longues balafres noirâtres de la pluie. Derrière elle, d'énormes montagnes violettes gonflées d'eau dormaient sous le ciel sombre.

— Guarissa mé, guarissa mé, — cria l'hydropique.

— Guérison, — dit le blessé.

Et il cracha un caillot de sang dans la boue.

IX

Avant la porte de la ville, la charrette s'arrêta à une auberge.

— Je ne te suis plus d'utilité, — dit Antonio à la jeune femme.

— Merci, — dit-elle, — tu l'as été de marcher derrière moi avec tes yeux clairs.

Elle sourit.

— ... le portier m'aidera à coucher l'enfant. Bon courage.

— Toi de même.

Le tatoué s'avança vers les étables. Il cria vers la cour :

— Maudru! A moi!

Trois hommes sortirent en courant. Ils s'arrêtèrent en voyant la charrette.

— A moi, — cria le blessé.

— Le neveu, — dit le tatoué.

Antonio poussa Matelot.

— Marchons, marchons.

La porte de la ville s'ouvrait un peu plus loin.

— Je voulais savoir, — dit Matelot.

— Tu as su.

— Je voulais savoir plus.

Il regardait les gens de Maudru qui couchaient le blessé par terre sur de grosses bâches à foin.

— Halte, les deux, approchez-vous un peu.

C'était un gendarme. Il était assis devant sa caserne, à l'enjambée, les bras sur le dossier de la chaise, la barbe sur les mains, la pipe à la bouche.

— Où allez-vous?

— A la ville.

Sous sa tunique déboutonnée il avait une chemise de soldat avec un matricule à l'encre grasse.

— Quoi faire?

— Chez un ami.

— Qui?

— Un qui vend des almanachs.

La pipe était bouchée. Le gendarme tétait à vide. On voyait ses joues qui se creusaient sous sa barbe.

— Vous avez des papiers?

— Oui.

— Voir.

Il essaya de rallumer son tabac. Il tassa la braise avec son pouce.

— C'est ton nom, ça?

— Oui, — dit Matelot.

— T'en as pas d'autres?

— Non.

— Forêt de Nibles, où tu restes, c'est de l'autre côté des gorges?

— Oui.

— Bûcheron?

— Oui.

— Jamais acheté des bois par ici?

— Jamais.

— Commerce?

— Jamais.

— Envoyé quelqu'un?

— Jamais. C'est trop loin. Pas commode. Petite affaire. Je coupe sur place. Et je suis seul.

— Et toi? Pêcheur?

— Pêcheur, — dit Antonio.

— Qu'est-ce que c'est, cette association, là, tous les deux?

— Pas d'association, — dit Antonio, — on est voisins. Comme ça.

— Voir les fusils. Chargés?

— Non.

— Montre les canons.

Il cligna de l'œil et il regarda dans les canons des deux fusils.

— Allez, — dit-il.

Ses grosses cuisses faisaient crier l'osier de la chaise.

— Et maintenant tu sais, — dit Antonio, en entrant dans la ville.

Matelot était pâle sous sa barbe.

— Qu'est-ce qu'il a bien pu faire, ce petit?

— Il a tué le neveu, pardi.

— Maintenant oui, mais avant?

La rue était droite et sombre. On avait déjà allumé les lampes dans les arrière-boutiques. Les tanneries s'allongeaient sur tout le côté droit de la rue. De loin en loin des ruelles couvertes, toutes en tunnels et en escaliers, descendaient à travers les fabriques et les remparts, jusqu'au fleuve dont on voyait luire en bas les écailles jaunes. Ici le bruit des boulons était énorme et sournois. Il sonnait au fond de la terre, il faisait trembler les carreaux des boutiques, et sauter la montre entre les doigts de l'horloger. Au bout d'un moment on s'y habituait. Devant des éventaires à légumes, des revendeurs espagnols criaient des noms de plantes. On ne le comprenait pas. Ils riaient, avec leurs grosses lèvres ils composaient doucement le nom.

— Poireaux!

Et ils brandissaient le poireau.

— Non.

La petite cliente maigre, serrée dans son fichu, soupesait des patates comme des fruits. On marchait dans une boue noire qui fliquait sous les pas. De chaque côté de la rue les ruisseaux coulaient rouges en roulant de grosses îles de graisse de bêtes. Le drapier avait ouvert sa porte. Il époussetait des bures qui sentaient le champ. Le boucher pendait aux crochets de sa devanture des torses de chevreaux ouverts comme des pastèques. Une petite vieille courbée lui tira la blouse.

— Des tripes?

— Entrez.

Il ouvrit la porte. Il fit passer la vieille sous son bras; il la suivit essuyant ses grosses mains à son tablier. Un piano mécanique dansait avec ses gros pieds de cuivre pleins de grelots. Des tanneurs revenaient de l'écharnage avec des brouettes chargées de peaux.

— Antonio, fais-moi asseoir, — dit Matelot d'une voix amère.

— Allons, papa, un peu de courage.

Mais il sentit que Matelot se cramponnait à son bras. Il le regardait. Le vieux bûcheron n'avait plus de sang sous la peau et sa main était pâle comme de l'herbe.

— Cherche-moi un coin, fais-moi asseoir. Je crois que j'ai la mort sur moi.

— Appuie-toi. Là. Deux pas à gauche. Monte le trottoir.

Antonio poussa la porte d'un débit.

— Entre.

C'était comme une caverne noire. Toutes les tables étaient vides. On entendait un gros poêle de fonte qui ronflait, chargé de bois.

— Salut, — cria Antonio.

Matelot tomba comme un sac sur la banquette.

— Bonjour, — dit une grosse femme au fond de l'ombre.

— Fais-moi bouillir du vin, — dit Antonio.

— Défais-toi tout ça, — dit-il, — Matelot.

Il lui enleva son fusil, sa musette, son manteau roulé.

— Ouvre ta veste. Alors, vieux. Appelle-toi que tu t'en vas.

Il lui frappa les joues.

— Oh! collègue!

Il lui tira les cheveux. Il lui déboutonna le col de la chemise.

— Là! Couche-toi un peu et respire.

— J'en ai mis un litre, — dit la femme.

Le vin chantait déjà sur le feu.

— D'abord oui, — dit Antonio. — Tu as du poivre?

— Oui.

— De la noix et puis du safran. Donne-moi tes petites boîtes et la râpe.

— Voilà la cuiller, — dit la femme. — Remue ton affaire. Tu es assez grand pour faire tout seul. J'ai du chevreau sur mon feu, moi là-bas.

— Fais, ne t'inquiète.

— Vous êtes de la montagne?

— Oui, va à ton chevreau.

Antonio versa une cuillerée de poivre dans le vin bouillant, il râpa de la noix muscade, il ajouta un peu de safran et il se mit à touiller pendant que le gros feu ronflait sous la casserole.

— Prends les gobelets d'étain, — dit la femme.

— Bois, vieux père.

Il lui présenta un beau mesuron de vin violent. Tout fumait : le gobelet, le poing d'Antonio et l'épaisse rondelle de mousse rose qui tournait sur le vin.

— Mets-toi ça dans le coco.

— Ha, déjà, dans le coco, — dit Matelot raide de corps et de langue. — Déjà beaucoup. Trop. Trop de choses.

— Ça en plus, ouvre ta barbe. Ne fais pas l'enfant.

A la première goulée Matelot se cura la gorge.

— Bois-en, toi, — dit-il.

— Surtout envie de manger, — dit Antonio en reniflant vers la cuisine. — Il but quand même un bon gobelet de vin chaud, puis il appela la patronne.

— Ça va mieux? — dit-elle.

— Oui. On commence à sentir ton chevreau. Pas moyen de manger ici?

— Toujours moyen. Je peux même vous en donner deux assiettes.

— Oui, manger du chaud, voilà ce qu'il nous faut.

Matelot reprenait pied.

La nuit était maintenant tout à fait venue. La patronne arriva avec ses deux assiettes de fricot.

— Vous n'y voyez pas, — dit-elle. — Si vous voulez, je vous allume un chandellon.

— On n'a pas tant besoin d'y voir, — dit Matelot. — On sait où sont les deux endroits : l'assiette et la bouche. Ça va tout seul.

La nuit hésitait encore à sortir de la ville pour aller dans les champs. Au-dessus des toits le ciel gardait le vert mouvant des forêts et des eaux. Dans le couloir de la rue la nuit était aussi épaisse que la boue dans laquelle on entendait, sans les voir, courir des hommes en sabots, grincer des roues et patauger des mulets montagnards aux grosses ferrures débordantes.

— Je pense à cet enfant, — dit Matelot. — Qui aurait dit?...

— Moi, j'aurais dit, — dit Antonio. — Souviens-toi de cette affaire du loup. Et quel âge avait-il? Il n'y a pas si longtemps de ça : trois, quatre ans ... il en avait seize. Matelot, à des matins quand je pêchais je regardais vers les bords. Pas de bruit, mais l'impression qu'on me regardait. Rien. Les osiers. Et puis à travers les osiers je voyais ses cheveux rouges; veux-tu que je te le dise? Ton besson, il m'a toujours fait l'effet d'une bête lointaine.

— Il est tombé dans ce pays comme un lion, — dit Matelot.

— On ne fait pas les enfants rien qu'avec du lait caillé, vieux père. Et on ne les fait pas comme on veut. On les fait comme on est et ce qu'on est on ne sait pas. On a tant de choses dans son sang.

— Oui, mais Junie? On peut guère faire plus paisible.

— Qu'est-ce que tu en sais, c'est dans les reins, je te dis. Souviens-toi du frère de Junie. Qu'est-ce qu'il est devenu celui-là?

— Sais pas.

— Ça te fait voir. Ne te fie pas aux yeux ni aux paroles. Soupe. J'ai fait la soupe. Mange ta soupe. On parle beaucoup de soupe. On parle jamais de ces petits éclairs qui nous traversent comme des guêpes et, quand on a des enfants on voit que c'est avec ça qu'on les fait. Pas avec la soupe.

— Oui, — dit Matelot, — le frère, sûr que si le besson a de son sang et puis du mien, ça doit faire un drôle de sang. Tout à l'heure j'ai eu les jambes coupées. Tout d'un coup j'ai

vu : le neveu descendu, le gendarme au pied de la ville, ce pays tout charrué de Maudru et de taureaux. Je me suis dit : tout ça à cause de ton fils. Pour tout te dire, Antonio, je suis parti de notre forêt pour chercher le babouin, le petit, l'enfant du temps que je passais ma main dans ses cheveux rouges. Et voilà que je me trouve le père d'une espèce de lion fou.

— Le tout, — dit Antonio, — maintenant qu'on est ici c'est de voir celui qui vend des almanachs. Qu'est-ce qu'elle t'a dit Junie?

— Rien de juste.

— Tu sais où il reste?

— Non.

— Patronne!

La femme arriva avec sa casserole.

— Vous en voulez encore?

— Non, on a mangé comme des serpents. C'est ça qu'il avait le vieux père, tout à l'heure.

— La faim est mauvaise.

Antonio se tourna sur sa chaise.

— Dis un peu. Mais va poser ta casserole, viens un peu qu'on te demande. Tu connais toi ici un homme qui vend des almanachs?

Elle se mit à fourgonner dans son poêle avec un gros tisonnier de fer. Le charbon souffla une épaisse flamme bleue qui éclaira tout le débit, depuis le bocal à prunes sur le comptoir jusqu'à l'affiche du vespetro là-bas, au fond, où un cheval de papier riait à plein mors entre des bouteilles.

— Oui, je le connais, c'est Toussaint, monsieur Toussaint, — dit-elle en revenant sur ses espadrilles de corde.

— Où il reste?

— En haut de la ville. La dernière maison.

— On te doit combien?

— Mettons cent sous. Suivez la rue, — dit-elle, — à la place de l'église, l'escalier derrière le clocher, et puis tout en haut vous ne pouvez pas vous tromper, c'est la dernière maison et il n'y a plus que celle-là de vivante, sous le palais des évêques.

Ils remontèrent la rue. Matelot avait repris sa force patiente et il marchait dans le pas d'Antonio. Le clocher sonna six

heures. Le bruit des foulons s'arrêta. Il y eut comme un grand silence puis on entendit ce grignotement que faisaient dans les maisons de la ville les mille et mille pas des ménagères qui préparaient le repas du soir, les pas des jeunes filles qui descendaient les escaliers pour aller chercher de l'eau aux fontaines et rencontrer les amoureux, les galopades des petits enfants dans les couloirs. Les tanneries ouvrirent leurs portes. Les tanneurs sortirent, leurs lanternes à la main. Une odeur sauvage de viande pourrie et de sel fumait autour d'eux. La place de l'église était déjà sur une haute estrade de la ville, hors des boutiques et des ateliers. Dans un coin il y avait la maison du notaire avec ses grosses médailles au-dessus de la porte. Dans l'autre coin une vieille maison bourgeoise sifflotait un air de violon aigre par le joint doré de ses volets. Entre les maisons une balustrade de pierre dominait la ville basse avec ses rues charriant les lanternes des tanneurs.

— L'escalier est là.

Antonio toucha du pied la première marche. Elle était faite de pierres toutes descellées.

— C'est plein d'herbe.

Le vent écarta les nuages devant la lune. L'escalier décharné montait droit dans l'ombre du clocher, puis il tournait et au tournant là-haut, dans le frissonnement de fer d'un bosquet de lauriers, une vieille maison crevée, échinée et rompue luisait comme un crâne de bœuf. Le vent siffla dans l'escalier, écrasa les lauriers, frappa la maison, sauta en silence dans le ciel et retomba là-bas loin dans la campagne sur une grosse forêt qui s'éveilla avec un grondement de chien.

— C'est là-haut, — dit Antonio.

Dans l'ombre des lauriers, là-haut, une longue maison avec du feu aux fenêtres. Une petite eau de lune coulait dans les frisures de son toit.

L'escalier montait entre des jardins fous, pleins de foins sauvages, d'orties et de figuiers sans feuilles. Les herbes débordaient des murs crevés. Les derniers crapauds de l'automne chantaient dans les décombres avec leur voix de verre. Contre la maison éclairée l'escalier jetait encore deux grosses marches, comme des vagues, puis il mourait là, au

seuil coupé par une grosse porte ronde, presque charretière.

— C'est là, — dit Antonio.

— Oui, c'est là.

Matelot soufflait. Il regarda autour de lui.

— Leur palais des évêques!

Au-dessus de la maison, on distinguait dans l'ombre du ciel une ruine toute mâchée de pluie et de vent, une terrasse bordée de balustres de marbre, des voûtes et de larges fenêtres à croix de pierre.

— On est arrivé.

La ville en bas se taisait avec ses rues noires. Le fleuve ronflait dans ses quais. C'était un bruit très léger, soyeux et étrangement sonore.

— Écoute, — dit Antonio.

Dans la maison, on entendait chanter. C'étaient des notes basses, graves et furieuses. Ça redisait tout le temps pareil, tout le temps, tout le temps.

O mon cheval!
O mon cheval!
Est-ce que tu peux nager dans le sang?
Fendre le sang comme une barque?
Sauter dans le sang comme un thon?
Écraser des hommes comme des fagots dans la boue?

— Attache sur ta tête un mouchoir d'or,
Et je fendrai le sang comme une barque,
Et je sauterai comme un thon,
Et j'écraserai les hommes comme des fagots,
Pourvu que je te reconnaisse si toi tu tombes.

Antonio serra les bras de Matelot.

— Doucement! — dit Matelot.

— Je frappe? — dit Antonio.

— Frappe!

Il saisit le heurtoir de fer et il sonna un bon coup solide à plein poing.

Le silence. Des pas souples qui couraient. Une porte se ferma en bas dans le fond de la maison. On poussa doucement un verrou qui grinçait un peu. Un gros pas de souliers ferrés s'avança en faisant claquer les échos des murs.

— Qu'est-ce que vous voulez? — demanda la voix à travers la porte.

— Celui qui vend des almanachs, c'est bien ici?

— Oui. Qu'est-ce que vous avez pour vouloir le voir à cette heure?

— Qu'est-ce qu'il faut avoir à cette heure pour le voir?

Antonio s'aperçut qu'on lui parlait à travers un judas grillé et qu'on le regardait.

— Vous êtes malades?

— Non.

— Alors, qu'est-ce que vous lui voulez?

— C'est, — dit Matelot, — qu'on vient de la part de Junie. On nous a dit de bien dire qu'on vient de la part de Junie. Dites-lui ça, il paraît.

— Attendez.

Le judas se ferma sans bruit. Les gros pas s'en allèrent dans la maison, puis le silence. Le vent, ici dehors. Des herbes sèches qui frottaient contre le mur.

— Ça ne chante plus, — dit Antonio à voix basse.

— C'était là tu crois? — dit Matelot.

— Oui, en bas au fond, dans le fin fond.

La porte s'ouvrit sans bruit. Antonio la sentit seulement qui s'amollissait contre son épaule en s'ouvrant.

— Entrez tous les deux, — dit une petite voix.

Ça n'était pas une voix d'enfant. Elle avait mué, elle était restée claire et naïve, c'était une voix de bel homme, mais il parlait dans l'ombre à hauteur d'enfant.

Dedans, c'était la nuit épaisse, sans un trait. Le moindre geste faisait sonner le vaste sensible du corridor.

— Je ferme, — dit la voix. — Cherchez le mur, marchez contre. Il ne faut pas allumer ici. Excuses.

Antonio et Matelot frottaient leurs pieds sur les dalles.

— Marchez franc, — dit la voix, — c'est tout déblayé. Vous avez le mur.

— Oui.

— Suivez-le avec la main jusqu'à la porte, là-bas au fond. L'ombre ne compte pas. Moins que l'eau.

— Justement, — dit Antonio, — si c'était de l'eau j'irais plus franc.

— Je sais, — dit la voix. — Là c'est pareil, c'est une question d'assurance.

Il arriva à la porte avant eux. Il la poussa. Elle ouvrait sur une grande salle toute ceinturée d'ombre avec au milieu une petite île de lumière portant une large table lourde de livres, de papiers, de pierres, d'herbes et une lampe. La main qui poussa la porte était longue, avec de minces doigts blêmes et liants comme des longes de fouet. Elle disparut.

— Entrez, messieurs.

La voix enfantine et polie les poussa vers la lumière.

— Assieds-toi, Matelot, l'autre monsieur aussi.

En entendant le nom, ils s'étaient retournés. Matelot! Qui savait ce surnom né là-bas de l'autre côté des gorges en pleine forêt de Nibles?

C'était un petit bossu à grosse tête. Il sortait de l'ombre.

— Jérôme! — cria Matelot.

— Oui, — dit le bossu. — C'est moi. Ne crie pas, la maison est sensible. Je suis monsieur Toussaint; assieds-toi.

Il tourna lentement les hommes pour aller à sa table. Il marchait à la lisière de la lumière. La moitié de son petit corps tordu se collait à l'ombre et semblait remplir toute la chambre de sa viande palpitante et noire.

— Tu as le fauteuil derrière toi, vous aussi, monsieur (il balançait ses longs bras souples et ses mains d'eau en petites salutations cérémonieuses), je dis toujours « monsieur » à tout le monde. C'est une habitude. Je tiens à cette habitude. Asseyez-vous, monsieur. Vous êtes celui que ma sœur Junie appelle « bouche d'or ». Je sais. Ça se voit. Vous savez nager, l'eau, le vent, la forêt et le fleuve. Je ne sais pas nager. Je ne sors jamais. Merci. Je dis « merci » parce que vous savez nager. Merci de savoir nager. Asseyez-vous. Junie m'a raconté. Bouche d'or (il s'arrêta un moment là-bas de l'autre côté de la table). L'ombre lui mangeait toute la tête. Il ne restait que le gonflement de son épaule droite et, appuyée sur l'épaule une énorme oreille maigre, griffue comme une aile de chauve-souris. La main en lanière montra la table, — je fais un peu de médecine. Voilà tout. La douleur. Ma montagne au fond de laquelle je suis assis, les ailes repliées. Il croisa ses longs bras. — Ma faiblesse! — Il tirait lentement

sa chaise pour s'asseoir. Je suis content de te voir, Matelot. Comment va Junie? Je ne suis plus allé dans la forêt depuis longtemps. Je ne te demande pas comment va la forêt. Vous me laissez parler, messieurs, j'aime parler. (Sa voix glissait contre les échos de la maison sans les réveiller.) — Vois-tu, Matelot, tout ça est très bien comme ça. La douleur! Je me suis creusé ma grotte là-dedans. Les philosophes. Non, je sais que ça t'ennuie. Je crois même que tu m'as donné des coups de pied au cul autrefois parce que je parlais de philosophie, j'ai tort. Je suis sûr que je t'ai manqué, Matelot. On a besoin de haïr fortement quelqu'un dans la vie. Mais, asseyez-vous, messieurs. Allons, je vais m'asseoir moi-même, sinon vous resterez plantés sur vos jambes.

Il passa contre son fauteuil avec un froussement de chat. Il s'assit. On le voyait tout entier comme un insecte : le menton en osselet, sec et dur, un immense front mou, lourd, penché sur la droite. Il avait d'énormes yeux en globes hors des orbites comme si on lui avait mis le pied sur le ventre. Son regard avait l'effleurement chaud et vert d'une branche au soleil.

— Encore un mot, Matelot, — dit-il, — appelle-moi Toussaint. C'est aussi facile à dire que Jérôme et c'est une habitude ici. J'y tiens.

Il s'arrêta de parler et se lécha les lèvres. La maison se mit à craquer doucement comme une pomme sur la paille.

Antonio et Matelot se sentaient hors du monde. Ils étaient touchés par cette voix d'enfant savant, par ce regard plein de sève; les longues mains en lanières bougeaient doucement entre les livres et les plantes. De grandes images leur battaient le visage en les étouffant comme de l'eau, le temps passé : l'arrivée dans la forêt, Matelot, Junie, le beau-frère bossu (on l'appelait « le clerc de notaire »), le hurlement d'Antonio en bas sur le fleuve, ces écrasements d'arbres de droite et de gauche, Junie jeune.

Matelot s'essuya les yeux. Il avait cru apercevoir là-bas au fond de l'ombre le nuage de mai : sa glorieuse Junie jeune.

— J'avais un but, — dit Matelot tristement.

— Je ne te fais pas de reproches, — dit le bossu.

Le fusil d'Antonio tomba.

— Alors, qu'est-ce que vous êtes venus faire en haut Rebeillard?

— Chercher mon besson.

— Le cheveu rouge?

— Je l'ai envoyé faire un radeau. Il n'est pas revenu. Depuis quatre jours que nous marchons, nous entendons un grand bruit dans les collines et les forêts comme si mon besson dansait sa colère sur le pays avec de gros sabots de bois. Qu'est-ce qu'il a fait? Où est-il? Voilà.

Le bossu se lécha les lèvres.

— Il est ici, — dit-il.

Il appela :

— Gina!

C'était bien une femme vivante là-bas au fond, un nuage de mai. Elle n'avait rien dit jusqu'à ce moment où elle s'avança.

— Voilà le père de Danis, — dit le bossu.

Elle passa son bras libre autour du cou de Matelot.

— Je dois donc vous appeler mon père aussi, — dit-elle, — je suis la femme de votre fils.

Elle se pencha, elle l'embrassa sur la barbe.

— Et c'est la fille de Maudru, — dit le bossu. — Comprenez-vous un peu l'histoire maintenant, messieurs?

— Moi, — dit Antonio, — maintenant je peux tout comprendre.

Il entendait encore le halètement féroce de la chanson. Gina avait les yeux plats et longs avec de grosses prunelles noires, une chair laiteuse toute éclairée de blancheur, des poignets pas plus gros que des bagues d'hommes.

— Moi non, — dit Matelot, — moi pas encore. Comment je dois te dire, Toussaint tu ou vous? Dis-moi, sa femme, quoi? La fille de Maudru, quoi? Et après? On m'a mis ce nom dans l'oreille comme un pou de mouton. Maudru et après quoi? Et après, quoi, qu'est-ce que c'est celui-là?

— C'est mon père, — dit Gina — et c'est un homme.

Matelot la regarda.

— Le besson, c'est mon fils, — dit-il, — et c'est un homme aussi.

— Moins gros, — dit Gina, — un voleur de fille.

— Depuis quand ça se vole? — dit Matelot. — Ça a des pieds, ça suit.

— Comme les voleurs de chiens, — dit Gina. — Ça dit : « Viens » et ça promet.

— Ça promet quoi? — dit Matelot.

— Tout, — dit Gina.

— C'est beaucoup, — dit Matelot.

— Ça paye à peine, — dit Gina.

Et elle mit sa main sur son front comme pour se rafraîchir. Elle ferma les yeux. Elle se parlait.

— Et je lui ferai grâce, — dit-elle de sa voix fatiguée. — Je lui ferai grâce des grands chemins, de la maison, de notre liberté dont il parlait, moi, la prisonnière. Mais je ne peux pas lui faire grâce de ce qu'il est moins qu'il paraît, moins que ce qu'il dit, moins que ce qu'on dit, moins que ce que je croyais. Presque rien. Non, ça je ne peux pas. C'est trop tromper.

— Ma fille, — dit doucement Matelot, — l'époque de l'amour, c'est l'époque du mensonge. Qu'est-ce que tu veux?

Elle ouvrit les yeux.

— Je veux qu'il soit ce qu'il s'est imaginé d'être et qu'il m'a fait croire.

— Qu'est-ce qu'il t'a fait croire? — dit Matelot.

— Qu'il était fort! — dit-elle.

— Il l'est, — dit Matelot.

— Qu'il était plus fort que mon père!

— Il est plus fort que ton père.

— Tu me fais rire, — dit-elle, — de toi et de moi. Tu te figures que je vais croire? Ma croyance est fatiguée. Pour dire : moi, moi, moi, il est plus fort, oui! pour faire, non.

— Qu'est-ce que tu veux qu'il fasse?

— Je vaux ce que je vaux, — dit-elle, — et il a eu tout pour rien. Je veux qu'il fasse ma liberté et mon nid et ne pas être le coucou dans le lit des autres.

Matelot se gratta la barbe.

— Il le fera, — dit-il, — attends.

— J'ai attendu, — dit-elle, — on ne peut pas me le reprocher et j'attends encore, sans confiance, alors tu vois... Un soir, mon père m'a dit : « Sans moi, rien. » Ton fils m'a dit : « Viens, ne t'inquiète pas. Avec moi tu verras. Moi je ferai,

moi ci, moi ça. » Oh! il a dit. Oh! pour dire! Je suis venue, je suis avec lui. Je vois. Qu'est-ce que j'ai? Rien. Si je veux qu'on m'arrache d'ici, je n'ai qu'à mettre le pied dehors, ça sera vite fait. Qui me défendra? Lui? Il n'est pas capable de me trouver un chemin jusqu'à son pays. Lui? Il n'ose même plus sortir pendant le jour. Maudru? Il a dit trois mots; il a dit : « Sans moi, rien. » Et il est tout autour là dehors et je n'ai rien. Voilà la vérité. Ton fils, tu veux que je te dise où il est maintenant? Il est allé essayer parce qu'à la force de lui dire et de lui dire... mais il est là, tout près dans les lauriers en bas à ne pas pouvoir faire un pas. Cropetonné avec son dos rond, son fusil sur les cuisses...

— A propos de fusil, — dit Matelot, — écoute...

Toussaint leva sa longue main.

— Attendez. Vous voilà tous enflammés par cette ardente. Bouche d'or vient de frapper du poing sur son bras de chaise. Attendez que je vous dise avant de faire de ma maison un four de boulanger tout embrasé. Prends ton tabouret, ma fille.

Gina alla au fond de l'ombre chercher son escabeau.

— Assis-toi près de moi, ma fille, là.

Il lui caressa les cheveux. Elle baisa la main blême du bossu puis elle la serra contre sa joue et, la tête penchée, elle se mit à pleurer sans bruit.

— Voilà, mes hommes, que je vous dise avant que vous soyez des torches. Pendant que vous comprenez encore quand on parle. Tu as envoyé ton fils couper des arbres. Il les a coupés. Il a fait le radeau. Il l'a amarré dans l'anse de Villevieille. C'était au commencement de la lune d'août. Depuis, le radeau est là, prêt à partir. Voilà pour le travail. Le besson est venu me voir. Sa mère lui avait dit : « Puisque tu es si près de lui, va voir l'oncle. » Elle sait que je suis ici et ce que j'y suis. Je suis toujours resté en correspondance avec elle. Des fois je me dis : Junie! et je pense à ma sœur. Je la vois, là-bas, engloutie dans cette forêt et je me dis qu'elle a besoin des réflexions avec lesquelles elle et moi nous jouions avant que toi, Matelot, tu sortes de la mer pour venir la prendre, dans la maison de notre père, dans la chambre des livres. Toi, Matelot, et tes graines d'enfants rouges, tu étais encore sur la mer dans ton grand bateau chargé de voiles. Junie et moi nous parlions.

Si tu n'avais jamais sauté dans le port, toi Matelot, ma sœur serait une dame de Marseille. Son mari vendrait de l'huile ou du savon. Elle aurait son salon avec de grands portraits de vieux hommes et de vieilles femmes, des souliers qui craquent, sa place marquée dans l'église et dans le théâtre. A son âge, maintenant, elle frotterait ses grosses hanches de soie dans des fauteuils. Tu en as fait mieux, toi. Merci pour elle. Je te dis tout ça pour mettre tout en place. Je la vois maintenant, non pas morte comme elle serait, mais comme elle est, plongée dans la pleine ombre des forêts avec sa robuste vieillesse. Merci pour elle. C'est de ça que je te sais gré. Mais, c'est pour le reste que des fois je me mets à cette table et que je lui écris de longues lettres où elle et moi nous redevenons les enfants de mon père dans la chambre des livres. Depuis longtemps quelqu'un que je connais lui porte ça deux ou trois fois par an. Voilà pour que tu saches tout. Donc, elle m'envoie ton fils. Son fils. Il me dit. Il me raconte. Je le regarde. Dans une famille, Matelot, les bessons sont la marque des dieux! Tu ris? Tu riais toujours quand je parlais, puis le temps s'avançait qui prouvait tout. Tu verras, Matelot, je dis plus : quand, dans un couple de bessons, un meurt d'accident, la force qu'ils avaient à deux, le mal qu'ils avaient à deux, ce qu'ils étaient à deux dans le monde, tout se reporte sur le vivant, il devient tout à lui tout seul.

— Des « on dit », — dit Matelot.

— A ton aise, — continua le bossu. — Le moins qu'on puisse te reprocher, Matelot, c'est ta vue courte. Moi je pensais à ça pendant qu'il était là, ton fils, là exactement à cette place où Gina est maintenant assise. Je lui tenais les mains, je le regardais, je lui touchais les bras depuis le poignet jusqu'aux épaules. Je le tâtais de l'œil et des doigts et je lui disais : « Alors, mon homme » et « comment ça va, la santé? » et « Quelle belle plante tu es, fils de dieu », enfin, tout ce qu'un petit avorton comme moi peut dire à un grand besson qui porte la part de deux. Et voilà que, d'un seul coup, il m'a fait voir tout ce milieu de lui enflammé et qu'il m'a donné, là, sur mes genoux, pour que je le berce et pour que je le guérisse, tout son tendre souci. Il est fait de dix fois toi pour la carrure et pour le dur du cœur.

» Mais par cette sorte de grand pays (le bossu toucha son creux de poitrine) qu'il porte là, ses forêts à lui, ses fleuves à lui, ses montagnes à lui; il est fait de cent fois et cent fois Junie ma sœur. Je me laisse aller à te parler de ton fils car rien ne m'a plus touché dans toute ma vie que le moment où il a fait un immense effort sur lui-même, un grand effort de besson double et qu'il m'a dit : « Écoute, mon oncle, voilà ce qui m'arrive... »

— Je comprends, — dit Antonio.

Le bossu le regarda. Il se lécha les lèvres. Il éteignit ses yeux d'un lent abaissement de paupières.

— Oui, toi, bouche d'or, tu dois comprendre, voilà. A la lisière de la prairie où il construisait son radeau il avait vu une femme.

— Ce jour-là, — dit Gina, — j'allais chercher des emplacements de lavoirs.

— Il se mit à bégayer en me parlant, — dit le bossu — et je le voyais trembler là devant moi. Il me disait comment elle était. Il essayait de me dire sa beauté, sa bouche en était toute luisante.

— Ce jour-là, — dit Gina, — c'était l'été, j'avais noué sur ma chemise une petite jupe de soie juste serrée à la taille, pas plus. Il faisait chaud, j'étais plus libre.

— Comment ça s'est fait, — dit le bossu, — va chercher?

Il resta un moment sans rien dire. Gina s'essuya les yeux.

— Il marquait ses arbres, — dit-elle. — Il avait fait un feu et il y avait mis à rougir son épaisse marque de fer. Je le regardais d'entre les saules. Il saisit la marque avec sa grande main nue et il l'enfonça, blanche de feu dans le trou tout vivant. Au milieu de la fumée je le voyais pousser de toutes ses forces. La sève criait. Il se releva.

» L'arbre était marqué à son nom. Et je vis que cet homme avait les cheveux tout rouges comme la grande marque de fer.

Toussaint caressa doucement l'épaule de Gina.

— Oui, — dit-il, — il avait l'air, là, tout tremblant, de revoir la fille à la lisière des saules. Il avait perdu son souffle. Perdu pour toujours, — disait-il, — je ne respirerai jamais plus comme avant.

— Moi, — dit Gina, — j'étais marquée de cet homme aux cheveux rouges comme par une marque d'arbre.

— Il m'a dit qu'il avait tout essayé avant de se décider...

— J'ai tout fait moi aussi, — dit Gina, — tout, vous pouvez me croire. Depuis longtemps je savais que mon père voulait me donner au fils de sa sœur. Je suis entrée là où le neveu était en train de manger avec les bouviers et je lui ai dit : « Si tu me veux prends-moi vite ! » Devant tous les hommes il m'a serrée contre lui, et il m'a embrassée, et il m'a tâté tout le corps comme si j'étais déjà sa femme. Je pensais : si ça pouvait effacer ! Ah ! oui, dieu vole, allez l'attraper à pied, vous autres !

— Si bien, — dit le bossu, — que tu n'as rien dit quand il est venu te chercher, lui.

— J'ai dit « ah ! » et merci, merci, longtemps, pendant qu'il me tenait, pour le remercier d'être là, d'être lui, d'être à moi. Voilà tout, qu'est-ce que tu veux dire? Qu'est-ce que vous pouvez comprendre vous, les hommes?

— Je comprends, — dit Antonio, — que pour nous ça n'est pas pareil, même si on aime autant.

D'instinct il regarda du côté du sud.

— Oui, — dit Matelot, — mais mon fils dans tout ça?

— Je l'avais prévenu, — dit Gina. — Ne croyez pas que j'aie rien caché, j'en ai peut-être dit plus que le probable. « Rien, me disait-il, rien, tout ça, et il égalisait tout avec sa main plate. Et moi j'étais de plus en plus fière de lui. Il avait de si grandes épaules, tout paraissait si petit à côté de lui. Moi, fille de Maudru, j'avais tant rêvé cet homme-là sans espérer qu'il puisse vivre, j'en étais perdue de l'avoir dans les bras et de le trouver encore plus beau, encore plus grand que celui du rêve. Je me disais : « Est-ce possible? » Je le touchais et je me disais : « C'est possible, le sort est comme un marchand de vœux : pour mieux te tromper il te saoule. » « Attends, dit-elle à Antonio et à Matelot qui voulaient parler tous les deux. Sous sa peau blanche un feu étincelant comme une forge de fer s'allumait. Attends, j'ai à te dire. C'est trop important pour moi de ne pas regretter mon amour. C'est mon sang d'être généreuse et s'il sait seulement une chose pour laquelle j'ai été avare, qu'il le dise. J'ai tout donné, j'ai tout prévenu, je me suis attaché les pieds et les mains et quand j'ai été contre la terre, molle comme un chevreau, je

lui ai dit : emporte-moi, puisque c'était son goût de m'emporter. J'ai tout donné. Au fond, mes hommes, c'est toujours un échange. Je comptais et je recomptais ses promesses toutes les nuits. Le large chemin jusqu'à votre forêt là-bas. La vie — je ne demande que ça — la vie paisible où il voudra, comme il voudra, mais avec lui, mais la vie, tu m'entends, père de ton besson, la vie, une maison, à moi et à lui et qu'il me fasse faire des enfants plein toute l'herbe. Voilà ce que je comptais toutes les nuits entre mes doigts secs. Tu comprends? Il savait que mon père allait se dresser. Il savait que mon père allait serrer autour de nous et se battre pour m'arracher à lui, et moi je lui avais dit : me voilà entravée comme un chevreau, charge-moi sur tes épaules et emporte-moi. Il m'a promis le large chemin. C'est donc seulement un abatteur d'arbres, ton fils? Il a promis. Il n'est donc pas capable de se tailler notre chemin à travers les hommes, pauvre de moi!

Elle avait peu à peu élevé la voix jusqu'à crier et l'ombre de la maison gémissait avec elle.

Matelot respirait fort dans sa barbe; le bossu jouait avec une herbe sèche et il regardait ses doigts.

— Le voilà, — dit-elle.

Elle se dressa.

La grande porte, en bas, sonna dans ses gonds.

— A propos de fusil, — dit Matelot, — je peux te dire maintenant! Hier il s'est battu avec les hommes de ton père et il a tué le neveu.

— Gina! — cria le besson.

Il courait dans le couloir plein d'échos; la crosse de son fusil tapait contre le mur.

JEAN GIONO

(*A suivre.*)

LE CABINET D'UNION NATIONALE

ET L'OPINION PUBLIQUE ANGLAISE

La première expérience que l'Angleterre fit d'un gouvernement national remonte à la guerre; elle naquit du sentiment d'un danger collectif et c'est sous l'égide d'un libéral, M. Asquith, premier ministre en 1914, qu'elle fut réalisée. M. Lloyd George qui, en 1915, supplanta son chef, tenta de la poursuivre en pleine paix, mais la coalition qu'il réussit à faire triompher aux élections de 1919 fut, au lendemain de l'échec de la Conférence de Gênes, détruite par M. Baldwin à la fameuse séance du Carlton Club.

Ce fut pour faire face au péril financier créé par le déséquilibre budgétaire que la Grande-Bretagne se donna pour la seconde fois, en août 1931, un gouvernement national. Ce gouvernement vit toujours et ceux qui aiment à méditer sur les variations des hommes pourront relever que le Cabinet de guerre n'eut pas d'adversaire plus résolu que M. MacDonald qui s'est fait le champion du même système en 1931, et que ce système lui-même ne doit de subsister qu'à M. Baldwin lequel, délibérément, consomma la ruine du premier régime de coalition.

Faut-il conclure de ce retour du pays à une combinaison ministérielle qu'il répudia il y a douze ans, et des changements d'attitude de ses leaders gouvernementaux, à une transformation profonde de sa mentalité politique? Doit-on prévoir

que le régime présent est appelé à se stabiliser, ou ne faut-il voir dans le Cabinet actuel qu'une expression nouvelle et momentanée du déséquilibre politique dont l'intervention du Labour Party dans l'arène parlementaire fut la cause initiale et que les difficultés de l'après-guerre ont aggravé? C'est à ces questions que se propose de répondre cette étude.

Jusqu'au mois d'août 1914, la Grande-Bretagne avait été gouvernée par des partis homogènes alternant au pouvoir avec une régularité dont le pendule est devenu la classique image. Le choix populaire qui oscillait, au XVIIIe siècle, entre les Tories et les Whigs, allait, au XIXe, des conservateurs aux libéraux et, vers le début du XXe siècle, des unionistes aux radicaux, optant d'ailleurs toujours entre deux mêmes tendances, qui se perpétuaient sous des vocables différents.

Il est probable que le peuple anglais cède aujourd'hui encore, d'instinct, à l'une ou à l'autre de ces deux forces qui, de progrès l'une et l'autre, le déterminent, selon les circonstances, à consolider des conquêtes ou à transformer l'ordre établi; mais le dualisme politique des siècles précédents a disparu. Avec le travaillisme, un troisième prétendant est entré en scène et le jeu traditionnel des partis en a été troublé. Aux scrutins triangulaires des circonscriptions électorales doit correspondre normalement à Westminster, soit une double opposition officielle, soit un Cabinet de coalition, soit un gouvernement homogène et minoritaire ne vivant que grâce à l'appui, complaisant ou tyrannique, de l'un des deux autres partis.

Dans quelle catégorie faut-il classer le Cabinet actuel? Ses chefs le disent d'union nationale et ses adversaires le proclament conservateur. Il n'est ni ceci ni cela, et force est bien de le baptiser de coalition, encore qu'en dehors des conservateurs on ne voie guère ce que, politiquement, représentent les deux autres coalisés.

On se rendra mieux compte de sa nature et de la majorité parlementaire qui le soutient, ainsi que de sa stabilité et de ses chances de retour au pouvoir, si l'on procède à une comparaison des trois derniers scrutins législatifs. En 1929, il s'agissait de remplacer une Chambre des Communes élue en 1924 et qui, se composant à sa naissance de 415 conservateurs, 151 travaillistes, 44 libéraux et 5 indépendants, comprenait

au moment de sa dissolution : 400 conservateurs, 162 travaillistes, 46 libéraux et 7 indépendants. Dans le Parlement qui lui succéda, les sièges se distribuèrent ainsi : 287 travaillistes, 260 conservateurs, 60 libéraux et 8 indépendants. Observons en passant la répartition des 22 639 117 suffrages exprimés en 1929 :

Travaillistes	8 362 594
Conservateurs	8 664 243
Libéraux	5 300 947
Indépendants	311 333

Les élections suivantes, celles d'octobre 1931, se firent dans des circonstances extraordinaires. Quelques mois plus tôt, la crise financière ayant atteint un point exceptionnellement aigu, et les membres du Cabinet travailliste en fonctions n'ayant pas réussi à se mettre d'accord sur les mesures qu'exigeait le rétablissement de l'équilibre budgétaire, les chefs du parti conservateur et libéral acceptèrent de former sous la présidence du premier ministre travailliste, et en association avec quelques-uns de ses collègues, un gouvernement d'union nationale. C'est ce gouvernement qui, le 21 septembre 1931, décida brusquement d'abandonner l'étalon-or et, un mois plus tard, sollicita du pays, selon le mot du premier ministre, un « mandat de médecin », c'est-à-dire carte blanche pour appliquer au mal dont souffrait le pays les remèdes qu'il jugerait le mieux appropriés. Les trois partis représentés au Cabinet allèrent à la bataille sous le même drapeau, n'ayant en face d'eux que les travail istes orthodoxes dont M. Arthur Henderson avait pris la direction et un chef libéral sans troupes, M. Lloyd George. A quelques rares exceptions près, les électeurs libéraux et conservateurs observèrent la discipline prescrite par leurs organisations centrales et le scrutin donna les résultats suivants :

471 conservateurs;
68 libéraux;
13 travaillistes nationaux;
52 travaillistes orthodoxes;
4 libéraux formant le groupe familial de M. Lloyd George et 7 divers.

La coalition électorale avait joué d'une façon remarquable au profit des conservateurs. Quant aux travaillistes d'opposition, ils sortaient de la lutte considérablement diminués. 11 ministres et 21 sous-secrétaires d'État travaillistes qui avaient rompu avec M. MacDonald comptaient parmi les victimes de ce scrutin.

Le Labour Party allait être momentanément réduit à l'impuissance au Parlement, mais dans le pays sa position était moins précaire. Il suffit pour s'en convaincre de comparer les mandats et les suffrages recueillis par les travaillistes en 1929 et 1931. De 8 362 594 en 1929, le chiffre des voix travaillistes tombait à 6 648 023, soit une diminution d'environ un cinquième, alors que la proportion des sièges perdus était supérieure à quatre cinquièmes.

Il est difficile d'établir une proportion correspondante pour chacun des trois partis de la coalition car en aucun cas les scrutins ne furent homogènes; mais si l'on rapproche le chiffre global des voix accordées en 1931 aux candidats conservateurs, libéraux et travaillistes nationaux, soit 14 539 403, au total des suffrages conservateurs et libéraux de 1929, c'est-à-dire 13 964 983, on découvre que l'augmentation dépasse à peine un demi-million, soit environ un vingt-cinquième, tandis que le nombre des mandats, passant de 320 à 552, s'est trouvé accru des deux tiers.

Cette disproportion entre les changements survenus dans la structure parlementaire et dans la distribution des suffrages introduisait dans la majorité gouvernementale un premier élément de faiblesse, auquel d'ailleurs s'en ajoutait un autre que les événements devaient rapidement mettre en évidence.

Les 68 libéraux qui avaient été élus sous le signe de l'Union nationale se divisaient en deux groupes de 33 libéraux et de 35 libéraux nationaux qui étaient en désaccord sur la nature et l'ampleur des concessions à faire à leurs alliés conservateurs et que, dans le jargon de Fleet Street, on baptisa Samuellites et Simonites du nom de leurs chefs respectifs, Sir Herbert Samuel et Sir John Simon.

A la suite d'incidents que nous relaterons plus loin, trois ministres libéraux démissionnèrent en septembre 1932 et le groupe vient de s'inscrire en novembre 1933 comme membre

de « l'Opposition officielle au Gouvernement de Sa Majesté ». Cette attitude a été ratifiée par toutes les organisations centrales du parti libéral si bien que Sir John Simon, ministre des Affaires étrangères, et les députés libéraux nationaux, y compris M. Walter Runciman, ministre du Commerce, peuvent difficilement prétendre qu'ils représentent au sein du Cabinet, le parti libéral. Ils se trouvent, à cet égard, placés dans une position presque identique à celle de M. MacDonald vis-à-vis du Labour Party et, de ce fait, le gouvernement actuel ne revêt plus le caractère d'Union nationale qu'il eut à ses débuts. Aux yeux de ses adversaires, ce n'est même plus qu'un Cabinet conservateur à peine camouflé par la présence à sa tête de l'ancien leader du Labour Party. Et c'est bien de quoi s'irrite, mais pour d'autres raisons, un groupe très actif de conservateurs d'extrême droite. Ceux-ci, retournant l'argument, se plaignent amèrement que leurs leaders ne s'affranchissent pas d'un Premier Ministre travailliste qui n'a pas entièrement renoncé aux idéologies sur lesquelles il a fondé sa fortune politique et qu'ils ne constituent pas un gouvernement conservateur résolu à appliquer le programme du parti.

Mais les leaders restent sourds à de telles doléances. Ils ne laissent échapper aucune occasion de souligner, au contraire, que c'est à la vertu de l'Union nationale que le pays doit d'avoir pu rétablir l'équilibre budgétaire et amorcer son relèvement économique. Ils jugent également, sans doute, qu'il est de l'intérêt du parti conservateur de renouveler l'opération électorale de 1931. Aussi ne cessent-ils d'affirmer leur intention de demeurer fidèles au système actuel tant que la crise ne sera pas complètement résolue. Aux côtés de leurs collègues libéraux et travaillistes du Cabinet, ils ont déjà entrepris une énergique campagne de discours dont un Comité de coordination a élaboré le programme et qui vise à convaincre le pays de l'importance des résultats acquis et de la nécessité de faire à l'intérêt national le sacrifice de préférences doctrinales ou d'avantages de parti.

La recommandation n'est pas superflue, car les consultations électorales qui ont eu lieu depuis six mois attestent que le Labour Party bénéficie d'un retour de faveur auprès de l'électorat. Les résultats des neuf dernières élections par-

tielles sont notamment très significatifs. Les candidats nationaux des trois groupes de la majorité ont recueilli 139 890 voix et ceux de l'opposition 153 900, alors qu'en 1931, 219 500 suffrages étaient allés aux premiers et 98 600 aux seconds. En présence de tels chiffres il est vraiment impossible de ne pas conclure à une diminution du crédit gouvernemental. La même constatation s'impose si l'on considère qu'au renouvellement du tiers des conseillers municipaux anglais qui eut lieu en novembre dernier, les travaillistes enregistrèrent un gain net de 206 sièges et s'assurèrent la majorité dans 25 villes, reprenant le contrôle municipal de Leeds et de Sheffield, et conquérant pour la première fois celui de villes importantes comme Norwich et Swansea. Sans doute faut-il faire ici la part d'inévitables causes d'ordre local et ne pas perdre de vue non plus, que les conservateurs et les libéraux ont encore une tendance marquée à se désintéresser des administrations municipales. Mais, ces réserves faites, on ne saurait ignorer que les intérêts locaux se rattachent parfois à des problèmes généraux et qu'en particulier la dernière campagne municipale s'est développée, dans beaucoup de villes, sur le thème des indemnités de chômage ou de la guerre aux taudis qui sont, au premier chef, des questions de politique générale.

Mais alors, dira-t-on, le pays a-t-il déjà oublié l'admirable redressement financier opéré sous la sage direction du gouvernement national? Ne se souvient-il pas que M. Snowden, alors chancelier de l'Échiquier, annonçait en 1931 un déficit annuel de plus de 150 millions de livres et n'apprécie-t-il pas à sa juste valeur la demi-promesse d'un excédent budgétaire que contiennent divers discours du chancelier actuel de l'Échiquier, M. Neville Chamberlain, dont chacun sait qu'il n'a pas l'habitude de pécher par excès d'optimisme?

Le contribuable, c'est-à-dire l'électeur, est certainement moins sensible à la libération des dangers dont il était menacé, qu'aux sacrifices grâce auxquels cette œuvre de salut fut possible : augmentation des impôts et diminution du traitement des fonctionnaires. Il fallut, d'ailleurs, dans certains cas, réprimer des abus, tel, par exemple, celui qui consistait à donner des allocations de chômage à des gens qui disposaient de ressources suffisantes pour vivre. La réforme consista

dans l'institution du « Means Test », c'est-à-dire l'épreuve des moyens d'existence, et sa mise en vigueur a permis d'alléger le fardeau national du « dole », mais ses victimes ont crié à l'iniquité et un peu partout les travaillistes s'en sont fait une arme de combat contre le gouvernement.

Avec les libéraux, ils ont également pris position sur cet autre excellent terrain d'attaque que leur a ménagé la politique protectionniste du Cabinet. « C'est pour rétablir l'équilibre budgétaire et pour restaurer le crédit national qu'on recourut sagement à la présente combinaison ministérielle. Or, ce but précis a été atteint. La tâche du gouvernement est donc terminée, et il n'a pas le droit d'utiliser, pour effectuer des modifications fondamentales dans la politique nationale, la grande majorité parlementaire que lui donna l'électorat. » Qui s'exprime ainsi? Lord Snowden qui, en sa qualité de premier chancelier de l'Échiquier du gouvernement national, présenta aux Communes, le 10 septembre 1931 un budget supplémentaire de redressement. Un tel langage, émanant d'un homme que l'on sait au courant des conditions exactes dans lesquelles se firent les dernières élections et qui fut, à l'origine, partisan résolu de l'Union nationale, trouve un écho profond dans l'âme nationale toujours accessible à l'argument du « fair play ».

L'opinion publique est d'autant plus encline à accueillir ces critiques qu'il est indéniable que le gouvernement a profité de sa majorité pour accomplir la réforme protectionniste qui figure depuis longtemps au programme du parti conservateur et que le consommateur anglais ne juge généralement pas qu'il ait à s'en féliciter. On sait les étapes de cette réforme. Dès novembre 1931, ce fut « l'Acte sur les importations anormales » qui frappait de droits *ad valorem* certains produits manufacturés étrangers : première concession qu'un libéral, M. Walter Runciman, président du *Board of Trade*, fit aux conservateurs, sans les satisfaire d'ailleurs entièrement. Il fallait aller plus loin, et en février 1932 vint la grande révolution qui devait clore le cycle centenaire du libre-échange et permettre à M. Neville Chamberlain de reprendre avec succès le discours que trente ans plus tôt, son père, le grand Joe, prononçait en vain.

L'Angleterre devenait protectionniste et, spectacle sans précédent dans l'histoire parlementaire de ce pays, le Chancelier de l'Échiquier avait à peine terminé son exposé, que les premières critiques lui venaient du ministre de l'Intérieur, Sir Herbert Samuel, parlant du banc même du gouvernement. Il avait été admis que, contrairement à la tradition, et pour maintenir au Cabinet sa structure d'Union nationale, les ministres libre-échangistes seraient autorisés à faire connaître qu'ils étaient en désaccord, sur ce point, avec leurs collègues.

Le débat en seconde lecture sur l'*Import Duties* (Tariff) *Bill* s'engagea le 15 février 1932, et le lendemain, le scrutin confirmait la victoire du gouvernement par 451 voix contre 73. Mais 22 libéraux dont 3 ministres avaient voté contre le Cabinet et le Comité Exécutif de la Fédération nationale libérale votait aussitôt une résolution dénonçant le *Tariff Bill*, accusant le gouvernement de violer ses engagements électoraux et approuvant chaleureusement le geste d'indépendance de Sir Herbert Samuel et des deux autres ministres dissidents. C'était une première lézarde dans la façade de l'Union Nationale.

Par le Tariff Bill, le gouvernement n'effectuait pas seulement une réforme fiscale et douanière. Il amorçait une réorganisation de l'économie impériale en faisant décider que les droits prévus au tarif n'affecteraient pas les produits originaires de l'Empire. C'était l'institution unilatérale d'une préférence destinée à créer une atmosphère favorable à la Conférence d'Ottawa qui devait s'ouvrir en juillet 1932 et, pour satisfaire aux exigences de certains Dominions, accentuer encore le protectionnisme britannique.

Les ministres libéraux du groupe Samuel ne pouvaient rester plus longtemps dans le Cabinet sans renier la doctrine fondamentale de leur parti. Ils se retirèrent, mais non sans souligner dans leur lettre de démission qu'en coopérant au redressement financier ils avaient loyalement exécuté le pacte d'union nationale, tandis que le gouvernement y manquait en réalisant le programme protectionniste du parti conservateur.

Ils attendirent cependant jusqu'à l'automne de 1933 pour passer officiellement dans l'opposition et, du point de vue de

la tactique électorale, ils paraissent avoir fait choix d'une heure favorable. Car la politique d'Ottawa n'a pas été suivie du retour de prospérité que ses partisans avaient annoncé. Les tarifs n'ont pas donné les recettes fiscales qu'on en escomptait et leur fonctionnement n'a guère abouti, contrairement à l'intention des négociateurs anglais, qu'à allonger la liste des produits protégés. On voit sans peine le parti que l'opposition libérale et travailliste peut tirer d'une telle situation.

Le gouvernement est cependant fondé à faire état du mouvement de reprise des affaires constaté au cours des derniers mois; il lui est légitimement permis d'inscrire à son actif la diminution du chômage (de 2 881 000 en septembre 1931 le nombre des sans-travail est tombé en décembre 1933 à 2 224 000), la tendance à la hausse de certains prix de gros, le développement de l'agriculture, l'amélioration de la balance commerciale et l'abondante réserve de capitaux sur lesquels l'industrie nationale pourra compter pour accélérer son développement, dès que la situation politique internationale s'éclaircira. Tout cela est fort juste, mais le public l'admet-il, ce public à qui les libéraux et les travaillistes déclarent tous les jours qu'il y a dans le monde une reprise générale à laquelle la Grande-Bretagne eût participé sous n'importe quel régime, et que ce pays, dépendant du reste du monde pour son approvisionnement en denrées alimentaires et en matières premières ne peut, sans courir le risque de catastrophes, accepter un système d'économie fermée. A quoi les avocats du gouvernement ripostent, au risque de paraître jouer au paradoxe, que le nationalisme économique actuellement à l'œuvre n'a d'autre but que de préparer le retour à une plus grande liberté commerciale et à une organisation plus rationnelle des échanges internationaux. Et la controverse se poursuit dans un malaise général dont, ainsi que nous l'avons vu, se ressentent les scrutins législatifs, comme si, à défaut d'une minorité parlementaire assez importante pour jouer effectivement son rôle, le courant populaire, mû par un secret instinct, agissait à la manière d'une opposition, afin d'exercer sur le gouvernement une influence modératrice.

Ce malaise a d'ailleurs d'autres causes, et la politique extérieure du Cabinet MacDonald contribue notamment

à l'entretenir. Non qu'elle porte la marque du nationalisme étroit qu'on reproche à sa politique économique, mais parce qu'elle est vague, incertaine et susceptible d'interprétations assez diverses. Que cette politique vise à obtenir presque à tout prix que la Conférence du Désarmement aboutisse à un accord, il ne semble pas qu'on puisse le contester. Un tel dessein répond tout à la fois à l'idéologie du Premier Ministre, à ses préoccupations électorales et aux soucis budgétaires des leaders du parti conservateur. Mais l'unanimité du Cabinet s'est limitée jusqu'ici au but à atteindre. Or, ce sont les moyens qui importent et on a l'impression que, dans ce domaine, M. MacDonald n'est pas complètement en accord avec tous ses collègues.

L'importance du rôle de M. MacDonald dans cette affaire qui nous intéresse au plus haut point n'apparaîtrait pas complètement si nous n'ouvrions ici une parenthèse pour préciser qu'un Premier Ministre britannique dispose de pouvoirs quasi dictatoriaux. Tant qu'il est assuré d'une majorité parlementaire, il peut, sans manquer aux règles constitutionnelles, diriger à sa guise la politique du pays. De ces immenses prérogatives, M. MacDonald a eu l'habileté de ne se point prévaloir, ainsi que nous l'avons vu, dans le champ de la politique intérieure où, tout en protestant de sa fidélité à l'idéal travailliste, il a sanctionné des mesures spécifiquement conservatrices. Mais il s'est assuré une compensation dans le domaine de la politique étrangère où M. Baldwin paraît lui avoir laissé jusqu'ici une grande liberté d'action.

On note cependant dans le parti conservateur une tendance assez marquée à ne lui accorder qu'une confiance restreinte. Nous ne faisons pas simplement allusion à ceux — ils ne sont d'ailleurs qu'une faible minorité — qui croient découvrir une sombre ironie du destin dans le fait qu'à l'heure où se recrée progressivement en Europe une situation qui rappelle celle de l'avant-guerre, la Grande-Bretagne conserve à la tête de son gouvernement l'homme qui, en 1914, voulait l'empêcher d'intervenir dans une mêlée où devait se jouer son avenir. Nous voulons plutôt parler de ceux qui se plaignent du flottement de sa pensée et du vague de ses déclarations, de ceux qui jugent que le surmenage auquel il s'est soumis depuis 1929 a

diminué ses moyens et que, pour faire face aux difficultés de la situation internationale, il faut au gouvernail un pilote d'esprit vigoureux, de ceux qui admettaient une politique de mansuétude envers l'Allemagne de Brüning et qui ne comprennent pas que ses illusions aient survécu aux persécutions hitlériennes, de ceux encore que le Premier alarma lorsqu'à son retour de Rome il déclara aux Communes que le fameux Pacte à Quatre « aurait presque pour unique objet la révision des traités ».

Mais si les excès de l'hitlérisme ne lui ont pas encore complètement ouvert les yeux, ils ont déterminé chez ses compatriotes et jusque chez ses collègues des inquiétudes qui, dit-on, le contraignent à une demi-réserve, par quoi s'explique l'indécision de sa politique. Et cette indécision réagit à son tour sur son entourage gouvernemental qui ne va pas lui-même jusqu'au bout de sa pensée, si bien que depuis plusieurs mois le Cabinet donne l'impression qu'il n'a pas de politique et que ses adversaires ont pu se faire de cette accusation une arme d'autant plus redoutable que certains de ses partisans, parmi les moins suspects, lui reprochent, eux aussi, ses hésitations.

Il est vrai qu'à vouloir satisfaire ses censeurs, il se trouverait vite dans la position impossible du meunier de la fable. Comment contenter à la fois les « isolationnistes » d'extrême droite qui, avec Lord Beaverbrook, réclament le repliement sur l'Empire; les conservateurs dont le *Morning Post* exprime les vues et qui, sachant à quoi s'en tenir sur les desseins secrets et ultimes de l'Allemagne, préconisent une coopération étroite avec la France; Lord Rothermere qui déclare vouloir une alliance franco-anglaise, mais songe à y faire entrer l'Allemagne hitlérienne qui recevrait carte blanche pour se tailler à l'est les débouchés qu'il entend lui refuser ailleurs; les travaillistes et les libéraux qui se plaignent de ne pas le trouver assez pacifiste et les conservateurs comme M. Churchill et Lord Lloyd qui réclament, d'accord avec Lord Rothermere et soutenus par Lord Londonderry, ministre de l'Air, un accroissement important de l'aviation militaire; M. Lansbury, leader parlementaire du Labour Party, partisan du désarmement intégral, fût-il unilatéral, et Sir Stafford Cripps, chef de la Ligue socialiste, qui applaudirait à la constitution de forces

imposantes pour faire front contre les États fascistes; ceux qui demandent tout à la fois qu'on respecte les traités et qu'on dénonce Locarno; ceux qui s'instituent les avocats de la Société des Nations et hésitent à assumer les obligations qu'implique l'action collective internationale prévue par le Covenant? Et l'on pourrait citer d'autres exemples prouvant que, si la majorité gouvernementale est divisée, l'opposition est en contradiction avec elle-même et que l'opinion publique est en proie à une indicible confusion d'idées, de théories, et de méthodes.

Mais si cette confusion peut expliquer, dans une certaine mesure, les hésitations qu'on a jusqu'ici reprochées au gouvernement, elle ne saurait les justifier. Comment le Parlement et le pays pourraient-ils avoir des idées claires sur la politique à suivre pour maintenir la paix, lorsqu'on entend les porte-parole les plus autorisés du Cabinet répliquer aux « isolationnistes », détracteurs du traité de Locarno, qu'à cet instrument diplomatique l'Angleterre doit, dans l'intérêt de la paix et le sien propre, demeurer fidèle, et calmer en même temps leurs inquiétudes en démontrant que le parlement britannique demeure, en dernier ressort, le seul juge, pour déterminer s'il y a obligation d'intervenir dans un conflit?

Il n'y a guère qu'une question vis-à-vis de laquelle le gouvernement ait pris une position assez nette. Il s'est prononcé à diverses reprises en faveur de la Société des Nations et sa politique se conjuguant, à cet égard, avec celle du gouvernement français a déjà porté ses fruits.

Le communiqué publié à Rome à l'issue du dernier entretien Simon-Mussolini semble indiquer en effet que le chef du gouvernement italien a renoncé, pour l'instant tout au moins, à présenter un plan de bouleversement du Covenant et qu'il s'est rallié à la formule adoptée à Paris sur « l'importance qu'il y a à maintenir intacte la Société des Nations ». En prenant cette attitude qui répond de toute évidence aux aspirations sentimentales de la majorité du peuple anglais et en particulier aux vœux de ses éléments religieux qui en constituent ce qu'un publiciste éminent appelle la « conscience radicale », le Cabinet s'est épargné des critiques dont il eût difficilement triomphé. Reste à savoir toutefois si dans la pratique

il agira avec assez de fermeté pour déjouer les manœuvres de l'Allemagne dont l'intention avouée est de détruire la Société des Nations et pour dissuader définitivement l'Italie de tenter de la reviser à son profit. Peut-être n'est-il pas superflu de rappeler ici que nos meilleurs amis de Grande-Bretagne expliquent volontiers l'indécision de leurs dirigeants par le flottement de la politique française et que nous aurons plus sûrement l'Angleterre à nos côtés en nous ancrant résolument sur les positions déjà prises, qu'en sollicitant sans cesse son appui ou en acceptant son arbitrage...

Mais revenons à notre sujet. Nous nous sommes efforcés d'analyser les données fondamentales de la position présente du gouvernement national. On observera peut-être qu'il eût fallu inclure dans cet examen le problème de l'Inde. En réalité, les débats publics qui se sont engagés sur cette question n'ont guère provoqué d'effervescence qu'au sein de la majorité. On put se demander un instant si ces agitations intérieures n'étaient pas de nature à retentir sur la position même du Cabinet, mais le dernier Congrès conservateur a écarté cette éventualité en avalisant la politique gouvernementale. Jusqu'ici les partis d'opposition n'ont fait que des objections de détail au plan de réforme constitutionnelle esquissé dans le dernier Livre Blanc, et si la Commission parlementaire mixte qui est chargée de le mettre au point en respecte les principes fondamentaux, il ne semble pas qu'un tel sujet puisse affecter la situation du Cabinet.

Nous parlons, cela va sans dire, de sa situation morale, car avec l'immense majorité dont il dispose aux Communes, sa stabilité parlementaire n'est pas en cause. En fait, toutes les hypothèses qu'on entend formuler au sujet de la date possible des prochaines élections générales ne se fondent point, comme ce serait le cas en France, sur l'éventualité d'une défaite au Parlement; elles se ramènent à cette question : « A quel moment le gouvernement jugera-t-il qu'il est conforme à son intérêt politique de demander au pays le renouvellement de son mandat? »

Et nul ne paraît en mesure de répondre à cette interrogation. D'après cet ensemble de coutumes et de textes législatifs qui forment la Constitution britannique, la durée d'une

Chambre des Communes ne peut excéder cinq ans, mais le Premier Ministre peut à tout moment la dissoudre et, dans la pratique, il est rare qu'une législature atteigne sa limite constitutionnelle. Le gouvernement actuel ne laisse échapper aucune occasion de déclarer qu'il n'envisage pas des élections générales dans un avenir prochain, mais chacun est convaincu que M. MacDonald, d'accord avec M. Baldwin, choisira pour remplacer la présente Assemblée l'heure qui lui paraîtra la plus propice au succès des candidats gouvernementaux. Si la Conférence du Désarmement aboutissait d'aventure à un accord sur la base d'un plan britannique, un tel succès diplomatique ne manquerait pas, croit-on, de fournir au Cabinet une occasion favorable de solliciter de l'électorat qu'il lui renouvelle sa confiance. Que le Chancelier de l'Échiquier fût en mesure d'apporter au pays, dans son prochain budget, l'agréable surprise d'une diminution de l'Income Tax et la tentation serait sans doute grande de monnayer cette satisfaction sur le plan électoral. Le gouvernement pourrait encore juger à propos d'exploiter, à un moment donné, une faute de tactique des seuls adversaires dont il ait à redouter le succès, c'est-à-dire des travaillistes.

On a pu croire, un instant, au cours des dernières semaines, que Sir Stafford Cripps allait, par quelques écarts de langage, faire maladroitement le jeu des conservateurs en leur ménageant la possibilité de se présenter à l'électorat en défenseurs des institutions démocratiques et parlementaires contre un Labour Party animé d'aspirations dictatoriales.

L'incident vaut d'être conté, car il permettra de préciser, chemin faisant, la situation intérieure du Labour Party. Mais tout d'abord qui est Sir Stafford Cripps? C'est le plus jeune fils de Lord Parmoor que M. MacDonald s'adjoignit à deux reprises comme Lord Président du Conseil en 1924 et 1929. Sir Stafford Cripps est donc travailliste comme son père et, par tradition familiale, il est également avocat. Il a même dans la hiérarchie du barreau, le titre de Conseil du Roi (King's Counsel) qui lui permet de remplacer aux Cours d'assises un juge de la Haute Cour. Entré pour la première fois aux Communes en janvier 1931 à la faveur d'une élection partielle dans la circonscription de Bristol-East, il fut appelé peu après au

poste de Sollicitor-General qu'il abandonna quand le gouvernement national fut constitué. Épargné par la tourmente électorale d'octobre 1931, il est aujourd'hui, à quarante-cinq ans, une des personnalités les plus en vue dans le groupe parlementaire travailliste.

Après la scission qui, en 1932, aboutit au retrait des « rouges » de l'*Independent Labour Party*, Sir Stafford Cripps et quelques autres théoriciens songèrent à redonner au mouvement une aile gauche. A cet effet, ils créèrent, au sein du Labour Party, la Ligue socialiste dont Sir Stafford est l'animateur. La doctrine des ligueurs ne manque pas de hardiesse. Elle peut se résumer ainsi : lorsque le Labour Party aura pris le pouvoir par la méthode constitutionnelle il conviendra d'accélérer le rythme des conquêtes prolétariennes et de recourir à des pouvoirs spéciaux (emergency powers) pour fonder l'État socialiste en Grande-Bretagne. Cette doctrine fut exposée, en août dernier, dans un livre que Sir Stafford Cripps publia en collaboration avec neuf autres membres de son école sous le titre : « Problèmes d'un gouvernement socialiste ». Les chefs des Trade-Unions instruits par l'échec de la grève générale de 1926 qui fut un essai infructueux de dictature industrielle, virent aussitôt le péril électoral d'une telle doctrine et le congrès Trade-Unioniste de Brighton, en septembre dernier, se prononça en faveur de méthodes d'action lentes et circonspectes.

La question fut reprise, un mois plus tard, à la Conférence travailliste de Hastings où les leaders officiels, au premier rang desquels il faut citer M. Arthur Henderson, préoccupés tout à la fois de maintenir le parti dans des voies prudentes et d'en préserver l'unité, firent décider que les propositions de la Ligue Socialiste seraient examinées par un sous-comité spécial chargé de communiquer au prochain Congrès les conclusions de son étude. Dans ces propositions figurent notamment l'abolition de la Chambre Haute, le contrôle des banques et la socialisation de l'industrie réalisés par un gouvernement armé de pouvoirs exceptionnels, et une modification de la procédure parlementaire de façon à permettre la transformation rapide du régime capitaliste en un régime socialiste par les voies constitutionnelles.

Or, le 6 janvier dernier, parlant à Nottingham devant un groupe d'étudiants travaillistes, Sir Stafford Cripps reprit ces propositions et ajouta que, lorsqu'il aurait reconquis le pouvoir, le *Labour Party* aurait « à surmonter l'opposition du Palais de Buckingham ». Cette allusion à la résistance éventuelle du Palais de Buckingham fut accueillie par des clameurs indignées dans toute la presse conservatrice qui dénonça l'incorrection de cet avocat, Conseil du Roi, mettant en cause la Couronne. Il est vraisemblable aussi que les leaders modérés du *Labour Party* trouvèrent un tel langage saugrenu et que, discernant le danger qu'il leur faisait courir du point de vue électoral, ils rappelèrent à l'ordre leur impétueux collègue. Toujours est-il que Sir Stafford Cripps s'empressa d'expliquer que l'expression « palais de Buckingham » désignait, dans sa pensée, les milieux de la Cour, les fonctionnaires et autres personnes qui entourent le Roi dans son palais et qu'il n'avait pas songé un seul instant à mettre en cause la Couronne dont, ajouta-t-il, « l'impartialité va de soi et se trouve même à la base de la Constitution ».

Cette mise au point n'ayant pas suffi à désarmer les conservateurs, Sir Stafford Cripps profita d'un déjeuner que lui offrait, le 10 janvier, l'Association des commissaires-priseurs et agents des compagnies foncières, pour protester de la fidélité du *Labour Party* à la monarchie constitutionnelle. « Je crois fermement, dit-il, à un monarque constitutionnel que je préfère à un président politique. » On remarqua beaucoup que lorsque le Président du déjeuner porta, selon l'usage, le toast au souverain, Sir Stafford Cripps détacha bien les mots « Le Roi! » et ajouta : « Dieu le bénisse! »

Voilà, de la part d'un révolutionnaire, un geste de loyalisme particulièrement rassurant. Suffira-t-il à clore l'incident? On en peut douter et le Comité Exécutif du Labour Party en est apparemment si peu sûr qu'il a déjà fait une déclaration réaffirmant son opposition à toutes les formes de dictature et sa détermination de ne réaliser son programme que par des méthodes constitutionnelles. L'aventure de Sir Stafford Cripps n'illustre pas seulement la lutte de tendances qui se développe au sein du Labour Party; elle révèle le soin que mettent les deux grands groupes politiques en présence —

union nationale et travaillistes — à rechercher d'avantageuses positions de combat en vue des prochaines élections. Nous restreignons la lutte à ces deux groupes, car si les libéraux de Sir Herbert Samuel demeurent les héritiers d'un grand parti dont les principes seront maintenus, ils n'ont pour l'instant aucune chance de reprendre en mains la direction de l'État. Il est également permis de passer sous silence le parti communiste qui n'a pas de représentants aux Communes et qui ne semble pas en mesure d'obtenir un seul mandat. Quant au mouvement fasciste qu'a créé Sir Oswald Mosley avec chemises noires et salut à la romaine, on ne l'a pas encore pris très au sérieux, en dépit de l'appui retentissant que vient de lui apporter Lord Rothermere et de la dénonciation officielle par Sir John Simon des dangers que crée la constitution de formations irrégulières destinées à se substituer éventuellement aux forces de police régulières. Ses leaders annoncent que d'ici quelques années le pays les suivra. Autant dire que l'Angleterre aura renoncé à être elle-même. Nous y croirons quand ce sera fait.

Et, pour l'instant, essayons de réduire la situation à ses éléments essentiels. Un parti travailliste qui ne dispose pas, et de loin, à Westminster, du nombre de sièges que lui eût assuré un système de représentation proportionnelle, mais qui rétablit peu à peu ses positions électorales de 1929 et peut, dans une nouvelle consultation, grâce aux scrutins triangulaires, être le bénéficiaire du mode d'élection sans ballottage. Parti dont l'avantage consiste à n'avoir qu'à critiquer et à promettre, et que ses chefs, tacticiens éprouvés, guident avec vigilance dans la voie constitutionnelle, atténuant la hardiesse ou corrigeant les imprudences d'intellectuels par trop téméraires...

En face de ce prétendant, un gouvernement dont l'actif est indiscutable mais qui commence à sentir l'usure du pouvoir; un gouvernement où la fiction de l'Union nationale est maintenue contre le gré d'une partie de ses troupes, par le chef du parti conservateur qui, quoique disposant de 450 voix, garde à sa tête un Premier Ministre chef d'un groupe minuscule de 13 députés; un gouvernement que ses adversaires dénoncent en invoquant le redoutable principe du fair play

et qui, tout à la fois, exalte les résultats de son œuvre pour accroître son crédit et la déclare incomplète pour justifier son droit à la poursuivre. Ce gouvernement de coalition peut durer s'il le veut jusqu'au terme constitutionnel de la législature, mais il n'ignore pas qu'en ce pays toute majorité qui dédaigne les indications répétées des élections partielles se voue à la défaite. Les conservateurs aspirent dans leur ensemble à reconstituer un gouvernement homogène appliquant ouvertement et intégralement leur programme, mais leurs chefs n'entrevoient de possibilité de succès aux prochaines élections que sous le drapeau de l'Union nationale.

Quand sonnera l'heure jugée favorable à une telle opération? Nul, apparemment, ne le sait. En face d'une opposition en alerte pour le surprendre en faute, et dont il guette lui-même les défaillances, le gouvernement se laissera guider par les circonstances. En ce moment, les couloirs de Westminster et les salles de rédaction de Fleet Street bruissent de rumeurs de reconstruction ministérielle. Il est couramment admis que M. MacDonald vient d'esquisser une manœuvre pour se débarrasser de collègues dont il juge le rendement politique insuffisant. Sir John Simon qu'il voudrait, en particulier, éloigner du *Foreign Office* avec, assure-t-on, l'arrière-pensée de replacer ce département, comme en 1924, sous sa direction nominale, a réagi avec tant de vigueur que le coup semble avoir fait long feu. Mais le remaniement du Cabinet demeure à l'ordre du jour et, par son objet comme par ses difficultés, ajoute encore à la complexité de la situation politique. Aussi les prophéties sont-elles malaisées et faut-il se défier des augures trop précis. Un conservateur éminent à qui on demandait récemment : « Combien de temps durera encore cette seconde expérience d'Union nationale? » répondit mi-sérieux, mi-narquois : « Jusqu'au surlendemain des prochaines élections! » Cet arrière-petit-fils de Normand est probablement un sage.

JEAN MASSIP

TACHKENT ET SAMARCANDE

La curieuse relation qu'on va lire ici est due à Ella Maillart, qui a déjà accompli plusieurs expéditions remarquées. Nous avons eu l'occasion de signaler dans cette revue la croisière accomplie par cette voyageuse en Méditerranée sur *Bonita*, et *la Perlette*, ces petits voiliers dont l'équipage n'était composé que de jeunes filles; il y a deux ans, au retour d'un séjour dans le Caucase, Ella Maillart a publié un ouvrage sur la jeunesse soviétique (Voir *Revue de Paris*, *Parmi les livres*, 1er juillet 1932).

Elle vient, au cours d'une nouvelle expédition, accomplie seule et sac au dos, de traverser le Turkestan.

Sept heures du matin; foule bigarrée à la gare. J'arrive à porter mes sacs, l'un sur le dos, l'autre sur l'épaule. Tram jusqu'à la place Voskrochensky. Plus loin, à la Ikanskaya, le bureau dont dépend la « base[1] » est encore fermé; j'y entre par la cour et je me fais du thé. Une employée arrive, déjeune d'une pomme et de pain.

Le secrétaire vient, je montre mes papiers et il m'envoie à la « base ».

Je prends de nouveau le tram à la rue Lénine; il quitte la ville russe, avenue bordée de peupliers, ariks et maisons basses. A l'entrée de la ville indigène, je descends à Chai Khan Taour.

Quelques marches; après une porte à coupole, passage dallé bordé d'échoppes de perruquiers, avenue de peupliers où les Ouzbeks alignés vendent des pommes, des raisins, des lipiochka[2], des carottes coupées, des friandises de confiseurs. Mos-

1. Auberge-dortoir destinée aux membres du « Tourisme prolétarien ».
2. Crêpes transparentes qui tiennent lieu de pain.

quée désaffectée, *technichum* dans une maison basse où je vois par la fenêtre les élèves devant leurs tables, grande estrade de tchai-khana en plein air, avec des portraits des chefs de l'U. R. S. S. cloués sur les montants, une ruelle... Il faut que je m'arrête pour me reposer. Enfin je débouche dans la « seconde Djarkantcha »; au 58, une cour plantée d'arbres, une galerie dont l'une des deux chambres, réservée aux femmes, compte une dizaine de couchettes. Une jeune fille me reçoit et me donne le dernier lit disponible. Cette « base » était autrefois l'itchkari, le logement réservé à la partie féminine de la maison d'un riche bek[1].

Pour manger il faut aller en ville, mais ici je retrouverai chaque soir mes voisines, journalistes, étudiantes, dont les maris sont parfois dans la chambre voisine. Nous échangeons nos impressions et nous nous faisons part de nos découvertes.

Flâneries.

Pilniak qualifie Tachkent de ville extraordinairement ennuyeuse; il parle sans doute de la moitié russe de cette immense capitale de cinq cent mille âmes, si tant est qu'on peut, comme dit Kisch, compter au nombre des âmes les communistes qui la nient et les femmes musulmanes auxquelles les âmes sont refusées selon le Coran.

Mais pour la première fois, je me trouve dans une grande agglomération orientale et avant que tout ne soit modernisé, je m'empresse de voir ce qui subsiste de la ville ancienne.

Tout me surprend : les étroites rues pavées, coudées en labyrinthes, le nombre de femmes voilées, silhouettes de cercueils dressés, avec le contour raide et monolithique du parandja[2]. Sur les têtes, un paquet ou une corbeille en équilibre. Cela n'a aucun sens de parler de voile : c'est treillis qu'il faudrait dire, tant est rigide et sombre cette toile en crin de cheval qui leur blesse le bout du nez, qu'elles pincent entre leurs lèvres lorsqu'elles se penchent pour apprécier la qualité du riz qu'on leur offre, le regard pouvant seulement filtrer lorsque le « tchédra » est perpendiculaire devant les yeux. A l'endroit

1. Propriétaire indigène.
2. Manteau de sortie.

de la bouche un rond mouillé reste marqué lorsqu'elles se redressent; les nuages de poussière ambiante viennent vite le poudrer. Usés, les « tchédras » sont roux et crevés, comme mangés des mites... La plupart des femmes ont des robes courtes, des bas et des souliers manufacturés.

En voici trois, tas mauves et gris accroupis sur le plateau d'une carriole, harem qui déménage sans doute; en veston, coiffé du calot brodé, accroupi sur le dos du cheval, les pieds sur les brancards, est-ce le mari?

L' « arba », le véhicule indigène, me plaît beaucoup avec ses immenses rayons; il n'a que deux grandes roues, de plus de deux mètres de haut, pratiques pour rouler dans la boue ou le sable profond; elles ne sont pas cerclées de fer, mais d'énormes clous à têtes rondes les garnissent, étincelant au soleil et laissant dans la glaise humide une curieuse empreinte de crémaillère. Les brancards sont si haut placés que je crains toujours qu'ils ne basculent et soulèvent le cheval!

On entend courir les petits ariks[1] souterrains; à un carrefour leur eau alimente un étang opaque; l'harmonie des couleurs est inoubliable : vert sombre de l'eau à l'ombre, vert clair au soleil, vert argent de la touffe ronde d'un saule, jaune de la rive, jaune de la poussière des murs en terre, et jaune-blanc de quatre arbas abandonnées au pied du mur, brancards à terre.

La rue est obstruée par l'immense charge de foin rectangulaire, plus large que haute, posée sur un chameau à jabot dont les pattes de devant sont garnies de noirs « manchons » latéraux. L'homme est perché au sommet.

J'essaie de gagner Ourda, la ville indigène, par un chemin détourné et je m'égare à plusieurs reprises.

Voici une porte ouverte au milieu d'un mur; petit donjon-minaret au-dessus de la porte; j'entre. A droite, un jardin avec un tremble gris, figuiers, cactus, étang. A gauche, grande véranda soutenue par deux rangées de colonnes cannelées en bois, fermée à mi-hauteur par une barrière en bois ajouré; sol recouvert de nattes devant le mirhab, la niche orientée vers La Mecque, devant laquelle on priera, car c'est une mosquée. Les murs sont des panneaux plâtrés. Calme,

1. Canaux d'irrigation.

soleil, solitude... Je rêve, les yeux errant vers les caissons du plafond sculpté et enluminé de dessins en arabesques et je m'imagine que les plafonds des temples chinois sont semblables.

Ce qui se trouve au marché indigène.

Voici le va-et-vient de la foule, les vendeurs de sorbets, d'eau gazeuse, les barbiers qui opèrent au coin de chaque maison : condamné bénévole, le patient penche la tête en avant et ses cheveux tombent dans la serviette qu'il a autour du cou et qu'il tend en avant.

Devant la boulangerie, une file imposante attend l'ouverture de la porte; contre le trottoir, les pains noirs s'empilent dans une arba à toit arqué. Les hommes sont vêtus du khalat, ample manteau ouaté aux rayures verticales vertes, mauves, noires et blanches qui font ressembler leurs manches à d'énormes chenilles. Le grand fichu qui sert de ceinture inscrit son triangle dans le dos.

Un pont enjambe une eau verte; de la berge s'élève une ruelle assez raide, à côté d'une mosquée à véranda. L'autre rive montre à nu le sable jaune de sa falaise entre les poutres et les pilotis qui soutiennent de misérables masures sur le point d'être détruites. La crise du logement est due en partie à toutes ces démolitions dans la vieille ville, les reconstructions n'allant pas aussi vite qu'on l'avait prévu.

Sept barbiers opèrent côte à côte, enroulés dans leur tablier de garçon de café; l'un d'eux, un vieux, a une barbiche pointue et blanche, des lunettes de fer sur le nez et sur le front, sortant de sous son calot collant, un brin de fenouil. Son client plisse un front pitoyable, la moitié de son crâne est couverte d'une toison noire épaisse et l'autre côté brille tout blanc.

Un saule pleureur est penché sur l'eau rapide d'un arik central dans lequel un porteur d'eau vient remplir ses deux seaux pendus à un gros bâton; puis l'eau s'engouffre sous l'estrade d'une fraîche tchaï-khana[1], où des brochettes de mouton grésillent sur un brasero.

1. Maison de thé.

La rue monte vers le dôme immense d'une mosquée et passe sous un portique orné de banderoles rouges. La foule compacte gêne la marche. Voici la rangée des vendeurs de tabac, leurs feuilles jaunes en tas sur un journal déplié, à côté d'eux leur pipe, calebasse surmontée d'un fourneau et munie d'un long tuyau de bambou latéral.

Bagarre, deux hommes se battent; une marchande craintive se lève emportant ses assiettes de beurre; je la suis, et pour quinze roubles lui achète un peu de sa pâte jaune et molle. Elle me dit : « C'est du pur beurre de vache. »

Des mangeurs accroupis en cercle ne se sont pas dérangés pour si peu. Une Ouzbèke — fichu blanc, gilet noir sur son ample robe-chemise blanche — vend le plov, le riz gras aux carottes coupées, qui remplit une cuvette en émail recouvrant un seau plein de braises. On arrive, tend un rouble, elle prend un bol qu'elle remplit à moitié et vous le donne avec une cuillère en bois; les jeunes et les Russes s'en servent, mais mon voisin barbu préfère se servir de ses doigts. Mon autre voisin mange, gardant sur sa tête un grand sac plein de grains.

Devant moi, panier au bras, en compagnie d'une belle dame blonde, j'ai cru reconnaître la taille invraisemblablement serrée et les bottes en toile grise d'un de nos voisins à Tcholpan Ata[1]. Je le suis; une rixe sauvage devant un kiosque qui vend du savon me le fait perdre. Je le retrouve et il est fort étonné de cette rencontre.

— Oui, notre voyage dans la Sirte[2] fut splendide, inoubliable, — lui dis-je; —et vous-même avez-vous bien terminé vos vacances?

— Mais figurez-vous que je sors de l'hôpital après une forte dysenterie, je ne sais ce que j'ai pu manger.

— Et vous avez été bien soigné?

— Oh! oui, je ne peux pas me plaindre.

— Où allez-vous ainsi?

— Je cherche un morceau de viande pour la soupe.

Nous sommes sous la halle aux bouchers; pour gagner chaque étal, il faut percer un quintuple cercle de chercheurs.

1. Petit village au bord du lac Issyk, dans les monts T'ien-Chan.
2. Les Hauts-Plateaux du T'ien-Chan.

— C'est tout du chameau, — dit-il.

En effet, je reconnais ces immenses côtes peu arquées, semblables à celles qui jonchaient les pistes des T'ien Chan.

— Quel en est le goût?

— Oh! ce n'est pas mauvais, mais je me suis mis en tête de trouver du bœuf, quoique cela coûte plus cher, je pense, 14 ou 15 roubles le kilogramme.

Je le laisse à son examen pour aller vers le coin des selliers; sur le trottoir, des cordonniers vendent ces bottes très souples que les femmes portent à l'intérieur de leurs galoches. Vera, à Paris, m'a demandé de lui en rapporter une paire.

— Quinze roubles, — dis-je.

— Non, vingt, cuir... très beau!

— Quinze roubles, pas plus; coopérative douze roubles seulement.

— Coopérative peau mauvaise.

Tout cela est imprégné d'une odeur de poussière, de paille hachée, d'excréments de chameaux, de chevaux et d'hommes.

Je quitte ces vendeurs inflexibles pour aller me reposer dans une tchaï khana : on y sent la moindre brise qui passe. Un Russe et un Ousbèk parlent à côté de moi. Le Russe parti, j'offre un morceau de sucre[1] à l'homme que j'aimerais à faire parler.

— Oui, — dis-je, — la vie est intéressante ici; je viens de loin, pour vous rendre visite et voir comment ça fonctionne; mais diable! le plov est bien cher!

— Ah! vous venez de là-bas! Chez vous, en Frankistan, le riz pousse-t-il? Savez-vous ce qu'ils ont fait ici? Ils ont donné l'ordre de planter le coton partout. Alors la charrue a passé, détruisant nos petites rigoles pour les rizières, établies et entretenues depuis longtemps avec tellement de soin. Après, quand ils ont vu que le blé ne venait pas facilement, ils ont dit : « Replantez un tiers de riz. » Mais maintenant on ne peut plus : toutes les rigoles sont mortes... Et encore, savez-vous, les clés, autrefois on n'en avait jamais vu; tout restait ouvert, maisons et magasins. Maintenant on se ruine en cadenas et on vous vole à tout moment.

1. Le sucre, en Asie Centrale, est une denrée introuvable.

Leçon de lecture.

Au coin de la place, une grande imprimerie. Dans un square, devant une ancienne médressé (université musulmane) une statue de Lénine, le bras pour toujours dressé; encore quelques pas, voici le club, bâtiment qui ressemble à une école.

A un gardien qui ne comprend pas le russe, je demande le camarade Achmetof. Dans une classe, au premier étage, une leçon de lecture est donnée au moyen d'une petite brochure qui raconte l'histoire du prolétariat. Quinze jeunes femmes et fillettes s'appliquent; leurs parandjas et le treillis du tchédra sont empilés sur les rebords de la fenêtre. Leurs sourcils épais sont réunis par un trait noir artificiel, car il paraît que sourcils joints sont signe d'un tempérament passionné; elles ont le type des Turques ottomanes, face pâle et ronde aux grands yeux.

Pour ne pas les déranger, j'ai pris place sur un banc et je tâche de me faire oublier; ma voisine allaite un petit garçon couché dans sa couverture, nu, sous une trop courte blouse à col marin; de sa main droite, tantôt elle suit le texte, tantôt elle immobilise les pieds de son petit matelot!

J'attends la fin de la leçon; les élèves remettent leur parandja sur leur tête. Comme je m'approche pour examiner les tchédra, elles m'en tendent un en me faisant signe de le mettre, ce qui les amuse beaucoup. L'instituteur en veston, après leur avoir expliqué que je viens de loin, me montre la pouponnière, la salle des visites médicales, la bibliothèque. Au rez-de-chaussée, grande salle de spectacles.

— Ce soir, il y a conférence, vous devriez revenir.

— Non, merci, je ne suis pas libre.

Je n'ose pas lui dire que ces éternelles conférences m'ennuient, elles sont toutes identiques, que ce soit à Naltchik, Karakol ou Moscou, elles me font penser aux moulins à prières tibétains : nécessité de développer la culture chez les indigènes, d'éduquer les masses, d'édifier le socialisme grâce au nivellement des classes, le socialisme dont seul l'avènement sauvera le monde de la faillite capitaliste, etc., etc.

Après d'innombrables détours dans la vieille ville, nous arrivons chez l'instituteur; j'ai voulu voir comment vivait sa

femme. Au fond d'une impasse obscure, le mur est percé d'une porte : cour minuscule, limitée à gauche par une paroi en osier, à droite par un péristyle; en face, la chambre propre, où le seul meuble est un petit lit, sûrement fait d'une planche tant il est dur.

Par terre, une pile de livres scolaires. Les murs partagés en panneaux symétriques et plâtrés sont creusés de petites niches pour bols, théières, assiettes; sur le sol, un tapis, un coffre, des couvertures. Une nappe est posée sur le tapis; la cuisine est faite dehors; la jeune femme — pieds nus car elle laisse ses babouches à l'entrée — apporte sur un plateau de cuivre la soupière contenant le lapcha. Nous mangeons avec des cuillères de bois.

La jeune femme me plaît beaucoup : mince sous sa robe vague, grands yeux vifs, taches de rousseur, longues tresses châtain clair de cheveux frisés, elle est expressive et je la devine intelligente. Mais elle ne sait pas un mot de russe. Son mari me dit :

— Vraiment vous la trouvez jolie? Moi pas. Elle étudie au technichum pédagogique. Bien sûr elle n'est plus voilée.

La femme attend pour manger et boire, que son mari ait fini. Par terre, son bébé joue avec un soulier.

Nous ressortons sans que le mari lui ait dit au revoir.

La distribution d'eau dans la ville se fait partout grâce aux ariks; on commence à établir des canalisations et colonnes montantes dans les quartiers bien construits. C'est un travail colossal car la ville couvre une superficie énorme, les maisons n'ayant pas d'étages à cause des tremblements de terre.

Je termine la soirée au théâtre ouzbèk; une troupe indigène y donne une adaptation fort intelligente de la « Fontaine aux moutons » de Lope de Vega, pièce que j'avais vu excellemment jouer à Moscou il y a deux ans par la troupe du théâtre juif blanc-russien lors des premières Olympiades théâtrales.

Les réponses du Président Oriental.

L'auteur a obtenu une entrevue de Faïsoulla Khodjaief, président du conseil des commissaires du peuple d'Ouzbekistan, un des sept membres du comité exécutif central de l'U. R. S. S.

— Je viens de passer plusieurs mois en Kirghisie, — dis-je à mon interlocuteur, — j'ai eu le temps de comprendre les problèmes variés devant lesquels se trouve l'État soviétique en Asie Centrale. J'ai pensé que vous seriez la personne la mieux qualifiée pour m'instruire; je vous remercie de me recevoir. Les « nationaux » seront-ils capables de se gouverner sans l'aide des Russes[1]?

Grande salle. Immense table en forme de T. Faïsoulla est assis au milieu de la barre du T, je suis en face de lui. Il est venu à ma rencontre lorsque je suis entrée, plutôt petit, en complet sombre, superbes yeux noirs, tête et visage ovales, teint aux reflets dorés. Rencontré dans un salon, je l'aurais pris pour un Espagnol.

— Il est difficile de répondre. Il faudra que beaucoup de progrès s'accomplissent. Tout dépend de la préparation de nos cadres. Jusqu'en 26, le russe était la seule langue administrative. Maintenant les villages et les organisations centrales correspondent en ousbèk. L'enseignement est également fait en langue nationale. En 24, nous ne comptions que 10 p. 100 de lettrés, en 32 déjà 60 p. 100. L'éducation paraît porter ses fruits surtout chez les Tadjiks sédentaires.

— Est-ce pour cela que le développement du Tadjikstan[2] est si actif, plus poussé que celui du Kirghistan[3]?

— Non, c'est parce que c'est la région de l'Asie Centrale la plus exposée à une pression de l'étranger. En ce moment nous avons dix mille étudiants ousbèks qui se préparent à remplir les cadres de nos organisations. En plus, il y a vingt mille étudiants russes[4].

1. Les Soviets ont promis aux Républiques d'Asie Centrale une autonomie complète.
2. République montagnarde située au nord de l'Afghanistan.
3. République située à la frontière de Chine.
4. Les Russes représentent 10 p. 100 de la population totale.

— Quels sont les sentiments des Ousbèks, envers les Russes leurs colonisateurs?

— Ils voient maintenant, bien entendu, la différence entre les deux époques, et tout ce qu'on a fait pour faciliter leur développement. Il faut savoir qu'autrefois seules les écoles russo-indigènes étaient ouvertes aux Ousbèks; à Tachkent seulement il y avait des école laïques tolérées par le Gouvernement. Toutes les écoles nationales étaient confessionnelles. Il y avait un séminaire à Tachkent formant les instituteurs, le Turkestanskaia Outchitelskaia Seminaria, à la tête duquel était le missionnaire russe Ostroumof. Les instituteurs turkestanais restés musulmans avaient le même credo politique que les fonctionnaires purs russes, tant l'influence colonisatrice était grande.

» Les marchands n'avaient pas le droit de construire de fabriques de ce côté-ci de la Volga. Ils étaient seulement des intermédiaires entre les banques et les fabricants.

» Les paysans russes étaient envoyés sur les terres où il n'y a pas de coton, car ils ne savent pas le cultiver; pendant ce temps les Ousbèks travaillaient sur leurs terrains qui appartenaient aux banques. Comme le gouvernement ne les aidait pas, ils vendaient leurs récoltes deux et trois ans à l'avance aux banques, qui, elles, s'emparaient des terres dès qu'une mauvaise récolte empêchait les indigènes de faire face à leurs obligations. Maintenant la terre appartient aux populations; elles ont leur nationalité, leur langue, leur littérature, leur théâtre. »

En moi je pensais : « Et tu sais aussi que pour réussir cette révolution agraire, les bolcheviks, qui nient toute religion, ont dû solliciter l'approbation du clergé musulman pour que ce dernier explique aux indigènes que le partage des terres n'était pas en opposition avec le Chariat et le Coran. »

— Comment un paysan asiatique réagit-il sous le régime soviétique et le communisme?

— Il voit surtout le travail énorme à accomplir dans tous les domaines. Et la différence de mentalité n'est pas si grande : le paysan ousbèk n'a jamais été individualiste.

— Mais l'Orient apathique, comment en est-il venu à admettre l'idée du communisme?

— Cela s'est fait par le travail à la tâche qui a représenté

une époque entière de la collectivisation; ce fut un repère, une étape nécessaire entre l'individualisme et le collectivisme.

— Et vous-même, pourquoi êtes-vous communiste?

— Mon père très riche est mort quand j'avais treize ans; à peine un an après j'étais chef des nationalistes Jeunes Boukhares. En 17, notre seul devoir était d'anéantir la grande propriété, le « Mir ». Mais une union était nécessaire. Seuls, nous ne pouvions pas agir; nous nous sommes tournés vers les Russes. Je suis alors condamné pour la première fois par l'émir, puis encore une fois après la révolte de 18; pendant la guerre civile j'étais en Russie. Au moment de la scission des Boukhariotes en 17, l'émir était soutenu par les Anglais...

— La légende dit que vous avez travaillé pour l'Intelligence Service?

— Non, c'est Oubaidoulla Khodjaief qui, à Kokand, en 18, était ministre des Affaires étrangères du gouvernement national ennemi.

— Le mouvement nationaliste si contraire à l'idéal communiste est-il ici dangereux?

— Les nationalistes ont essayé de prendre la tête du mouvement Bassmatch, soutenus par les Koulaks à l'origine. Enver Pacha a été lié à eux. Mais leur importance diminuait à mesure que nous faisions comprendre quels étaient nos buts.

— Mais cette nationalisation de votre langue, école, théâtre, littérature, ne vous sépare-t-elle pas forcément du soviétisme?

— Ce sont nos Soviets qui sont à la tête de la nationalisation; ainsi elle ne revêt pas l'allure d'un mouvement particulariste. Nous prenons la tête du mouvement avec nos armes spéciales, toutes au service des paysans et des prolétaires.

— Dites-moi, dans le vieux Tachkent, presque toutes les femmes sont encore voilées? Avec vos grandes réformes féminines, croyez-vous que la femme soit plus heureuse? On dit que la prostitution s'est développée depuis l'émancipation.

— L'abandon du tchédra ne compte pas dans cette libération et ne peut être qu'un symbole. On y a attaché trop d'importance, ce qui a causé des drames de famille. L'important, c'est la maturité intérieure, développée par les

écoles, la propagande, le travail rétribué rendant la femme indépendante du mari. Assurément, il en est que leur liberté grise complètement, il faut les éduquer.

— Encore une chose qui m'intéresse particulièrement : croyez-vous qu'un Kirghise nomade puisse se transformer en prolétaire sédentaire travaillant huit heures par jour?

— Bien sûr, parce qu'il voit tous les avantages qu'il en retire : il ne gèle plus en hiver, il reçoit du pain, du sucre, des bottes, une paye fixe, il a une vie organisée, des distractions. Ce sont les mêmes avantages qui ont décidé nos paysans à remplir les conditions du Plan pour la culture du coton. En 1916 l'Asie Centrale produisait 16 millions de pouds[1] de coton tandis que 11 millions de pouds étaient importés. Maintenant nous en produisons 30 millions. Déjà en 1927 nous avions dépassé la surface ensemencée d'avant-guerre. Le développement continue à merveille depuis que le Turksib[2] peut amener les céréales qui ont fait place ici au coton. Nous sommes complètement libérés du marché cotonnier capitaliste. Ces résultats ont été obtenus grâce à l'émulation socialiste.

J'aimerais à objecter ce que Faïsoulla sait aussi bien que moi certainement : les habitants du Turkestan se plaignent de ce que la vie est impossible, même les nombreux Russes auxquels je rends visite : docteurs, instituteurs, architectes; cela est vrai pour les indigènes aussi, bien entendu, qui redeviennent nomades, cherchant de meilleures conditions de vie, quittant les kolkhoses où ils ne trouvent pas toujours ce qu'on leur avait promis, car le blé importé est loin de suffire...

Et s'il y a tellement de coton, comment se fait-il qu'il y ait pénurie d'huile de coton? — Tard un soir, ayant manqué le dernier tram, j'avais vu une douzaine de femmes assises sur le trottoir, devant le comptoir fermé d'une coopérative. Au même endroit le lendemain matin, vers 10 heures, elles étaient une centaine, la plupart sous le parandja, toutes avec une bouteille à la main : « Za khlopkovoié masla[3] », m'expliquèrent-elles.

Mais Faïsoulla a regardé l'heure, il faut prendre congé.

1. Environ seize kilogrammes.
2. Chemin de fer Turkestan-Sibérie.
3. « Pour l'huile de coton. »

L'interview est terminée sans que l'homme se soit départi de son ton officiel, sans que j'aie réussi à établir un contact vraiment direct entre nous, quoique nous ayons beaucoup parlé sans l'aide de l'interprète. Dans l'antichambre une vingtaine de solliciteurs attendent leur tour d'audience et me regardent passer avec férocité : je suis restée une heure et demie dans la grande salle.

Samarcande l'incomparable.

De Tachkent l'auteur s'est rendu en avion à Samarcande, capitale de l'Ouzbèkistan.

Du toit solitaire de ma médressé où je reste des heures, mon regard plane sur la mer de toits plats qui entourent de minuscules cours intérieures. Des arbres touffus ombrent les bassins, réservoirs d'eau. Au-dessus de la mosquée, où je me trouve, le toit est enflé à intervalles réguliers par de parfaits hémisphères qui projettent des ombres ovales, rondeurs désirées par la main, autant de demi-mappemondes sur lesquelles le soleil joue. Plus haut, j'arrive à l'étroite galerie, au pied du tambour qui soutient la coupole.

D'ici, je vois bien l'échafaudage de briques vulgaires, coulisse de décor, qui forme l'envers de Tilla Kâri dont la vraie façade regarde la place du Réghistan. Je vois aussi le haut des minarets gigantesques, tours d'usines, vierges de fumée.

Réghistan.

A l'ombre sous le porche, l'écrivain public dort, la tête sur son tchapan plié, attendant la clientèle. Devant lui, à côté du portefeuille et du plumier, maintenu par la théière, il y a un échantillon de son écriture.

En face, le photographe-à-la-minute a aussi exposé le résultat de son travail. Il opère; sa cliente « dont le ventre est mûr » soulève un instant son tchédra, — figure trop ronde, yeux splendides, sourcils joints par le kohol. Son amie, très moderne au contraire, en jupe courte, blouse et calot brodé, paie le photographe.

La place du Réghistan est une grande chose... Trois côtés sont formés par des hautes façades de médressés que l'archi-

tecte Viatkin a restaurées avec amour. Les travaux commencés au début du siècle durent encore. Il faut bétonner un peu partout : les briques se désagrègent; le revêtement d'émail s'effrite.

La médressé Ouloug Bek est belle dans sa grande simplicité : trou sombre de l'immense iwan, arche murée prise dans le cadre carré de la façade émaillée aux dessins géométriques.

A chaque angle s'élève un minaret isolé, dont les briques dessinent des losanges de couleur bleu sombre; les coupoles intermédiaires sont écroulées.

Au centre du Réghistan, foule compacte que je perce avec peine : elle fait cercle pour admirer, bouche ouverte, les tours d'un saltimbanque.

Derrière Chir Dâra, troisième médressé, il y a une place ronde occupée par un petit marché sous une coupole où la foule grouille, vendant de tout : calots brodés, savons, tabac, lacets, étoffes, foulards, bas, rubans, crêpes grasses, morceaux de mouton, sorbets neigeux.

Ruelles des différents métiers où, dans le demi-jour des avant-toits, symétriques, les minuscules échoppes se font face; artisans accroupis, savetiers, menuisiers; là les forgerons disparaissent dans la terre jusqu'aux genoux afin d'être à la hauteur de leur enclume posée sur le sol.

Dans la ruelle sonore des rétameurs, une boutique où luisent des vieux cuivres encadre admirablement la tête d'un jeune Ouzbèk qui fait aiguiser des couteaux; les blancs et noirs des yeux chatoient à l'ombre de l'énorme fourrure mordorée de sa toque.

— Renard, sans doute, — lui dis-je.

— Non, chat...

C'est vrai, les chats de Boukhara...

Bibi Khanoum.

Ruines de Bibi Khanoum, grandeur écroulée.

Deux montants immenses à l'entrée, massives piles de briques recouvertes par endroits de carreaux de faïence; vaste cour de 88 mètres de long qui fut dallée, maintenant plantée d'arbres. Au centre, surélevée de deux marches, splen-

dide, portée par huit pieds cubiques, une immense table en pierre sculptée était destinée à soutenir le Coran d'Osman. Elle était autrefois dans le sanctuaire et l'une de ses inscriptions dit que Ouloug Bek la fit transporter depuis Djitti en Mongolie; c'est le Koursen, la pierre sous laquelle rampent les femmes stériles, le matin à jeun.

A gauche, petite mosquée à galerie où le muezzin hurle et crie du haut de sa tourelle.

En face, enfin, l'arche énorme haute de vingt-cinq mètres, le porche de l'immense mosquée dominée par un quart de dôme craquelé, coupole turquoise qui étincelle et rend le ciel pâle. C'est le même bleu que l'éblouissant petit lac de Kachkassou, le bleu mongol classique qui vous transporte d'aise. Le porche est flanqué de grands minarets octogonaux; des briques turquoises et bleu marine dessinent des motifs en relief dans les murs; des carreaux de faïence sont plaqués sur les parois du portique.

Pour mieux voir ce qui reste de cette coupole qui s'élève à cinquante-cinq mètres de terre, j'enjambe le mur d'enceinte. De là, je vois un acrobate se promener dans les hauteurs : il se procure du bois, descelle les poutres prises dans les briques de la voûte. C'est un bois lisse et couleur de framboise. L'homme part avec son butin. Le sol est jonché de briques vernies. L'intensité du bleu sombre est indicible à côté des gaies turquoises.

La mosquée cathédrale[1] fut trop rapidement construite en cinq ans de 1398 à 1404; à soixante-dix ans, Timour s'y faisait encore porter en civière pour surveiller les travaux. Le temps, les tremblements de terre, et les coups de canon de la conquête russe en 1868, en ont fait une ruine qu'on ne peut sauver; la coupole est tombée en 1882.

Mais où sont les nombreuses colonnes en pierre qui s'élevaient sur le pourtour? L'écrivain contemporain Chérif-Eddin écrit qu'il y en avait quatre cent quatre-vingts de cinq mètres de haut. Pour les transporter, quatre-vingt quinze éléphants étaient venus des Indes. D'innombrables ouvriers et

1. Il y a trois sortes de mosquées : ordinaire pour les prières journalières, cathédrale pour les prières populaires du vendredi, et cathédrale-onction dans les grandes villes; ces dernières ne servent guère que deux fois par an.

spécialistes avaient été envoyés de toutes les contrées environnantes.

On dit que Bibi-Khanoum, princesse mongole et femme préférée de Timour, avait décidé de faire construire une splendide salle du trône pour son mari. Timour qui guerroyait au loin, semant partout la ruine, lui envoyait à cet effet les prisonniers les plus adroits.

La princesse visitait chaque jour les travaux. Son architecte arabe, follement amoureux d'elle, faisait traîner la construction afin de la voir plus souvent. Impatiente, elle demanda :

— Que faut-il faire pour accélérer ces travaux?

— Me permettre de baiser ta joue.

Elle refuse. Mais on apprend que Timour revenant est déjà arrivé à Merv. Elle consent; à la dernière seconde cependant elle interpose sa main. Mais le baiser est si ardent qu'il brûle tout de même la joue. Impossible d'en effacer la trace, aussi la princesse ordonne-t-elle à toutes les femmes de se voiler la face. Timour s'en étonne :

— C'est pour préserver la modestie des femmes, — explique-t-elle.

Timour apprend la vérité, ordonne de murer la jeune femme vivante dans un mausolée situé en face de la mosquée.

Le mausolée de Tamerlan.

Le Gour Émir ou mausolée de Timour, terminé en 1404, est dans une autre partie de la ville, à l'ombre d'acacias légers. Fort impressionnant lorsqu'on le voit soudain au bout d'une ruelle tortueuse où passe dans l'ombre une femme « fermée », le monument dresse son étincellement au-dessus des bas murs terreux et sans fenêtres de la ville, melon énorme embouti sur un cylindre de même diamètre. On s'approche et l'on distingue, brillant au soleil, sur le tambour haut de sept mètres les énormes caractères koufiques[1] dessinés avec des briques blanches encadrées de bleu foncé.

S'approchant encore, on découvre le haut édifice octogonal qui supporte le tout. Dans la cour d'entrée, au milieu des arbres un porche isolé se dresse ; il est couvert d'arabesques bleues et vert foncé d'une grande finesse.

1. Première écriture arabe.

On entre par un passage voûté et détourné. La salle des tombeaux est sombre : le soleil y pénètre par une fenêtre ajourée. Derrière une balustrade d'albâtre, le sarcophage de Timour est un simple bloc rectangulaire vert foncé, fait d'une sorte de jade rare venu des Indes. Autour de lui dorment quelques-uns de ses ministres et enfants, Ouloug Bek entre autres. A côté de la pierre de cheik Séid Bereke s'élève la grossière perche du « bountchouk » qui indique toujours la tombe d'un saint. Au-dessus d'un revêtement de marbre et d'albâtre incrusté de jaspe, les murs laissent voir des traces de peinture et de dorure.

A la sortie du mausolée, un saint homme attend, muet, le client qui lui achètera la copie des inscriptions gravées sur le tombeau de Timour.

***

Je me suis fait des amis et je les retrouve chaque jour après leur travail à la grande tchaï khana, en face du Réghistan, où nous bavardons en croquant pistaches et amandes salées.

Maroussia est belle, c'est évident. Elle a voulu devenir artiste de cinéma à Léningrad où elle dansait; mais son mince visage aux yeux de pervenches est trop fin pour l'écran, j'imagine. Grande, élancée, ses larges épaules sont voûtées, découragées semble-t-il.

Elle ne vit que pour son camion. De ses mains fines et allongées, elle tient le volant huit et dix heures de suite lorsqu'elle fait des heures supplémentaires et reste toujours souriante, alors que la fatigue a raison de ses camarades masculins. Et cependant le camionnage au Turkestan est loin d'être un sport pour demoiselle!

Partant de la minoterie, nous livrons les sacs de blés dans les kichlaks environnants. Ce qui est qualifié de route a des ornières si profondes que Maroussia, sans se départir de son sourire enchanté, fait de la haute voltige sur les talus. A tout moment je crois qu'on verse... la route est coupée par les ariks d'irrigation, profonds canivaux qui transforment le sol de loess en étang de boue gluante.

Dans les étroites ruelles de la vieille ville, le chic est de prendre les tournants rapidement sans entailler les murs des

maisons. Pour nous laisser passer, les piétons s'engouffrent dans une porte. Le jeu est dangereux car les femmes sont assourdies par leur parandja et souvent n'entendent rien.

— Ah! la grosse oie! dit un des hommes d'équipe, un Persan à moustaches noires, en s'adressant à une femme sur la route.

— Tiens, Ella! j'ai quelque chose pour toi. Et il me passe des noix avec un biscuit.

Pour eux Maroussia a toujours des bonbons dans sa poche. Elle gagne cent cinquante roubles et prépare un examen de mécanicien qui lui permettra de gagner davantage.

A la cantine de la minoterie — soupe aux choux, pommes de terre aux piments — elle me présente à un jeune chauffeur arménien Ruben. Il veut absolument que nous fassions connaissance de sa femme et de son jeune fils; petit, il a de splendides yeux dorés à l'ombre de cils noirs qui bouclent jusqu'à ses sourcils.

En bande, nous voilà partis, bras dessus, bras dessous sur le large trottoir du boulevard qui descend.

— Vois-tu — m'explique Maroussia, — quand je suis avec ces copains-là, je ris sans arrière-pensée; on se comprend. Et puis je les aime. Ils sont si vivants. C'est bon d'être avec eux. Ils ne font pas de phrases quand ça va mal : ils s'épaulent mutuellement. Hier, Vania apporte un cornet de pommes de terre au Persan en lui disant : « Il paraît qu'il y a longtemps que tes petits n'ont plus joué aux boules avec des patates! » Ils sont carrés, francs, ce n'est pas comme les femmes, avec leurs incessantes jérémiades.

Passant devant un kiosque qui débite de la bière, je me permets d'être sceptique lorsqu'on me dit qu'elle est incomparable.

— Une tournée pour cinq! — commande le Persan.

Le liquide est rafraîchissant mais aqueux et les bocks sont énormes pour un rouble. Ruben se met en tête d'offrir aussi une tournée : il n'y a plus qu'à s'asseoir sur le trottoir pour reprendre des forces.

La Juive de Khoudjoum.

Maroussia livre tous les jours à la fabrique Khoudjoum et j'y vais pour voir comment on fait la soie. Sitôt qu'on ouvre

la porte de la halle centrale, on étouffe, pris dans la chaude buée d'une étuve.

Devant leur établi, les femmes aux mains blanchies et ramollies par l'eau bouillante font mijoter dans un baquet les cocons jaunâtres, fèves flottantes dont il faudra attraper le bon bout pour les dévider. On les sort avec une écumoire, l'ouvrière suivante prend les filaments sept à sept : ils formeront le fil qui s'enroule en écheveau raide et brillant.

Quelques femmes ont des voiles transparents sur la tête, d'autres un foulard roulé en turban, ou encore le calot national. Toutes ont des petites tresses noires dans le dos qui serpentent sur les attaches de leur gros tablier.

Les machines portent des plaques d'origine italienne. Construite en 1927, la fabrique occupait alors cent quarante-quatre ouvrières; elle permet de fournir du travail aux femmes émancipées qui viennent ici aujourd'hui au nombre de huit cent cinquante. Au premier étage on se promène entre des allées d'écheveaux étincelants blancs ou jaunes d'or, soie grège, qu'on examine méticuleusement. Les ouvrières sont payées à la tâche.

Redescendue dans la salle de la filature, je cherche une ouvrière jeune et sympathique que je puisse accompagner chez elle pour me rendre compte de ses conditions de vie. Elles sont presque toutes vieilles ou laides. Mais je dirige la surveillante vers la seule jolie fille entrevue : grande, elle a une blouse de velours brun, d'abondants cheveux noirs plantés bas sur son large front, longs yeux surmontés d'encore plus longs sourcils, nez droit; elle me sourit tout en jonglant avec les fils invisibles.

— C'est une Juive, excellente ouvrière qui est dans une brigade de choc. Vous savez que nous avons exécuté 112 p. 100 du Plan pour notre usine...

Je remarque que la Juive est la seule à pincer le bout des fils de soie entre ses lèvres : elle a ainsi les mains libres et travaille rapidement.

Nous attendons la jeune femme à la sortie; elle semble inquiète tandis que nous marchons à ses côtés. Elle ne sait pas le russe, seulement le tadjik, c'est-à-dire le farsi, le vieux persan, et nous devons attendre d'être chez elle pour qu'une voisine fasse l'interprète.

Autour d'une grande cour, aux buissons verts, il y a des maisons neuves, toujours en terre, faites d'un rez-de-chaussée devant lesquelles pendent des couvertures ou du linge fraîchement lavé. C'est là que notre Juive possède une chambre; sur le plancher un kilim; sur un tréteau en planches (le lit), les couvertures sont cachées sous un « souzaneh », tenture brodée de grands motifs ronds et rouges. Dans le corridor un « primus », c'est tout. Gênée, elle ne répond pas à mes questions et reste craintive.

— Est-ce que j'ai mal travaillé? — demande-t-elle. — On doit être mécontent de moi si l'on fait ainsi une enquête chez moi.

Je ne peux pas la distraire de sa préoccupation ni effacer le pli qui fait se toucher ses deux sourcils.

L'Arménienne au Tchilim.

— Que c'est lugubre! Le ciel me préserve de jamais travailler dans une usine, — dit Maroussia lorsque nous sortons de la fabrique de tricotage.

— Viens quand même avec moi à l'artel des brodeuses, et ne ris plus quand je demanderai pour la centième fois : dévoilée, mariée, illettrée?

Maroussia est libre : son camion est en panne, je l'ai vu sur la fosse au garage. Est-ce une panne forcée, mon amie est-elle de la Guépéou, et chargée de me surveiller? Je n'en sais rien. Je ferai et dirai ce que je veux.

Au soleil, par terre, dans une cour, et sur les galeries de l'étage, des femmes accroupies sur des nattes brodent. A côté d'elles, les babouches et la théière. Elles sont toutes pleines de dignité, — même les vieilles à lunettes sous leur large fichu sombre.

La directrice est énergique, maigre, vêtue d'un imperméable gris à ceinture, emmitouflée dans un fichu de mousseline mauve; elle a mal à la gorge; au-dessus de son front il y a le nœud blanc d'un mouchoir qui doit faire le tour de sa tête. Elle est précise, intelligente.

— Au début en 1929 nous étions sept. Nous allions à domicile pour nous entendre avec les femmes qui, toutes, savent

broder. Maintenant, lorsque nous avons assez de matières premières nous sommes deux cent cinquante femmes en ville et cent cinquante dans les kichlaks. Cent vingt roubles par mois, c'est la paie d'une bonne ouvrière, douze celle d'une femme qui vient seulement pour avoir sa carte de pain. En quatre jours elles font une chemise. Celles qui viennent ici travaillent sept heures par jour; les autres, à la maison, on ne peut pas les surveiller.

— Mais vous-même, êtes-vous Ousbèk?

— Mon père était Persan.

— Et vous étiez voilée?

Maroussia ne sourit pas.

— Oui, jusqu'en 27, à l'encontre des ordres formels de mon mari qui était instituteur. J'ai dû commencer à lui obéir, lorsque j'ai vu qu'il allait sérieusement se fâcher.

— Mais les drames qu'on met sur le compte de cette question continuent-ils à se produire?

— Oui. Il faut faire attention. La libération de la femme crée du mécontentement dans les ménages. Les vieilles qui gagnent s'en moquent. Pour les jeunes elles entendent toujours la même rengaine : « Je ne veux pas que tu sortes comme ça. » Nous instituons une petite cour pour juger les scènes de famille. Il faut faire entendre raison au mari qui voit des mauvaises choses partout. Seule la disparition de l'analphabétisme ouvrira les yeux aux hommes.

Après avoir vu les nappes, les blouses, les chemises, les serviettes brodées reproduisant les motifs classiques des « souzaneh », nous visitons la boutique des tjibitjeika[1] : on se croirait chez le marchand de melons! Tous les calots enfoncés les uns dans les autres sont couchés sur les étagères. Le brocart, coupé en pièces, est empilé prêt à être cousu.

— Je fais venir de Moscou, nous dit l'Arménienne, deux wagons de chasubles et surplis de pope que je devrais payer tout de suite; mais voyez la difficulté : avec le système de livraison au trust, le paiement ne se fait qu'à longue échéance. Aussi je manque d'argent. Il y a des ouvrières qui n'ont pas été payées depuis deux mois, sauf les Russes qui elles, n'ayant ni vache ni jardin, ne peuvent attendre.

1. Petits calots brodés portés par les indigènes.

La directrice se tait pour fumer le tchilim gargouillant, la pipe à eau qui passe de main en main, simple tube en fer-blanc à tuyau de pipe recourbé.

Comme nous rions de voir des têtes de petits anges blonds en carton peint fixées par une broderie aux fonds des calots, la femme nous dit :

— Oui, jadis les Russes se signaient devant ces images; maintenant ce sont les calots qui ont le plus de succès dans les montagnes du Pamir.

Les femmes bavardent tout en travaillant; elles semblent être ici parce que cela leur fait plaisir. Quelle différence d'ambiance avec les deux usines précédentes!

Riza.

Quel homme étonnant! Il sait tout, il roule tout le monde, bavarde éperdument, et même à moitié gris, ne se laisserait pas extorquer un copeck par qui que ce soit. Plusieurs fois il nous a donné rendez-vous pour nous mener chez ses filles, puis au dernier moment il a un empêchement.

Nous allons chez lui.

— Alors, Riza! Tu te moques de nous? Nous avons bu quatre théières en t'attendant.

— Voilà, j'ai tout de suite fini mon beurre.

Manches retroussées, avec son poing il tourne la crème épaisse contenue dans un baquet qu'il place par moments sur son réchaud. Puis il fait des « blinny », délicieuses crêpes au petit-lait que nous mangeons sur le coin de sa table. Il n'a qu'une chambre minuscule, sombre mais propre.

Il demande quatorze roubles pour la livre de son beurre aqueux.

— Mais tu dois être très riche avec tout ce beurre. Que fais-tu de ton argent?

— Avec un peu de tête, en huit jours on peut être millionnaire. Avant la révolution, j'étais un des hommes les plus riches d'ici. Il m'arrivait d'acheter mille moutons sans avoir de quoi les payer et je les revendais le même jour avec bénéfice. Et quand je travaillais pour la Coopérative, tous les paysans me réservaient leur kichmich[1], parce que je savais leur parler

1. Raisins secs.

et leur faire confiance pour le poids de leurs sacs. Quand venaient d'autres acheteurs, plus méticuleux, ils ne trouvaient plus rien.

— Riza, le jour tombe, c'est trop tard pour aller chez vos filles. Et vous vouliez nous mener dans un kichlak.

Il se rase, tendant d'un doigt sa peau toute ridée. Entre une jeune femme qui semble russe. Elle paraît être chez elle ici : je ne savais pas ce rusé Riza marié! Petite au chignon plat, elle est Géorgienne, apprentie photographe. Elle dit en parlant du nez :

— Je me dépêche pour aller au cinéma à la séance de sept heures. Riza, donne-moi deux roubles. On projette le « Snaiper ».

J'ai vu ce film : c'est l'histoire d'un espion pendant la grande guerre.

— Rien à faire, ma fille, pas plus aujourd'hui qu'hier.

Après le départ de la petite, nous taquinons Riza et le félicitons de sa bonne fortune.

— Mais ce sont elles qui me courent après. Celle-là, depuis deux ans, je ne peux pas m'en défaire, je l'envoie promener, je ne lui donne pas un sou, elle reste. Elle ne m'intéresse pas. Mais vous, Ella, vous êtes exactement ce que je veux : avez-vous réfléchi à ma proposition?

Nous éclatons de rire! Avant-hier déjà, Riza voulait m'épouser et j'avais cru qu'il plaisantait.

— Mais pourquoi? Elle veut étudier le pays, elle n'aura rien à faire, je la nourrirai. Elle veut aller à Boukhara que je connais bien, je serai son guide...

— Il faudra que je réfléchisse, — dis-je, décidée à ne pas le décourager avant qu'il ne m'ait rendu service.

— Riza, tu vas nous mener au café arménien, il faut qu'Ella entende la musique indigène.

Nous y avons déjà été seules, mais nous voulons à tout prix que Riza mette la main à la poche.

— Et je pense que tu donnes ce bout de beurre à Ella, si tu es galant.

— Mais non; une demi-livre, cela fait sept roubles!

Dans la grande taverne bondée de consommateurs, il y a tout au plus cinq ou six femmes dont aucune n'est Ousbèk.

Toile cirée sur les tables; on boit bière ou vodka; devant la porte les morceaux de mouton rôtissent enfilés sur leur aiguille métallique. Bruit, fumée; orchestre à cordes aux sons grêles, grinçants, très monotones où le rythme varie constamment, trahissant à lui seul le développement d'une émotion; moyen en comparaison duquel nos riches phrases musicales sont orgiaques. Chants persans, danses ouzbèkes.

Quatre consommateurs ont chacun une rose au-dessus de la tempe, enfilée entre leur calot et leur crâne tondu. Un homme vacillant est déposé sur le trottoir par deux « camarades-garçons » qui l'ont pris sous le bras. Un autre a glissé dans son vomissement.

Mais rien ne peut me distraire du plaisir que j'ai à écouter le barraban, grand tambourin dont les sourdes et riches sonorités forment le squelette de la musique. Le barraban est manié par un grand homme barbu qui accompagne ses mouvements d'une mimique expressive.

Avant de jouer, il retrousse sa manche, dégageant le poignet tendineux et les longs doigts bruns. Puis il mouille son pouce contre lequel repose le cadre du tambourin. Rapides, les doigts secs s'aplatissent contre la peau tendue. Ils suivent leur cadence, démultipliée par le bras, et simplifiée encore par le buste, triple articulation, triple accent. Au moment d'un crescendo, le genou marque un quatrième martèlement; d'un geste large, l'homme entraîne le barraban aux boucles de fer dans un bercement passionné. Lorsqu'elle danse, c'est à ce moment que Tamara Khanoun s'immobilise, épaules figées, pour « déboîter » en mesure sa tête aux cent tresses, et marquer les temps de son menton précis. Je l'avais vue à Moscou avec sa troupe.

Riza me parle d'un village près de Khiva où il n'y a que des femmes, tous les hommes ayant été exécutés. Il m'y mènera si je lui réponds oui. Il est fort mécontent parce que nous avons exigé de coûteux chachliks accompagnés de vodka.

ELLA MAILLART

LE VÉRITABLE CARDINAL DE RICHELIEU[1]

Cette question de la sincérité des sentiments de Richelieu nous amène à celle de sa religion. On l'a accusé d' « impiété » et d' « athéisme ». De quoi ne l'a-t-on pas accusé? D'après l'auteur de la *Lettre de M. le cardinal de Lyon* à *M. le cardinal de Richelieu*, de 1631, son athéisme même aurait été destiné à s'atténuer par sa conversion imminente au calvinisme. Pour l'avocat Gaultier, qui prendra à partie violemment Richelieu, après sa mort, dans le procès de la duchesse d'Aiguillon contre le duc d'Enghien, tout compte fait, le cardinal n'aurait eu « qu'une foi de protestant »; et Mathieu de Mourgues dira que Richelieu ne croyait pas à l'immortalité de l'âme. Quant au cardinal de Retz, expert en la matière, il veut bien concéder que Richelieu « avait seulement assez de religion pour ce monde ».

A ces insinuations, il n'est que d'opposer d'abord le détail de la vie quotidienne religieuse de Richelieu tel qu'il a été recueilli par l'historien Aubery d'après les témoignages du personnel de l'entourage du cardinal, ce qu'on appelait en ce temps — coutume cardinalesque et romaine — « la chambre de Son Éminence ».

Richelieu, qui travaille la nuit de deux heures à cinq heures le plus souvent, se lève le matin entre sept et huit. Il prie Dieu, dit Aubery, travaille, reçoit, entend la messe vers dix ou onze heures. Le soir il se retire vers onze heures, se met à

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er mars.

genoux à la ruelle de son lit, se recueille, et fait ses prières qui durent environ une demi-heure. Il se confesse et communie tous les dimanches. Il célèbre la messe seulement aux grandes fêtes et aux fêtes de la Vierge, ce qui est, au XVIIe siècle, l'usage courant chez les prélats : Bossuet lui-même ne célébrera pas la messe tous les jours, ni même tous les dimanches. Le confesseur de Richelieu, son maître de chambre, son aumônier, ses officiers des gardes et ses valets de chambre disent que lorsqu'il célèbre la messe, il la célèbre très pieusement, avec « une dévotion exemplaire », observe le Père Joseph. De façon générale, d'ailleurs, la « piété du Cardinal a, sans comparaison, plus de solidité que de montre ». De temps en temps il fait prêcher dans sa chambre entre autres l'évêque de Lavaur, Abra de Raconis, et au moment des fêtes de Pâques, il se retire dans un monastère, afin d'y passer le temps pascal dans le silence, le repos et le recueillement.

Il a eu quelques curieux scrupules. Nous savons que devenu ministre il a voulu obtenir de Rome l'autorisation spéciale d'assister aux conseils du roi où l'on discuterait des résolutions relatives à des causes criminelles pouvant entraîner des « effusions de sang ». Bérulle, chargé de cette tractation, lui a rapporté la dispense sollicitée en février 1625, sous la forme d'un bref. Une affaire plus délicate a été celle du bréviaire. Évêque de Luçon, Richelieu avait recommandé à ses prêtres de s'acquitter avec conscience du devoir de l'office quotidien. Devenu ministre, accablé d'affaires, souffrant de ses migraines intolérables, il lui a été impossible de remplir lui-même cette obligation. Il a voulu en avoir l'autorisation régulière du pape, moyennant, proposait-il, une aumône assez élevée pour pouvoir fonder à Paris un séminaire destiné aux Écossais. Le pape, Urbain VIII, a commencé par dire non. L'évêque d'Orléans, a-t-il répondu, lui a demandé la même faveur et il la lui a refusée. Est-ce que lui, pape, qui a toutes les affaires de la chrétienté sur les bras s'en dispense? Ne dit-il même pas la messe presque tous les jours? Puis finalement le pape a cédé et accordé l'autorisation de vive voix, à condition que Richelieu s'engageât au moins à dire tous les jours l'office plus court de la Croix. Richelieu avait voulu avoir de cette autorisation une attestation écrite de la main

du pape ou de son théologal. Il ne la publierait pas, mais il aurait sa licence en règle pour ceux qui se scandaliseraient. Rome avait cédé. On jasa beaucoup à Paris de ce que Richelieu ne disait pas son bréviaire et plus tard le Père Caussin, qui ne l'aimait pas, écrira qu'il ne récitait même pas son office de la Croix.

L'athéisme de Richelieu ne paraît pas vraisemblable. Cette affirmation comme celle de ses prétendues tendances au calvinisme, en réalité, provenaient de l'indignation que causaient au parti des catholiques ardents, restes de la Ligue, les sentiments du cardinal à l'égard de la liberté de conscience des huguenots. Si Richelieu a toujours traqué le parti politique des protestants en tant que sujets rebelles, formant un État dans l'État, prenant les armes contre le roi, suscitant des guerres civiles, la paix faite, fidèle à la tradition qu'avait établie Henri IV, que Louis XIII entendait scrupuleusement maintenir et qui était devenue comme une loi fondamentale de l'État à laquelle Richelieu ne pouvait pas songer à se soustraire, il a toujours été d'avis, avec le roi, par politique nécessaire et par sentiment personnel, de laisser les hérétiques croire et pratiquer librement leur religion. Nous avons la preuve de ses propres dispositions à cet égard dans le récit que fait M. de Navailles racontant dans ses *Mémoires* comment un jour M. de Charost ayant proposé à son père de le faire mettre page chez le cardinal, et le père, qui était huguenot, lui objectant qu'il n'y parviendrait certainement pas puisque l'enfant — qui avait quatorze ans — était lui aussi « de la religion », Richelieu prévenu avait fait dire à M. de Navailles qu'il se rassurât et que le jeune page « aurait chez lui une entière liberté de conscience ». « J'y entrai, ajoute Navailles, et il se passa un assez long temps sans que personne ne me dît rien sur ma religion. » Il en était d'ailleurs de même dans la maison de Louis XIII, qui suivait en cela l'exemple de son père.

C'est ce sentiment de tolérance, si détesté de ceux du parti des Marillac et autres réclamant avec véhémence la destruction de l'hérésie en France, qui, ajouté à bien d'autres causes, fait mettre en doute chez ses ennemis, de bonne foi ou non, les convictions religieuses de Richelieu. Peu de grands ministres d'ailleurs ont été l'objet, de leur vivant, d'autant d'atta-

ques violentes, de calomnies variées, d'injures ou d'insultes que Richelieu. On lui a tout reproché : son excessive puissance, son ambition, son ingratitude. On a dit de lui qu'il était orgueilleux, insolent, sans foi, traître, dissimulé, vindicatif, avare, infâme, — nous nous bornons à recueillir dans les pamphlets les aménités qui s'y étalent. — Il avait banni, emprisonné, fait tuer des quantités de gens; institué à Paris une véritable terreur par une tyrannie sans pareille, grâce à laquelle la Bastille était toujours pleine et le bourreau perpétuellement occupé. Il avait empoisonné des personnages éminents, versé le sang des plus illustres familles de France. L'avocat Gaultier s'écrira après sa mort : « On voit partout les tristes restes de la désolation qu'il a portée en tant de lieux et sa violence est écrite dans le registre des cours souveraines d'un style de *fer* et d'une encre de *sang* qui épouvantera la postérité! » Ainsi Richelieu était « un ministre de fer et de sang », on ajoutait : « le fléau de Dieu »; « il déshonorait la France ». Il entendait « usurper la monarchie », devenir « roi d'Austrasie ». Et la plus basse grossièreté s'en mêlant, on allait jusqu'à le traiter de « mauvais homme », de « rustre », de « racaille », de « drôle », que le diable « avait c... » et que tout le monde « avait bien dans le c...! » Cette littérature extraordinaire donne le ton des outrages sans nom dont Richelieu a été abreuvé.

Et devant un tel débordement d'ignominies, quelle était, au dire de son entourage, son attitude? La patience et la résignation! « C'est l'ordinaire, disait-il tristement, de trouver toujours à redire à ce que font les personnes publiques et plus en France qu'en autre État du monde, effet de la légèreté des propos, de la liberté de parler depuis longtemps pratiquée en France, du mépris ordinaire des gens pour le gouvernement et du besoin quotidien de le décrier. » Il répétait avec mélancolie : « L'envie est née avec la corruption des hommes; les moins imparfaits sont ceux qui supportent les défauts des autres. » « J'aime mieux être blâmé pour faire bien qu'aimé pour faire mal. » Et tout de même un jour où il a été blessé plus profondément, il se relève et, fièrement, il écrit, comme en un cri, à Bouthillier le 27 février 1630 : « Ce m'est gloire d'être en butte à tout le monde pour le service du roi! Grâce

à Dieu, ce qui me console est que je n'ai pas un seul ennemi pour mon particulier, que je n'ai jamais offensé personne que pour le service de l'État, en quoi je ne fléchirai jamais, quoi qu'il me puisse arriver! » Belles paroles, dignes d'un grand cœur!

Et c'était dans la religion qu'il recherchait la consolation et le réconfort. « Il faut se laisser calomnier et passer outre », écrivait-il en 1626. Il mandait en 1630 au garde des sceaux Michel de Marillac se plaignant des injures dont il était l'objet : « Vous savez comme j'en ai été moi-même persécuté. Il n'en faut faire aucun état; elles exercent ceux contre qui on les répand et servent à la gloire de ceux à qui on veut nuire. » Un ministre, a-t-il écrit dans son *Testament politique*, doit savoir « qu'il n'appartient qu'aux grandes âmes de servir fidèlement les rois et supporter les calomnies que les méchants et ignorants imputent aux gens de bien, sans dégoût et sans se relâcher du service qu'on est obligé de leur rendre ». Quelque effort que l'on fasse, le public ne vous rendra pas justice. « Les grands hommes qu'on met au gouvernement des États sont comme ceux qu'on condamne au supplice, avec cette différence que ceux-ci reçoivent la peine de leurs fautes et les autres de leurs mérites. » Il fallait donc se résigner en silence et accepter la volonté divine! Le garde des sceaux Marillac lui écrivait le 4 février 1630 : « J'ai appris de vous un rare exemple de patience aux médisances publiques. Je la demande à Dieu de tout mon cœur. » Richelieu disait à Chavigny : « En toutes choses une confiance générale en Dieu est un meilleur remède que toutes les thériaques du monde. » Et il priait les ecclésiastiques de son entourage de lui trouver dans l'Écriture les passages se rapportant à ses épreuves pour se fortifier et se consoler. Il pensait à la mort; il la considérait comme une délivrance! Dans ses conversations, nous dit Raconis, il répétait : « Il faut marcher courageusement dans les sentiers épineux de la vie et recevoir la mort avec résolution quand elle se présentera, ne l'appeler pas pour finir une vie que votre faiblesse vous rend insupportable, mais aussi ne la fuir pas quand elle viendra à vous, comme si vous n'aviez rien à espérer après cette vie mortelle. » Et il terminait songeant à la manière obscure dont nos existences se déroulent au milieu

d'événements imprévisibles et d'éventualités inattendues : « Nous ressemblons aux bateliers qui tournent le dos au lieu où ils tâchent d'aller; nous éloignons autant que nous pouvons la pensée de la mort et ne faisons pourtant autre chose que d'y marcher! » « C'étaient là, achève Raconis, les pensées les plus fréquentes qui passoient par l'esprit de notre grand et très pieux cardinal! »

Richelieu n'était certainement pas un athée.

***

Puis, après tout ce que nous venons de dire de ses sentiments, de sa santé, de l'accablement des affaires, de son goût de solitude, de ses habitudes de vivre hors de Paris, de son existence quotidienne si occupée et entourée, y a-t-il quelque vraisemblance dans l'accusation qui a été formulée contre lui d'une vie dissipée et légère d'aventures romanesques? Il existe, manuscrites ou imprimées, un nombre notable d'*Histoires des amours du cardinal de Richelieu*. Dans son *Testament politique*, Richelieu a écrit qu'il n'y a rien de plus dangereux pour un homme public que ce qu'il appelle « l'attachement pour les femmes ». Le jour où elles prennent barre sur vous, dit-il, vous ne vous appartenez plus. Elles vous font agir à leur gré et, comme elles n'écoutent que leurs passions, on ne peut plus mener qu'une vie déraisonnable. « Il faut être libre de semblables attachements. » Il était donc en garde. Vaguement ses ennemis ont commencé par dire « qu'il avait aimé les voluptés dans sa jeunesse » et qu'évêque de Luçon, « il s'étoit voulu mettre dans l'amour ». Mais l'entourage du cardinal observait que si ses ennemis avaient eu des faits précis à articuler, ils « n'étoient point si modestes qu'ils ne se fussent retenus d'en dire ce qu'ils en savaient ». Et ils n'ont rien précisé. On a raconté que, simple abbé, Richelieu avait vécu « assez familièrement » avec madame Bouthillier, femme de l'avocat de la famille, habitant à Paris, rue de l'Éperon, où il était reçu et que de là serait né M. de Chavigny. Nous avons une nombreuse correspondance du cardinal avec les Bouthillier : il n'y a pas trace directe ou indirecte de la vraisemblance du fait, qui d'ailleurs n'a jamais été prouvé.

On a répété que Richelieu avait aimé Anne d'Autriche. La Rochefoucauld qui le laisse entendre n'ajoute pas, il est vrai, que cette « flamme ait été couronnée ». M. de Chizay assure au moins que le bruit de cet amour courait et qu'Anne d'Autriche s'en moquait. Le garde des sceaux Châteauneuf signalant à Richelieu que madame du Fargis était une de celles qui contribuaient le plus à répandre ce bruit, qualifiait ces propos de « résultats de l'effronterie diabolique de cette femme qui savoit mieux que personne la fausseté de ce qu'elle disait ». Plus tard, le Père Caussin se fera l'écho, toujours d'après madame du Fargis, de ces prétendues amours du cardinal et de la reine et Richelieu indigné mettra en marge de cette information : « Cela justifie la plus noire et damnable malice qui ait jamais été! Il m'accuse d'une chose fausse sur la simple relation d'une personne qui est convaincue de plusieurs faux serments...! » Madame de Motteville, confidente d'Anne d'Autriche, dira vrai, lorsque, faisant allusion aux relations orageuses de Louis XIII et de Richelieu avec la jeune reine, à propos des imprudentes correspondances secrètes de la princesse en Espagne, écrira, au sujet des prétendues amours du cardinal : « Les premières marques de cette affection ont été les persécutions qu'il lui fit. On vit durer cette nouvelle manière d'aimer jusqu'à la fin de la vie du Cardinal. Il n'y a pas d'apparence de croire que cette passion causât de si étranges effets dans son âme! » Elle avait raison.

Les pamphlétaires ont prêté à Richelieu madame de Chevreuse. Ils ont même raconté que Richelieu avait voulu faire violence à la duchesse et Le Vassor rapporte une histoire de la célèbre aventurière donnant un masque au cardinal, vêtu d'un pantalon vert. Comme madame de Chevreuse a toujours cordialement détesté Richelieu et passé sa vie à intriguer contre lui, subissant de ce fait des exils prolongés, il faudrait de meilleures autorités pour croire à un attachement sentimental entre les deux personnages.

Celui qui a été le plus prolixe, c'est encore le cardinal de Retz. Il en jugeait sans doute par lui-même. D'après lui, Richelieu aurait eu madame du Fargis chez laquelle l'auraient mené « en habit de couleur » Buckingham et M. de Pienne, tous deux amants de la dame; Marion de l'Orme qui ensuite lui aurait

préféré des Barreaux; Marie de Cossé-Brissac, duchesse de La Meilleraye, qui ne l'aimait point, l'estimant, dit Retz, « encore plus vieux par ses incommodités que par son âge » (cinquante-quatre ans) et « pédant en galanterie, ridicule ». M. de Chizay ajoute la duchesse de Chaulnes. Gui Patin, pour couronner, parle de la duchesse d'Aiguillon, la propre nièce de Richelieu et ajoute sarcastiquement : « Ces messieurs les bonnets rouges (cardinaux) sont de bonnes bêtes, *vere cardinales, isti sunt carnales.* » En l'absence du moindre commencement de preuve de ces affirmations suspectes dont on n'a pas l'ombre d'un indice, l'histoire ne peut retenir ces fantaisies incertaines. Comme l'a écrit M. Gustave Fagniez, c'est aux partisans de ces contes à en prouver la véracité.

Mais si le *Mercure françois* de 1629 s'indignant des calomnies des pamphlétaires, au sujet de Richelieu, se portait garant de « la pureté de sa vie », il ne faudrait pas cependant se faire du cardinal l'idée d'un personnage ascétique, austère, menant sous la pourpre la vie sévère d'un moine. Il avait des côtés de grandeur et de magnificence sur lesquels il faut maintenant insister.

***

Ainsi que tous les grands ministres de l'ancien régime, Richelieu a été extrêmement riche. Chose singulière, on a peu mis en cause à ce sujet son honnêteté, comme si l'on supposait qu'il ne dut sa fortune qu'à des moyens réguliers. Richelieu n'a pas été en effet un homme d'argent dans le sens spécial d'un homme avide et intéressé, comme a été Mazarin. Il n'entendait rien, d'ailleurs, aux finances, pas plus aux siennes propres qu'à celles de l'État. C'était à son intendant Le Masle, prieur des Roches, qu'il abandonnait le soin de gérer sa fortune. Lui, il dépensait sans compter : il n'y regardait pas. Il écrivait à Schomberg le 30 septembre 1630 : « L'argent n'est rien, pourvu que nous fassions les affaires de l'État. » Il répétait : « Il est nécessaire en telles occasions de fermer les yeux à la dépense. » Il les avait toujours fermés. Lorsqu'il était entré au service de Marie de Médicis en 1617, il déclare lui-même qu'il avait de patrimoine, en fonds de terre, venu de tous ses parents après de

longues liquidations et des procès, vingt-cinq mille livres de rentes, et la même somme en bénéfices ecclésiastiques, en tout cinquante mille livres de revenus. Marie de Médicis qui s'était vivement attachée à ce jeune prélat — il avait trente-deux ans — si distingué, si intelligent et si déférent, si respectueux pour elle, l'avait, par une tendance fréquente chez des personnes de son genre à l'égard d'ecclésiastiques, comblé de bienfaits. Richelieu a reconnu que « s'il dépensait grandement, il ne subsistait que par des libéralités de la reine mère ». Dès que Louis XIII, après l'avoir pris dans son conseil, avait apprécié sa valeur et constaté les très grands services qu'il lui rendait, il avait imité sa mère, et, comme elle, multiplié ses donations à son ministre. Ainsi se sont accumulés pour Richelieu, sans qu'il les ait sollicités, les revenus, dans des proportions telles que inquiet, un jour, et sa conscience s'alarmant, il avait décidé de refuser dorénavant ce qu'on lui offrirait et même de renoncer à des profits qu'il eût pu légitimement recueillir. Il l'explique dans un document de 1629. Il dit qu'il n'a pas voulu accepter cent mille pistoles que des financiers, suivant l'usage, lui offraient; les gages annuels de l'amirauté dont il avait pris la charge, quarante mille livres; les bénéfices de ses fonctions de grand maître de la navigation, cent mille écus. Il déclinera l'offre de vingt mille écus de pension extraordinaire nouvelle que le roi voulait lui donner, des abbayes que Louis XIII lui réservait, se contentant, disait-il, des six grandes abbayes qui lui avaient été déjà attribuées, dont Cluny, Marmoutiers, la Chaise-Dieu, Saint-Benoist.

Cet argent qui s'accumulait ainsi dans ses coffres, Richelieu le dépensait largement, magnifiquement. Il avait des goûts de grand seigneur. Il a acheté des domaines comme Limours, Bois-le-Vicomte, Rueil; il y a bâti. Il a construit, à Paris l'hôtel de la rue Saint-Honoré, en Poitou, le château de Richelieu. Il tenait au luxe. Il voulait porter des vêtements élégants d'écarlate rouge avec broderies de soie, de satin cramoisi ou violet avec simarre de satin à fond violet à broderies de soie. Pontis nous a décrit son costume dans la campagne d'Italie de 1630 : cuirasse de couleur d'eau; habit de ton de feuille morte aux broderies d'or, grande plume au chapeau, l'épée au côté, deux pistolets aux arçons de la selle. En voyage

trente mulets chargés l'accompagnaient. Une belle litière le suivait, doublée de « drap de Monsieur écarlate de Hollande ». Richelieu tenait à avoir du linge très fin, nous le savons par une lettre que lui écrit Bullion.

Dans sa maison il voulait toutes les opulences des personnages du plus haut rang. Il se fit envoyer d'Italie des tableaux et des statues. Il goûtait Philippe de Champaigne et appréciait la tenue et la sincérité de sa peinture : il le chargera de décorer ses appartements du Palais Cardinal. Il aura de beaux meubles, de superbes tapisseries de Flandre, des tentures somptueuses, tout un luxe presque royal.

Dès sa jeunesse, à dix-sept ans, il avait eu un service brillant : précepteur, valets de chambre, laquais. Cardinal, il aura un très grand train de maison, avec des gentilshommes, des secrétaires, des estafiers, des officiers, une garde comme les grands gouverneurs de province du temps, tel le duc d'Épernon, une musique, trente-six pages. Ses ennemis prétendront que lorsqu'il venait au Louvre, ce n'était pas sans peine qu'il sortait de sa maison tellement elle était encombrée de courtisans et que la rue était à ce point remplie de carrosses que la foule se méprenant criait : « Vive le roi! » A cela les partisans de Richelieu répondaient que dans d'autres pays les grands hommes d'État déployaient autrement de splendeur, qu'ainsi en Allemagne, Wallenstein, fait prince d'empire, avec le titre d'altesse, avait une maison analogue à celle de son souverain : un grand maître, un grand écuyer, un grand maréchal, douze barons d'empire comme gentilshommes de la chambre, une suite de cinq mille chevaux, quarante carrosses, une garde de mille deux cents fantassins et de plus de mille cavaliers, etc.

Ce sens de l'apparat qui correspondait d'ailleurs aux habitudes du temps et à une politique habile — si tant est que Louis XIII personnellement, en faisant le nécessaire, y tînt moins — s'alliait chez Richelieu avec les goûts délicats d'un esprit raffiné et cultivé. Il était très instruit, parlait latin, composait élégamment dans cette langue, savait l'espagnol, l'italien, le grec. Il avait énormément lu, remarque M. Gabriel Hanotaux à propos de la publication de ses *Maximes d'État*. On voyait au château de Richelieu en Poitou, dans la salle

dite de M. le Cardinal, qui précédait sa chambre, un emblème peint représentant une lunette d'approche au travers de laquelle un œil regarde et autour, la devise : *Eminus prospicienti nihil novum*. Richelieu écrivait des vers latins. Il songea à réunir une conférence à l'Arsenal pour fixer « le premier méridien d'où l'on commence à compter les degrés de longitude ». Il eut l'idée de créer une école de sciences politiques d'où, en sortant, « on eût pu entrer dans les plus importantes charges de l'État ». Il avait même désigné d'avance le directeur, M. de La Ménardière. Nous avons le catalogue de sa bibliothèque. Ce catalogue témoigne d'une grande variété dans le choix des lectures. Les préférences de Richelieu vont visiblement à l'histoire, à la description des différents pays de l'Europe, à la philosophie, à la médecine, pour ce qui concerne plus spécialement les passions de l'âme et l'intelligence.

Il écrivait bien, d'un style sobre, nerveux, élégant, dit Dupleix, soucieux d'user « des termes les plus courts et les plus nets », a-t-il précisé lui-même.

Il aimait les vers et le théâtre. Nous avons expliqué ailleurs à propos de ses rapports avec Corneille, qu'il n'a pas le moins du monde jalousé, comme on l'a dit, au contraire, qu'il a profondément admiré, comblé de faveurs et dont il a fait jouer *le Cid* sur son théâtre du Palais Cardinal, dans quelle exacte mesure — étant donné des occupations innombrables — il avait pu s'occuper de composition de tragédies et y participer.

Surtout il avait un talent de parole remarquable. Peut-être s'était-il montré jadis assez médiocre prédicateur, au dire du moins de Du Maurier qui l'accuse à cet égard d'avoir eu « l'esprit gâté par les chimères de la Sorbonne ». Mais homme politique, appelé à s'expliquer devant des assemblées — notables, clergé — à convaincre et improviser, il a fait preuve de qualités éminentes, de sobriété, de force, de netteté et de « grâce naturelle ». On l'a vu plusieurs fois, écrit un contemporain, répondre *ex abrupto* à des discours sans oublier un seul des points qui avaient été traités devant lui et cela avec une habileté telle que les auditeurs en demeuraient « surpris ». Pellisson raconte, d'après le récit que lui en a fait Conrart, une réception accordée par Richelieu à une délégation de l'Académie française venant le voir à Rueil. M. de Serizay,

directeur de l'Académie, lit une harangue. Richelieu répond et, dit Conrart, il a répondu comme s'il avait lu d'avance le discours qu'il venait d'entendre et qu'il eût préparé avec soin tout ce qu'il aurait à dire. Sa réponse était faite avec tant de grâce, « de civilité, de majesté et de douceur qu'elle ravissait d'admiration tous ceux qui s'y trouvaient ». Richelieu eût été un orateur parlementaire moderne excellent, car non seulement il pouvait charmer ses auditeurs par sa diction élégante, mais il savait aussi les persuader et les gagner par la force, le nombre de ses arguments et surtout l'habileté souple et enveloppante avec laquelle il les amenait à ses conclusions. Nous avons les impressions d'un auditeur assistant à un de ses discours. Richelieu entre à l'assemblée des notables de 1626. Son port, sa démarche harmonieuse pleine de dignité et de grandeur, frappent, dit notre auteur, tout le monde. Il parle. Son discours est « si fluide », ses raisons si nerveuses, si solides, et les résolutions qu'il propose ont tellement l'apparence « de lois et d'oracles » qu'il nous donne à tous le regret que son discours soit trop bref. Le cardinal, continue-t-il, n'est pas seulement « puissant » par la force de ses arguments, mais il met à les présenter tant de « dextérité », qu'insensiblement les gens « les plus farouches » et « les plus contraires à ses sentiments » cèdent étonnés et se rangent à ses avis. Quelle assemblée politique moderne ne goûterait ou ne redouterait pareil orateur!

Mais il faut voir encore d'autres côtés de cette nature complexe.

***

Nous avons dit que Richelieu avait un tempérament extrêmement aristocratique. Lui-même, vers 1610, à vingt-cinq ans, écrivant à madame de Bourges, lui avouait se sentir « un peu glorieux » et ne pas détester « de paraître ». Les adversaires n'ont pas manqué de s'en prendre à cette disposition et ils ont eu tôt fait de lui reprocher ce qu'ils ont appelé son arrogance, son naturel hautain et son insolence méprisante. Richelieu avait, sans trop le vouloir, une certaine manière de se taire devant des propos jugés par lui sans doute au-dessous du

médiocre, qui blessait les gens. On l'accusait alors de détester les personnes qui avait ce qu'on appelait, par euphémisme, « l'esprit ouvert », de les jalouser, de les écarter. On le déclarait « ennemi de tous les hommes parce qu'il les méprisait tous ». Le garde des sceaux Marillac, disgracié par Louis XIII, redoutait ce qu'il appelait, parlant du cardinal, « son orgueil méprisant et trompeur ».

Puis Richelieu, du fait de son état de santé et des soucis qui l'obsédaient était, nous l'avons dit, inégal d'humeur, tantôt aimable, tantôt froid, sans qu'on sût pourquoi, terrible grief contre un puissant qui se crée par là des inimitiés irréductibles. On ignorait qu'il était ainsi pour tout le monde, même pour sa famille, ses serviteurs, ses familiers, qui, le sachant, ne s'en formalisaient pas. Richelieu le sentait. Il en souffrait. Une fois où il avait blessé de la sorte un ambassadeur étranger, il s'en excusait auprès de lui à l'audience suivante.

Richelieu avait ensuite des colères. Nous avons expliqué qu'en général il se contenait. Mais au cours d'une discussion, devant un détail soudain l'irritant, il lui arrivait de laisser paraître ce qu'un ambassadeur étranger appelle « sa nature de feu, sèche et furieuse ». Son nez se pinçait, son front se ridait, il pâlissait, ses lèvres tremblaient ; des paroles vives et piquantes lui échappaient : la colère était brusque, courte et forte. L'ambassadeur vénitien Zorzi assiste à l'une d'elles le 8 septembre 1628 et la décrit ainsi : mouvements convulsifs, fureur « canine et brûlante »; le cardinal saute même de fureur! Richelieu écrivait à l'archevêque de Bordeaux en 1632 : « Mes colères ne sont fondées qu'en raison. » Étaient-elles donc voulues? Peut-être pour quelques-unes, car on le voit, dans certaines circonstances, par suite de brusques considérations nouvelles qui s'imposent à son esprit s'arrêter soudain et reprendre un calme froid. Mais ces sorties lui faisaient du tort auprès de beaucoup de gens.

On l'a accusé d'être fourbe. Les ambassadeurs étrangers prétendent qu'il savait donner de bonnes et courtoises paroles mais qu'on ne pouvait pas compter sur lui, ce que Chizay traduit ainsi dans ses *Mémoires* : « Il était déguisé en ses propos, finesse et infidélité en ses actions. » C'est le rôle hélas! des diplomates de tous les temps d'être obligés de dire des

mots conciliants qu'on prend pour des assurances et de ne pouvoir agir ensuite comme l'interlocuteur l'imaginait. Si Richelieu préférait dans ces cas-là ne rien répondre, alors on disait de lui qu'il n'était pas franc, qu'il usait ou d'échappatoire et de « brumes ». On ajoutait : « Il ne fait point ce qu'il dit, ne dit point ce qu'il fait et n'accomplit point ce qu'il promet. » Difficile situation! Les pamphlétaires ne manquaient pas de répéter que déjà un pape, Paul V, avait prédit de Richelieu qu'il serait « un grand fourbe ». L'entourage a toujours nié ce propos et ce qui en aurait donné l'occasion.

On a reproché encore à Richelieu des imprudences, des imprévoyances dues à l'agitation impatiente de son esprit. Impatient, il l'était, lorsque les choses n'allaient pas comme il le voulait. Il attribuait les retards à ce qu'il appelait « les longueurs de France », c'est-à-dire la légèreté des uns, la négligence des autres, le manque de conscience de beaucoup. Pour ce qui est de ses imprudences, elles étaient dues, assurait-on, à ce que Richelieu entreprenait trop de choses à la fois, voulait les voir aboutir à la hâte et ne les examinait pas avec assez d'attention. Et les adversaires accusaient alors le cardinal d'être téméraire, hasardeux, de concevoir des « projets infinis » et de ne pas les achever, surtout d'être brouillon et d'empêtrer l'État dans des multitudes de mauvaises causes, allant « comme le singe qui ne sait pas marcher droit ». A tout cela le fils du secrétaire d'État Brienne devait répondre : « Je sais de feu mon père que le cardinal de Richelieu étoit un très habile négociateur, fort prévoyant et qui ne faisoit guère de fautes ou les réparait sagement. » Les résultats semblent donner raison à cette appréciation.

***

Car aujourd'hui, à distance, dégagé des animosités du temps, on est bien obligé de reconnaître ce qu'il y avait dans les entreprises de Richelieu d'essentiellement réaliste, concret et remarquablement judicieux. Il ne se préoccupait pas dans la direction des affaires de l'État de se donner comme programme de grandes théories imaginatives, construites *a priori*, fût-ce en invoquant par exemple le passé. « Le passé, disait-il, ne

se rapporte pas au présent et la constitution des temps, des lieux et des personnes est différente. » Il se méfiait de ce qu'il appelait « les capacités pédantesques », les « trop grands esprits », c'est-à-dire les intelligences « abondantes en pensées, fertiles en inventions », aptes à raisonner sur les contraires, exposées par là à de faux jugements ou « si variables en leurs desseins que ceux du soir et du matin sont toujours différents », sortes de gens « plus dangereux qu'utiles au maniement des affaires et qui ayant beaucoup plus de plomb que de vif argent ne valent rien pour l'État ». Il ne s'occupait que des faits réels immédiats, ceux qui étaient à régler dans le cadre des événements généraux de l'heure. Il a eu au plus haut point ce qu'on appelle « le sens des réalités ». Il n'a pas songé à de vastes réformes destinées à réaliser une perfection idéale. « Nous, Français, disait-il, sommes mal propres à l'austère perfection. » « Le temps est père de toute corruption. Si la raison veut qu'on établisse des lois les plus parfaites que la société des hommes le peut souffrir, la prudence ne permet pas d'agir ainsi en une ancienne monarchie dont les imperfections ont passé en habitudes et dont le désordre fait, non sans utilité, partie de l'ordre de l'État. » On croirait qu'il y a de l'ironie, dans cette observation. Ce n'était chez Richelieu que la constatation d'une vérité d'expérience.

Il n'a pas été un précurseur. Il n'a pas prévu les temps modernes. Il ne s'est pas soucié de changer la constitution et l'organisation du royaume. S'il a utilisé des assemblées en vue d'une action à exercer sur l'opinion publique, ses sentiments à l'égard de réunions de ce genre ont été plutôt défavorables. « La raison en est, disait-il, que comme les bons esprits sont beaucoup moindres en nombre que les médiocres ou les mauvais, la multitude de ceux de ces deux derniers genres étouffe les sentiments des premiers dans une grande compagnie. »

Il n'a voulu s'appliquer qu'à des entreprises qui ne fussent ni vaines ni chimériques, mais immédiatement nécessaires, s'imposant, et, par ailleurs, réalisables. « Sans que je le mérite, a-t-il écrit, on a pris cette opinion de moi qu'on croit que je ne me suis pas attaché aisément à des desseins qui ne pouvoient réussir. » Pratiquement il professe qu'il faut être attentif à tout et bien « profiter de tout »; car, « en politique, ajoute-

t-il, on est plus conduit par les nécessités des choses que par une volonté préétablie ». Ce qui est la réponse au mot de Mignet qu'il « a eu les intentions de tout ce qu'il a fait ». Mieux que personne, il sait en effet à quel point l'homme d'État est « chaque jour à la merci d'événements qui échappent à son contrôle et à ses prévisions », suivant le mot de Bismarck. Esprit positif, il agit en conséquence. Voyons brièvement les grands projets qu'on lui a prêtés.

On lui a attribué l'idée de la réalisation des « frontières naturelles » de la France. Nous avons montré ailleurs, à propos de l'Alsace, que sa pensée fondamentale comme celle de tous les juristes du temps a été que le roi ne pouvait désirer acquérir que des territoires sur lesquels il eût des droits sûrs, établis par des titres certains : privilèges de souveraineté (ainsi en Lorraine), héritages, donations, achats, traités. Ces juristes, les Dupuy, les Godefroy, les Lebret, les Cassan, lui ont rédigé de solides dissertations, que nous avons, où sont énumérées les régions que la France est en droit de revendiquer légitimement à ces divers titres et ces régions sont : la Lorraine, la Franche-Comté, l'Artois, la Flandre et même des pays plus étranges tels que le Milanais, Naples, la Sicile. Jamais ne figurent dans ces listes la Rhénanie ou l'Alsace. Les juristes ne parlent pas de frontières naturelles. Ils ne connaissent pas ce titre à invoquer et Richelieu n'en a pas parlé non plus, le prétendu *Testamentum politicum* qu'on lui prête où il en est question n'étant pas de lui, mais l'œuvre, après sa mort, d'un jésuite, le Père Labbé. Sans doute il connaît le droit de conquête, le droit de guerre, mais il considère, comme il l'écrit au maréchal d'Estrées en 1636 que ce droit « n'est ni fondé, ni plausible », qu'en tous cas il n'est pas digne du roi très chrétien, qu'on surnomme « le juste », de l'invoquer, et il ne s'y arrête pas. En fait, dans ses papiers nous voyons qu'il s'est fixé comme « buts de guerre » de rompre tous les liens juridiques qui rattachaient à l'empire germanique la Lorraine et les trois évêchés, Metz, Toul et Verdun, pour les incorporer à la France. Au traité de Westphalie, Mazarin obtiendra les trois évêchés, mais substituera l'Alsace à la Lorraine.

On a dit qu'il avait fondé la monarchie absolue en France par diverses mesures telles que la suppression des États pro-

vinciaux et leur remplacement par des « élus ». C'est Henri IV qui a songé le premier à cette réforme d'ailleurs pour des raisons de caractère... nous dirions aujourd'hui « administratif »: parce que ces États levaient de lourds impôts dont ils n'attribuaient qu'une très faible partie au roi; qu'ils gratifiaient en revanche avec profusion nombre de personnages de la province, d'où charges pour les sujets, peu de profit pour le gouvernement et scandale public. Le cardinal qui ne s'occupait pas de finances s'est-il même beaucoup intéressé à cette réforme? Il n'y paraît pas, car on lit dans les *Mémoires de Richelieu* que lorsque le cardinal en 1630 apprit à Grenoble que le roi avait décidé d'appliquer cette réforme à la Bourgogne, « la nouvelle l'affligea » pour des raisons de prudence politique. La mesure avait été prise en dehors de lui et sans lui.

Autre témoignage de sa préoccupation, dit-on, de fonder la monarchie absolue : l'établissement des intendants. Ils existaient avant lui. Le 11 novembre 1618, — à cette date il était loin du pouvoir — le roi, nommant M. Olier intendant à Lyon, disait : « Nous avons jugé à propos d'envoyer quelque personnage de notre conseil en la dite province et le faire résider principalement en la dite ville de Lyon avec la charge d'intendant de la justice et police en icelle province, ainsi qu'il a été fait plusieurs fois, selon que l'état des affaires et les occurrences nous en ont fait reconnaître le besoin et la nécessité. » Richelieu ministre, on a, « selon l'état des affaires et les occurrences », nommé de même, çà et là, des intendants. On eût continué à en nommer si Richelieu n'avait pas été au pouvoir, l'habitude étant prise. On ne peut affirmer qu'il y ait eu chez lui à cet égard un système voulu et arrêté de changer l'organisation du royaume. Il n'y a pas pensé.

La destruction des châteaux fortifiés a été encore invoquée comme preuve de la même préoccupation d'unifier et centraliser le royaume. L'idée n'est pas non plus de lui. Depuis le XVIe siècle les États généraux réclamaient cette destruction parce que les châteaux, disaient-ils, coûtaient cher d'entretien — bâtiments et garnisons, — qu'ils étaient devenus des repaires de brigands et des « nids de voleurs » qui pillaient les populations et aidaient aux guerres civiles. Après de nouvelles et vives réclamations des États généraux de 1614, on avait

commencé en 1617 en démantelant Pierrefonds — Richelieu n'était pas ministre. — On continuera dans la suite. Ces destructions dont on dédommageait les propriétaires après entente à l'amiable, ne consistaient souvent, comme à Pierrefonds, qu'en de grandes échancrures dans les courtines. Richelieu laissa faire. Cette opération ne se rattache chez lui à aucun système politique préconçu de transformer l'État.

S'il n'a pas eu les vastes projets qu'on lui prête, ce qui fait son exceptionnelle valeur, c'est qu'il a eu une manière à lui, une méthode de gouverner hors ligne, du point de vue de l'intelligence pratique et de la volonté, qui font de lui un maître de tous les temps!

On pourrait dresser un recueil de ses maximes. On verrait qu'elles constituent comme une sorte de « manuel » ne visant qu'au côté réaliste de l'art de conduire l'État.

Il veut qu'on ait, au gouvernement, de la clairvoyance, du sang-froid, de la dextérité, du jugement; qu'on cherche à « prévoir et pénétrer de loin pour ne pas appréhender tout ce qui paraît formidable aux yeux »; qu'on soit « hardi », car « il est quelquefois impossible, dit-il, de se garantir de certains maux si l'on ne commet quelque chose à la fortune, ou pour mieux dire à la Providence de Dieu, qui ne refuse guère son secours lorsque notre sagesse épuisée ne peut nous en donner aucun ». Ensuite, agir, agir fortement et « quand on agit fortement, suivre de même », ne pas « se démentir, ce qui ne se peut faire sans danger ». Assurément la grande préoccupation est la difficulté qu'il y a à gouverner des Français, étant donné leur caractère. Les Français, dit Richelieu, sont légers; ils n'ont d'ardeur dans les entreprises qu'au début. Pour les conduire il est nécessaire d'être patient, car ils ont « plus de cœur que de tête »; ils aiment trop la nouveauté; un étranger dira même que pour eux la nouveauté est « comme un dieu tutélaire »; ils sont changeants! Ceci, il est vrai, a un avantage qui est que « notre légèreté même ne nous permet pas de demeurer fermes et stables en ce qui est de notre bien et nous en tire si promptement que nos ennemis ne pouvant prendre de justes mesures sur des variétés si fréquentes, n'ont pas le loisir de profiter de nos fautes ».

C'est à ces défauts des Français que Richelieu rattache la complexité des questions intérieures qu'il a eu à traiter : l'orgueil et l'indiscipline des grands, les rébellions des huguenots. On lui a fait un mérite d'avoir conçu un programme de gouvernement qui comportait le règlement de ces deux problèmes. Ce programme s'imposait, de lui-même, avant lui. Homme d'État pratique, il n'a vu que l'ordre public à assurer.

Il estime que le roi doit établir dans son royaume de la discipline, la paix réglée : c'est son premier devoir ; sa conscience l'y oblige, la nécessité de ses peuples le demande et son intérêt le réclame car il n'aurait pas sans cela la liberté d'agir dont il a besoin au dehors pour parer aux entreprises menaçantes des étrangers. En raison des complications politiques qui se sont produites en France durant la minorité de Louis XIII et à la faveur de la faiblesse du gouvernement d'alors, l'anarchie s'est établie dans le royaume. Il faut la faire cesser. Richelieu le dit nettement au roi qui d'ailleurs le sait mieux que personne. « Pendant la faiblesse de la minorité de Votre Majesté, les esprits se sont tellement accoutumés à toutes sortes de licences qu'ils ont cru dans votre règne pouvoir les continuer avec la même impunité qu'ils avaient fait auparavant. » Ils se trompent. L'orgueil des grands doit donc être « rabattu ». On sait qu'il l'a été et durement. On a même attribué à Richelieu le caractère inexorable de la répression. Cette sévérité est, nous l'avons dit, l'œuvre personnelle de Louis XIII et, tout en couvrant le roi publiquement et dans ses écrits, Richelieu a plutôt conseillé un peu moins de rigueur, ce qui n'a pas été accepté.

En ce qui concerne les huguenots, ceux-ci, dit Richelieu, doivent cesser de former un parti politique en France. « Ils sont nés et ont été nourris dans l'anarchie. » « Ils partagent l'État avec le roi depuis cent ans. » Il faut « les réduire aux termes où tous les sujets doivent être en un État, c'est-à-dire de ne pouvoir faire aucun corps séparé et dépendre des volontés de leur souverain ».

Idées simples, claires; pensée ferme. L'exécution a été conforme à cette netteté. On trouve le même caractère dans les conceptions de Richelieu relativement aux affaires étrangères qui ont été son domaine particulier.

A l'étranger, Richelieu veut que les gouvernements de l'Europe aient, à l'égard de la France « la considération qu'ils doivent avoir d'un si grand État ». De son côté, le roi, lui, doit agir justement, pratiquer « l'exacte justice ». Or « l'exacte justice » consiste, dit le cardinal, à « ne jamais attaquer, mais toujours à se défendre des entreprises de ses ennemis, car, en suivant cette voie, Dieu est avec nous! »

Ce qu'on appelle « la grande politique » du cardinal à l'égard de la maison d'Autriche, n'a pas été inventé par lui. Cette politique était une nécessité depuis un siècle pour tous les gouvernements qui se sont succédé en France à dater du jour où Charles-Quint, roi des Espagnes, étant devenu empereur du Saint Empire romain germanique avait encerclé le royaume de ses possessions et menaçait de l'étouffer. Se dégager de cette étreinte, même après la séparation de l'Espagne et de l'empire à la suite de l'abdication de Charles Quint (les deux branches de la maison d'Autriche demeurant en politique, unies), était une obligation qui était apparue clairement à nos rois du XVIe siècle. Dans les instructions qu'il donnait à Rosny, envoyé ambassadeur en Angleterre, le 2 juin 1603, Henri IV expliquait que la maison d'Autriche, par sa position en Europe, menaçant tout le monde de sa « domination universelle », il fallait que la France et l'Angleterre s'unissent pour résister contre cette domination; que les Pays-Bas s'étant révoltés contre l'Espagne à laquelle ils appartenaient, et voulant se séparer d'elle, on devait les soutenir; qu'en Allemagne des princes protestants étant contre l'empereur catholique, dont ils avaient tout à craindre, il y avait lieu de les aider et de s'allier à eux. Ainsi tout ce qui a été exactement la politique de Richelieu était formulé avant lui. Les événements le commandaient. Plus tard Lionne confirmera que c'est Henri IV, aidé « du bon sens des Jeannin et des Villeroy », qui a esquissé le plan à suivre. Les entreprises en Allemagne de l'empereur catholique Ferdinand II contre les princes allemands protestants pour les dépouiller de leurs États, les chasser et unifier l'Allemagne, allaient fournir à Richelieu l'occasion d'agir : il ne la laissera pas échapper.

Et il établit bien, au début de 1629, le caractère uniquement

défensif, conformément à ses principes, qu'a son action : « Arrêter le cours des progrès de la maison d'Autriche », dit-il. Pour cela, — et voici le détail du plan d'exécution qu'il dresse — « la France, dit-il, doit penser, premièrement à se fortifier chez elle. » Puis il faut qu'elle soit en mesure d'aller au secours de ses alliés. A cette intention, il est de toute nécessité qu'elle occupe des portes sur le pays ennemi par où elle pourra entrer aisément chez l'adversaire dès que les circonstances l'exigeront : Strasbourg, par exemple, qui donne accès dans l'Allemagne (on sait que toute l'Alsace s'étant offerte à lui, Richelieu a accepté de l'occuper toujours dans la pensée d'avoir par là un accès de l'autre côté du Rhin et en même temps de couvrir, « fortifier » les frontières du royaume; mais cette occupation avait dans sa pensée un caractère temporaire et le cardinal n'avait aucune intention de garder le pays à la paix, pour beaucoup de raisons : il l'a dit vingt fois), Versoix, encore, du côté de la Suisse; Saluces, du côté de l'Italie, etc.

L'idée de soutenir partout ses alliés a hanté constamment l'esprit de Richelieu. Dans un avis qu'il rédige le 20 avril 1628, il l'explique. La France, dit-il, est l'objet de la jalousie universelle. Elle ne peut compter sur personne. On la trahit perpétuellement. Or les petits États ont besoin d'elle et se tournent vers elle. Cette clientèle est une force. Il faut s'y attacher. Cela donnera un rôle glorieux à la France. En soutenant les princes allemands contre les spoliations dont les menace l'empereur, la France défendra les « libertés germaniques », non en vertu de principes transcendants dont elle se constituerait l'apôtre, mais dans l'intérêt positif du royaume pour qui il est préférable de soutenir les ennemis de son adversaire que de mettre l'épée à la main. Les pamphlétaires ont fait un crime à Richelieu d'avoir, lui, cardinal de la Sainte Église, protégé des hérétiques contre l'empereur catholique. Mais il a toujours répondu qu'il ne s'agissait pas pour lui « d'aider les protestants allemands dans leurs desseins pernicieux contre la religion », seulement de « maintenir la Germanie dans ses libertés pour assurer la sécurité de la France ». Sous Louis XIV, Lionne reprenant cette thèse dira que, depuis François Ier, la théorie a été constante, que Henri IV l'a soutenue et qu'il n'y a pas lieu de « s'arrêter aux discours contraires des esprits

préoccupés de superstitions ou de quelque autre passion ».

En même temps qu'en Allemagne, Richelieu a agi de la même sorte en Italie où la maison d'Autriche, qui y possédait le Milanais, menaçait de sa domination tous les États de la péninsule. Il a professé qu'il fallait que l'Italie, libre et indépendante, appartînt aux Italiens qui en devaient expulser les Allemands. « Le vrai secret des affaires d'Italie, écrit-il dans une note de 1625, est de dépouiller la maison d'Autriche de ce qu'elle y tient pour en revestir les princes et potentats italiens. » Puis les Italiens, afin de se protéger eux-mêmes, s'uniront entre eux et formeront une ligue que la France assistera. Dans une lettre à M. de Béthune, son ambassadeur à Rome, du 3 mars 1629, Louis XIII parlait de « l'union pour la conservation de l'Italie » qu'il fallait réaliser; « véritable confédération, disait-il, où tous les États italiens réunis garantiraient à chacun son intégrité », la France promettant à tous « secours et assistance en cas d'attaque de quelque part qu'elle vînt ».

Il n'y a pas dans toute cette politique prudente de réalisations, déterminée uniquement par des nécessités auxquelles il faut parer en vue de la sécurité de la France, quoi que ce soit qui révèle la moindre pensée, secrète ou non, d'étendre les frontières du royaume jusqu'aux limites où celles-ci se trouvaient du temps des Romains. Le cardinal écrivait au duc palatin de Neubourg le 29 avril 1630 : « J'ai plus de désir d'une bonne paix dans la chrétienté que n'ont tous ceux qui vous ont dit en avoir si grande envie. Je sers un maître qui ne prétend point augmenter ses royaumes des dépouilles de ses voisins et qui n'a fait voir ses armes aux pays étrangers que pour défendre les princes et États qui ont été injustement attaqués. » Il répétera que la France ne vise qu'à « la diminution de la maison d'Autriche », cette diminution étant « le seul partage, ajoutera-t-il, qu'elle doit désirer en toute cette conquête ». Et voilà les conditions générales de la paix qu'il veut obtenir, ce qu'il appelle une paix « honorable et sûre, une juste paix » à négocier « avec bonne foi ». Il n'en a pas d'autre. « J'ai pour maxime, a-t-il écrit, nous le rappelons, de dire franchement ce que je veux et ne vouloir que la raison. »

Ainsi le rôle pour la France de soutenir et protéger les petits États afin d'assurer leur sécurité et la sienne en dehors de toute idée d'acquisition territoriale injustifiée, au surplus irréalisable, pour de nombreuses raisons juridiques, politiques et autres, c'est ce qui est la pensée claire de Richelieu. Elle constitue — par une rencontre curieuse — un précédent au même rôle que la France du xxe siècle se trouve appelée à jouer dans une Europe toute nouvelle d'où ont disparu les quatre empires et une vingtaine de trônes du passé!

Et c'est dans la poursuite de cette politique de sagesse, de mesure, de réalités, que Richelieu a donné à tous ceux qui l'ont vu de près ou à ceux de ses contemporains qui en ont éprouvé les effets, cette impression d'homme d'État supérieur, hors ligne, incomparable, qu'il a été à tous égards.

Le Père Joseph le comparait à un aigle qui approche du soleil « sans cligner les yeux ». Laffemas l'estimait « le plus grand homme qui ait jamais gouverné la France ». Un autre familier, J. Sirmond, s'écriait : « Il est vraiment un de ces hommes extraordinaires que la Providence divine suscite dans un État lorsqu'elle veut le remettre dans sa première splendeur. » Prononçant un discours aux États de Bretagne de 1632, le prince de Condé louait Louis XIII « d'avoir approché de sa personne et mis dans son conseil ce grand génie du monde dont les avis passent la prévoyance humaine ». Malherbe lui-même dans une lettre à Racan rappelant que « son humeur n'était pourtant ni de flatter, ni de mentir » ne pouvait s'empêcher d'écrire, à propos de Richelieu : « Je vous jure qu'il y a en cet homme quelque chose qui excède l'humanité. » Et le meilleur juge, enfin, son roi, Louis XIII, a dit de lui : « C'est le plus grand serviteur que la France ait jamais eu! »

Les étrangers ne jugeaient pas autrement. Buckingham avouait à Beaulieu-Persac, en 1627, devant l'île de Ré, que réellement « Richelieu était le premier homme du monde ». En 1629, l'archiduchesse des Pays-Bas, Isabelle, déclarait à Bautru, « qu'heureux était le prince qui avait un si fidèle et si intelligent ministre ». La cour d'Espagne, Gustave-Adolphe, roi de Suède, Bernard de Saxe-Weimar s'exprimaient de même

et un ambassadeur d'Angleterre à Paris déclarait au secrétaire d'État Bullion que le cardinal était « le premier ministre de toute la chrétienté, les autres ne pouvant passer que pour ses disciples! »

En août 1643, après la mort de Richelieu, l'Alsacien Brackenhoffer visitant à Grenoble l'intérieur de l'hôtel du duc de Dauphiné, le guide qui le conduisait le mena dans la grande salle où se trouvait un beau portrait du cardinal, et lui montrant la toile lui disait sentencieusement : « Cestuy là a fait trembler toute l'Europe! » C'était l'impression obscure et magnifique que gardait la foule, au XVIIe siècle, du puissant ministre qui avait si bien servi « son roi et sa patrie! »...

LOUIS BATIFFOL

L'ANARCHIE DE LA POLICE

L'important, le capital service public chargé d'assurer l'ordre et la sécurité de l'État et des citoyens traverse une crise profonde.

La police française vient d'enregistrer, successivement, une longue série noire qui a mis en pleine lumière ce que M. Chautemps a appelé « la vétuste organisation de la police » et que nous appellerons plus brutalement « l'anarchie de la police ».

D'abord, l'affaire Violette Nozière révéla la carence du service des mœurs qui laissa filtrer à travers les mailles de son fameux filet la jeune parricide qui aurait dû être la cliente toute naturelle des services dirigés par M. Priollet (*Brigade mondaine*).

L'affaire Oscar Dufrenne nous apprit, ensuite, combien il est facile à un marin — vrai ou faux — d'échapper à la poursuite des fins limiers de la *Police judiciaire.*

L'affaire Stavisky mit le comble à nos inquiétudes. Nous apprîmes, en effet, non seulement que Stavisky bénéficiait des faveurs de la Préfecture de Police et de la Sûreté Générale qui l'employèrent comme « indicateur », mais une bonne partie de l'opinion publique fut convaincue que ce dangereux collaborateur avait été, à Chamonix, « brûlé » par ses employeurs de la rue des Saussaies.

Et on se mit, à cette occasion, à dresser la liste des « crimes policiers », depuis Almereyda jusqu'à Philippe Daudet. N'alla-t-on pas même jusqu'à insinuer que l'infortuné conseil-

ler Prince aurait été, lui aussi, victime d'une maffia où la Sûreté Générale jouerait un rôle capital?

Enfin, ceux-là même qui se refusent à adhérer à ces légendes outrageantes, ne sont pas loin de penser que l'État est entre les mains d'une puissance occulte, d'une sorte de conseil des Dix : Préfecture de Police et Sûreté Générale, qui, par les fonds secrets et par les dossiers politiques, tiendrait dans ses mains les ressorts mêmes de la République.

Tel est, rapidement esquissé, le réquisitoire dressé contre la police, à la lueur des tragiques événements que nous venons de vivre.

Que vaut-il?

Y a-t-il, quai des Orfèvres et rue des Saussaies, des mystères sanglants?

Y a-t-il « quelque chose de pourri » dans l'organisation de l'armée de l'Ordre?

Rejetant, délibérément, la basse littérature policière ainsi que tout esprit de parti ou de parti pris, peut-on, impartialement, objectivement, en prévision d'événements redoutables, faire le point exact de ce que vaut le multiple et complexe organisme chargé d'assurer la sécurité de l'État et des citoyens?

C'est ce que je voudrais tenter, au cours de cette enquête.

Et, d'abord, quelques chiffres.

L'armée de l'Ordre est constituée par des éléments fort disparates. Mettons à part et au-dessus de tout, l'armée proprement dite qui n'interviendrait dans la répression des troubles intérieurs qu'à la dernière extrémité.

A côté d'elle, il y a une autre armée, constituée par la gendarmerie départementale, la garde républicaine de Paris, et enfin la garde républicaine mobile dont les Parisiens n'ont eu la révélation que dans la soirée tragique du 6 février.

Gendarmes, gardes républicains et gardes mobiles sont au nombre — d'après la statistique de 1932 — de 38 550.

Ils sont secondés par un nombre à peu près équivalent de gardes champêtres. Mais nul ne songera à ranger parmi les défenseurs actifs de l'ordre ces fonctionnaires dont la tâche essentielle consiste à porter les lettres de M. le Maire et à poursuivre les amoureux.

Quant aux policiers proprement dits — policiers de tous ordres et de toutes catégories, policiers en tenue ou en civil, inspecteurs de la Sûreté ou agents municipaux — ils sont, au total, 32 000.

Fait capital à signaler, dès le début : sur ces 32 000 policiers, la moitié est à Paris.

Sur les 16 000 policiers parisiens, 14 000 sont les braves gardiens de la paix en uniforme appartenant à la police municipale. Répartis en quatre brigades dont les membres assurent un service de huit heures, ils sont, en cas de troubles ou d'émeute, bloqués sur les points menacés où, parfois, ils vont jusqu'à doubler leur service normal.

Lorsque toutes les forces de la police sont concentrées, par exemple, à l'intérieur de Paris, les arrondissements de la périphérie sont presque entièrement démunis de policiers.

Quant à la banlieue, elle est encore plus mal partagée. On m'a cité des villes comme Saint-Denis, centre communiste, où il n'y a que quarante agents pour une population très éparpillée.

Outre ces 14 000 agents de la police répressive, Paris compte environ 2 000 inspecteurs en civil appartenant, soit à la police judiciaire du quai des Orfèvres, soit aux Renseignements Généraux.

Comme son nom l'indique, la *Police Judiciaire* exécute les mandats d'amener. Fonctionnant sous le contrôle du Ministère de la Justice, elle est aux ordres du Parquet.

Quant aux *Renseignements Généraux* dirigés par un éminent fonctionnaire, M. Périer, c'est véritablement l'*œil de la police* parisienne. Elle renseigne. Elle informe. Elle enquête. Elle délègue ses agents dans les réunions politiques. Elle surveille les individus douteux ou suspects, protège les personnalités de marque, elle procède à toutes investigations dans l'intérêt national. Ce dernier secteur est le service parisien du contre-espionnage qui était dirigé par M. Faux-Pas-Bidet.

Pour donner une idée de l'activité des Renseignements Généraux je citerai ce simple chiffre : l'année dernière, ce service a remis aux différentes administrations publiques 100 241 rapports. Il a consacré aux surveillances de toute

nature, aux abords de certaines réunions publiques, protection des ambassades, contrôle des individus suspects, 25 000 journées de travail. Et il a procédé à 1 115 « surveillances discrètes » dans les cercles ou tripots clandestins.

C'est, enfin, la direction des Renseignements Généraux qui donne à la police municipale les indications nécessaires aux fameuses arrestations préventives.

***

Tout ce que je viens d'exposer concerne Paris exclusivement. Et c'est ici que naît le premier et le plus grave conflit qui oppose nos services de police.

Une lutte sourde, mais tenace, est engagée entre la Préfecture de Police et la Sûreté Générale.

Pourquoi et comment?

Théoriquement, le secteur d'activité de ces deux grands organismes est délimité.

Préfecture de Police : Paris et le département de la Seine.

Sûreté Générale : tout le territoire français, excepté le département de la Seine.

Mais cela n'existe que sur le papier!

Dans la réalité des choses, il en est tout autrement, et il ne peut pas ne pas en être autrement.

D'abord, à Paris même, il n'y a pas que des services appartenant à la Préfecture de Police. Il y en a qui dépendent étroitement de la Sûreté Générale. Et, notamment, la *première brigade mobile.*

Lorsqu'elle fut créée — par M. Chiappe, qui était alors directeur de la Sûreté Générale. — M. Chiappe avait pris la précaution d'installer son siège à Versailles. Là-bas, en Seine-et-Oise, il n'y avait pas de conflit à craindre avec la Préfecture de Police, et, en outre, cette première brigade mobile exerçait une autorité bienfaisante sur la grande périphérie parisienne, particulièrement démunie de forces de police.

Malheureusement, cette décision n'a pas été maintenue après le départ de M. Chiappe et c'est la Sûreté Générale qui a pris en charge, à Paris même, la première brigade mobile installée, d'ailleurs, rue Boyer (XXe arrondissement), loin de la rue des Saussaies.

A Paris même, fonctionne, en outre, concurremment à la direction des Renseignements Généraux, dépendant de la Préfecture de Police, une autre police du même genre : la police dite *spéciale* dépendant de la Sûreté Générale.

Nous reviendrons plus loin sur cet important organisme qui rayonne également dans les départements..

Sachez, pour l'instant, qu'à Paris même, il y a un important organisme de police spéciale, et notamment près du Gouvernement militaire de Paris.

D'autre part, les deux polices ont, encore une fois, à Paris l'occasion de se rencontrer et de se heurter. Et, ici, nous atteignons parfois à la haute bouffonnerie.

Il s'agit des gares et des chemins de fer. La *cour* des grandes gares parisiennes est du rayon de la Préfecture de Police. Quant aux halls des gares, ils sont du domaine, d'une part, des commissaires de surveillance administrative dépendant du Ministère des Travaux Publics, d'autre part des agents de la police spéciale dépendant de la Sûreté Générale.

Si nous prenons le train, nous rencontrons une autre police dite *provisoire*! C'est un corps de policiers ambulants qui a été créé à la suite de certains attentats dans les chemins de fer.

Ce qui n'empêche pas, en cas de crime commis sur la voie ferrée, l'intervention des commissaires centraux des villes traversées par le chemin de fer!

Cette même complication, nous la retrouvons pour la sécurité du chef de l'État. Le jour où M. Paul Doumer, Président de la République, a été assassiné à l'Hôtel Rothschild, il était escorté, d'un côté, par un commissaire spécial de l'Élysée qui, à ce moment-là, dépendait de la Sûreté Générale et, d'autre part, par M. Paul Guichard, directeur de la police municipale parisienne.

Ces deux hauts fonctionnaires exerçaient, normalement, leurs fonctions, l'un parce que, à ce moment-là, la Présidence de la République était confiée à la Sûreté Générale, et l'autre parce que l'Élysée appartient, topographiquement, au huitième arrondissement.

Mais on réforma tout cela! L'Élysée passa directement sous la surveillance de la Préfecture de Police. Actuellement,

c'est un commissaire spécial dépendant de la Préfecture, M. Sisteron, qui a la responsabilité du chef de l'État dans Paris.

Mais quand le Président de la République se déplace, il passe successivement sous la surveillance des différents Préfets des départements traversés.

***

Oscar Dufrenne est assassiné à Paris. C'est du rayon de la Préfecture de Police. M. Priollet, le très distingué chef de la brigade mondaine, prend l'affaire en mains. Elle le conduit au delà des limites du département de la Seine. Il lance alors ses limiers dans les départements, secteurs de la sûreté Générale.

La Sûreté Générale proteste, et elle a d'autant plus raison de protester que M. Priollet n'a pas jugé à propos, si j'en crois les fonctionnaires de la rue des Saussaies, de leur communiquer les renseignements recueillis par ses agents!

Mais, à son tour, M. Priollet proteste qu'il n'avait de comptes à rendre qu'au juge d'instruction et non pas à la Sûreté Générale.

Inversement, un inspecteur de la Sûreté à Paris apprend des faits intéressant un crime commis à Paris. Que doit-il faire? S'en dessaisir et porter ses précieux « tuyaux » à la police judiciaire du Quai des Orfèvres. Mais c'est la maison rivale! La maison concurrente! Par esprit de corps étroit, mais qui, humainement, s'explique, il garde pour lui ses tuyaux. Il aime mieux les garder que de les confier à des ... adversaires!

Je dis bien : adversaires, car des conversations que j'ai eues avec les représentants des grands syndicats du personnel de la police (il y a trois grandes fédérations) m'ont démontré que l'hostilité était complète. Elle s'explique, non seulement pour des raisons professionnelles, mais surtout pour des questions de traitement.

Les policiers parisiens sont payés le double des policiers de la Sûreté Générale. Un commissaire divisionnaire de la Ville de Paris gagne 100 000 francs. Un commissaire divisionnaire de la Sûreté Générale gagne 50 000 francs.

Le brave gardien de la paix de la porte Saint-Denis gagne 22 000 francs, ce qui représente le traitement maximum de première classe d'un inspecteur de la Sûreté. Ce qu'il faut dire, car c'est la vérité, c'est que nos fonctionnaires de police sont à la merci des tentations. S'il y a quelques brebis galeuses parmi eux, c'est que certains d'entre eux sont tentés de faire ce qu'ils appellent du « tricoche », c'est-à-dire de la police privée.

« Ces brebis galeuses — me dit un haut fonctionnaire de la Sûreté Générale — nous sont, d'ailleurs, imposées par la politique et par les politiciens. Car n'oubliez pas qu'en vertu des lois, les 5/6 de nos fonctionnaires sont des anciens militaires placés par le Ministère des Pensions dans les emplois réservés. »

C'est la politique qui est le virus de la police! Le secrétaire général du Syndicat des inspecteurs de police spéciale et mobile de la Sûreté Générale, M. Caillat, me donne, à ce sujet, communication d'une lettre qu'il a adressée à tous ses collègues de France à la suite du déplacement du grand chef de la Sûreté Générale, M. Ducloux, contrôleur général des services de recherches judiciaires.

Cette mesure a provoqué dans tous les rangs de la Sûreté Générale une indignation qui peut être dangereuse. D'après le Syndicat des inspecteurs, c'est « l'immixtion des politiciens dans les affaires judiciaires et administratives où ils se transforment en commis voyageurs d'aigrefins de tout genre, qui, par leurs interventions, réussissent à obtenir des satisfactions contre toute justice ».

Le syndicat fait, ici, allusion aux raisons profondes qui, d'après eux, expliquent pourquoi Stavisky n'a pas pu, malgré une triple démarche de M. Ducloux, être exclu des jeux et des casinos. C'est que M. Ducloux a été obligé de céder devant une force plus puissante que la sienne : celle de M. Albert Dubarry.

— Est-il exact? — ai-je demandé aux fonctionnaires de la Sûreté — qu'il y ait une telle imbrication entre les affaires de police et les affaires politiques que vous mettiez à la disposition des hommes politiques des dossiers constitués contre leurs adversaires par vos propres services?

J'avoue qu'ici, mon enquête n'a pas été favorisée par les

confidences de ces Messieurs de la rue des Saussaies qui se sont retranchés derrière le secret professionnel!...

Mais j'ai pu, par ailleurs, avoir des précisions sur ces dossiers politiques.

A la Préfecture de Police, il y a une armoire secrète qui contient des notes, des fiches, des coupures de journaux parfaitement classées, sur les personnalités qui ont été mises en vedette. Lorsque, au début de la guerre, les Allemands menacèrent Paris, ce fut la première préoccupation du Préfet de Police d'alors que de ne pas laisser tomber entre leurs mains cette fameuse armoire.

A la Sûreté Générale, voici comment se constituent les dossiers politiques. Ils débutent par ce qu'on appelle une « note blanche ». C'est un simple papier émanant du *Cabinet du Ministre* sur lequel il y a un nom propre. Autour de ce nom, s'accumulent ensuite, par les enquêtes des inspecteurs, des renseignements de toute provenance et qui vont constituer le dossier de l'intéressé. Ces renseignements proviennent surtout des indicateurs. Tous les jours, arrivent, sur papier pelure, sans en-tête, sans source, des notes qui portent cette simple mention : *D'un indicateur.*

Comme au temps de Fouché, les indicateurs appartiennent à tous les milieux, mais, selon le principe bien connu : « On ne fait pas de la police avec des rosières ou avec des évêques », les indicateurs sont, très souvent, des repris de justice à qui l'on fait remise de leur peine à condition qu'ils collaborent à l'œuvre de police. Dans les soirées mondaines, surtout dans les ambassades, il y a des indicateurs, parmi les maîtres d'hôtel ou les invités. Il y en a également à la Bourse, dans les théâtres, dans la Salle des Pas-Perdus et dans la Salle des Quatre Colonnes de la Chambre des Députés. Les indicateurs s'ignorent entre eux. Quand ils se soupçonnent, ils s'espionnent et se dénoncent.

M. Pierre Laval a bien voulu me confier un jour que, dès qu'il fut nommé ministre de l'Intérieur, il fit venir, d'un bureau de la Sûreté Générale, son propre dossier — le dossier constitué contre lui avant-guerre et à la suite duquel il fut inscrit au célèbre Carnet B.

— J'ai eu la stupeur de constater — me raconte M. Pierre

Laval — que tous les discours que j'avais prononcé dans les réunions publiques y étaient relatés, résumés, et ma foi, je dois dire, assez exactement! »

M. Malvy reconnaît dans *Mon Crime* l'existence des dossiers politiques. Il fait allusion, notamment, à ceux qui ont été constitués, par la Sûreté Générale, sur deux sénateurs.

***

Cette anarchie de la police à Paris, nous la retrouvons — multipliée — dans les différents organismes de la police en province.

— En France — m'a déclaré M. Caillat — tout le monde fait de la police, et personne. Les délits relatifs aux fraudes alimentaires sont du ressort du Ministère de l'Agriculture. Les fraudes en matière de poids et mesures du Ministère du Commerce. Les fraudes fiscales sont du rayon des *brigades volantes* placées sous la direction des Contributions directes et indirectes. Et les grands escrocs sont surveillés par trois services, les trois sections financières dépendant, l'une du Parquet de la Seine, l'autre de la Préfecture de Police, et la troisième de la Sûreté Générale.

Mais ceci n'est rien encore!

Si, théoriquement, la police préventive et judiciaire est exercée, en province, par la Sûreté Générale, par l'intermédiaire, soit de ses brigades mobiles, soit des commissaires qu'elle nomme à la tête des polices municipales, une terrible complication survient du fait que, en vertu de la loi de 1884, la police des villes de province appartient aux maires.

Et c'est là qu'est la cause essentielle du plus effroyable imbroglio policier qu'on puisse imaginer.

Lorsqu'il était Garde des Sceaux, M. Barthou dénonça énergiquement l'inorganisation de la police municipale et l'inexistence de la police rurale.

« En France — déclara-t-il — la police est une série de petites formations anémiques isolées les unes des autres, fonctionnant sans cohésion et s'ignorant les unes des autres. »

M. Louis Marin, dans le célèbre rapport qu'il déposa en

1923 en vue de la réorganisation des services publics, dressa, lui aussi, contre l'anarchie de la police, un réquisitoire impitoyable.

« Actuellement — disait-il — les diverses polices des villes sont incohérentes, hybrides. Leurs agents sont revêtus de tenues disparates et variées. »

Ce ne serait rien si la sécurité des citoyens n'y était gravement engagée! Il y a des villes, petites ou grandes, où la police est littéralement inexistante. Le Président de la Fédération des polices de France, M. Vidal, me donne, à ce sujet, les détails les plus circonstanciés. Ici, la police est exercée d'une manière désinvolte. Là, avec des méthodes du temps des diligences! Dans la plupart des villes, les services de police en sont au même point qu'il y a cinquante ans. Il y a des commissaires qui n'ont pas le téléphone, pas de machine à écrire et pas de personnel. A peu près partout, la police municipale est un corps sans bras. Quoi d'étonnant? Les municipalités ont une existence précaire. Elles sont indifférentes à la modernisation et à l'organisation de la police. Les résultats? Ce pourcentage effarant : 80 à 85 p. 100 d'affaires non résolues! Dans telle ville, l'unique souci des agents de police, c'est le nettoyage des rues. Dans telle autre, la surveillance des marchés. Ailleurs, le recensement des chiens. Un peu partout, le port des papiers de la mairie! Les agents n'ont pas d'éducation professionnelle, pas de moyens d'action; aussi les malfaiteurs ont beau jeu! Les étrangers circulent sans déclaration, les hôteliers ne se préoccupent pas d'inscrire les noms des voyageurs. Et les mouvements d'opinion ne sont pas signalés au pouvoir central!

Et, en cas de crime, qu'arrive-t-il?

Prenons, à titre d'exemple, l'assassinat de M. Prince. Le maire de Dijon ayant juridiction sur le territoire de Dijon, c'est, d'abord, la police municipale qui s'en est occupée. Mais comme le crime avait un grand retentissement, Paris s'est mobilisé, Paris représenté par un délégué spécial de la Sûreté Générale, M. le commissaire Belin. Mais aussi la brigade de Dijon est intervenue, dépendant de la Sûreté Générale!

Qu'est-ce que la brigade mobile?

Avant 1908, lorsqu'un crime retentissant était commis à

Carpentras ou à Sisteron, c'était la *Préfecture de Police de Paris* qui envoyait ses équipes de fins limiers. Elle arrivait trop tard.

Aussi Clemenceau eut-il en 1908 l'idée — pour relier les polices locales isolées et pour remédier à cette intervention trop tardive de la Préfecture de Police de Paris, — de créer seize brigades mobiles.

Du point de vue policier, la France est divisée en seize circonscriptions dépendant de la Sûreté Générale. Nous avons vu que la première brigade mobile a, par une entorse aux règles organiques de la police, son siège à Paris, secteur de la Préfecture de Police. Les quinze autres sont réparties sur tout le territoire français. D'ordre exclusivement judiciaire, les brigades mobiles constituées par des noyaux de quinze à vingt policiers, ont à leur disposition deux voitures extra-légères qui leur permettent de se déplacer assez rapidement.

Mais vous pensez bien que le policier local voit d'un mauvais œil arriver son grand concurrent de Paris! Chacun garde pour soi ses tuyaux! Et le conflit n'existe pas seulement entre les agents de la brigade mobile et les policiers municipaux, mais aussi avec la gendarmerie qui, elle aussi, a son mot à dire! Dans les recueils de circulaires officielles, j'ai vu un grand nombre de textes qui, depuis 1908 à nos jours, s'efforcent d'aplanir les conflits d'attributions quotidiens qui s'élèvent entre les différents organismes et surtout entre policiers mobiles et gendarmes.

Voici, à titre d'exemple, un échantillon de ces circulaires.

« Il arrive parfois — écrit le directeur de la Sûreté Générale aux commissaires divisionnaires des brigades mobiles — que des fonctionnaires ou agents placés sous vos ordres, après avoir pris contact avec une brigade de gendarmerie, soit parce qu'un crime ou délit a été signalé par elle, soit parce qu'ils désirent en obtenir des renseignements dont ils ont besoin au cours d'une enquête, quittent la localité sans revoir le chef de brigade de gendarmerie et sans l'informer du résultat de leurs investigations.

« Cette manière d'agir, blessante à l'égard de personnes dont on vient de recevoir le concours, est des plus nuisibles aux intérêts du service. »

Je trouve les mêmes critiques dans le *Bulletin du Syndicat national des commissaires de police de la Sûreté Générale* :

« Il n'y a aucune liaison entre les maires, les commissariats, les agents, les gardes champêtres et les gendarmes. Chacun a ses archives personnelles, plus ou moins bien tenues, et les garde pour lui...

« Ainsi, dans une grande ville, la police municipale concentre ses archives au service de sûreté locale. Quant à la gendarmerie, elle envoie ses rapports au capitaine commandant la compagnie. Que deviennent-ils? Nul ne le sait! Les agents de police municipaux, pas plus que les agents des brigades mobiles, ne peuvent avoir communication des archives de la gendarmerie. »

Voici qui est plus grave. En cas d'émeute, de troubles, de grèves, qui a la responsabilité de la direction de la force publique? Selon les endroits, c'est le commisssaire central, ou le commissaire spécial.

Et qui ont-ils à leur disposition?

La gendarmerie ou la garde mobile — qui sont sous les ordres du commandant de gendarmerie, et non pas sous le commandement effectif du commissaire chargé de leur direction!

Le même manque de liaison entre les polices locales et la gendarmerie se retrouve dans les enquêtes criminelles, les recherches, etc...

Les commissaires de police de la Sûreté Générale reprochent, enfin, aux brigades de police mobile de ne pas être mobiles! Elles n'ont pas, en effet, de cartes de circulation sur les chemins de fer qui leur permettent de dépasser les limites de leur circonscription.

En novembre dernier, on leur a supprimé les parcours sur Paris. Aussi, les inspecteurs mobiles qui allaient à Paris pour leur service n'y viennent plus : ils écrivent.

« Quant à la poursuite des malfaiteurs, ils l'arrêtent à la limite de leur carte de circulation, et, ensuite, ils font demi-tour pour éviter la fâcheuse rencontre du contrôleur des chemins de fer! »

***

Ce manque de modernisation, je le retrouve à tous les étages de notre hiérarchie policière!

M. Ducloux, contrôleur général des recherches judiciaires, s'est efforcé, pendant ses vingt-cinq ans de services, de convaincre les différents directeurs de la Sûreté Générale de la nécessité de doter notre pays des mêmes moyens d'action policière que les grands États voisins. Car M. Ducloux est vice-président d'un grand organisme qui met en contact permanent les dirigeants des polices de tous les grands États, non seulement européens, mais mondiaux. Et il a été humilié pour la France des aveux qu'il a été obligé de faire devant ses collègues étrangers.

Tout d'abord, les locaux où sont installés les services de la Sûreté Générale, rue des Saussaies, dépassent en inconfort et en crasse, tout ce que l'administration française peut offrir de plus poussiéreux! Et cette maison où sont concentrés tous les secrets est ouverte comme un moulin. Je me flatte d'y avoir, un jour, pénétré librement, d'être entré dans tous les bureaux, et d'avoir, au fond d'un local ayant l'aspect d'une cuisine abandonnée, relevé des fiches sur lesquelles étaient consignés les noms des indicateurs de la Sûreté.

Ce n'est que tout récemment que, à la suite de démarches répétées, les inspecteurs de la Sûreté ont pu obtenir un insigne attestant leur qualité. Ils n'ont pas, tous, la prestigieuse écharpe tricolore qui leur permet d'exciper de leur titre d'*officier de la police judiciaire*! Ils ont été privés par la loi de février dernier du droit de perquisition domiciliaire, ce qui a littéralement désarmé la police de ses pouvoirs juridiques.

J'ajouterai, enfin, ce simple détail. Sous le porche d'entrée de la rue des Saussaies, à droite, vous apercevrez, en arc de cercle au-dessus d'une porte, cette inscription : « Police de l'air et de la T. S. F. » C'est là le G. Q. G. de la police de l'espace.

— Bravo! — vous écrierez-vous. — La police, qui longtemps a poursuivi à bicyclette les bandits en auto, va, enfin, poursuivre par la voie des airs les bandits en avion! Et dépister,

par la voie des ondes, les postes émetteurs clandestins possédés par les organisations politiques secrètes et subversives!

Il n'y a qu'un malheur, c'est que : 1° la police de l'air ne dispose d'aucun avion; 2° si la police de la T. S. F. (il y a d'ailleurs deux polices qui se battent, elles aussi, dans le domaine de l'air : celle de la Préfecture de Police et celle de la Sûreté Générale!) dispose, à la Sûreté Générale, d'un poste dit *Central radio-police* et, en province, de quatre postes régionaux : Bordeaux, Lyon, Marseille, et Strasbourg, il n'y a, par malheur, dans les services policiers de province, aucun appareil récepteur. *Central radio-police* émet des ordres qui tombent, si j'ose dire, dans l'oreille d'un sourd. Ni les brigades mobiles, ni les postes de gendarmerie auxquels sont destinées ces directives radiophoniques n'ont le moindre poste à galène. Et lorsque *Central radio-police* voulut avertir l'univers de la nécessité d'arrêter Stavisky, elle lança son signalement par ondes, mais dut faire appel, pour la réception, à des organisations privées!

***

Voici d'autres faits qui concernent, ceux-là, la police spéciale. La police spéciale est peut-être la plus importante, surtout dans les temps actuels. C'est elle qui tâte le pouls de l'opinion publique par ses surveillances dans les milieux extrémistes (communistes, anarchistes, royalistes). Elle a pour tâche de « renseigner les pouvoirs publics de tout événement pouvant constituer un danger immédiat ou permanent pour les institutions républicaines ». Enfin, elle a pour mission, tout le long de nos frontières terrestres ou maritimes, de trier les étrangers qui pénètrent en France et d'assurer le refoulement des individus jugés dangereux ou indésirables.

Où est-elle, cette police spéciale? Partout, dans les gares, aux frontières, dans les centres ouvriers, dans les ports, etc...

Combien de fonctionnaires comprend-elle?

400 pour toute la France. Je les ai vus opérer aux frontières. Ce sont eux qui examinent vos passeports lorsque vous franchissez la « ligne idéale ». Tantôt, c'est un commissaire spécial, tantôt, c'est un simple inspecteur. Le long de la frontière ita-

lienne, notamment, ils sont espacés au point que la frontière est ouverte à qui veut entrer. Les étrangers qui viennent de San Dalmazzo pour pénétrer en France par la vallée de la Roya, ne rencontrent aucun poste de gendarmerie, aucun commissaire spécial de la Sûreté avant Breil situé à 4 kilomètres de la frontière. Et encore, à Breil, ils n'ont, pour éviter la gendarmerie, qu'à passer dans une rue dite inférieure où on ne leur demande rien, non plus qu'à la gare où ils ont le loisir de gagner Nice. Maintes fois, la Sûreté Générale a été prévenue de cette situation, mais il n'y a pas de crédits, donc pas de personnel et les fonctionnaires de la police spéciale des frontières, devant la difficulté de leur tâche, se découragent. Songez que, pour tout le saillant de Breil-Sospel-Saorge, soit 80 kilomètres de frontières linéaires et 80 kilomètres carrés d'hinterland il y a, en tout, quatre inspecteurs de la police spéciale pour viser les passeports à tous les trains, interroger les suspects et courir les chemins de montagne!

La situation est à peu près la même à toutes les frontières, d'après ce que je lis dans le *Bulletin du Syndicat des Inspecteurs de la Police spéciale.*

***

De ces faits peu connus du grand public, quelles conclusions dégager et quelles réformes proposer?

M. Louis Marin, dans son rapport de 1923, fut très net. A ses yeux, il n'y a qu'une solution : l'étatisation complète et intégrale de tous les services de police remis entre les mains de la Sûreté Générale, donc suppression de la Préfecture de Police de Paris.

Je note que, par une curieuse rencontre, ce dessaisissement de la Préfecture de Police était préconisé par M. Joseph Caillaux dans son fameux document secret découvert dans le coffre-fort de Florence et connu sous le nom de *Le Rubicon.* M. Joseph Caillaux confiait à un seul homme, M. Ceccaldi, les doubles fonctions de *Préfet de Police et de Directeur de la Sûreté Générale.*

Est-ce ce patronage qui confère à l'étatisation de la police je ne sais quel caractère césarien?

Il est bien évident que la République répugne à cette

concentration en une seule main de cette force redoutable et terrible qu'est la police. Tout de même, il est évident, d'autre part, que l'émiettement actuel ne peut, sans graves dangers, continuer! Il y a, indiscutablement, une tendance vers l'étatisation. La preuve? C'est que certaines grandes villes de France (il y en a aujourd'hui dix, depuis le retour de l'Alsace-Lorraine à la France) ont une police intégralement étatisée, et qu'elles s'en trouvent bien. La preuve? C'est que des maires particulièrement soucieux de leurs franchises municipales, comme M. Marquet, sont les premiers, en cas de troubles graves, à se dessaisir de leurs pouvoirs de police et à faire appel à la police de l'État. La preuve? C'est que des hommes politiques, comme M. Camille Chautemps qui, défenseurs des prérogatives municipales au Congrès des Maires, étaient hostiles à la démunicipalisation de la police, s'y sont ralliés dès qu'ils ont vu, sur place, au Ministère de l'Intérieur, l'inconvénient de cette anarchie des polices municipales!

« La direction de la police française m'a amené — écrivait-il récemment au Syndicat de la police — à penser que, pour la coordination des efforts de surveillance qui dépassent de plus en plus le cadre étroit d'une commune, autant que pour le recrutement du personnel, il est indispensable de recourir à une plus grande unification de l'ensemble des forces de protection sous l'autorité du Ministère de l'Intérieur. »

Les avantages de l'unification sont évidents : simplification, standardisation, concentration des efforts, presque tous les avantages que, pendant la guerre, le commandement unique apporta à la direction même de la guerre. M. Louis Marin, qui n'est pas suspect de tendresse pour l'étatisation, déclare très nettement :

« S'il est un service qui doit être un service d'État, c'est, sans conteste, le service de la police. Aujourd'hui, les souvenirs de l'Empire ne sont plus de mise! »

Mais il y a, à l'étatisation intégrale, d'autres objections et, d'abord, l'objection financière. Pour y arriver, il faudrait, selon les uns, 200 millions, et, selon les autres, des milliards...

Enfin, si l'étatisation devait remettre tous les services de police entre les mains du Directeur de la Sûreté Générale, il faudrait, de toute évidence, changer le mode de recrutement...

du directeur de la Sûreté Générale. C'est là, surtout, qu'il faut respecter les compétences techniques. Or, ce n'est que par une rare exception que la Sûreté Générale a été confiée à un policier. Le plus souvent, on y met des Préfets dont on ne sait que faire ailleurs ou des laissés pour compte de la politique. Ce serait une savoureuse et triste histoire que celle des directeurs de la Sûreté Générale, depuis 1874 jusqu'à nos jours!

En 1874, la direction de la Sûreté Générale a été supprimée. ... Elle est rétablie en 1876! Elle est, en 1881, réunie à la direction du Cabinet. Elle en est séparée en 1882! Elle est, de nouveau, supprimée en 1888, puis rétablie en 1903! En 1907, elle est confiée à M. Hennion qui, par la suite, devint Préfet de Police. Elle passe entre les mains de M. Labussière, puis de M. Durand, puis de M. Labussière, puis de M. Chiappe, puis de M. Durand, déjà nommé, puis de M. Marlier, puis de M. Noël! A ce moment-là, il s'y ajoute le Secrétariat général du Ministère de l'Intérieur. Puis vinrent M. Julien et M. Thomé qui passe, pendant quarante-huit heures, à la tête de la Comédie-Française.

Par contre, pendant ce temps, M. Chiappe dirigea, pendant sept années consécutives, avec le plus grand éclat, et le plus grand prestige, les services de la Préfecture de Police. Il en fit un véritable Ministère parisien de la Police. Il régla le problème de la circulation. Il nettoya Paris de ses filles et de ses souteneurs. Il épura la capitale de tous ses éléments douteux. Il donna à ses agents des moyens de transport rapides. Il dissémina par toutes les rues les avertisseurs de police, les signaux lumineux, fit de la police parisienne un modèle que viennent admirer les chefs de toutes les autres polices du monde. Et il fut retiré de la Préfecture de Police sans avoir la moindre tache de sang sur les mains...

Si l'on ne peut pas, ou si l'on n'ose pas étatiser complètement la police, il est, du moins, des étapes vers cette réforme totale qu'il est possible, dès maintenant, de réaliser.

De l'aveu de tous les techniciens que j'ai consultés, la première de ces étapes consisterait à *unifier, d'abord, les polices judiciaires.*

Au cours de son éphémère gouvernement, M. Camille Chautemps y songea, mais seulement pour Paris. Le projet

qu'il déposa prévoyait la *fusion de la police judiciaire de la Préfecture de Police avec la Sûreté Générale.*

— Mais c'est nettement insuffisant! — déclare le journal *La Police Judiciaire,* organe officiel de la Fédération nationale des polices judiciaires de France et des colonies. Évidemment, à Paris, il y a une dualité fâcheuse entre les services de la P. J. et les services correspondants de la Sûreté Générale. Mais cette dualité regrettable existe — et encore bien plus intensément — en province, entre les brigades mobiles de la Sûreté Générale et les P. J. des grandes villes! Ce qu'il faut, c'est, ou conserver le *statu quo,* ou unifier *toutes* les polices judiciaires et administratives françaises. Dans ce cas, les municipalités ne conserveraient que les polices qui semblent proprement être de leur ressort : la police des rues, ou police d'ordre, de gardiennage. »

C'est, aux yeux des spécialistes de la police judiciaire, le point névralgique :

« Ce qu'il y a de plus grave — assure le Syndicat des inspecteurs de la police mobile et spéciale — c'est le manque d'organisation de la police judiciaire en France. Dans cette branche de la police, la plus difficile à exercer, rien ne répond plus à l'objet pour laquelle elle a été créée parce qu'elle manque de moyens financiers. Or l'argent est le nerf de l'activité policière. Seule, une démocratie en décadence ne peut pas y croire! Elle désire avoir une police, mais comme si elle en avait honte! Elle veut la cacher, et elle lui refuse les moyens nécessaires pour obtenir d'elle son plein rendement. Les moyens dont elle dispose pour faire la chasse aux malfaiteurs de tous ordres sont archaïques et inopérants.

» Au siècle de l'aviation, qui pourrait le croire? la police en est encore à la bicyclette!

» Ce qu'il faut faire rapidement? Une réorganisation des services de police judiciaire, les placer sous une direction unique, et sous le contrôle du Ministère de l'Intérieur. Lui donner des fonds suffisants pour rémunérer convenablement ceux qui forment quoi qu'on en dise « une catégorie spéciale » de fonctionnaires, dont le service s'accomplit de jour et de nuit et qui risquent leur vie pour la défense de la République et des citoyens.

» Mieux vaudrait placer là les fonds secrets que de payer chaque mois des « journaleux », des maîtres chanteurs, des coureurs de scandales, des mouchards, des « véreux », pour louer tel ou tel Ministre ou pour salir quelques honnêtes adversaires! » (*sic*)

Une deuxième étape vers l'étatisation serait l'étatisation des *sections financières* de la police.

Vous savez qu'il y en a trois : une au Parquet; une à la Préfecture de Police, et une à la Sûreté Générale.

« La vérité — m'a dit un haut fonctionnaire du boulevard du Palais — c'est qu'il n'y a aucune Police Financière! Dans les trois sections, il y a des dossiers — constitués, le plus souvent, par des coupures de journaux financiers! Et c'est tout! Il n'y a pas de techniciens! Or, depuis le développement considérable de la richesse mobilière, c'est une technique nouvelle de la répression qu'il faut créer. Elle serait confiée à des spécialistes qui ne seraient ni des policiers, ni des magistrats, ni des inspecteurs des finances, ou plutôt qui seraient tout cela à la fois, et qui auraient des pouvoirs d'investigation très étendus, même dans les banques. C'est là — et pas ailleurs — qu'est la solution! Tout le reste : législation soi-disant protectrice de la petite épargne, c'est du bavardage! C'est de la fausse et dangereuse sécurité. Il nous faut, de toute urgence, organiser la surveillance des campagnes contre le crédit public, des émissions de valeurs, des manœuvres étrangères contre notre crédit, grâce à un corps de techniciens agissant sous la direction du mouvement général des fonds du Ministère des Finances et sous le contrôle de la Préfecture de Police, ou de la Sûreté Générale, peu importe!

Rien n'empêcherait, d'ailleurs, de rattacher, à cette police financière, les *Brigades volantes de police fiscale*, dépendant actuellement du Ministère des Finances qui, contrairement à tout bon sens, n'ont aucune liaison avec la police judiciaire et dont voici l'état actuel, d'après les déclarations de ses meilleurs agents :

« Nous avons le droit d'arrestation, mais, en cas de perquisition, nous devons aller demander son concours au commissaire de police! C'est du temps perdu. Il faudrait créer un commissaire de police spécialisé dans les questions fiscales.

» Filons-nous un fraudeur? Il nous échappe, souvent, du fait que nous n'avons pas de carte de circulation sur tous les réseaux. Sur ceux qui ont bien voulu nous en accorder, nous voyageons en seconde classe. Le fraudeur, lui, est toujours en première...

» Nous n'avons, naturellement, pas d'automobile, pas de carte de circulation sur le métro, ni sur les tramways, ni sur les autobus. Pas de coupe-file. Pas le droit de monter en surcharge dans un tramway, même sur présentation de notre carte. Pas le droit de réquisitionner un taxi pour la poursuite d'un fraudeur. Nous sommes armés, oui, mais à nos frais.

» Nous sommes de service, en somme, vingt-quatre heures sur vingt-quatre : le téléphone que nous sommes obligés d'avoir, à notre domicile personnel, c'est nous qui le payons... »

***

Un gros obstacle aux réformes envisagées, c'est encore et toujours la politique! Et quelle politique : la plus basse! Ce ne sont pas les maires, ce sont les *mares* qui s'opposent à la généralisation de la police d'État!

— « Nommer des agents de police, donner de l'avancement et des galons à des fils d'électeurs, intervenir par pression dans les poursuites exercées contre les amis, manœuvrer les arrêtés municipaux comme une arme à deux usages dont le tranchant s'émousse ou reste net suivant les catégories électorales! Voilà — déclare la Fédération des associations des polices de France et des colonies qui groupe la quasi-totalité des polices de province — le domaine réservé dans lequel s'exercent, en fin de compte, les franchises municipales, en matière de police. »

Peut-on, tout de même, espérer qu'il y a, en France, depuis deux mois, un esprit nouveau et que la République du piston est en voie de disparition? Nul moment n'est plus propice aux réformes d'intérêt général. Si l'on veut que le régime tienne, il faut mettre fin, sans tarder, à l'anarchie de la police!

PAUL ALLARD

MONOGRAPHIES MILITAIRES

Une certaine évolution semble se produire dans nos études d'histoire militaire. Alors que pendant de longues années on vit surtout paraître des œuvres générales sur la guerre mondiale, actuellement nos écrivains s'orientent pour la grande majorité vers la « monographie » : exposé d'une bataille ou d'un combat, exploits d'une unité, corps d'armée, division ou régiment. Le phénomène peut s'expliquer de plusieurs façons. J'y vois pour ma part trois raisons essentielles. Une étude d'ensemble de la guerre mondiale, ne fût-elle que purement militaire, exige des recherches considérables et un labeur de plusieurs années; nos officiers de l'active, si haut placés soient-ils, n'ont plus de loisirs suffisants pour entreprendre des œuvres semblables; la vie courante les absorbe trop; ils n'ont plus le temps de réfléchir au passé, ils doivent donner toutes leurs pensées au présent et surtout à l'avenir. Ils n'osent se lancer dans un travail qu'ils ne sont pas sûrs de pouvoir mener à bonne fin. Tel le plus brillant de nos professeurs d'histoire militaire de l'École supérieure de Guerre qui, malgré les instances de tous, n'a pu mettre à jour pour l'impression un cours unanimement admiré de ses élèves français et étrangers.

Certains, civils et militaires, se demandent également, si, après les grandes histoires écrites souvent en collaboration par de hautes personnalités, et après les mémoires du maréchal Foch et du maréchal Joffre, tout n'a pas été dit sur la guerre mondiale, du moins du point de vue des grandes opérations françaises.

Enfin, le goût du public fait sentir, lui aussi, son influence

sur nos écrivains militaires. Nous avons déjà signalé dans cette revue la lassitude qui s'est manifestée pour les grandes œuvres militaires jugées trop sévères et l'attrait qu'exercent les ouvrages dits de 2e bureau ou, ce qui serait plus exact, de service spécial de renseignements. Le lecteur y trouve distraction en même temps qu'illusion de pénétrer dans un domaine mystérieux, secret.

Toutes ces raisons ont fait, à notre sens, que nos historiens militaires se sont tournés vers la monographie : le travail moins vaste permet des recherches plus limitées; à la satisfaction morale de pouvoir saisir la vérité avec une certitude plus grande que dans un ouvrage d'ensemble, se joint la satisfaction de l'ouvrier qui voit grandir plus rapidement son œuvre; enfin, le récit d'une bataille, d'un combat, l'exposé des faits d'armes d'une unité permettent de faire une œuvre plus vivante, plus passionnante, plus au goût du grand public.

Est-ce un mal que notre histoire militaire s'oriente dans ce sens? Nous ne le croyons pas. Devant l'étude d'un complexe aussi formidable que les opérations de la guerre mondiale, les jeunes écrivains risqueraient de se rebuter. La monographie, la tranche d'histoire localisée dans le temps ou dans l'espace, leur permettra au contraire d'aborder objectivement sans trop de difficultés l'étude de l'histoire. Par la suite ils pourront passer aux études plus vastes. Et il nous reste encore assez d'écrivains notoires pour faire la synthèse des ensembles stratégiques que la publication encore en cours des historiques officiels des différentes nations belligérantes permettra de réaliser un jour.

Parmi les nombreuses monographies qui ont paru durant ces derniers temps, nous en choisirons quelques-unes qui par leur diversité permettront au lecteur d'avoir une idée d'ensemble de l'évolution qui s'accomplit actuellement dans l'étude de notre histoire militaire.

Nous commencerons par l'ouvrage que nous considérons comme le type du genre, comme la monographie militaire classique pourrions-nous dire. Nous voulons parler du *Foch à la Marne*[1] du capitaine Villate, professeur adjoint d'his-

1. Charles Lavauzelle et Cie, 286 pages, avec 11 croquis.

toire militaire à notre École supérieure de Guerre. Au premier abord on pourrait croire que ce livre est uniquement une étude du rôle joué par le général Foch pendant la bataille de la Marne. Il n'en est rien. Si le général Foch y tient la première place parce qu'il fut le chef et l'animateur, les chefs subordonnés et les humbles combattants y ont aussi leur juste part. Le sous-titre de l'ouvrage : *La 9e Armée aux Marais de Saint-Gond* (*5-9 septembre 1914*) nous en avertit. L'avant-propos aussi :

« Un des buts de l'histoire militaire est de mettre en contact avec les réalités de la guerre. Rien n'est aussi convaincant que les faits pour donner l'expérience nécessaire à ceux qui sont chargés de conduire des hommes au combat. A défaut des événements eux-mêmes auxquels il nous est impossible d'assister, nous pouvons nous efforcer de les faire revivre par une reconstitution aussi exacte que faire se peut. Nous pouvons nous replacer dans une atmosphère particulière sans chercher à démontrer tel ou tel principe de tactique, à défendre telle opinion ou telle doctrine. Du simple récit des faits nous reverrons les réalités de la guerre et les leçons sortiront d'elles-mêmes d'une pareille évocation. »

Tel est l'esprit dans lequel le capitaine Villate a conçu son « Foch à la Marne » : son ouvrage est donc un exposé méthodique des faits et des réalités du « drame effrayant et passionné » que fut la lutte de la 9e Armée. Point n'est besoin de dire qu'une personnalité comme le capitaine Villate ne pouvait nous offrir qu'une œuvre d'une objectivité absolue; elle est basée en effet sur une documentation de premier ordre, documentation officielle d'abord, ordres, comptes rendus, rapports des différents chefs qui ont pris part à la bataille, documentation privée ensuite, souvenirs de combattants, acteurs immédiats du drame.

Nous revivons ainsi jour par jour, heure par heure, et parfois même minute par minute, aussi bien à l'échelon du commandant en chef qu'à celui de l'humble exécutant jeté dans la tourmente, toutes les phases de la lutte épique que soutint la 9e Armée autour des Marais de Saint-Gond : le demi-tour du 5 septembre, la prise de contact du 6, l'engagement du 7, la résistance et les échecs du 8, la réaction et la victoire du 9.

Mais si l'ouvrage traite surtout des opérations françaises, il ne néglige pas cependant ce qui s'est passé du côté de l'ennemi; les décisions des grands chefs allemands, les mouvements des unités prussiennes et saxonnes y sont suffisamment traités pour permettre au lecteur de connaître les événements qui se sont déroulés dans le camp adverse; l'ouvrage est donc complet et comme nous le disions c'est bien une monographie modèle. Le général Weygand qui l'a préfacée en a souligné la valeur en termes élogieux. Mais il a aussi dans sa préface synthétisé, en traits décisifs, le tempérament et l'état d'âme de celui qui fut son chef et qu'il a mieux compris que quiconque. Qu'il nous soit permis de reproduire ce portrait :

« On voit un Foch qui n'hésite pas à commander, d'entrée de jeu, à certaines de ses troupes l'observation d'une attitude défensive ou à la leur prescrire au cours de l'action, si les circonstances l'exigent. C'est ainsi que les ordres donnés aux grandes unités de la 9e Armée, le 5 septembre, pour la journée du lendemain, présentent de la gauche à la droite, toute la gamme allant de l'attaque à la défensive absolue; et que, le 6 au cours de la journée, le 9e C. A. et la 42e Division reçoivent l'ordre de cesser leurs attaques et de se borner pour le moment à repousser celles de l'ennemi. Le maréchal Foch disait souvent qu'il n'y a pas à proprement parler de bataille offensive ou de bataille défensive mais une bataille dans laquelle offensive et défensive ont à jouer leur rôle.

« S'il trouvait, dans les hautes régions de son idéal français et dans sa connaissance profonde de l'histoire des peuples, les sources de sa confiance et l'étai de ses conceptions, nul esprit n'était, dans l'action, plus réaliste que le sien. S'il différait souvent des autres sur les décisions à en faire sortir, il voyait aussi bien que quiconque les choses telles qu'elles étaient réellement...

« Son ardeur et sa confiance incitaient ceux qui le connaissaient mal à le croire impulsif. Rien n'est plus inexact. Jamais il n'allait à l'aveugle. Lorsque dans ces quatre journées d'une lutte opiniâtre, il donnait des instructions — qui n'ont pas été sans surprendre quelques-uns de ceux qui les recevaient — il savait que si un ordre de retraite est lâché, la résistance est définitivement compromise; que l'avance unit et que le

recul dissocie; que les ordres d'attaque obligent à regarder en avant et non en arrière; que les plus timides s'imprègnent de la volonté du chef lorsqu'elle est nettement affirmée; que si tous ne peuvent attaquer, quelques-uns du moins y réussissent; que dans l'équilibre instable où se trouvent, le soir de la bataille, deux adversaires d'égale valeur, un sursaut d'énergie ou un moment d'abandon peuvent suffire à procurer le succès ou la défaite. »

Si à l'ouvrage du capitaine Villate on joint l'article du colonel Lestien, sur *L'action du général Foch à la bataille de la Marne*[1] et celui du général Requin, alors capitaine à l'État-Major de la 9e Armée, sur *La journée du 9 septembre 1914 à la gauche de la 9e Armée*[2], enfin, le chapitre correspondant des mémoires du maréchal Foch, on peut dire que l'histoire de cette tranche de la bataille de la Marne est désormais achevée.

Puisque nous sommes en septembre 1914 et avec l'armée Foch en Champagne il convient de citer une autre monographie qui se rapporte au même théâtre d'opérations et à la même phase de la guerre. Nous voulons parler de *La Division du Maroc aux Marais de Saint-Gond*[3]. Également remarquable par son objectivité, cette monographie ajoute à ce mérite celui d'avoir été écrite par un des acteurs du drame, le colonel Hurault de Ligny qui commandait alors un de ses bataillons de tirailleurs.

Tous les Français qui ont vécu la grande guerre ont entendu parler de la célèbre « Division marocaine » dont les zouaves, les coloniaux, les tirailleurs furent de toutes les grandes affaires. Mais on connaît moins ses débuts et son rôle dans la tourmente de la Marne. Ce fut elle qui, véritable phalange de héros commandés par des preux, les Humbert, les Blondlat, les Pernot, les Cros, les Fellert, résista comme un roc

1. *Revue d'histoire de la guerre mondiale*, avril 1930. Le colonel Lestien, ancien professeur du cours d'histoire militaire à l'École supérieure de Guerre, a contribué largement par ses conseils à la rédaction de l'ouvrage du capitaine Villate qui, dans son avant-propos, regrette fort que son chef n'ait point voulu le signer avec lui.

2. *Revue militaire française*, novembre 1930.

3. Charles Lavauzelle et Cie.

aux assauts répétés du Xe Corps prussien et assura la conservation des hauteurs de Mondement et d'Allemant dont dépendait non seulement le sort de l'armée Foch, mais encore celui de tout le centre français; ce sont ses bataillons qui, pour épauler l'aile droite de l'armée Franchet d'Esperey, donnèrent à fond pour s'emparer de la crête du Poirier, près de Saint-Prix; ce sont ses débris qui appuyèrent les Vendéens du 77e d'infanterie, aux ordres des Lestoquoi et des Beaufort, lors des attaques visant à la reprise du château de Mondement. Ce dernier épisode, à jamais légendaire, est décrit avec une telle précision, une telle recherche de la vérité, que l'on a bien la sensation de lire une page d'histoire vécue. De nombreux croquis d'une netteté parfaite accompagnent le texte et permettent de suivre heure par heure les mouvements des unités. Qu'il nous soit permis, après le général Weygand, qui a préfacé l'ouvrage, de féliciter le colonel de Ligny de son travail : il a fait vraiment œuvre d'historien.

Avec le *Drame de l'Yser*, du général Mordacq[1], nous restons dans le genre des monographies localisées à la fois dans le temps et dans l'espace, mais nous abordons le thème interallié et l'année 1915 : le drame de l'Yser est en effet non pas le récit de la première bataille de l'Yser, mais celui de la première attaque par gaz asphyxiants, attaque exécutée par les Allemands le 22 avril 1915 sur la face nord du saillant d'Ypres, tenue par des forces belges, françaises et canadiennes.

Les historiens belges, le commandant Willy Breton en particulier, ont déjà traité ce sujet, mais tout en rendant un juste hommage aux rôles brillants que jouèrent les troupes françaises et britanniques, ils ne sont entrés dans le détail des opérations qu'en ce qui concerne leurs unités. Les Anglais ont fait de même dans leur historique officiel de la grande guerre. Du côté français il n'existait rien ou presque rien.

Le général Mordacq s'est proposé de retracer l'ensemble de cette tragédie atroce. Il était particulièrement qualifié pour le faire : sa brigade — la 90e de la 45e division d'Afrique —

1. Éditions des Portiques.

placée au centre du front d'attaque, au nord de Langemarck, et encadrée à l'ouest par les territoriaux de la 87e division et les Belges de la division de Ceuninck (6e D. I. B.), à l'est par la division canadienne, a reçu, en effet, le gros du choc allemand. Il a parfaitement atteint son but. Son récit est chaud, poignant et d'une intensité de vie profonde : l'exposé tactique des événements y alterne avec des comptes rendus de combattants et des témoignages d'héroïsme émouvants.

Le 22 avril 1915, vers dix-sept heures, par une soirée de printemps radieuse, un violent bombardement s'abat sur le saillant d'Ypres en même temps qu'un nuage d'un jaune verdâtre s'élève des tranchées allemandes et, poussé par un vent léger du nord-est, rampe vers notre front. Tirailleurs, joyeux et territoriaux ouvrent le feu; mais bientôt le nuage infernal les enveloppe : saisis à la gorge par les vapeurs de chlore, ils sont contraints d'abandonner leurs armes; les uns s'écroulent sur le sol en proie aux affres de l'asphyxie, les autres cherchent à échapper à la mort en s'enfuyant vers le canal de l'Yser; beaucoup tombent en cours de route, crachant le sang; ceux qui peuvent continuer leur course ne sont plus que de pauvres êtres lamentables, hagards, la capote flottante, la cravate arrachée, courant au hasard comme des fous, demandant de l'eau à grands cris. Derrière le nuage méphitique, quatre divisions allemandes, quarante mille hommes, suivent, baïonnette au canon. Pour couvrir le repli des bataillons français, les batteries de la 45e division tirent à coffres ouverts, jusqu'au moment où nos artilleurs, pris eux-mêmes dans le nuage, sont obligés de partir à leur tour après avoir encloué leurs pièces.

Le drame a duré en tout une demi-heure environ. Vers dix-huit heures les premières vagues allemandes après avoir enlevé Streenstraat et Langemarck atteignent le canal de l'Yser à Het Sas et les abords de Boesinghe. Elles ne devaient pas pousser plus loin ce jour-là. Cependant une brèche de six kilomètres était ouverte dans le front français, où il ne restait plus que quelques groupes de combattants épuisés, sans liaison les uns avec les autres.

Le nuit du 22 au 23 est une nuit d'angoisse : la lutte continue en corps à corps incessants aux abords du canal, pendant que

le commandant pousse en avant ses renforts pour essayer de reconstituer un front et d'arrêter l'ennemi par des contre-attaques. Au petit jour, bataillons belges et français (7e zouaves, 3e bataillon d'Afrique) accourus en toute hâte reprennent contact sous le feu allemand, tandis qu'à l'est quatre bataillons anglais tentent de repousser l'ennemi sur Pilkem.

Le journée du 23 est la journée des contre-attaques : contre-attaques du 7e zouaves au centre, du 4e zouaves à l'ouest, de la 13e brigade canadienne à l'est; contre-attaques manquées, dit le général Mordacq, surtout parce que l'artillerie fait défaut, mais qui en imposent à l'Allemand, ressoudent le front allié et rapprochent nos unités des lignes adverses.

Le 24 les bataillons et les groupes d'artillerie alliés arrivent de toutes parts; mais l'Allemand, qui a employé la journée de la veille à se réorganiser, attaque à nouveau : à l'ouest, à la soudure du front franco-belge, à l'est contre le saillant britannique où son assaut est précédé d'une nouvelle émission de gaz massive. Sur ces deux points il gagne quelque terrain, mais sa ruée est bloquée : il ne passe pas. Dans la soirée le front allié est définitivement rétabli : toutes les brèches sont bouchées et cinq divisions d'infanterie, un corps de cavalerie, sont en outre à pied d'œuvre à la base du saillant d'Ypres.

Telles furent ces trois journées de lutte angoissante, titanique, qui sont presque tombées dans l'oubli aujourd'hui. Seule l'inscription gravée sur le monument de Streenstraat en rappelle le souvenir : « Le 22 avril 1915 les troupes de la 45e division et de la 87e division territoriale furent empoisonnées par la première nappe de gaz. Depuis il meurt encore chaque jour dans la paix des victimes de ces procédés de guerre abominables. » C'est donc un bien que le général Mordacq ait ajouté son témoignage écrit à ces mots lapidaires qui évoquent trop brièvement une agression déloyale.

Mais ce qui donne à son ouvrage une valeur morale plus haute encore c'est le récit des faits d'armes, collectifs ou isolés, où les combattants belges, britanniques et français communièrent en un héroïsme qui atteignit le sublime et parfois la folie : dévouement du 13e bataillon canadien le 22 avril au soir; sacrifice de la compagnie Thomson du régiment de Kent les 23 et 24; témérité de la section de

mitrailleuses de l'adjudant Duvivier des grenadiers belges le 23; mort tragique de l'abbé Gaillot, aumônier de la 90e brigade; mort glorieuse du lieutenant du génie Hardelay qui donna sa vie pour préparer la destruction des ponts de Boesinghe; folle équipée du lieutenant-colonel de Chizelles du 2e *bis* de zouaves qui, avec son adjoint et un clairon, fait deux heures de marche rampante sous les balles et les obus pour aller en première ligne, dans une tranchée à peine ébauchée, à cent mètres des Allemands, remettre la médaille militaire à un de ses sous-officiers après avoir fait sonner le ban; grandeur de ce sous-officier indigène du 1er tirailleurs qui, rencontrant une compagnie de Canadiens, privée de tous ses officiers et de la plupart de ses sous-officiers, entourée par l'ennemi et prête à se rendre, en prend le commandement, l'entraîne à la baïonnette, perce le cercle allemand, lutte pendant deux jours avec sa poignée d'hommes et, le combat fini, est ramené à son commandant de brigade par un officier canadien qui dit au général Mordacq : « Monsieur, le général qui commande ma division m'a fait le grand honneur de me charger de vous présenter ce sous-officier qui est un héros, oui, monsieur, un véritable héros, digne représentant de cette vaillante nation française pour laquelle nous avons tant d'admiration; nous venons d'ailleurs de le décorer de la Victoria Cross »; esprit de sacrifice du groupe du caporal Hull du 2e East Yorkshire, qui complètement coupé des siens, privé de vivres et d'eau, tient à trente mètres de l'ennemi pendant quarante-huit heures et ne se replie que quand ses hommes sont à bout de forces; mort sublime de ce petit caporal du 4e grenadiers belges, élève du Conservatoire de Liége, qui, blessé grièvement à la tête, renvoie au combat ses camarades en leur disant : « Allez, ce n'est rien, vous ne le croyez pas? Allons donc, je puis encore chanter », et qui, pour les convaincre, se redresse, s'adosse face à l'ennemi à la paroi de la tranchée et chante une dernière fois sa mélodie favorite, l'air célèbre de la *Tosca*, jusqu'à ce que son corps s'écroule dans la boue.

Je m'arrête... j'aurais encore trop d'exploits à citer. Puissent nos jeunes lire ces pages et sentir monter en leur cœur un peu de cette émotion que leurs aînés ont connue et qu'ils connaissent encore quand ils revivent le passé.

Flaucourt[1], du général Abadie, est le récit de la percée des lignes allemandes au sud de la Somme par les forces françaises dans les premiers jours de juillet 1916, récit d'un exploit merveilleux presque oublié lui aussi.

Le 1er et le 2 juillet 1916, en effet, le 1er corps colonial à 4 divisions et la 61e division du 35e C. A., qui flanquent l'offensive principale prononcée au nord de la rivière par les armées anglaises prolongées par notre 20e C. A., enlèvent les deux positions allemandes et dans l'après-midi du 3 entrent dans Flaucourt, objectif final de leur action. La brèche est complète sur 8 kilomètres de front. « Le contact immédiat de l'ennemi est perdu; le commandement allemand est en plein désarroi; ses liens tactiques sont rompus, son artillerie est capturée ou en fuite; aucune réserve fraîche ne peut intervenir... Notre victoire est donc magnifique; elle dépasse les prévisions les plus optimistes du commandement. » Malheureusement l'exploitation immédiate de ce succès local n'a pas lieu et on se borne, dans l'après-midi du 4 juillet, à élargir la brèche de quelque deux kilomètres vers le sud en enlevant les villages de Belloy et d'Estrées. C'est le 9 juillet seulement que l'offensive française d'ensemble est énergiquement reprise au sud de la Somme, « mais le moment favorable est passé depuis longtemps... »

Rechercher, après avoir décrit les conditions privilégiées de la préparation et de l'exécution de cette offensive, les raisons qui ont fait suspendre le 3 juillet notre avance victorieuse et ont fait retarder une exploitation dont les résultats immédiats pouvaient être incalculables, tel est le but que s'est proposé le général Abadie. Son ouvrage comprend donc deux parties distinctes : un exposé des événements, des faits eux-mêmes, puis des réflexions sur la bataille. L'exposé, précis, documenté, satisfait complètement l'esprit; les réflexions sur la bataille, bien que l'auteur déclare qu'il en est beaucoup qui ne lui soient pas personnelles et que la plupart aient été exprimées par les exécutants de l'offensive de la Somme eux-mêmes soit avant la bataille, soit pendant ou après la bataille, laissent, à plusieurs reprises, l'impression d'une critique du commandement qui dépasse le cadre d'une

1. Éditions Berger-Levrault.

simple monographie; le lecteur n'y trouve pas en effet tous les facteurs, toutes les contingences qui amenèrent le Haut Commandement à prendre telle ou telle décision, à adopter tel ou tel procédé. C'est ainsi, par exemple, que le général Abadie fait remarquer « qu'une armée anglaise à cheval sur la Somme et disposée en largeur eût donné plus de souplesse au système offensif en permettant de mettre à profit toutes les éventualités d'exploitation et que cette suggestion, faite dès le début de juin, n'a pas été retenue ». Le commandement français en semble donc responsable. Mais n'a-t-il pas discuté, lutté pour obtenir de nos alliés anglais ce placement d'une armée à cheval sur la Somme? Le lecteur aimerait à le savoir. L'auteur ne le dit pas. Pour le dire il lui aurait fallu faire tout l'historique des négociations franco-anglaises avant l'offensive — travail tout à fait différent.

Quoi qu'il en soit, on a bien la sensation que sur la partie sud du champ de bataille de la Somme, comme le laisse entendre le général Abadie, la journée du 3 juillet fut bien une occasion perdue et ce n'est pas sans une certaine tristesse que l'on ferme sa monographie si passionnante de Flaucourt.

La Main de Massiges[1], du général J. Rouquerol, est une monographie encore plus limitée dans l'espace que les précédentes, mais qui, dans le temps, s'étend sur toute la guerre mondiale.

Parmi les noms du secteur de Champagne orientale devenus célèbres pendant la grande guerre, celui de la *Main de Massiges* occupe en effet une place d'honneur à côté de ceux de la ferme Navarin, de la butte de Souain, de la butte de Tahure, de la butte du Mesnil car de septembre 1914 à septembre 1918, il ne s'est peut-être pas écoulé de mois où son nom n'ait figuré au communiqué.

Colline largement étalée entre Maisons-de-Champagne et la ferme Chausson au nord, le village de Massiges et le ruisseau de l'Étang au sud, bizarrement découpée sur son versant sud-ouest par des vallons qui lui donnaient grossièrement sur les cartes la forme d'une main gauche renversée, elle constituait dans le front allemand une sorte de promontoire,

1. Payot, Paris. Avec trois croquis dans le texte.

de vaste bastion flanquant, hérissé de défenses accessoires et de mitrailleuses. L'âpreté des combats dont elle a été le théâtre témoigne hautement du prix que les deux adversaires attachaient à sa possession. Aussi est-il naturel que le général J. Rouquerol ait songé à consacrer une étude détaillée au rôle qu'elle a joué dans les opérations de Champagne.

Dès le 21 septembre 1914, une semaine à peine après qu'elle eut été occupée par les corps du duc de Wurtemberg à l'issue de la retraite générale des armées allemandes qui avait consacré notre victoire de la Marne, la Main de Massiges est attaquée mais sans succès par le corps colonial, accroché sur le rebord nord de ses pentes sud et sud-ouest. Après deux mois et demi de répit dont nos troupes profitent pour s'organiser et se préparer, elle est à nouveau attaquée, le 28 décembre, par le même corps, mais encore sans résultat positif, au cours de la première phase de la bataille d'hiver de Champagne. Le 3 février c'est au tour des Allemands de prendre l'offensive : sur un kilomètre de front ils nous rejettent d'une centaine de mètres sur les pentes sud-ouest du massif. A la suite de cette attaque et pour mieux épauler à l'est la nouvelle offensive générale qui se prépare en Champagne nos gros se replient sur les hauteurs sud du ruisseau de l'Étang, ne laissant que des avant-postes sur le revers de la colline. La seconde phase de la bataille d'hiver de Champagne est déclenchée le 16 février : la Main de Massiges n'est pas englobée directement dans les objectifs; on cherche à la faire tomber en la débordant par l'ouest, en direction de Maisons-de-Champagne, par enlèvement du fortin de Beauséjour. Le fortin est pris par le 1er corps, perdu, repris, reperdu au cours de deux jours d'une lutte farouche. Le 23, les coloniaux le reprennent encore, mais, écrasés par le bombardement, sont contraints de l'évacuer. La Main de Massiges reste aux Allemands.

Nouveau répit de six mois et le 25 septembre 1916 la seconde bataille de Champagne est déclenchée : la Main de Massiges est attaquée de front cette fois sur toute son étendue par les deux divisions du 1er corps colonial (2e et 3e D. I. C.) renforcées initialement à droite par la 151e D. I., ultérieurement à gauche par la 32e D. I. Au bout de deux jours de lutte pied à pied la crête militaire du massif et son sommet, le Mont Têtu, sont

atteints par nos troupes. Malheureusement le succès initial ne put être complété lors de la reprise de l'offensive le 6 octobre. Au cours des semaines suivantes l'ennemi réagit par actions locales, qui lui valent la reprise du Mont Têtu. En janvier 1916 il fait un nouvel effort, mais échoue. En mars il réussit à élargir son occupation autour du Mont Têtu qu'il couvre « d'une mer de fils de fer ».

Dès lors la lutte s'apaise sur la Main de Massiges : 1916, 1917, les premiers mois de 1918 s'écoulent sans autres événements saillants que quelques coups de main. Il faut attendre la grande offensive allemande du 15 juillet 1918 en Champagne pour que la Main de Massiges joue à nouveau un rôle dans les opérations. En prévision de l'attaque ennemie, le massif a été évacué par le gros de nos forces conformément à la nouvelle méthode défensive adoptée : un seul bataillon a été laissé sur le terrain, encore doit-il se replier dès le début du bombardement allemand en ne laissant sur place que huit groupes de quatre volontaires chacun chargés de signaler par fusées l'avance de l'ennemi. Le 15 juillet les troupes d'assaut allemandes prises sous nos feux de contre-préparation sont littéralement fauchées dès qu'elles veulent descendre les pentes sud de la Main de Massiges. Les quelques éléments qui se sont incrustés sur ses pentes sont capturés ou refoulés sur la crête dès le 17. Le 26 septembre enfin lors du déclenchement de la grande offensive franco-américaine de Champagne-Argonne, le massif est repris tout entier par la 74e division, ainsi que les villages de Rouvrois et de Cernay qui le bordent au nord. L'Allemand ne devait plus jamais reprendre pied sur la Main de Massiges.

Tels sont les faits brièvement résumés. Ils méritaient bien, pour la plus grande gloire du Ier corps colonial, d'être groupés en une monographie. Cependant le général J. Rouquerol a cru devoir les entourer, non de documents et de récits vécus des combattants mais d'une série de considérations sur la conduite générale des opérations françaises pendant les quatre années de la grande guerre. Le caractère monographique de son ouvrage s'en trouve altéré, et son étude pourrait plutôt s'intituler : « Critique de la conduite des opérations sur le front occidental à la lumière des événements de la

Main de Massiges. » Et encore! Cette critique procède la plupart du temps par affirmations sans fournir de preuves documentaires à l'appui; ce n'est point de la vraie critique. Le commandement est constamment pris à partie; l' « état-major » encore plus, comme si celui-ci était un organe responsable, et non un aide du commandement dont il exécute les ordres. Par contre la part dévolue aux exploits et aux faits d'armes des unités et combattants isolés est presque nulle. Le Ier corps colonial méritait mieux que cela. La monographie de la Main de Massiges est à recommencer : nous espérons qu'il se trouvera un marsouin pour la refaire.

Avec le capitaine de vaisseau de réserve A. Thomazi[1] nous revenons à la saine histoire et c'est sur sa monographie *Les Marins à terre* que nous voulons terminer cet article. Son ouvrage est d'une ampleur plus considérable que les précédents. C'est une large fresque, qui s'étend sur un siècle, du premier empire à la fin de la guerre mondiale, et de l'extrémité de l'Europe aux confins de l'Asie. Désireux, en effet, de compléter ses études sur *La Marine française dans la grande guerre*[1] par un exposé du rôle joué par nos marins sur le continent, le commandant Thomazi a été amené tout naturellement à rechercher ce qui avait été écrit sur nos marins en 1870-71 et il a « eu la surprise de constater qu'en dehors du livre de l'amiral de La Roncière Le Noury consacré au siège de Paris, il n'y avait aucun ouvrage d'ensemble montrant l'appui donné par les marins à la défense nationale pendant la deuxième période de la guerre de 1870-71 ». L'idée lui vint alors d'étendre son étude et d'englober dans son ouvrage tous les exploits de nos marins pendant les deux guerres et pendant les expéditions coloniales de la période qui les sépare.

La fresque se présente donc comme triptyque dont les deux panneaux d'aile sont des tableaux de guerre continentale et le panneau central des tableaux d'expédition coloniale. Les deux panneaux d'aile sont naturellement plus vastes que le panneau central. Le premier sur la guerre de 1870-71 nous

1. Payot, Paris. Collection de mémoires, études et documents pour servir à l'histoire de la guerre mondiale.

présente les marins au siège de Paris, dans les armées de province, dans certaines places, Besançon, Strasbourg, le Havre, pendant la Commune.

Le panneau central nous conduit de Tunisie (prise de Sfax) en Chine avec la colonne Seymour, à Tien-Tsin et Pékin et nous ramène au Maroc, pour le débarquement de Casablanca.

Le troisième panneau nous présente la célèbre brigade de fusiliers marins dans les Flandres d'octobre 1914 à novembre 1915, puis le bataillon qui lui survécut et s'illustra comme elle dans les Flandres où il resta en secteur jusqu'au printemps 1918, pour aller de là sur l'Avre où il participa à l'arrêt de la grande ruée allemande de Picardie, à Verdun dans le secteur de Bezonvaux, à nouveau dans les Flandres à Zuydcoote, enfin sur l'Aisne, où il se couvrit de gloire lors de l'enlèvement du saillant de Laffaux. Brigade et bataillon ont été sept fois cités à l'ordre du G. Q. G. ou de l'armée, et le 13 juillet 1919 le drapeau des fusiliers marins a reçu la croix de la Légion d'honneur.

Ce sont ensuite les canonniers marins dont nous suivons l'activité pendant la défense de Paris en août et septembre 1914, dans les places de l'est d'octobre 1914 à janvier 1915, à Verdun pendant la grande bataille, sur la Somme en été 1916, comme troisième division de la réserve générale d'artillerie en 1917-18. Les unités de spécialistes — service météorologique, auto-canons et auto-projecteurs, compagnies du génie maritime chargées du montage des ponts métalliques au front — les suivent.

Enfin, comme ce ne fut pas seulement en France que les marins luttèrent à terre pendant la grande guerre, le commandant Thomazi nous les montre à la mission navale du Monténégro, à la mission navale de Serbie, aux Dardanelles, à Athènes, à la mission navale de Roumanie, à l'armée d'Orient avec les flottilles des lacs d'Albanie.

La fresque est grandiose, émouvante et le commandant Thomazi a fait, en la brossant, un œuvre pieuse dont la marine doit lui être reconnaissante.

LIEUTENANT-COLONEL L. KOELTZ

LE THÉÂTRE

M. Sutton Vana : *Le grand large*, traduction de M. Paul Vérola (Comédie des Champs-Élysées). — M. Louis Verneuil : *Le mari que j'ai voulu* (Théâtre des Mathurins). — MM. Louis Verneuil et Georges Berr : *L'école des contribuables* (Théâtre Marigny). — MM. Albert Acremant et Max Daireaux : *File indienne* (Athénée). — M. Maurice Maeterlinck : *Monna Vanna* (Comédie-Française).

A la crise générale du Théâtre — crise qui n'est que trop réelle, mais que d'aucuns nient, parce qu'ils sont las d'en avoir les oreilles rebattues, ou dans l'espoir, peut-être, de conjurer le sort — vinrent s'ajouter, ces derniers temps, pour accroître le marasme où sont plongées la plupart des salles de spectacles, l'inquiétude causée dans les esprits par les événements publics, et la grève prolongée des taxis. Quelques rares succès, solidement installés, entre autres *le Messager* au Gymnase, *Tovaritch* au Théâtre de Paris, *le Bonheur Mesdames* aux Bouffes-Parisiens, *Richard III* à l'Atelier, ont résisté vaillamment. Mais l'on comprend que beaucoup de directeurs aient hésité, durant plusieurs semaines, à lancer des nouveautés. D'où une syncope dans la saison.

Peu à peu, cependant, la vie théâtrale a repris. Là comme ailleurs, on vivote, on continue — en interrogeant les astres...

***

A la Comédie des Champs-Élysées, M. Louis Jouvet, prudent, s'est contenté de reprendre *Le grand large*, la pièce américaine de M. Sutton Vana, qu'il avait représentée avec succès il y a quelques années. Avant que l'ouvrage ne passât l'Atlantique, je l'avais vu à New-York, où il remportait un triomphe extraordinaire. C'était en 1924, il y a juste dix ans. Quelle que soit la faveur que le public parisien ait marquée par deux fois à cette œuvre, on ne peut comparer l'intérêt amusé, doucement attendri, qu'il y prend, non plus que l'émoi à demi sincère, à demi incrédule, que provoque chez nous l'atmosphère faussement surnaturelle du drame, au trouble profond, à l'émotion intense des foules américaines qui, pendant de longs soirs, vibrèrent à ce spectacle. Celui-ci me semble, en effet, d'esprit spécifiquement puritain. Est-ce pour cette raison qu'il me rebuta dès l'abord, bien que certaines scènes m'eussent diverti par leur humour, leur pittoresque sentimental et leur rouerie enfantine?

Il s'agit, comme on sait, d'un « bateau-fantôme », à classe unique, sur lequel sont embarqués des passagers de conditions diverses, qui tous ignorent où ils vont et comment ils se trouvent là, jusqu'à ce qu'ils découvrent qu'ils sont morts. Le premier acte, qui met en scène les phases habilement graduées de cette découverte, est assurément le meilleur. On ne peut nier que l'auteur y ait réussi à composer un état collectif d'interrogation, de mystère, d'attente angoissée, qui agit assez fortement sur les nerfs des spectateurs. Mais, du même coup, il a créé une situation d'où il pourra malaisément sortir. Le centre du drame est donc occupé par des scènes entre les passagers, où l'on voit ceux-ci manifester, dans l'autre vie, les mêmes défauts, les mêmes vertus, les mêmes ridicules qui furent leur lot dans leur existence terrestre. Cependant, comme il faut en finir, le navire aborde au rivage inconnu, et nous assistons à une sorte de « Jugement dernier ». Un personnage débonnaire, en costume de planteur, distribue les récompenses et les peines : c'est l'envoyé du Très-Haut. Ici, l'inconvenance est grande, mais d'une ingénuité absolue, sans aucune volonté sacrilège : elle ne fait que marquer la

limite où le pragmatisme américain s'arrête dans la conception de l'Au-delà. C'est-à-dire qu'il ne le conçoit pas du tout. — Mais, dira-t-on, qui donc le peut concevoir? Est-ce que les catholiques les plus fervents eux-mêmes ne s'épuisent pas dans cette quête? — Justement, ils cherchent « en gémissant », ils s'exténuent à chercher. Autrement dit, ils aspirent à autre chose que la terre. L'Américain, jusque dans l'éternité, se plaît à retrouver l'Amérique, idéalisée, il est vrai, mais conforme aux règles des pasteurs. Impossible d'en décoller. Impossible de s'élever au-dessus de la morale pratique, laquelle se confond pour lui avec la foi. C'est le contraire d'un mystique.

A noter que cette parodie naïve du Jugement dernier ne choque point non plus l'immense majorité des Français, mais la raison en est que notre public, étant souvent détaché des choses saintes, a généralement perdu, en ce qui le concerne, toute susceptibilité. Tandis que le public américain, lui, non seulement n'est pas choqué, mais est sincèrement ému, parce que cette vue grossière de la religion est exactement la sienne.

La présentation de l'ouvrage, à New-York, valait surtout par un choix très judicieux des types d'acteurs correspondant physiquement à chacun des personnages. C'est la méthode, là-bas. Elle y donne, souvent, des résultats appréciables dans la composition des ensembles. La présentation française n'a peut-être pas la même cohésion, mais les talents particuliers y brillent davantage. Il faut louer, notamment, madame Jane Lory, d'une si profonde sensibilité dans le rôle d'un « cœur simple », celui de la vieille femme de ménage, et MM. Jouvet, Pierre Renoir, Romain Bouquet, Le Vigan.

***

A Vienne, à Berlin, à Pest, M. Louis Verneuil est considéré comme l'un des représentants les plus qualifiés de l'esprit parisien. Du moins en fut-il ainsi entre 1920 et 1930, époque où ses pièces l'emportaient, en Europe Centrale, sur toutes les autres productions de la scène française. D'ailleurs, il est juste de reconnaître que les mêmes ouvrages déchaînaient en France même les rirés et les applaudissements de nombreux spectateurs. Seule, la critique, tout en enregistrant le succès, se

montrait plus réservée. Il y avait donc unanimité entre la « Mitteleuropa » et notre public payant, ce qui donne à penser que Pest, Berlin et Vienne ne se trompaient pas tout à fait lorsqu'ils voyaient dans le théâtre de M. Verneuil l'un des miroirs de notre esprit. Mais l'esprit du boulevard lui-même comporte plusieurs qualités. Peut-être Vienne, Berlin et Pest prenaient-ils pour le fin du fin certaine gaîté un peu grosse, qui a toujours eu, chez nous, ses partisans et ses fournisseurs.

Je ne médirai pas du vaudeville. C'est un genre national chevronné, lourd de traditions, en même temps qu'une industrie prospère. Tant de générations successives d'habiles ouvriers ont combiné les ressorts de cette vieille pendule, qu'il faut être un horloger bien expert pour en démonter les mouvements et les remettre en place. M. Verneuil eut ce mérite. Sous ses doigts, le vénérable système a retrouvé un pouls sonore; les carillons rajeunis s'accordaient aux refrains du jour.

Mais lorsque M. Louis Verneuil, fort de sa dextérité, se risque dans l'observation des mœurs, il perd le bénéfice de ses dons heureux, et, cessant de faire rire, montre tout ce qui lui manque pour être pris au sérieux.

Pourquoi faut-il aussi que le sujet qu'il a choisi : *Le mari que j'ai voulu*, soit si déplaisant? De surcroît, il date. La montre de M. Verneuil ici retarde de quatorze ans. Le temps de la « ribouldingue », des « partouzes », c'est environ 1920. Oh! je ne dis point que, dans le monde de la noce, toujours égal à lui-même, de tels excès aient disparu. Mais la mode en est passée. On ne s'en vante plus. Ce n'est plus drôle.

Étienne a cinquante-deux ans, et Monique, sa femme, vingt-cinq. Celle-ci s'abandonne à tous les hasards des passades, sans se cacher de son mari, qui reçoit ses confidences, la félicite et la guide au besoin. Cochon d'Étienne! Mais hélas! c'est un cochon triste. Il feint d'avoir lui-même ses intrigues, ses coucheries, ohé, ohé! Or, où court-il, le soir? où veille-t-il, la nuit? A son usine! Car Étienne est industriel. Dans son bureau désert, quel n'est pas son ennui! Seul, en habit et cravate blanche, il travaille jusqu'au jour. Pauvre Étienne! Cependant, Monique a flairé le mensonge. Elle démasque le faux débauché, et tout de suite comprend : « Tu m'aimes? »

— « Oui! » soupire Étienne. Voici les époux rapprochés, purifiés. Ils partiront pour la Suisse. Cependant, cette solitude à deux, hum! épreuve de fond dangereuse pour Étienne : rappelez-vous son âge... Monique rentre à Paris assez déçue. Sans doute Étienne lui a révélé l'amour vrai, mais il n'a plus tout ce qu'il faut pour en tenir les prouesses. Un jeune diplomate, qui naguère avait manifesté pour Monique une passion sincère, sera moins vite essoufflé. Monique le rejoint. Étienne reste seul. Il pleure... Et, malgré le pathétique visage que lui prête à ce moment M. Harry-Baur, nous ne le plaignons pas beaucoup.

Monique, sous les traits de mademoiselle Cocéa, garde infiniment de grâce et de tact. Madame Marguerite Pierry, dans un rôle conventionnel de belle-mère fantasque et incandescente, fait plaisir à voir. M. Lecourtois (le jeune diplomate ardent et pur) est plein de distinction.

***

Verneuil encore, au Théâtre Marigny! Dans le désarroi des temps, Verneuil s'offre de toutes parts, comme une consolation dernière. Cette fois, l'auteur s'est adjoint M. Georges Berr, vieux mécanicien éprouvé du théâtre. Autrefois, M. Georges Berr collaborait avec M. Gavault. Il prodigue maintenant ses conseils techniques à M. Verneuil. Ce faisant, il ne sort point de sa ligne, laquelle est métier, connaissance pratique de cet automatisme particulier qui serait, selon M. Henri Bergson, la source même du rire.

L'École des contribuables pourrait servir d'illustration à la thèse de l'éminent philosophe, en ce sens que toutes les recettes scientifiques concernant les moyens à propres à dilater la rate, secouer l'épigastre et contracter le pharynx avec bruit, y sont rigoureusement employées. Chaque hilarité obtenue par les savants physiciens est conforme au parallélogramme des forces dont elle est la résultante fatale. Mais cette mathématique a son revers : pour que l'automatisme dont parle Bergson devienne hilarant, un certain élément de surprise est indispensable, et c'est cet élément, que le calcul doit ménager, comme un dernier reste de liberté laissé en appa-

rence au spectateur. Si les moyens concertés sont trop prévus, ou bien si leur efficacité s'use par la répétition, il peut arriver que le phénomène du rire ne se produise point, ce qui, dans une pièce comique, équivaut à une chute brusque de la température. Cette catastrophe est rare avec M. Verneuil. Il a retrouvé ici sa planète, l'étrange lune du vaudeville. On rit beaucoup à Marigny.

Le terrible Fromentel, directeur des contributions directes, est passé maître dans l'art de pressurer la matière imposable. Il a le sadisme des anciens tortionnaires, l'oreille penchée sur les bouches tordues des patients dans les caves du Châtelet : il manie le questionnaire administratif, comme eux, jadis, les coins et les entonnoirs. Ce féroce a pour fille la ravissante Juliette, et pour gendre Gaston, homme léger, oisif et charmant. La crise économique atteint le jeune ménage, mais Gaston, dans ce désastre, a une idée de génie : il fonde une école où les contribuables seront instruits dans la fraude, entraînés à déjouer les ruses des contrôleurs les plus retors. Un ancien secrétaire de Fromentel s'est associé à l'entreprise, qui prospère rapidement.

C'est ici que les fatalités du vaudeville commencent à entrer en jeu. La loi du genre est la suivante : d'une situation une fois posée déduire les conséquences les plus burlesques possible avec une logique inhumaine. Il est donc inévitable que Fromentel passe à l'ennemi, c'est-à-dire au camp des contribuables. Pour cela, il suffit que le ministre des Finances trouve scandaleux qu'un haut fonctionnaire soit le beau-père d'un lascar qui dirige une école séditieuse : il révoque Fromentel incontinent. Ainsi s'opère le retournement symétrique, propre à la géométrie vaudevillesque. Le directeur mis à pied déploiera autant de zèle à styler les fraudeurs qu'il en dépensait naguère à les confondre. Ce n'est pas tout, la mécanique va son train : pour que les extrêmes conséquences soient tirées des prémisses, il faudra que le ministre en personne vienne solliciter de Fromentel un conseil sur l'art de tromper le fisc. C'est ce qui arrivera le jour où, le ministère étant renversé, l'ex-grand argentier ne sera plus qu'un contribuable comme les autres.

M. Saturnin-Fabre est Fromentel. Nous avons applaudi ce

comédien longtemps avant qu'il ne fût célèbre, et son ascension ne nous a point surpris. De même que les bons vaudevillistes, les bons acteurs de vaudeville sont des merles blancs. M. Saturnin-Fabre, en dépit de sa taille élevée, est un merle de cette couleur-là. Cette taille elle-même le sert, elle l'impose, dès son entrée, le classe parmi les excentriques. Ses traits sont beaux, réguliers, sans rien de ce désordre qui prête un mystère inquiétant à la bouffissure dramatique d'un Michel Simon, mais leurs dimensions, leur dessin accentué (celui du maxillaire, notamment) poussent le masque entier vers la charge. Une caricature? Non, mais une marionnette géante. De la marionnette, au surplus, M. Saturnin-Fabre possède l'œil fixe, l'étrange immobilité de toute la face, les gestes saccadés; de l'automate en bois peint il a encore l'assurance, l'autorité imperturbables. Il fait rire, mais peut effrayer. J'en dirai autant du vaudeville, si l'on se prend à le considérer tout à coup comme l'expression bouffonne d'un déterminisme dont la vie même, hélas! n'est point exempte.

M. Luguet est Gaston, le sympathique Gaston. Et la délicieuse Juliette, c'est madame Huguette Duflos, teint de rose et prunelles d'azur, longs cils battants, sourcils étonnés, circonflexes, et jolie bouche qui fait la petite moue à toutes ces complications.

***

Vous irez certainement voir à l'Athénée l'aimable comédie de MM. Albert Acremant et Max Daireaux : *File indienne*. Elle est sans prétention, oscille entre le conte moral et le vaudeville, mais garde en ses hésitations simulées — car les auteurs savent très bien où ils vont — un agrément certain. On songe par moments à Voltaire, à Mark Twain, à J. K. Jerome, et même, lors d'une scène, au Maupassant de *Boule de suif*, mais, rejetant vite ces hauts patronages, MM. Acremant et Daireaux ne tardent pas à nous faire comprendre qu'ils n'ont dessein que d'amuser.

Une bande de touristes, aux confins du Pérou, tombe entre les mains des Incas. Le cacique parle français, ayant naguère étudié en Sorbonne. M. Max Daireaux (qui est Argentin

d'origine, il me semble) est donc devenu si parisien qu'il annexe à Montparnasse les sommets hantés jadis par le seul « Condor » fameux du poète :

Par delà l'escalier des roides Cordillères...

Voilà qui tout de suite nous prévient que ce n'est pas de sourcilleuse vérité qu'on a cure ici. J'ai parlé de vaudeville, ce badinage appartient plutôt au style de l'opérette. Aujourd'hui le musicien manque, mais le scénario l'appelle, il viendra. Donc le cacique ne rendra la liberté aux captifs que contre le versement d'une rançon. En attendant l'arrivée de celle-ci, il enchaînera les prisonniers deux par deux, un homme avec une femme, chaque couple sous une tente séparée, mais il aura soin de dissocier les ménages qui étaient tous, auparavant, très unis. Les nouveaux conjoints s'accommodent néanmoins fort vite de ces rapprochements imprévus, qu'ils poussent « au dernier bien », comme on disait au XVIIIe siècle, car — cette fois c'est le cacique qui parle — « il n'y a pas d'honnêtes femmes, il n'y a que des circonstances ». Cependant, le bel Inca s'est réservé pour lui-même la charmante Ginette, dont le mari se consolera avec une Indienne. Quand viendra pour les prisonniers l'heure de la délivrance, Ginette, conquise par le cacique, laissera partir ses compagnons et son mari. Mais le philosophe des cimes la ramènera bientôt en France. Ne doit-il pas y retourner pour passer sa thèse?

M. Aimé Clariond s'est spécialisé, ou bien les auteurs, par leur choix, le confinent dans les jeunes premiers du genre dompteurs : la lèvre méprisante, la voix perchée haut, cinglante, le madrigal, entre les dents serrées, pareil au sifflement des cobras, la paupière plissée, l'œil fascinateur. Il est merveilleux dans cet exercice, qui suppose de l'intelligence et la satisfaction visible d'en avoir. Mais comme M. Clariond possède, pour son propre compte, en dehors de ses rôles, une finesse réelle, peut-être se passerait-il fort bien de cette supériorité affectée dont on l'affuble comme d'un masque. MM. Boucot et Palau sont désopilants. Mademoiselle Blanche Montel a, ma foi, du chien, et nous comprenons le cacique.

***

Shakespeare, séditieux! *Coriolan*, par ordre supérieur, retiré de l'affiche! Croit-on que c'est avec de pareilles mesures qu'on défendra la République? Quoi qu'il en soit, la Comédie-Française, pour combler le vide brusquement creusé dans son programme, a repris *Monna Vanna*.

Nous signalons à nos gouvernants que tout n'est pas clair dans l'aventure de cette belle Pisane qui, pour sauver sa cité de la destruction, se présente au camp d'un condottiere florentin, toute nue sous son manteau. Malgré les précautions que l'auteur a prises d'embrouiller les symboles, il est à craindre que son héroïne ne représente la démocratie qui se livre à un chef militaire. A moins que, sous le casque du condottiere, ne se dissimule le Corse Jean Chiappe, qui, à la ville, déjà, porte le haut-de-forme sur l'oreille, indice menaçant pour les libertés publiques.

Monna Vanna est une pièce manquée. C'est à ce titre qu'elle est intéressante. Entendez par là que, dans toute œuvre, les parties mal venues sont celles qui nous livrent le plus indiscrètement les limites de l'auteur. Le domaine de M. Maurice Maeterlinck est bien, à n'en pas douter, celui du subconscient. Sa gloire reste attachée à ceux d'entre ses ouvrages où il a joué du clair-obscur et prêté une voix balbutiante aux « bouches d'ombre ». Il a mis à la portée des foules le sens du mystère, fait grêler sur nos têtes les points d'interrogation. Mais il a prodigué encore davantage, peut-être, les points de suspension. En l'art qu'il mit à les manier se résume le meilleur de sa poétique. Avec malice, avec tact, il sut arrêter la parole à l'endroit précis où la continuation du discours risque d'en diminuer la force, où l'expression gagne à se changer en suggestion, où la pensée, abandonnant tout à coup les contours de la phrase, les cadres fixes du langage, trouve bénéfice à se laisser choir dans le vide, pour prolonger la translation de son message sur les ondes infinies du silence. Comme la forme littéraire commande toujours le fond, cette poétique du Maeterlinck première manière, qui est le Maeterlinck original, devait susciter, au théâtre, une dramaturgie particulière : lieux indéterminés, époques incertaines, personnages de

légende, gestes et voix, ainsi que dans les rêves, hors de l'espace et hors du temps. De cet accord heureux entre un style et le monde que ce style est le plus apte à évoquer, sortirent quelques chefs-d'œuvre, l'un du moins, que le génie d'un musicien a magnifié encore : *Pelléas et Mélisande.*

Avec *Monna Vanna* l'on passe du monde des songes au plan réel, historique, bien que l'histoire qui fournit au drame ses épisodes soit entièrement inventée. Les héros ne sont plus d'harmonieux fantômes, de douces larves lyriques, frissonnant au souffle des abîmes, mais des êtres de chair et de sang, à trois dimensions, prisonniers de leur propre épaisseur, et engagés dans une intrigue compliquée, où il leur faut raisonner, ruser, s'expliquer, bref, parler, parler, — ce qu'ils font, hélas! intarissablement.

D'où je conclus que M. Maeterlinck ici est victime de l'imprudence qu'il commit en poussant les créatures de son esprit sous le dur plafonnier de la conscience claire. Les voici, dépouillées par la lumière de leur prestige mystérieux, et toutes parées de faux bijoux, comme des artistes d'opéra.

Madame Pierat, MM. Hervé, Yonnel, Bacqué, Chambreuil et Donneaud font de louables efforts pour communiquer une apparence de vie à ce verbeux et pauvre ouvrage.

***

Comœdia nous apprend que l'interdiction ministérielle est levée. Lorsque paraîtront ces lignes, *Coriolan* aura été représenté de nouveau : le spectacle est annoncé pour le dimanche 11, en soirée. Tous les gens raisonnables se réjouiront de ce retour au bon sens. Félicitons *Comœdia* : la vive protestation de M. Gabriel Boissy n'est certainement pas étrangère à la décision prise. Mais que penser de nos ministres? Dans leurs repentirs, comme dans leurs coups de tête, ils ne prouvent que leur faiblesse. Il y a quelque chose de changé depuis le 6 février : c'est l'opinion qui commande.

FRANÇOIS PORCHÉ

L'OPÉRA ET LES CONCERTS

Combien de musiciens, dans l'enivrement de leur puissance, ont voulu dépasser la vie de l'âme, conquérir le monde extérieur avec ses formes et ses figures! Ils se sont appliqués à traduire la multiplicité des phénomènes; et ce que leurs regards percevaient, leur mémoire se hâtait de le confier à l'imagination auditive pour que celle-ci le transposât. On a vu les dessins mélodiques prendre la valeur des contours linéaires; les échos se substituer aux reflets; les polyphonies vocales étager leurs architectures, tandis que les contrepoints des basses travaillaient à leur faire des substructions robustes. Le génie moderne, avec ses harmonies chatoyantes, son luxe inépuisable de mouvements, de rythmes, de nuances dynamiques et de timbres, ne distingue plus entre la sonorité et la matière plastique. Le moindre croque-notes se fie à ses équivalents propres pour donner l'illusion de la couleur, du modelé et de la perspective. L'opéra, la symphonie, la suite descriptive ont ainsi leurs toiles de fond, leurs fresques murales, leurs paysages et leurs carnets d'esquisses. Évoquer un climat, une atmosphère, un site, des jeux d'ombre et de lumière devient un amusement pour les compositeurs. Ils s'improvisent géographes, ethnographes, historiens, explorateurs. Et sans abandonner irrévocablement le lyrisme expressif, ils se complaisent surtout à exploiter le pittoresque de la musique.

Ces transferts merveilleux ne coûtent pas grand effort. Il suffit, d'après les habiles, de puiser au trésor commun des

rythmes et des chansons, parmi les airs et les danses qui se transmettent, sans nulles variantes, de génération en génération. Ces chefs-d'œuvre d'ancêtres éloignés, dont plusieurs furent à leur insu des artistes extraordinaires, ont conservé leur sève. Intacte, leur force de suggestion agit sur n'importe quel auditeur, ignorant ou cultivé, à la manière d'un hymne national ou d'un drapeau. Il est donc juste de révérer comme des symboles chargés de sens ces mélodies anonymes, immémoriales, jaillies des profondeurs d'un peuple, et qui furent tout au long des siècles témoins de ses vicissitudes. C'est à bon droit que les spécialistes ont institué une science nouvelle, science de la chanson populaire, à laquelle ils ont donné le nom anglais de *folklore*.

Les résultats obtenus sont dès à présent considérables. Pour la plupart d'entre nous, une identité absolue s'est établie entre les nations et leur expression musicale spontanée. Telle mazurka aux allures villageoises nous emporte en moins de rien en Pologne. La *Marche de Racoczy* annonce à tous la Hongrie ardente et belliqueuse. L'Espagne et la Catalogne ont pour miroirs fidèles les cantilènes si ingénieusement transcrites par Granados et Albeniz. Un bref *halling* de Grieg en dit aussi long qu'une croisière de fjord en fjord. Et les enchantements de Balakirew, Moussorgsky, Borodine, Rimsky-Korsakow ne seraient pas associés pour nous à la Russie des tzars, si leurs auteurs ne s'étaient largement inspirés du répertoire héréditaire.

Le *folklore* dispose aujourd'hui d'une quantité énorme de documents et de textes. Mais parmi tant de dossiers, la contribution française est, pour l'imprévu, la grâce, la poésie espiègle ou tendre, l'une des plus précieuses. En ce pays où sont venues se fondre tant d'influences disparates, où les terroirs mêmes abondent en contrastes, il est naturel que l'inspiration populaire ne craigne pas les antithèses. Les noëls languedociens ont d'autres charmes que les rondes de Touraine; une bourrée d'Auvergne n'a rien d'une complainte bretonne; les ponts-neufs de Paris et les farandoles provençales sont exactement aux antipodes. Chaque province a gardé son accent original. Et certes, si l'on mettait bout à bout les plus significatifs de ces vieux airs, on aurait le pendant musical de cet admirable

Tableau géographique où Michelet a su fixer les traits éternels de la France.

Quel musicien, dans la forêt mystérieuse des rêves de la race, n'a souhaité d'écrire une grande symphonie à personnages, remplie de bruissements et de murmures, où quelques voix éloquentes surgiraient par-dessus un chœur ondoyant comme un brouillard, le chœur mélodieux et vague des plus lointains ancêtres? Ce que *l'Arlésienne* de Bizet réalise pour la Provence, pourquoi ne pas le tenter également pour d'autres terres françaises où s'épanouit une floraison non moins exubérante de refrains et de couplets? On connaît des pièces dont le véritable intérêt ne tient nullement à leur action, simple trompe-l'œil, mais au sol dont elles empruntent le décor, les mœurs et les costumes. Les Tchéco-Slovaques citeront *la Fiancée vendue* de Smetana, et les Polonais *Halka* de Moniuszko. De tels opéras se ramènent à d'amples poèmes lyriques. Et l'on y sent planer l'âme des aïeux évanouis, ces volontés occultes et opiniâtres qui, mieux que nos humanités passagères, gouvernent certains espaces. La musique nous rend plus sensibles leurs présences. Et quel triomphe pour un orchestre de conjurer les Invisibles mêmes, les antiques génies des solitudes marines, forestières, lacustres ou montagneuses!...

C'est à une tentation pareille que cédèrent MM. P.-B. Gheusi et Jean Poueigh en écrivant leur *Perkain*, drame lyrique dont le Théâtre National de l'Opéra a donné la répétition générale le 25 janvier 1934. Ils ont cru de bonne foi que l'on pouvait évoquer à la scène une région de France en groupant autour d'une action très simplifiée ses thèmes essentiels. N'est-ce pas ainsi qu'une brassée de fleurs des champs ou des bois nous porte quelquefois à Paris les effluves d'une province bien-aimée?

Or, pour leur hardi projet, MM. Gheusi et Poueigh ont choisi de préférence la côte basque. Choix excellent, puisque le *folklore* musical possède là-bas un de ses fiefs d'élection. Nul n'ignore en effet que les Guipuzcoans, les Navarrais, les Vascongades ont des rythmes prime-sautiers, nerveux, fort propres à des oppositions saisissantes. Charles Bordes et M. Gabriel Pierné nous en ont instruits dès le commencement du siècle, Et comme M. Jean Poueigh s'était imprégné de cette magie

régionale avant même d'aborder son travail, nos amateurs comptaient respirer chez lui tous les parfums des Sept-Provinces.

Ils n'ont pas été déçus. La partition renferme des pages très agréables, et qui séduisent de prime abord par la franchise, la générosité, l'éclat de la couleur locale. Au reste, le musicien possède une connaissance incomparable de son sujet, et l'érudit le plus sournois ne saurait le prendre sans vert en matière de « basqueries ». M. Jean Poueigh a dû explorer les deux versants des Pyrénées avec la minutie d'un archiviste et le fanatisme d'un collectionneur.

Que manque-t-il donc à *Perkain* pour nous donner satisfaction. Le souffle, d'abord... On voudrait qu'à tant de pieuse fidélité se fût jointe, par moments, une impulsion plus énergique, cet élan décisif qui permet aux spectacles de passer victorieusement la rampe. M. Jean Poueigh est-il homme de théâtre? Ni les caractères ni les situations n'atteignent chez lui à cette intensité suprême sans laquelle la simple vérité humaine ne sera jamais une vérité dramatique. Sa notation de la parole achève de le desservir. Non que la prosodie soit défectueuse, mais son système de déclamation s'accorde mal avec les éléments capricieux qui forment ici toute la substance mélodique et rythmique. Les motifs basques, il faut en convenir, sont d'une humeur indisciplinée jusqu'à la sauvagerie. Des mesures à cinq temps les traversent à l'improviste, occasionnant des heurts et des cahots qui interrompent sans cesse le discours, le bousculent, le brisent jusqu'à le rendre inintelligible. Et comme l'instrumentation pèche souvent par surcharge, les propos des acteurs sont perdus pour l'assistance.

Qu'elle ne s'en plaigne pas trop! Même avec une déclamation meilleure, ce texte ne serait peut-être pas à son goût. M. P.-B. Gheusi a donné trop de preuves de son habileté pour que ce livret puisse compter au nombre de ses réussites. Malgré son expérience consommée, et tout en entrant à merveille dans les vues de son collaborateur, il ne sembla pas lui avoir fourni un scénario très favorable. En effet, puisque M. Jean Poueigh rêvait d'une grande rhapsodie basque, ne fallait-il pas ici une matière symbolique, légendaire, du caractère le plus général, et suffisamment dégagée de toute intrigue pour

ne laisser en évidence que ces deux entités dominantes : la race et la nature? M. Ghunsi a dû redouter qu'une affabulation par trop sommaire n'effarouchât le public. Il a corsé son sujet. Il a eu le tort de le dater avec précision en le situant à l'époque de la Terreur. Et pour en accentuer davantage l'attrait anecdotique, il s'est étendu sur la lutte que le fameux joueur de pelote basque Perkain soutenait alors, paraît-il, contre les délégués de la Convention. De là, un mélange de styles. On passe tour à tour de l'opéra-comique au drame vériste, de la comédie-ballet à l'ancien grand opéra. Nous assistons, horreur! au supplice du vieux Dominique Iharour, car ce digne homme se fût laissé rôtir la plante des pieds par les suppôts de Robespierre plutôt que de révéler la cachette où il avait déposé les trésors de l'Église. Et là-dessus, quand le librettiste s'avise de revenir aux paysages, ces atrocités sont bien vite oubliées. Des réjouissances, des bals publics s'organisent et se succèdent; et chacun de se trémousser délicieusement, comme si l'âge d'or n'avait jamais fini aux bords de la Bidassoa, de la Nive et de l'Adour. Les spectateurs ont manifesté quelque surprise : ils ne s'attendaient pas à tant de plaisirs, au fort de la Terreur... N'importe! libres penseurs ou fervents catholiques, républicains ou royalistes, « bleus » ou « blancs », sans-culottes ou aristocrates, qu'ils se rencontrent à Itxassou, Ustarritz ou bien au fronton des Aldudes, tous ces Basques de fantaisie cèdent les uns après les autres à leur délire chorégraphique, à leur frénésie saltatoire ou giratoire qui va toujours s'exaltant à travers ces trois actes, sans arrêt et *crescendo* jusqu'à l'accord final. Ce tumulte, ce fracas, parmi tant d'invraisemblances psychologiques, engendre fatalement une certaine monotonie.

Quant à M. Jean Poueigh, il est coupable de modestie outrée. Il a poussé trop loin le zèle filial. Il a vraiment trop compté sur le *folklore* et pas assez sur lui-même. Dans les compositions symphoniques ou dramatiques de vaste envergure, il ne faut pas exagérer le scrupule documentaire. Mieux vaut suivre à cet égard les exemples que nous ont laissés Vincent d'Indy, le maître incontesté du genre, Charles Bordes, Guillaume Lekeu, Déodat de Séverac et, parmi les vivants, MM. Guy Ropartz et Gabriel Pierné.

Musicien authentique, M. Jean Poueigh aurait certes le droit d'être plus délibérément lui-même. Dès qu'il ne suit pas les textes de trop près, il nous charme. Comment ne l'a-t-il pas senti? Le héros principal d'une telle pièce, qui est proprement un hymne en l'honneur de la vieille terre euskarienne, ne peut être le gentil mais très inconsistant Perkain. Non, pour nous tous, le véritable, le seul protagoniste est le compositeur; et c'est en lui-même que se déroulent les péripéties les plus passionnantes, car celles-ci tiennent uniquement à son interprétation personnelle du tempérament national et de la nature. L'important n'est donc pas le drame, mais le concert intérieur; ce n'est pas la chanson, mais l'âme populaire. Si l'on veut bien ne pas oublier tout à fait une opinion qui fut longtemps en vogue et tenir encore avec Amiel qu'un paysage est un état d'âme, cet aphorisme se justifierait surtout pour les compositeurs. On regrettera d'autant plus la discrétion excessive de M. Jean Poueigh : ses états d'âme eussent prêté aux paysages basques une résonance bien autrement individuelle.

A la fin du premier acte, comme le soir tombe, un chevrier répète au loin une très vieille chanson des pâturages. Les ombres sinistres descendent peu à peu sur le val. Plus de danses, plus de rumeurs. L'orchestre seul continue à faire entendre un murmure étouffé et paisible comme le silence. Un recueillement infini se glisse dans les cœurs. Et cette fraîche pastorale de crépuscule et de nuit, si parfaitement sereine, dégage parmi les brumes une poésie intense...

Comme on voudrait que de telles harmonies fussent moins rares! Certes, un grand travail de *folklore* impose le respect. Mais M. Jean Poueigh ne s'étonnera pas que l'on attache plus de prix à ses inspirations personnelles.

***

Depuis, nous sommes retourné un soir à l'Opéra. C'était pour réentendre enfin, après bon nombre d'années, *Daphnis et Chloé* de M. Maurice Ravel. Cette belle et charmante partition est devenue familière aux amis de la musique, puisque nos concerts symphoniques jouent volontiers les deux suites d'orchestre qui en sont extraites, et de préférence la seconde.

Mais en tant que ballet, avec l'appoint des chœurs, elle est rarement exécutée à Paris. Nous tenions donc à l'étudier sous sa forme originale.

Peu de rôles conviennent aussi bien que celui de Daphnis à M. Serge Lifar. A moins de l'y voir, on ne soupçonne pas toutes les ressources de cet excellent artiste. En faveur de M. Maurice Ravel, pour cette musique brillante et raffinée, il veut bien se départir de la gesticulation quasi mécanique et de la roideur anguleuse qui lui attirent tant de reproches, et M. Serge Lifar consent enfin à déployer les grâces dont il est trop peu coutumier. Sans doute, ses pas sont toujours exécutés avec la précision et la netteté habituelles; ses détentes ont toujours leur brusquerie vigoureuse, impétueuse, voire brutale. Cependant les mots auraient peine à rendre la délicatesse exquise et la finesse d'intention surprenante avec lesquelles il s'attache à nuancer d'un bout à l'autre sa mimique et sa démarche, sans préjudice de quelques bonds vertigineux. M. Serge Lifar a vraiment l'air d'habiter un paysage de Poussin, retouché par Turner. Et c'est, à notre connaissance, la première fois qu'il montre un sens aussi pur de la beauté classique.

Mais comment expliquer la mélancolie de son aimable partenaire, mademoiselle Suzanne Lorcia? D'où vient qu'elle imprime au rôle de Chloé un caractère si triste et sourdement tourmenté? Pourquoi ces refus, cette expression dolente, ces attitudes éplorées? Chloé souffrait peut-être de vivre à une époque où la fragilité avait tout à craindre de la violence et de la ruse. L'île où ses yeux s'étaient ouverts à la lumière, sur le mol azur de la mer Egée, flottait comme une proie toujours offerte aux incursions des pirates. Ces barbares venaient sans trêve, sur leurs vaisseaux rapides, enlever les garçons, les vierges innocentes. Chloé avait-elle le pressentiment de ses malheurs? Se voyait-elle arrachée de vive force à la maison paternelle, au bien-aimé, vouée à l'esclavage, peut-être même à un sort plus cruel?... Nous refuserions de souscrire à une interprétation si affligeante. Après tout, la jeunesse devait être insouciante à Mitylène. L'idylle ne doit ressembler en rien à l'élégie. Et si troublés que fussent les temps, il faut souhaiter à la tremblante Chloé de voir désormais la vie en rose...

Est-il nécessaire, après cela, de dissiper une équivoque? Tout le monde connaît le célèbre petit roman de Longus. Mais tout le monde ne connaît pas la « symphonie chorégraphique » que Fokine a réglée pour le ballet de M. Maurice Ravel. Eh bien! proclamons-le bien haut pour conjurer des appréhensions ou des espoirs également chimériques : ce *Daphnis et Chloé* n'est aucunement une leçon d'amour dans un parc. Les metteurs en scène russes ont toujours pris des libertés étranges avec les textes littéraires, aussi bien vis-à-vis de Mallarmé que de Longus. Mais ici l'adaptation n'a rien de répréhensible. Que les familles se rassurent! Elles ne retrouveront pas à l'Opéra les timides audaces des amants de Mitylène. M. Serge Lifar nous est apparu, l'autre soir, comme un modèle de bonne tenue : réservé, pudique même, en tout fort éloigné des folies de Nijinsky, et ses ébats ne voulaient être que les « vacances d'un jeune faune sage ». Toutes les hardiesses s'étaient réfugiées dans l'orchestre de M. Maurice Ravel, où la morale ne leur cherchera point querelle; et les mêmes musiciens qui les considéraient autrefois avec défiance les exaltent aujourd'hui comme autant de trouvailles et comme une extension de leur technique instrumentale.

Daphnis et Chloé s'accompagnait à l'Opéra de *l'Heure espagnole*, fort bien chantée par mademoiselle Fanny Heldy, par M. Couzinou, muletier hors de pair, MM. Hérent et Arnoult. La représentation eût appartenu tout entière à M. Maurice Ravel si, comme il en était question, on avait pu commencer ou finir par *l'Enfant et les sortilèges*. Ce projet a dû être ajourné provisoirement. N'importe! le triomphe de M. Maurice Ravel n'en est pas moins définitif. Au bout de vingt ans, son *Daphnis et Chloé* conserve une fraîcheur qui doit faire envie aux nouveautés musicales de cet hiver.

***

Ces nouveautés, quelles sont-elles? Et méritent-elles vraiment le terme de « nouveautés »? « Premières auditions », plus modeste, serait peut-être suffisant... Le public, depuis la Noël, a pu lier connaissance avec des auteurs fort ignorés de la critique professionnelle. Jamais les chefs d'orchestre ne

se montrèrent aussi conciliants; jamais les talents juvéniles n'eurent la partie aussi belle. Malgré la perte du regretté Walther Straranm qui leur réservait toujours une place de choix sur ses affiches, les musiciens adolescents seraient mal fondés à se plaindre, car ils ne furent point négligés au cours de cet hiver. Néanmoins, en dépit d'une attitude si généreuse, les diverses associations n'ont rien découvert de comparable à ce *Concerto pour violoncelle* de M. Julien Krein qui fut révélé, l'an dernier, par M. Alfred Cortot. Quelques dimanches encore, et les grandes séances d'orchestre auront fini sans apporter la moindre surprise.

On ne peut guère en effet considérer comme une surprise le succès, si chaleureux et légitime, que la deuxième suite du *Bacchus et Ariane* de M. Albert Roussel vient d'obtenir à l' « Orchestre symphonique de Paris ». Sans doute, ce ballet n'avait pas réussi à l'Opéra, et pour cause. Les spectateurs s'étaient rebiffés contre la chorégraphie, la mise en scène et la laideur invraisemblable des décors. Mais la musique pouvait-elle survivre? Oui certes, et chacun espérait qu'elle prendrait bientôt sa revanche au concert. Voilà qui est fait. Sous la direction énergique et souple de M. Pierre Monteux, *Bacchus et Ariane* est allé aux nues. La salle entière, debout, a salué le musicien : hommage fervent et unanime, encore qu'un peu tardif.

On n'a pas davantage été surpris le 25 février, à la Société des Concerts du Conservatoire, en constatant l'extrême intérêt du *Concerto pour flûte* de M. Jacques Ibert. Les concertos pour flûte étaient devenus rares depuis que les autorités prussiennes n'en commandaient plus aux musiciens pour le divertissement du Grand Frédéric. Loué soit M. Ibert d'avoir rompu le silence! Le nouveau concerto se distingue par son élégance et son ingénieuse virtuosité. Sans doute, ses trois mouvements ne ressemblent que d'assez loin aux chefs-d'œuvre du XVIIIe siècle. Les modernes se plaisent à des expériences plus risquées, et M. Jacques Ibert ne prétend pas s'en tenir aux innocentes cadences d'un Philippe-Emmanuel Bach, d'un Quantz ou même d'un Mozart. Par goût, il ne répugne nullement aux néologismes aventureux. Mais par expérience, comme tant d'autres, il semble fatigué des uto-

pies et des chimères. La structure de son *Concerto pour flûte*, en particulier, atteste qu'il a pratiqué les maîtres de la syntaxe et du style avec profit. Selon sa coutume, il séduit par l'intelligence plutôt que par la sensibilité. L'*andante* même, en dépit d'une phrase mélodieuse, ne se maintient qu'avec effort aux altitudes où les auteurs modernes n'ont plus guère coutume de planer. L'ouvrage a du moins le mérite d'utiliser à ravir toutes les ressources de l'instrument. C'était plaisir d'entendre M. Marcel Moyse s'égosiller dans les hauteurs, en zézayant un peu, avant d'aborder le registre grave où la sonorité prend soudain une inflexion si pathétique. Et l'équilibre demeurait parfait entre le soliste et la masse de l'orchestre, puisque M. Philippe Gaubert en personne, attentif à ces prouesses de flûte, surveillait l'exécution avec une sollicitude toute paternelle.

M. Marcel Delannoy s'efforce de justifier les espérances que l'on a fondées sur son talent depuis les représentations du *Poirier de Misère* et du *Fou de la dame* à l'Opéra-Comique. Il travaille et apprend beaucoup, sans épargner sa peine. Cet hiver, il a donné aux concerts privés de l'École Normale une *Rhapsodie* pour trompette, saxophone-alto, violoncelle et piano, et puis encore une grande *Symphonie* et trois mouvements dont nous devons la primeur à l'« Orchestre symphonique de Paris ». Les musiciens professent en général pour l'effort de M. Delannoy une sympathie marquée. Son *Quatuor à cordes* le montrait assujetti aux disciplines traditionnelles, sans doute avec l'espoir de se fortifier en s'épurant. Et le voici déjà récompensé, car la conclusion de sa *Rhapsodie* annonce un progrès indiscutable. Il y a là une liberté, une aisance poétique dont le charme a bien vite conquis l'assistance. L'auteur n'a jamais eu la main plus heureuse. Quant à la *Symphonie*, elle pose un problème assez embarrassant. Tout en ne disconvenant pas de ses qualités intrinsèques, les meilleurs juges hésitent devant une œuvre qui les rebute par ses disparates et ses longueurs : ils se dérobent. Peut-être leur malaise tient-il surtout à la faiblesse des idées. M. Delannoy en a choisi qui ne semblent pas adaptées à leur fonction et se prêtent mal aux développements symphoniques. Les jeunes musiciens d'après la guerre ont trop longtemps méconnu les

hiérarchies indispensables, se flattant d'improviser sonates, concertos, quatuors à cordes, voire des symphonies à grand orchestre, sur des motifs qui auraient pu convenir tout au plus à de légers feuillets d'album. M. Delannoy a bien raison de s'être donné par la suite un sens plus rigoureux de la forme. Mais ce n'est pas assez. Son invention elle-même est en cause: elle laisse trop souvent à désirer. Si la chaleur vitale et les idées nourricières viennent à faire défaut, de quoi servirait la forme? Il est étrange que le profond sérieux de la musique échappe à certains esprits. Et cependant l'énorme appareil d'une symphonie, ses dimensions redoutables et sa mise en œuvre si compliquée ne se justifient que par la valeur extraordinaire des idées.

On rougit d'insister encore une fois sur des principes si clairs. Mais ils ne sont pas évidents pour chacun, puisque tant de musiciens contemporains se risquent aux entreprises les plus folles. La *Symphonie avec hymne* pour orchestre et chœurs de M. Daniel Lazarus nous en fournit une nouvelle preuve. Le premier morceau de cette construction monumentale est d'une beauté virile et grave. Aucun ami sincère de la musique ne pourrait l'écouter sans émotion. Dès les mesures initiales, le cortège régulier des noires détermine une impression de lassitude et de résignation poignantes. En ce *Voyage millénaire*, M. Daniel Lazarus a voulu peindre le lent cheminement d'Israël sur les routes de l'exil, et ce fragment est d'un artiste insigne. Plût au ciel qu'il s'en fût tenu là! Malheureusement, il s'est évertué à bâtir ensuite une symphonie gigantesque, consacrée à l'histoire du peuple juif, et ses forces l'ont trahi. Ici encore, la disparité est choquante entre les aspirations et les idées. Le style est ferme, le métier robuste; seuls les thèmes sont débiles. L'admirable déploration est désormais flanquée d'un tableau assez terne, *Mission d'Israël*, puis d'un *Pogrom*, bon pour les cinémas horrifiques des boulevards extérieurs et des faubourgs. Vient ensuite une *Marche funèbre*, dédiée à la mémoire des combattants juifs de la Grande Guerre, dont les protestations éplorées manquent singulièrement de pathétique, enfin un *Hymne* national ou rituel, plein de superbe et de vent, qui tourne court au bout de quelques efforts. Il n'est aucune raison musicale pour s'inté-

resser à ce messianisme confus. Si l'on s'était borné à jouer l'introduction seule, le public aurait eu l'impression d'un chef-d'œuvre, et il lui paraîtrait intolérable de ne point connaître la suite. M. Daniel Lazarus a été bien imprudent de nous épagner ce regret.

La saison parisienne s'écoulera décidément sans nous avoir ménagé de révélation « sensationnelle ». Point de surprises; nulle découverte. Mais les fidèles auront acclamé du moins des œuvres qui, pour ne pas être retentissantes, se rattachent pourtant à cette lignée d'excellents artistes dont la musique française honore pieusement le souvenir. En réparation d'une longue injustice, les mélomanes ont fait grand accueil à deux compositeurs qui appartiennent l'un et l'autre à la génération des disciples de César Franck. Le 24 février, M. Paul Paray a dirigé aux Concerts-Colonne une fort jolie *Sérénade champêtre* de M. Guy Ropartz, élève direct du maître des *Béatitudes*, et qui a rendu aux musiciens français des services inestimables en Lorraine et en Alsace. Le lendemain 25, à la Société des Concerts, M. Maurice Emmanuel, à qui l'on doit un livre si remarquable sur César Franck, avait enfin la joie d'entendre, après quarante années d'attente, sa vive et spirituelle *Ouverture pour un conte gai*. De telles manifestations se passent de commentaires.

Trois semaines auparavant, à l' « Orchestre Symphonique de Paris », on avait pu se rendre compte que le retour aux traditions classiques, où le culte de la forme implique nécessairement le culte de la pensée, se généralise également à l'étranger. Ce jour-là, en compagnie de MM. Poltronieri et Bonucci, M. Alfredo Casella jouait lui-même son récent *Concerto* pour piano, violon, violoncelle et orchestre. La fermeté de son écriture, la valeur des idées thématiques, le profond sentiment contemplatif de certaines pages nous avaient comblé d'admiration. Après d'obscures vicissitudes, M. Alfredo Casella a trouvé enfin à son tour son chemin de Damas. On ne quitte plus guère ce chemin, du jour où l'on y entre. En Italie comme en France la victoire est aux dieux, et nous ne désespérons pas d'assister bientôt au crépuscule des idoles.

CONSTANTIN PHOTIADÈS

TABLEAUX DE PARIS

LE DÉCOR CHANGE. LES PERSONNAGES AUSSI

Miss Y..., vivant en France depuis toujours, Américaine dont la sœur a épousé un Anglais, le duc de Manchester, a représenté, entre lady de Grey et Mrs. Moore, M. Drexel, le baron et la baronne de Wendel et quelques personnalités françaises de la société, l'élément élégant, les dîners, les belles installations, la vie de Paris et de Monte-Carlo, sans autre souci apparent que de savoir si les petits pois étaient toujours aussi tendres chez les Wedel, si madame Adhéaume de Chevigné avait reçu des nouvelles de la grande-duchesse Wladimir, si les eaux de Courances étaient toujours aussi nombreuses et limpides, si les Harry Lehr avaient enfin trouvé un buste pour la cheminée de leur grand salon de la rue de Lille.

Miss Y... connaissait les antiquaires, fréquentait les expositions de Paris, allait considérer les innovations de madame Missia Godebska dans ses logis successifs du quai Voltaire, mais sans l'imiter, et conservait de magnifiques objets et de beaux tableaux dans son appartement de la rue de Grenelle.

Me montrant un jour un Tiepolo, à moins que ce ne fût un portrait de Dancourt, elle me dit, — oh! bien simplement, — cette courte phrase, à laquelle l'accent qu'elle n'a jamais perdu donnait plus de prix :

— Je les lègue au Musée du Louvre, parce que je trouve que je ne puis faire autrement, ayant toujours vécu à Paris.

Et ce fut tout. Ces amis, ces amies de ce Paris-là, nous sont

presque plus chers — et même, oui, souvent, bien davantage — que des Parisiens pur sang qui ne se doutent point du bonheur et de l'honneur que la Providence leur accorda en les plaçant à un point du monde si vénérable, où le sang des hommes est si vermeil et l'air si léger.

***

Aux Ambassadeurs. — Aujourd'hui, je retrouve miss Y... sur une chaise, au bord de la scène du théâtre des Ambassadeurs, avant la conférence de M. Ybarnégaray, dont le thème est l'affaire Stavisky, les journées de février et la franc-maçonnerie.

Miss Y... me glisse dans l'oreille :

— Étiez-vous à celle d'Henriot? Il est magnifique!

Si je me permets de parler à l'improviste de miss Ysnaga, c'est qu'il est indispensable de citer de pareils exemples, lorsque le hasard nous les procure et qu'on les croit bons.

Étrangère, ne paraissant point s'être guère souciée jamais de politique ni de partis, aimant les arts, la société, les voyages, évoluant dans un clan d'amis fidèles, ayant passé le temps des entraînements non réfléchis, cette Parisienne d'adoption, cette fidèle est là, dans cette salle, pleine à craquer, bondée jusqu'au dernier rang des banquettes en gradins, au delà du balcon.

Un nouvel état d'esprit et d'âme s'est installé depuis la chute du cabinet Chautemps et les journées qui ont suivi le 5 février.

Il n'est, pour s'en convaincre, que de regarder ce théâtre des Ambassadeurs pendant une conférence politique et d'éprouver le contact de ce public frémissant.

Les femmes et les hommes s'y comptent en nombre égal.

***

Ces auditeurs sont bien persuadés de la fin du régime, d'une révolution commencée en apparence depuis la mort (qui n'est même pas mystérieuse, si elle demeure *secrète*) de

l'escroc Stavisky. Cette révolution a pris naissance plus loin, elle aura exigé la mort d'hommes d'une autre qualité que l'escroc au service d'une bande attachée à la destruction de la France.

Au cours de sa conférence, M. Ybarnégaray fait avec courage et violence le procès de la Maçonnerie, qu'il montre installée à tous les étages de l'Administration française, ayant contaminé du plus grand au plus petit, du haut en bas, l'immense hiérarchie des fonctionnaires. Ceux qui se sont courageusement refusés à subir la pression de la main qui étreint et qui élève, qui répand l'argent et procure les situations, verront passer devant eux, sur eux, les malins qui font partie d'une *loge*.

A plusieurs reprises, la salle manifeste son indignation, une rumeur la soulève. Parfois, des cris pour demander des noms ou, lorsque le député des Basses-Pyrénées donne ces noms, des protestations, parmi lesquelles celles des femmes dominent.

***

Attitude des femmes. — Il faut parler de cette courageuse attitude des femmes depuis le 6 février. La part de collaboration qu'elles réclament ou qu'elles ont déjà prise, selon leurs moyens, pour faire connaître la vérité à la province abusée dès les premières heures par de faux communiqués, nous met en présence d'une autre forme de la *révolution* qui a commencé.

Les femmes devront désormais, officiellement et légalement, prendre part aux travaux parlementaires.

Je déjeunais avec M. Léon Daudet, récemment et — comme nous parlions de la collaboration des femmes à une œuvre nationale, — il citait, en la désignant de la main à travers la table et avec une bien éloquente tendresse, la compagne que les événements ont si profondément meurtrie dans sa chair maternelle et qui est, devant les combattants et les ligues d'A. F., une conseillère toujours suivie.

Et sur le rôle politique et militant des femmes, Léon Daudet disait des vérités essentielles.

Si les femmes n'avaient pas été exclues du Parlement, si elles pouvaient faire entendre leur voix, la Maçonnerie n'eût jamais exercé sa dure omnipotence sur le pays. Elle ne fût pas devenue cette association exclusivement politique dont les effets ont été si fâcheux pour la France.

Les femmes seront bientôt appelées à voter. Et c'est justice. Un si grand nombre d'entre elles a donné des preuves éclatantes de volonté, d'intelligence et d'équilibre moral, elles ont révélé tant de souplesse d'esprit et de sens diplomatique que la situation qui leur est faite légalement paraît d'une injustice inadmissible.

Elles paient des impôts, elles élèvent des enfants qu'elles ont faits, préparent les hommes et les femmes de demain, elles sont médecins, avocats et, surtout, elles ont réalisé le plus surprenant, le plus imprévu, le plus immense des progrès qu'il leur pouvait rester encore à faire : elles ont su devenir des camarades, des *amis*.

Les hommes, plus occupés, plus sportifs en tout, les y ont-ils aidées? Peut-être est-il permis de le supposer. Mais ne nous préoccupons point de le démêler. Restons dans le domaine de leurs acquisitions.

L'immense organisation pour le Vote des Femmes, aux destinées de laquelle préside Madame la duchesse de La Rochefoucauld, obtiendra gain de cause aux prochaines élections, — ou bien alors, c'est que les femmes, pour une fois, n'auront pas su profiter des événements et de ce qu'ils leur offraient de possibilités exceptionnelles.

***

Peut-être faudrait-il qu'elles se préparassent au dur métier politique par de petites besognes, ainsi qu'on en chargeait jadis les apprentis, comme par exemple de coller des affiches. J'en ai vu qui venaient avec enthousiasme s'offrir pour cette besogne, plus noble et plus utile que beaucoup ne le pensent.

Tout ce qui met l'homme ou la femme en contact avec le peuple et la rue, dégage un enseignement et donne des bénéfices dont l'importance ne s'évalue point.

***

TROP DE CLANS DIVISENT ENCORE LA MASSE DES HONNÊTES GENS. — Trop longtemps, ce qui s'appelait aristocratie et qu'on peut encore appeler *la société*, pensa que s'abstenir était le meilleur appui donné à une élite, qui est allée se reformer et s'étendre dans des couches plus profondes.

Les élites naissent d'un peuple, comme les branches nouvelles jaillissent, se développent du tronc de l'arbre. La plus ancienne de toutes, la plus renommée et la plus fortunée devait s'allier tout de suite à ce qui pouvait grandir, étendre et renforcer sa puissance et sa raison d'exister.

La Monarchie en usait ainsi.

En dépit de quelques exemples donnés par des hommes courageux, un demi-siècle aura été nécessaire à bien des gens pour leur faire comprendre que l'inaction est la pire des attitudes. La plupart n'ont réalisé la vérité de cet axiome qu'avec la guerre et c'est aujourd'hui seulement que déchus, diminués, à la veille de l'écrasement définitif, ils tentent, enfin, de réagir, et d'opérer. Souhaitons qu'ils n'aient pas trop attendu!

Mais trop de clans dispersent encore les efforts des honnêtes gens. Ils n'acceptent qu'avec des réticences déplorables de fondre leurs aspirations dans un même parti. Le temps n'est pourtant plus à ces chipotages et à ces petites nuances.

Pas plus que certaines différences de religion ou de plus ou moins d'ancienneté dans la participation au capital « France ».

La guerre a fait le niveau. Mais ce qu'il faut maîtriser à l'instant, c'est le flot venu depuis, ce sont ces parasites qu'on entend parler leur langue — qui n'est ni de l'anglais, ni de l'italien, ni de l'espagnol, je vous assure — dans la foule des grands boulevards, des Champs-Élysées ou, le soir, sur le trottoir central des boulevards extérieurs, entre la place Clichy et le square d'Anvers.

***

LA QUESTION JUIVE. — Mais qu'on n'aille pas en ce moment ni jamais plus soulever de question juive!

Comptons les Français, — ils sont nombreux chez les israélites, — cela seul importe, désormais.

Nous pourrions rougir de voir se réveiller des querelles indignes d'un peuple épris de justice et de liberté. Mais chasser la clique, la lie internationale à laquelle nous avons ouvert nos frontières sans contrôle, ça, c'est une autre question.

***

Ce sont les femmes, en tous cas, qui peuvent encore cimenter ce bloc nouveau, aider les hommes à mieux se comprendre et à moins se haïr. Elles créent la race, et doivent lui permettre de perpétuer les idées essentielles et les vérités nécessaires que les siècles ne cessent de rajeunir, — ce qui fait que l'homme se trompe pendant une bonne moitié de sa vie, parce qu'il ne les reconnaît que bien rarement d'un premier regard.

***

L'assassinat de M. Albert Prince. — Conseiller à la Cour, à la veille du jour où il allait être entendu pour la seconde fois par M. Lescouvé, président de la Cour de Cassation, le cadavre attaché sur les rails, et l'énervement des Français poussé à un tel paroxysme que cet assassinat (qui comporte plus d'affreuses évidences que jamais aucun crime n'en offrit) devient instantanément un suicide, le conseiller Albert Prince *s'est suicidé*!

Son cadavre est trouvé la nuit, à trois kilomètres de Dijon où sa mère habite. Dès le lendemain matin, la version du suicide est répandue. M. Prince est un de ces don Juan mariés et bourgeois, qui se font expédier de faux télégrammes, qui entretiennent une femme en province ou font des fugues de vingt-quatre ou quarante-huit heures, en compagnie galante. Cela est patent, officiel, nul n'en ignore, et, même, on pourrait en savoir bien davantage!...

Il se trouve même un homme politique important pour répandre de pareils bruits dans les couloirs de la Chambre.

***

Or, pas un jour, M. Prince n'a quitté sa famille depuis le 5 septembre, date à laquelle il est rentré à Paris, en compagnie de sa femme et de ses enfants.

Quelle idée d'aller se donner la mort dans des circonstances si compliquées et si difficilement réalisables, et à proximité de Dijon, où habite une mère, âgée de quatre-vingt-deux ans, et que ce crime va frapper d'abord.

Mais on vous dira sérieusement, maints journaux l'imprimeront : *il existe autant de probabilités pour le suicide que pour l'assassinat.*

Vous lisez ces nouvelles, le soir, dans votre lit; vous vous indignez. Les télégrammes des « correspondants particuliers » sont là!

***

Maffia. — Maffia... maffia! Ce mot est revenu sur les lèvres françaises. Maffia... « C'est un crime de la maffia! »

— Mais non, c'est un *suicide*!

Les fameux *correspondants particuliers* ont parlé aux servantes de l'hôtel, où descendait, *tous les quinze jours*, M. Albert Prince. Si elles le connaissent! Deux heures avant de se donner la mort (les correspondants *particuliers* écrivent *se suicider*) M. Prince a dit à l'une d'elles : « Toujours fidèle au poste! Continuez! », etc.

Cependant, on s'en va fouiller dans les liasses de bulletins remplis par les « clients » de l'hôtel de Dijon, depuis plus de six mois : pas un bulletin au nom de Prince. Le Conseiller n'est *jamais* descendu dans cet hôtel!

Ah! que l'on ne voudrait pas être juge d'instruction.

— La maffia... — C'est un suicide... — Comme pour Stavisky, dans la maison isolée de Chamonix... Stavisky traqué pendant trois heures par les policiers qui cernaient la villa, tandis que l'espion intime de l'escroc était, par hasard, sorti en compagnie de sa maîtresse.

Pas un marchand de Dijon ne possède un mètre de ficelle

semblable à celle qui liait au rail, par le cou et par la cheville, le cadavre déchiqueté.

Deux jours après (il a fallu deux jours!) tous les épiciers de Dijon possèdent, depuis des mois, des centaines de pelotes d'une ficelle identique.

***

La Province ne sait rien. — « La Province ne sait rien », « La Province est trompée! »

Certes, elle fut mal renseignée, au début. On mit tout en œuvre pour la persuader de l'existence d'un complot destiné à renverser la République.

Étrange complot! Sur le millier de manifestants arrêtés le 6 février parmi les anciens combattants et protestataires de toute catégorie, la police, qui les a soigneusement fouillés, reconnaît elle-même que *pas une arme à feu ne fut trouvée.* Pour l'histoire des lames de rasoir, même constatation.

Ceux des Provinciaux qui, aujourd'hui, ne savent pas encore ce qui s'est passé, ne le comprendront jamais, car la *Province* n'est tout de même pas ce vase clos, cette contrée inaccessible qu'on a voulu peindre comme assez fréquemment étrangère, autrefois, aux sursauts de Paris.

Mais, à la fin de juillet 1914, est-ce que la Province, cette Province que l'on voudrait nous montrer aveugle et sourde aujourd'hui, ne s'est pas levée, dressée en même temps que Paris?

Elle a pris d'assaut les trains sur lesquels elle traça à la craie les mots : *à Berlin!* Et, animée d'une ardeur irrésistible, dans des clameurs qui couvrirent à l'instant le pays, de Dunkerque à Perpignan, tous les hommes se dressèrent sous leurs drapeaux.

Et cette province serait devenue inerte, paralysée par la Maçonnerie, le parlementarisme et la peur de perdre ses emplois?

Les Parisiens sont, sans doute, un peu risque-tout. Mais leurs réactions sont le plus souvent opportunes. La Province a fait depuis longtemps les ministères. Et c'est peut-être la griserie de représentants trop ambitieux et qui ne savaient

pas suffisamment discerner, ce qui est *de Paris*, chez nous, de ce qui n'est précisément pas de Paris, qui leur fit trop souvent perdre la tête.

***

MADAME STAVISKY. — Madame Stavisky est arrêtée. Cette jolie petite femme, essentiellement du genre « poule » et même « poule de luxe », s'était attiré des sympathies au lendemain du « suicide » de celui qui était son mari.

Il serait préférable d'employer le mot *associé*.

Le mariage, tel que le conçoivent les Stavisky, ne sert vraisemblablement qu'à faciliter certains arrangements ou à donner quelque apparence de respectabilité à des personnages qui en sont à jamais privés. On se marie comme on porte un manteau de chinchilla ou un diamant de quelques centaines de mille francs : parce que les chercheurs d'or y trouvent quelque apaisement aux scrupules bien fugitifs qui pourraient leur venir à l'esprit.

Comme son « mari », Arlette Simon, c'est la petite femme qui a commencé de rêver devant les étalages des maisons de nouveautés et qui a soif de jouissance.

Peut-être aime-t-elle ce métèque, aux origines mystérieuses, dont elle ne peut ignorer l'aventure et qu'elle voit, cependant, traiter des hommes au pouvoir, à la table de restaurants à la mode ou de l'hôtel des Champs-Élysées.

Les Stavisky ont l'argent — à quel prix! — Ils font figure de héros du jour pour garçons de palaces et croupiers.

Arlette sent la suspicion, le mépris, mais elle aime davantage alors cette crapule qui l'a épousée, qui, à la vérité, ne pouvait pas épouser une femme d'une autre sorte et qui n'a pas une heure de répit et qui va peut-être, qui va sans doute, — pourquoi pas? — réaliser avec l'affaire des bons hongrois cette fortune qui lui permettra de passer le torchon sur son passé.

On ne l'a pas arrêtée tout de suite, pourquoi?

(Mais qui donc a-t-on arrêté, sinon deux journalistes douteux dont l'emprisonnement offrait de vagues satisfactions à droite et à gauche.)

Depuis, elle s'est rendue chaque jour, *pendant deux heures*, chez sa manucure.

Voilà qui éclaire un caractère!

« Madame » Stavisky passait deux heures chaque jour chez la manucure, depuis la mort de son « mari ». Ce petit détail nous suffit.

***

Et l'Affaire suit son cours. — L'Affaire suit son cours. Sans doute, les résultats ne paraîtront-ils pas à l'instant aussi clairement qu'on pourrait le souhaiter. Mais, lorsque des victimes ont versé leur sang pour une cause, ce sang est plus éloquent et plus exigeant que le Verbe des vivants et que leur volonté même.

D'ailleurs, les principales têtes ne sont pas encore désignées, à l'heure pourtant tardive où j'écris ces lignes, un mois après la tragédie du 6 Février. J'aurais voulu pouvoir les ajouter car leur nom achevait de marquer à la fois l'immensité du mal et la nécessité d'agir.

Des hommes importants seront sans doute démasqués. Effondrement qui en entraînera d'autres. Les couloirs de la Chambre, à l'heure où M. Gaston Doumergue, président du Conseil, s'entretenait avec le ministre de l'Intérieur, M. Albert Sarraut, et où M. le Garde des Sceaux recevait le premier président de la Cour d'appel et M. Donat-Guigue, les couloirs « présentaient, selon la formule habituelle, une animation inaccoutumée ».

Que de noms échangés à voix basse. Que de noms qui semblaient inattaquables, qui exerçaient une sorte de terreur occulte, à la veille encore du 6 février. Un mois ne s'est pas écoulé que, ces situations semblant menacées, une immense dislocation se devine. Nous allons voir les postulants habituels changer d'*orientation*.

***

A la peur qui se lit sur les visages, lorsque l'on parle des chèques saisis (dont il manque plus de 150 encore, *les plus importants*) et des talons qui ont été surchargés et dont on

vient de raconter que certains portent des noms *à l'encre fraîche.*

Des expressions de crainte bien comiques. Des protestations vaudevillesques. — En quel temps vivons-nous?

— Mon nom aussi peut bien avoir été inscrit!

Dans la panique, peut-être certains finissent-ils (tant ils auraient été capables de toucher) par ne plus savoir s'ils ne se sont pas réellement partagé quelques versements prélevés sur les cinq cents millions drainés par l'escroc sur l'épargne publique.

ALBERT FLAMENT

PARMI LES LIVRES

M. Robert de Traz a le goût des examens de conscience. C'est une disposition à laquelle sa qualité d'écrivain romand n'est peut-être pas étrangère. Critique, les auteurs qu'il a de préférences étudiés[1] sont des analystes inquiets, ennuyés d'avoir affaire avec le monde extérieur et s'y trouvant mal à l'aise. Romancier, ses personnages sont en proie à de lourds débats intérieurs. Tantôt le devoir lutte en eux avec le désir[2]. Tantôt, animés d'un vertueux esprit de contradiction, ils découvrent, en pleine aventure amoureuse, qu'ils n'apprécient rien tant que la pureté[3]. Ainsi la physiologie et la morale s'entendent pour les tourmenter. Et, las de disputer avec d'aussi redoutables ennemis, ils sont heureux de trouver parfois des occasions de s'évader. Le héros du *Personnage invisible* doit cette bonne fortune à un passeport trouvé, grâce auquel il est pris, à l'étranger, pour un autre. Quelles vacances que des vacances hors de *son moi*! Quant à l'*Écorché*, moins pittoresquement servi par le hasard, il se réfugie plus simplement entre les bras d'une femme, une demi-cécité survenue lui offrant l'occasion d'abdiquer, de renoncer au plus ennuyeux des ministères, au plus fastidieux des gouvernements, le gouvernement de soi-même.

Ce n'est pas à des « mémoires imaginaires » que nous ont fait penser jusqu'à ce jour les œuvres de M. de Traz. Le passé, les leçons acquises n'y jouaient qu'un rôle de second plan. C'est vers l'avenir plutôt que l'auteur semblait tourné. On eût dit qu'il donnait corps à des cas de conscience et se jetait avec angoisse au milieu de ces débats imaginaires, dans l'espoir de découvrir la voie où il pourrait lui-même s'engager pour fuir son inquiétude.

Peut-être vient-il de la trouver. Le beau livre qu'il publie, *les Heures de Silence*, et qui est tout entier consacré à la vie des tuberculeux dans des sanatoria de haute montagne, révèle la volonté de soulager les douleurs d'autrui. La solution, pour être plus noble, n'est pas infiniment éloignée de celle qu'avait choisie l'*Écorché*. De consolant à consolé il y a des échanges mystérieux et il n'est pas toujours aisé de dire celui qui donne le plus.

1. *Essais et Analyses. Alfred de Vigny.*
2. *La Puritaine et l'Amour.*
3. *A la Poursuite du vent.*

Ce sont des conférences, je crois, qui ont été à l'origine des séjours que M. de Traz a faits auprès des phtisiques. Il a eu avec beaucoup d'entre eux de longs entretiens, il a noué des amitiés. Et petit à petit il a réussi à démêler les profondes transformations de caractère que provoque la maladie.

La plupart des tuberculeux, une fois installés dans cette région *qui est au delà de la vie courante, une région de nulle part et hors du temps* ont l'impression de *dissoudre la sensation de la durée.* Dans une certaine mesure ils se désincarnent. *Ce sont nos relations avec autrui qui nous persuadent de notre existence objective,* dit fort judicieusement un « allongé ». *Quand on est radicalement seul on devient une sorte de fantôme.* En définitive il faut accepter d'être inutile à l'ordre des choses. Alors que d'autres sacrifices *exaltent,* celui-là *supprime.* Acceptation qui peut mener au stoïcisme, à la foi, ou à une sorte de désintégration de l'être quasi bouddhique.

Les « heures de silence » auxquelles les malades sont chaque jour condamnés ont une profonde influence sur leur évolution psychologique. *Il y a une thérapeutique du silence...* et de l'immobilité. C'est elle sans doute qui manque le plus à l'humanité d'aujourd'hui et les bien-portants pourraient, de ce point de vue, recevoir d'utiles enseignements des malades. L'action nous détourne de nous-mêmes, elle *rend opaque* et tel qui est profondément engagé dans la lutte pour la vie ignore tout de lui-même. *Beaucoup de gens meurent sans se douter de ce qu'ils recèlent.*

Fait singulier, certains malades, songeant à leurs propres douleurs, en sont venus à croire, qu'ils étaient *les signes apparents d'une lutte mystérieuse engagée ailleurs, vaste conflit d'où dépendent d'immenses intérêts, le sort de l'humanité.* Ainsi s'élabore sur le plan laïque une sorte de doctrine du rachat. Qui connaît en effet les répercussions de nos actes et de nos états personnels sur l'ordre universel? De quel immense mécanisme sommes-nous les rouages? De pareilles réflexions surgissent aujourd'hui dans l'esprit d'êtres, peu enclins par nature à l'idéalisme, et qui, en d'autres temps, ne se fussent pas portés spontanément vers de tels problèmes. Aussi étrange que cela puisse paraître, la T. S. F. en est parfois la cause, elle prouve que le témoignage direct du sens n'est pas le seul valable. *Puisque la musique m'arrive, à travers l'espace, de Londres ou de Prague,* dit une malade à M. de Traz, *puisqu'elle vient me toucher, moi qui suis au fond de ma chambre, pourquoi d'autres ondes ne se propageraient-elles pas? Alors la douleur du malade ne serait pas enfermée en lui, elle irait au loin, gagner, persuader, consoler... Quand je suis gaie sans savoir pourquoi, c'est peut-être grâce à quelqu'un qui m'envoie du courage...*

Cette théorie du rachat, M. de Traz l'a retrouvée, sous la forme

essentiellement religieuse chez un admirable jeune homme dont il a recueilli les propos avec une tendresse émerveillée. *Peut-être certains êtres*, dit ce malade, A., chrétien fervent, *sont-ils désignés pour souffrir à la place des autres... Quand je vais mieux, c'est que Jésus-Christ se charge de ma croix. Quand je vais mal c'est à mon tour d'essayer de porter la sienne... Je suis totalement heureux et plus heureux à mesure que la maladie me ravage.* Mû par le sentiment le plus juste de la charité, A. souhaite incessamment d'accompagner *ceux qui sont en quête, les insatisfaits de bonne foi, les incrédules mécontents de leur incrédulité... Le plus affreux*, dit-il, *c'est d'être bien pensant, je veux dire de répéter une leçon par intérêt, par convenance, par lâcheté, ou bien parce qu'on ne s'aperçoit pas que c'est une leçon...* Aujourd'hui A. est mort, laissant tous ses amis du sanatorium — une maison où pourtant chacun vit sous la menace du pire — frappés de stupeur.

Mais si la maladie donne à quelques-uns une merveilleuse pureté spirituelle, il va de soi qu'elle n'exerce pas infailliblement une pareille action. M. de Traz, qui est un homme de scrupule, pesant les témoignages avec une extrême bonne volonté[1], évoque les divers types de malades qu'il a eu l'occasion d'observer. A côté des contemplatifs, il a vu des grognons, il a vu des furieux que l'injustice de leur sort révoltait. Il a visité de jeunes enfants qui, ne pouvant quitter leur lit, organisaient pourtant avec un optimisme attendrissant des « patrouilles d'éclaireurs ». Il a vu des « scientifiques » pesant avec des balances précises et d'une main qui se voulait inflexible, tous les éléments de leur cas. Il a vu des égotistes qui devant les soins dont ils étaient l'objet ressentaient une satisfaction secrète, comme s'ils avaient acquis de la considération. Mais chez tous il a perçu le même besoin de tendresse, l'ardent désir d'être aimé; la même susceptibilité, la même lassitude physique, la même nuance de dédain à l'égard des bien portants, qui ignorent les révélations du silence et de la solitude, et cette même aptitude à la rêverie qui a si tragiquement et si bien servi au travers des siècles les grands artistes que la phtisie avait touchés.

Si dans l'ensemble l'atmosphère des sanatoria que M. de Traz a visités lui a semblé spirituellement plus pure et plus noble que celle respirée dans nos villes, s'il est vrai que certains « permissionnaires de la maladie » descendus, quelques jours dans la plaine ont ressenti, au milieu de notre agitation impitoyable et parfois féroce, une nostalgie de l'existence « dématérialisée » menée dans les couvents de là-haut, ces constatations optimistes compensent bien faiblement les dou-

1. Qui frappe fortement le lecteur d'*Esprit de Genève* et de *Dépaysement Oriental*, livres d'enquêtes.

leurs physiques que connaissent la plupart des malades, les drames qu'ils vivent, les menaces qui les entourent. M. de Traz rapporte des confessions bouleversantes; il décrit des opérations horribles. Mais, somme toute, ce qu'il y a de plus touchant dans son œuvre, c'est, la part qu'il a prise lui-même, qu'il réussit à nous faire prendre à toutes ces infortunes. On sent fort bien que ce n'est pas un désir de s' « informer » qui l'a guidé dans ses nombreux entretiens, mais, avant tout, la volonté d'apporter à autrui fût-ce par la simple attention bienveillante, l'apaisement.

François Mauriac. — A..., ce merveilleux croyant dont M. de Traz nous peint la fin édifiante rêvait de secourir ceux qui souffrent ou qui errent. Il voulait être un guide indulgent et consolateur. M. Mauriac, dans un livre d'ailleurs magnifique, *Journal*, qui se trouve être à la fois un recueil d'articles et un journal intime, ne semble pas disposé à faire preuve d'autant de mansuétude. Son attitude est plutôt celle du juge qui condamne. « *Peut-être une des choses qui manque le plus à la société contemporaine*, écrit M. Mauriac, *c'est une de ces grandes voix presque téméraires qui au XVII*e *siècle commentaient à la face du monde les misères, les hontes et les crimes du monde.* » C'est une tâche que M. Mauriac assume parfois dans ce journal et dont il s'acquitte du reste avec une sincérité dans l'indignation, une puissance verbale et un mouvement oratoire qui forcent l'admiration. Il nous a fait songer à maintes reprises à ce prédicateur qui, dans le *Dedalus* de Joyce, peignait le monde et l'enfer, son complément naturel, sous des couleurs si horribles que chaque auditeur se sentait envahi par l'épouvante.

Il n'est pas très beau, sans doute, le monde où nous vivons. Mais peut-être M. Mauriac est-il porté à donner aux erreurs de quelques-uns une valeur de symbole quelque peu excessive. M. Mauriac, sans doute, a bien raison de déclarer à certains littérateurs qu'ils aiment mal la vie s'ils l'embellissent. Il faut l'accepter telle qu'elle est. Mais est-elle si monstrueuse que le pense M. Mauriac, on en peut douter. Pourquoi les mauvais sentiments auraient-ils le privilège d'exister à *l'état pur* plutôt que les bons? Peut-on croire avec M. Mauriac que nos contemporains soient si fréquemment détraqués qu'une partie « immense » d'entre eux se livrent à la drogue. Il paraît qu'à Paris nous sommes entourés de drogués. C'est une hypothèse aventurée. Même si on devait l'admettre ne resterait-il pas un peu d'étonnement de voir que M. Mauriac, à qui sa foi conseille la charité, n'a pas un mot de pitié pour ces malheureux intoxiqués et qu'il les repousse dédaigneusement d'un geste vengeur, en leur assignant, comme lot, la folie, l'assassinat et le suicide.

Ce triste troupeau n'est pourtant, paraît-il, qu'une fraction innombrable d'une masse plus étendue encore, celle qui a choisi délibérément le plaisir pour but de la vie. Le Plaisir! C'est l'hydre qu'il faut détruire. De Paris à la Côte d'Azur, il abrutit et torture les humains. M. Mauriac s'est promené à Saint-Tropez. Il y a vu un cimetière qui lui a inspiré une splendide image : « *Les tombes des pêcheurs ressemblaient à leurs barques tirées à terre.* » Mais il a vu aussi et surtout, dans les cafés du port, le Plaisir *sous son aspect le plus bas* poussant *son troupeau d'esclaves.* Des hommes dansaient et crevaient *des ballons avec des gestes d'idiots...* Autant de *désespérés,* songeait l'écrivain, qui *n'en peuvent plus de vivre.* L'expression est bien belle! Mais ne confère-t-elle pas à des soupeurs de passage une sorte de grandeur tragique dont ils seraient eux-mêmes étonnés?

S'ils ne se tournent pas délibérément du côté de la sainteté, les efforts des hommes pour atteindre le bonheur ne trouvent pas M. Mauriac bien indulgent. Un homme aménage-t-il un beau jardin au bord de la mer. Pourquoi ce luxe? pense M. Mauriac. C'est un cadre pour le bonheur, mais le bonheur est absent. Sans doute cette absence est-elle là comme ailleurs, à redouter, mais enfin un beau jardin... Je sais bien qu'il y a peu de chances, d'après M. Mauriac, pour que le sentiment de l'imperfection relative du plaisir procuré par les charmilles ou les terrasses soit comblé par une présence féminine. Tel qui prendrait au pied de la lettre les propos de M. Mauriac concernant les femmes d'aujourd'hui concevrait de terribles inquiétudes sur la possibilité d'apaiser ses besoins sentimentaux. On ne parle pas des appétits physiques. On sait assez que M. Mauriac a horreur de la chair, que l'amour physique est à ses yeux un dieu destructeur qui nous rend esclaves du démon : ces sentiments d'aversion lui inspirent du reste de fort belles pages et singulièrement sur le Lawrence de *lady Chatterley,* ouvrage contre lequel il prononce une condamnation à laquelle on demande timidement la permission de souscrire, même si l'on ne croit pas au péché originel. Mais enfin cette frémissante défiance à l'égard de la chair a existé de tout temps, chez certains chrétiens rigoristes, qu'elle a hantés comme une tentation. Non, c'est sur l'esprit des femmes d'aujourd'hui que M. Mauriac a été conduit à prononcer les jugements les plus frappants : il dénonce le fâcheux effet qu'ont exercé sur elle Proust et d'autres écrivains pires encore : elles ont puisé là l'idée que la personnalité n'existait pas, que le serment n'engageait pas et que les intermittences du cœur excusaient l'infidélité. Les êtres d'aujourd'hui sont devenus *impropres aux grandes passions, les cœurs n'ont plus besoin d'orages pour périr, on*

se perd à la lettre pour moins que rien. C'est possible, mais ces condamnations portées sur le présent comparé à un passé, objet de plaintes et de regrets, nous laissent toujours un peu rêveur. Il serait si logique de penser qu'il y a en tout temps un certain nombre d'êtres destinés aux grandes amours et que les modes n'y peuvent rien. Et il paraît si peu vraisemblable qu'un homme connaisse assez la vie profonde de ses contemporains et celle de ses ancêtres pour pouvoir faire entre elles une comparaison décisive.

M. Mauriac nous invite à regarder en nous-mêmes. C'est aussi la conclusion de M. de Traz. Il se trouve d'ailleurs que ces deux écrivains côtoient fréquemment dans les livres dont nous parlons les mêmes sujets. (C'est ainsi que M. Mauriac songe au bon usage des maladies. Et tout de suite son esprit se tourne vers ceux qui, comme l'A... de M. de Traz, se réjouissent des douleurs qui les accablent. Car c'est le premier mouvement naturel de son esprit que de nous indiquer la solution héroïque.) Si nous faisons l'examen de conscience auquel M. Mauriac si opportunément nous convie, il est à craindre que nous ne découvrions en nous des sentiments abominables. De quel droit, demande M. Mauriac, condamneriez-vous une Violette Nozière? Ne vous arrive-t-il pas de songer au jour où vos parents ne seront plus? N'emploie-t-on pas communément, quand on parle d'un mariage et d'héritages à recueillir dans l'avenir, le mot horrible d'*espérances*? C'est vrai, mais ce mot comme beaucoup d'autres a perdu sa valeur primitive. Ne soyons impitoyables ni pour les mots, ni pour les êtres. En attendant que Dieu lui-même pardonne à une malheureuse comme Violette Nozière — ou même ainsi que l'imagine M. Mauriac la « préfère », — n'est-il pas permis de lui jeter un regard charitable. Ne doit-on avoir pour elle que des mots qui écrasent et accablent? Il est vrai que pour pouvoir témoigner un peu de mansuétude à une criminelle, il faudrait n'être pas convaincu que par sa main même c'est le Diable qui agit, cet Esprit du Mal qui hante M. Mauriac.

De quel regard terrible M. Mauriac enveloppe les humains! A aucun d'eux il n'est permis de vivre dans l'apaisement d'une bonne conscience. Un maître redoutable affirme que, quelles que soient les œuvres de miséricorde que les meilleurs d'entre nous aient accomplies, ils ne sauraient être considérés comme quittes de tout le reste. Si vous avez le cœur pur, que l'inquiétude l'habite! Mais il y a peu de chance que vous l'ayez. *La plupart des hommes crèvent de satisfaction et de complaisance : ils s'admirent, se rendent témoignage en toutes rencontres, ne tournent jamais les yeux vers tel ou tel moment de leur vie dont ils savent l'horreur. Mais même ceux-là, ces êtres plastronnant et toujours à la parade, c'est impossible qu'à certaines minutes,*

ces gros hommes politiques ou autres, avec leur jaquette, leur faux col, leur cigare et leur ventre, c'est impossible que dans certaines circonstances ils ne se voient pas eux-mêmes tout à coup tels qu'ils sont et seront éternellement! C'est ainsi que, comme les premiers peintres chrétiens, M. Mauriac voit sous une apparence grotesque ceux qui ne sont pas « appelés ».

C'est le propre et le charme d'un journal intime que de permettre à celui qui l'écrit de considérer tour à tour maints problèmes et maints spectacles. Du « moral » M. Mauriac passe parfois au « physique » et l'on trouve sous sa plume d'excellentes remarques sur la beauté, halo de la jeunesse et *brume de charme*, d'où des visages fâcheusement accusés sortiront un jour. Il reconnaît au reste que dans notre admiration pour la beauté physique — bien qu'elle soit si fâcheusement liée à la chair — se glisse quelque nostalgie d'une beauté plus absolue. Mais là où la plupart des hommes voient un appel confus vers un idéal auquel ils ne peuvent donner de nom, M. Mauriac perçoit une présence plus précise, celle de Jésus. « *Les millions de cœurs*, dit-il à Greta Garbo dans un dialogue imaginaire, *qui vous chérissent... savent que la vérité n'est point abstraite et charnelle et vivante et qu'on peut la trouver, la rencontrer, lui parler, parce qu'elle est quelqu'un : elle possède, comme vous, un front, un regard, une voix, un cœur — un nom entre tous les noms des hommes. « Ce que nous avons entendu, atteste saint Jean, ce que nous avons vu de nos yeux, etc. »... Vous occupez sa place, votre visage masque une absence : vous êtes une remplaçante, une doublure, un reflet. Vous trompez la faim et la soif de beauté qui immobilisent devant un écran les misérables troupeaux humains... O beauté de ce visage qui pourrait nous apparaître (combien de fois l'ai-je rêvé!) qui pourrait apparaître tout à coup sur ce linge tendu, chaque soir aux multitudes fascinées, dans tous les cinémas du monde!*

A côté de pages splendides sur l'amour de la terre, sur un orage au-dessus de la vigne, sur la pensée de la mort, sur le voyage et les « neurasthéniques » qui « partent pour partir », on trouvera dans ce journal de passionnants essais critiques, ce qui ne saurait surprendre de la part du grand écrivain et du « créateur » qu'est M. Mauriac. Inoubliables entre toutes sont celles consacrées à la comtesse de Noailles. Avec quelle ardente émotion M. Mauriac célèbre cette poésie qui fut « le cri » de sa propre adolescence! Mais l'orateur chrétien qui est en lui a entendu marquer aussi, cédant plutôt, me semble-t-il, à une arrière-pensée d'édification qu'à une véritable nécessité critique, les limites de celle dont il célébrait le génie. Ainsi dans les oraisons funèbres du grand siècle les dures vérités voisinaient les éloges superbes et l'on rappelait aux grands princes qu'ils

n'étaient que de pauvres hommes. *Madame de Noailles*, dit M. Mauriac, *a toujours donné son cœur et son consentement à la nuit... Il ne sert à rien d'interpeller Dieu si nous ne l'écoutons pas... Ce cœur innombrable, ce cœur retentissant ne se tarissait jamais... Elle est demeurée inguérissablement elle-même, aveuglée par sa propre lumière...* Il fait un tableau terrible de la vieillesse du poète. Les dernières années de la vie ne sont supportables que pour ceux qui ont la foi (il y a aussi ceux auxquels M. Mauriac ne pense pas et qui se contentent stoïquement de la résignation). La comtesse de Noailles ne l'avait pas. Elle souffrait; et elle souffrait très humainement aussi de ce que le temps altérât sa gloire (du moins le croyait-elle). *Dans ces ténèbres où il aurait fallu qu'elle fît un acte de foi dans son génie, la triomphatrice de naguère ne nous apparaissait plus que comme une pauvre femme anxieuse, stupéfaite.*

On aimerait à pouvoir citer ici les pages pénétrantes que M. Mauriac consacre à Colette, à Jules Romains, à l'abbé Bremond qui *aimait les âmes, objet de ses études sans que jamais la vénération troublât sa lucidité*, à Maurice de Guérin, enfin, l'auteur catholique de cet admirable *Centaure*, pénétré d'une si pure flamme panthéiste et païenne. Contre M. André Gide, admirateur des Soviets, M. Mauriac prononce une véhémente offensive. N'y aurait-il pas, suggère-t-il, parmi les apôtres du bolchévisme des hommes qui louent par peur, d'autres qui espèrent l'avènement d'un état où il n'y aurait plus de place pour le remords? Quelle implacable éloquence que celle de M. Mauriac et comme on comprend qu'il admire Bourdaloue, lu à la campagne! (*Ce n'est pas Morand*, se dit-il à ce propos, *ni Vaudoyer, ni Lacretelle, ni même Carco qui auraient eu l'idée de choisir Bourdaloue comme lecture de vacances.* Qui sait pourtant?)

On ne saurait assez louer le style splendide de ce livre. Et l'on ne peut que s'incliner devant la hautaine sévérité dont l'auteur donne tant de preuves à l'égard des humains. On doute pourtant que la religion où M. Mauriac va puiser avec une sincérité émouvante le meilleur de ses forces, enseigne tant de rigueur et de dureté à l'égard de la pauvre humanité. Il me semble qu'on a plus de chance de la guider celle-ci vers le bien en usant de douceur, d'indulgence, de charité qu'en maniant un fouet impitoyable. Il est vrai que M. Mauriac cherche ardemment à réaliser en lui-même cet implacable idéal de perfection vers lequel il veut si rudement tourner nos têtes et que c'est à ce douloureux effort que nous devons la sombre beauté de ses meilleures œuvres.

Francis Carco. C'est précisément le monde de la drogue sur l'étendue duquel M. Mauriac formule des hypothèses si pessimistes

qui se trouve évoqué dans le nouveau roman de M. Carco : *Sous la lumière noire* (c'est-à-dire sous la maigre lumière de la lampe des fumeurs d'opium). C'est aussi le monde des marlous, des apaches où M. Carco se complaît depuis longtemps, entraîné par une sorte de romantisme qui lui fait découvrir on ne sait quelle plaintive mélancolie dans les bouges et le cœur des malheureux ou des dévoyés qui les fréquentent. Né aux colonies, M. Carco s'est refait pour les commodités de sa vie parisienne un exotisme suburbain d'une qualité assez rare et il découvre aux gars du « milieu » une brutale sincérité, une sauvagerie triste qui l'émeuvent. Au fond, M. Carco, comme cette Verotchka qu'il peignit jadis dans cette revue, a le « goût du malheur ».

Mais à force de vivre dans ce milieu dont la « poésie » s'harmonise à ces airs d'accordéon qui lui sont chers, — poésie qu'il a si justement exprimée dans *la Bohème et mon cœur* — M. Carco a fini par s'intéresser surtout à la psychologie du pur dévoyé. Les personnages de *Sous la lumière noire* sont à peu près tous abominables et il n'y a guère que M. Carco lui-même, qui s'est mis en scène dans son roman, pour plaider de temps à autre sinon la cause de la vertu, du moins celle de la modération dans le mal. M. Carco d'ailleurs juge très défavorablement ses personnages, nomme fréquemment Serge, son héros « le malfaisant garçon », « le mauvais drôle » et décide à plusieurs reprises de renoncer à voir un pareil vaurien. A chaque fois, il est vrai, sa curiosité l'emporte.

On n'en finirait pas de dépeindre les turpitudes de ce Serge, un garçon de « bonne famille » dévoyé dès l'adolescence. Il ne lui suffit pas d'absorber cocaïne et alcools, de fréquenter les jeunes apaches les plus suspects; il faut encore qu'il livre par la violence une sœur à son frère. La victime, Simone, ne lui voue pas d'ailleurs une haine durable et s'étant elle-même complètement pervertie, fumant l'opium et se faisant entretenir par une vieille dame, elle ne serait pas trop fâchée d'épouser Serge. Pourtant ce « délicieux éphèbe » a fait du chemin, en compagnie de crapules choisies et on l'a vu pendant la guerre se livrer dans des cabarets clandestins au plus louche trafic. Mais il est de fait pourtant qu'il n'est pas intellectuellement nul, puisqu'il est capable d'écrire un roman dont la lecture arrache à M. Carco des cris d'admiration. Il n'a pas non plus pris parti à jamais pour les plus fâcheuses amours, puisqu'il trouve moyen d'être jaloux de cette Simone dont il a été le mauvais génie. Peu s'en faut que ces singuliers personnages, cette jeune femme opiomane et ce romancier trop wildien, ne s'épousent. Mais le suicide opportun du secrétaire de Serge rappelle ce dernier au sentiment des convenances physiologiques et, fort heureusement pour l'eugé-

nisme, dont les bonnes règles risquaient d'être si fâcheusement transgressées, Simone et Serge se résignent à leurs *impératifs* personnels...; les sexes mourront chacun de leur côté.

Cette histoire effarante et qui est peut-être vraie, puisqu'on voit tout, n'est pas d'une crédibilité absolue. Cela doit tenir à des lacunes dans les portraits psychologiques de ces singuliers héros — à l'existence desquels on ne saurait dire du reste que nous nous intéressions très vivement. Mais il y a dans toutes les scènes du livre une vie indéniable, qui tient à l'ambiance, aux décors, au milieu très finement observés. A peine le livre fermé, il faut faire effort pour se souvenir des aventures compliquées des personnages; mais un coin de caboulot, des gestes de fumeurs groupés autour d'une lampe restent gravés dans l'esprit.

Gens de mer, par *Édouard Peisson*. — J. F. Nau, un tout jeune capitaine, a été chargé de mener de Portland (États-Unis) à Marseille un schooner à cinq mâts, muni de deux moteurs auxiliaires. Honnête, appliqué, Nau, dont c'est là le premier commandement, a, dès le départ, quelques difficultés avec Fitcher, un capitaine qui doit faire le même trajet que lui sur un autre voilier, le *Phoque Blanc*. Comme l'attitude de ce Fitcher lui semble incorrecte, Nau, dans un port des Bermudes, dernière escale avant la grande traversée, refuse de lui serrer la main. Après cela il ne peut plus être question pour Nau de demander conseil à ce vieux loup de mer qu'est Fitcher, et se référant à des traités de navigation à voiles, Nau, perdant de vue le *Phoque Blanc*, conduit son propre navire beaucoup trop au nord. Une tempête terrible l'assaille; la cargaison de blé qu'il a chargée à San Francisco se déplace dans la cale, et, alors que son équipage est déjà épuisé par plusieurs journées de lutte contre les éléments, le *Pétrel* se couche à peu près sur l'eau : il est « engagé ». La lutte entreprise par l'équipage contre la tempête est vraiment pathétique et l'on suit avec émotion les efforts des marins qui travaillent à aveugler les voies d'eau ou se livrent à de périlleux exercices sur le pont du navire, incliné à 30° sur l'horizontale, et balayé par des trombes d'eau. Comme, après maintes tentatives, on a réussi à abattre les mâts, le navire se redresse; mais il est désemparé et la tempête ne s'apaise pas. Pour compliquer la situation un énorme billot de bois, qui se trouvait amarré sur le pont est libéré par une lame et se transformant en bélier, tel le canon du *Quatre-Vingt-Treize* de Victor Hugo, détruit l'hiloire d'une cale, la cuisine, la cloison de la dunette, broyant même au passage le pied d'un marin. Enfin, après deux nuits de combat et alors que tous les hommes du *Pétrel* sont près de la prostration ou de la folie, un vaisseau apparaît; c'est

le *Phoque Blanc* de Fitcher qui avait été alerté par un appel de T. S. F., d'ailleurs prématurément « coupé ». Après maints épisodes dramatiques, l'équipage du *Pétrel* peut être transbordé sur le navire sauveur et l'épave abandonnée est bientôt engloutie par une lame.

Le dissentiment de Nau et Fitcher qui constitue un des ressorts de ce livre paraît à vrai dire un peu artificiel. Il est trop visible que l'auteur redoutant que son sujet ne parût insuffisant du point de vue psychologique a cherché quelque moyen de le corser. Pour les mêmes raisons sans doute il a coupé le récit de l'odyssée du *Pétrel* par une évocation des divers points du monde où le S. O. S. de ce navire a porté l'angoisse : cabinet d'armateur, familles des marins, compagnie internationale de sauvetage, et ces intermèdes nous ont semblé conventionnels. En réalité, le principal personnage du livre c'est le *Pétrel*, qui aurait pu avoir les honneurs du titre. La lutte du navire contre les flots représente la meilleure partie du livre, la moins apprêtée. Un homme qui aime la mer y dépeint très simplement les phases d'un combat qu'il a dû bien souvent voir mener. S'il y a un sentiment que M. Peisson n'a pas cherché à faire naître chez ses lecteurs c'est la terreur; en face de l'ouragan il ne songe pas à jouer sur nous de l'épouvante. On sent en lui cet esprit intrépide qu'on appelle maintenant « sportif » : ce qui le passionne et par conséquent nous passionne, c'est le match, le match contre la mer.

En lisant M. Peisson, il est impossible de ne pas songer à Conrad (et bien entendu entre tous les romans de Conrad au *Typhon*). Mais il y a plus de vie profonde chez les personnages de Conrad et presque toutes les œuvres de cet écrivain expriment une profonde poésie dont on ne saurait dire que le livre de M. Peisson soit pénétré. Il serait bien injuste pourtant d'écraser un jeune auteur sous une si redoutable comparaison. M. Peisson a du talent, mais il fera bien de surveiller son style qui est parfois un peu lâche.

M. Jean Gaulmier, qui a servi dans un régiment de coloniale en Syrie, a réussi, sous le titre *Matricule Huit*, un certain nombre de récits que ce séjour inspira. Rien d'artificiel dans la juxtaposition de ces contes excellents. Une même nécessité intérieure, un même sentiment profond de tristesse et d'humanité les ont fait naître. On peut mesurer la qualité d'un romancier à ce fait que, quelle que soit la vulgarité du sujet qu'il a choisi, aucune vulgarité ne passe dans son propre récit. C'est qu'en véritable artiste, il a imprimé aux spectacles aperçus une marque personnelle ineffaçable. On s'excuse de répéter de pareilles banalités, mais c'est qu'en les négligeant on risque d'injustement départager les œuvres qui nous

sont proposées. D'un côté il y a le « bon travail », qui est accompli parfois par des hommes de talent, mais ne peut connaître littérairement qu'une vie éphémère et de l'autre, l'œuvre personnelle, nécessairement poétique.

Il me semble — sans avoir la prétention de prophétiser sur son destin futur — que M. Gaulmier est du bon côté de la barricade. On ne trouve aucune note fausse, dans ses contes qui ont, de plus, le mérite d'être parfaitement composés. L'histoire du nègre Legbassi qui est confondu, en Afrique, avec un de ses compatriotes et vient mourir, par erreur si l'on peut dire, en Syrie, est parfaite. Et l'on appréciera également sans doute les aventures de la petite prostituée qui « travaille » pour faire bien élever son frère, la cornélienne attitude du brave paysan dont le fils là-bas, au diable, en Syrie, s'est tué, après avoir tripoté dans la caisse du régiment, ou encore le retour du colonial qui est si malmené par la vie civile qu'il « rengage » pour se réfugier dans l'apaisante obéissance. Comme M. Gaulmier évoque à traits justes l'atmosphère de la caserne, telle du moins qu'elle est perçue par des jeunes gens trop sensibles, que l'injustice d'un sous-officier brutal peut tourmenter au point de les faire songer au suicide. Et comme il a bien vu que, quel que soit le pays où elle surgit, la caserne reste éternellement un monde clos, d'un caractère si profondément universel, uniforme, qu'il ferait naître les mêmes odeurs, les mêmes ennuis, les mêmes espoirs, les mêmes nostalgies dans les plus horribles et dans les plus beaux lieux du monde.

MARCEL THIÉBAUT

CORRESPONDANCE. — Nous recevons une lettre de M. Cornu, député des Côtes-du-Nord, en réponse à l'article du docteur Javal sur *le Crédit Agricole* paru dans *la Revue de Paris* du 1er janvier. Les lignes de la présente livraison étant déjà entièrement arrêtées au moment où nous avons reçu la lettre de M. Cornu, nous devons en ajourner la publication au 1er avril.

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

LE MARCHÉ FINANCIER

L'impression favorable qui eût dû résulter du vote du Budget a été contrecarrée, sur le marché boursier, par divers incidents locaux.

Ce fut, notamment, la baisse profonde des cours de quelques grandes valeurs industrielles telles que : Pennarroya, Azote, Citroën. *La première nommée était, depuis plusieurs semaines, assez vivement discutée; il ne semble pas que rien de nouveau se soit produit dans sa situation. En ce qui concerne la* Norvégienne de l'Azote *dont les cours, depuis un certain temps, ne cessaient de s'affaisser lentement, on a tout à coup annoncé que la Société se voyait contrainte de fermer, pour un ou deux mois, l'une de ses principales usines. On s'empressait d'ajouter que cette décision, motivée par l'insuffisance temporaire des eaux d'alimentation, n'aurait pas d'inconvénients sérieux et qu'elle permettrait, au contraire, de réduire des stocks estimés excessifs. Le marché a enregistré ces déclarations avec un scepticisme qui s'est reflété dans un nouveau et sensible fléchissement des cours.*

Cependant, la baisse la plus brutale, la plus profonde et la plus commentée a été celle de l'action Citroën. *Ce titre qui dépassait encore le pair de 500 francs le 15 janvier avait progressivement fléchi jusqu'aux alentours de 400 francs à la fin février sans que l'on y prêtât grande attention. On croyait à une audacieuse et imprudente attaque d'un parti vendeur. Tout à coup des bruits alarmants circulèrent : l'échéance de fin de mois de la Société n'avait pu être, disait-on, que très péniblement assurée; les grandes banques étudiaient d'urgence le moyen de sauvegarder cette entreprise qui techniquement fait grand honneur à l'industrie nationale. En trois séances de Bourse l'action tombant jusque vers 360 a donc perdu près de 150 francs. On connaît mal la situation exacte de l'entreprise. Il est probable que son organisation financière devra, quand le calme sera revenu, être profondément remaniée.*

Ces incidents, indépendamment des regrettables déceptions qu'ils apportaient, ne pouvaient manquer de fournir aux spécialistes du découvert l'occasion de tenter une manœuvre d'envergure. Ils n'y ont point failli. Cependant, leur réussite paraît être restée, jusqu'ici, de qualité assez médiocre. C'est que, malgré l'éventualité de quelques défaillances individuelles, l'ensemble de la Cote ne paraît guère vulnérable désormais.

Hormis les petites opérations au jour le jour d'une spéculation sans convictions les grands et puissants meneurs s'abstiennent encore d'intervenir sur le marché tout autant que les capitaux de placement. Ceux-ci s'obstinent peureusement dans une thésaurisation stérile qui, estime-t-on, n'a pas accumulé moins d'une quarantaine de milliards. Ceux-là fourbissent leurs armes en notant patiemment les symptômes d'amélioration qui commencent à se manifester dans l'évolution de la crise mondiale.

La Bourse de Londres, je l'ai signalé depuis longtemps, a déjà nettement repris la tête du mouvement de restauration. Elle a dû cette primauté à la saine politique financière de l'Angleterre. Son marché est abondamment pourvu de capitaux qui y affluent de toutes parts et qui y trouvent des emplois amplement productifs. Ce ne sont pas seulement les Mines d'or, transvaaliennes, canadiennes ou autres, qui ont alimenté, depuis plus d'un an, de fructueuses opérations. Les valeurs industrielles et commerciales, tout comme les fonds nationaux, ont également bénéficié de hausses importantes qui ne cessent de se consolider en dépit des soucis provoqués, pour nos amis comme pour nous, par les frictions internationales. L'Angleterre nous donne ainsi un exemple qui est une démonstration.

Ne convient-il pas que nous l'enregistrions et que nous en tirions la leçon au moment où nous commençons à réaliser, à notre tour, en dépit de l'émoi que causent des scandales retentissants, l'effort de redressement moral et financier qui était devenu urgent? Le vote du Budget a marqué une première étape qui, bien qu'imparfaite, a eu le mérite d'ouvrir la voie et qui, nous n'en pouvons guère plus douter, a ouvert la perspective d'autres cheminements vers une amélioration de notre situation économique et financière.

Retrouvant la quiétude qui leur est indispensable, les capitaux qu'à la longue l'inaction ruinerait fatalement vont donc pouvoir revenir, chez nous aussi, se mettre en quête d'emplois fructueux. Déjà de multiples grands Emprunts se succèdent. Déjà, aussi, de nouveaux placements en actions industrielles se présentent. L'élan commence à se produire. Presque à notre insu il s'accélérera. Les capitaux les mieux avertis, qui seront les premiers à en profiter, seront aussi, sans doute, ceux qui, légitimement, en retireront les plus larges satisfactions.

A Londres, comme je le disais tout à l'heure, l'ambiance du marché boursier se maintient très favorable en paraissant favoriser plus spécialement les grandes valeurs industrielles et commerciales.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union industrielle française.

Toute demande de renseignements détaillés concernant cette chronique doit être adressée directement à son rédacteur, M. André Ply, 5, rue de Vienne, Paris (8e).